

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires économiques

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1965

Imprimerie SNEL EN WEL
JOZEF KENNESLEI 20
WILRIJK-ANVERS

1967

Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1965

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

- § 1. — Principes et exécution des enquêtes.
 - 1. Généralités.
 - 2. Infractions prises en considération.
 - 3. Unités statistiques prises en considération.
 - 4. Méthode d'élaboration.
 - 5. Organisation des travaux.

- § 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :
 - 1. Economie générale du droit criminel.
 - 2. Notions de droit pénal.
 - 3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
 - 4. Le droit criminel et la statistique.

- § 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

- Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.
- „ II. — Etat civil et situation de famille des condamnés.
- „ III. — Profession et état social des condamnés.
- „ IV. — Age des condamnés.
- „ V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- „ VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- „ VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1^o) de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale) ;

2^o) des décisions intervenues (statistique des condamnations) ;

3^o) de la personne des justiciables (statistique des condamnés) ;

4^o) des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc.... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégageant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme "criminel" au sens admis par la "statistique criminelle".

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas, dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1^o) les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits ;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique

en sont exceptés :

— certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ;

— les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;

2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1866, art. 22 à 25.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
		Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314.
	8	Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26. Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386 bis
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21
		22 C. P. art. 393 à 397, 475.
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23
		24 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25
Duel		26 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27 C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28 C. P. art. 443 à 452.
		29 C. P. art. 453.
Violation de sépulture		30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31 C. P. art. 454 à 457
Violation du secret professionnel		32 C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications		33 C. P. 460 et 460bis.
		Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54.
		Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c).
		Loi concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
Vols et maraudages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34
		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
Banqueroute		37 C. P. art. 489 et 490.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis.
		39 Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206. Loi sur la falsification de denrées alimentaires. 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935, Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1951, art. 22.
Recel		40 C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires).
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41
		42 C. P. art. 510 à 518.
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2.
		44 Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
		45

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a) Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b) Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de com-

plément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état-civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge ; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1^o) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2^o) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3^o) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers ;

4^o) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et en

suite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse ;

5^o) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives

de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 196		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
		Infrac.	Années	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents				
Tribunal	Légitime ou illégitime				
Infraction	Infraction				
Peine prononcée	Canton				
Sursis	Age				
Peine ou mesure accessoire	Etat civil				
	Nombre d'enfants				
	Instruction				
	Profession				
	Ivrognerie				
	Récidive				
	sans juridictions militaires				
	avec juridictions militaires				
	Décisions des juges d'enfants				
	infractions criminelles				
	vagabondage, etc.				
Appel police		46			

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le premier volet est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Le deuxième volet sert à établir la statistique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet II d'une fiche.

Les fiches sont transmises régulièrement à l'Institut national de Statistique qui les classe selon le numéro de casier judiciaire qu'elles portent. Il est ainsi possible de ne tenir compte que de la dernière condamnation encourue par les individus qui ont été condamnés plusieurs fois dans le cours de l'année.

Le volet III de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet II, est mentionnée séparément sur le volet III.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements ;
- 2) celle des publications ;

3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassant largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au "modus vivendi" que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal ; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par «droit criminel» ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle "nulla poena sine lege" découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que "nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi".

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction légale, perte de certains droits civils et politiques, confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) Personnalité des peines.

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) Non-rétroactivité de la loi pénale.

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) Tentative.

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) Concours.

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule

prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) Participation.

Sont punis comme "auteurs" ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. "Complices" sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime ; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) Causes de Justification.

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) enlèvent également au fait son caractère délictuel.

10) Causes d'excuse.

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) Circonstances atténuantes.

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé de circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal

prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge du fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) Récidive.

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) Extinction de peine.

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) Délais de prescription.

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans ; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) Libération et condamnations conditionnelles.

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli

avec un minimum de 3 mois. Elle peut entraîner interdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de 2 ans au plus, n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit (L. 14-11-1947).

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.

La démence est un cas de justification.

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de respon-

sabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui

toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les garde pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres adjoints et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation ; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée ; dans le même

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les Tribunaux répressifs ; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement ; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite ; cette information qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à

la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois ; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais ; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolutoire, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPETENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure : Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substituts et Substituts du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL. Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambres des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers,	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substituts du procureur-général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1° La Cour : composée du président (membre de la Cour d'Appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2° Le Jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiae, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux, baux à loyer et autres), les infractions (contraven-

tions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci : le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personae : le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiae : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents, les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiae : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déferés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personae : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice, coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substituts près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2^o de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il ne peut pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

d'infractions ; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de *condamnés* et le nombre d'*infractions individuelles* commises par l'ensemble de ces condamnés ; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1^o) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave) ;

2^o) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code ; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont com-

posés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état-civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel ; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

"Informations et Documentation" dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle ; on les trouvera réunis ci-dessous.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE.

AN-NEES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134 840	205 388	653 827	622 326	518 260	438 133	287 692	154 029	3 014 495
	Femmes	133 745	202 699	632 181	636 747	534 639	453 917	313 644	199 478	3 107 050
	Ensemble.	268 585	408 087	1 286 008	1 259 073	1 052 899	892 050	601 336	353 507	6 121 545
1956	Hommes	109 889	174 930	569 533	621 405	601 679	583 685	385 249	282 364	3 328 734
	Femmes	109 125	172 577	563 558	600 201	603 282	622 916	469 740	380 498	3 521 897
	Ensemble.	219 014	347 507	1 133 091	1 221 606	1 204 961	1 206 601	854 989	662 862	6 850 631
1957	Hommes	99 823	175 749	562 375	650 175	575 971	591 288	393 222	285 322	3 333 925
	Femmes	97 777	173 721	557 621	626 354	575 908	626 793	479 963	388 118	3 526 255
	Ensemble.	197 600	349 470	1 119 996	1 276 529	1 151 879	1 218 081	873 185	673 440	6 860 180
1958	Hommes	98 673	169 614	553 947	675 137	547 639	595 517	401 182	285 223	3 326 932
	Femmes	95 827	168 663	550 706	652 780	548 059	631 180	490 219	393 405	3 530 839
	Ensemble.	194 500	338 277	1 104 653	1 327 917	1 095 698	1 226 697	891 401	678 628	6 857 771
1959	Hommes	110 676	156 657	547 941	682 850	536 019	597 294	409 636	288 682	3 329 755
	Femmes	106 996	155 454	545 852	663 560	535 958	630 868	501 154	402 740	3 542 582
	Ensemble.	217 672	312 111	1 093 793	1 346 410	1 071 977	1 228 162	910 790	691 422	6 872 337
1960	Hommes	120 561	150 664	537 992	677 035	542 675	597 411	419 681	284 807	3 330 826
	Femmes	117 181	147 653	537 218	601 080	541 365	630 956	512 412	405 139	3 553 004
	Ensemble.	237 742	298 317	1 075 210	1 338 115	1 084 040	1 228 367	932 093	689 946	6 883 830
*1961	Hommes	123 694	158 787	530 507	660 858	533 544	578 848	424 959	293 255	3 304 452
	Femmes	120 004	153 762	529 127	660 101	542 638	615 364	516 562	413 885	3 551 443
	Ensemble.	243 698	312 549	1 059 634	1 320 959	1 076 182	1 194 212	941 521	707 140	6 855 895
1962	Hommes	135 278	174 345	518 775	660 552	536 243	576 672	435 073	294 468	3 331 406
	Femmes	130 577	167 682	512 579	657 967	545 090	613 448	526 859	421 394	3 575 596
	Ensemble.	265 855	342 027	1 031 354	1 318 519	1 081 333	1 190 120	961 932	715 862	6 907 002
1963	Hommes	146 272	185 397	518 419	658 996	542 023	574 939	442 432	294 650	3 363 128
	Femmes	140 477	178 569	504 730	652 264	550 048	611 625	534 079	429 495	3 601 287
	Ensemble.	286 749	363 966	1 023 149	1 311 260	1 092 071	1 186 564	976 511	724 145	6 964 415
1964	Hommes	145 922	200 943	529 261	659 841	549 111	572 262	450 728	298 457	3 406 525
	Femmes	140 869	192 546	505 084	647 547	555 772	608 767	542 574	440 239	3 633 398
	Ensemble.	286 791	393 489	1 034 345	1 307 388	1 104 883	1 181 029	993 302	738 696	7 039 923
1965	Hommes	144 937	212 120	536 507	653 452	564 314	559 750	455 962	301 884	3 428 926
	Femmes	139 726	203 180	510 470	640 364	571 269	595 821	548 069	451 054	3 659 953
	Ensemble.	284 663	415 300	1 046 977	1 293 816	1 135 583	1 155 571	1 004 031	752 938	7 088 879

* Chiffres du recensement au 31-XII-1961.

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION
PAR Km2, PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1965 (2).

Arrondissement judiciaire	Etendue en km2	Population en 1965	Densité par km2 en 1965
Bruxelles	1 109,04	1 512 482	1 364
Louvain	1 162,78	375 629	323
Nivelles	1 097,46	220 185	201
Anvers	1 000,90	899 217	898
Malines	503,63	277 617	551
Turnhout	1 356,05	317 228	234
Mons	1 176,36	425 962	362
Charleroi	1 469,22	607 872	414
Tournai	1 152,63	299 598	260
Gand	1 355,61	566 082	418
Audenarde	677,82	258 592	382
Termonde	943,79	470 021	498
Bruges	1 224,33	419 666	343
Courtrai	642,18	387 394	603
Furnes	628,02	95 430	152
Ypres	637,80	126 675	199
Liège	903,03	650 048	720
Huy	958,37	128 260	134
Verviers	2 014,43	239 274	119
Tongres	1 227,59	299 234	244
Hasselt	1 194,13	325 212	272
Arlon	1 235,91	94 370	76
Marche-en-Famenne	1 402,06	55 345	39
Neufchâteau	1 779,99	69 735	39
Namur	1 124,42	234 174	208
Dinant	2 535,83	143 932	57
Le Royaume	30 513,38	9 499 234	311

(1) Y compris les moins de 16 ans.

(2) Suivant la nouvelle subdivision du territoire au 1.9.1963.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4^o) afférentes à l'année 1964 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter parce qu'elles se rapportent à un individu qui a été condamné plusieurs fois dans le cours de l'année. Il constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils

ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3^o du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires ; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n° 1 correspond au tableau n° 30 de l'ancienne publication "Statistique judiciaire de la Belgique".)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES ET DES
CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE
D'INFRACTION
ANNEE 1965

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	1 — 1	— 1 1	1 1 2	1 — 1	— 1 1	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	15 — 15	10 — 10	5 — 5	15 — 15	10 — 10	5 — 5	— — —	— — —	— — —
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	943 244 1 187	529 171 700	414 73 487	871 229 1 100	510 166 676	361 63 424	72 15 87	19 5 24	53 10 63
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	41 23 64	26 18 44	15 5 20	40 23 63	26 18 44	14 5 19	1 — 1	— — —	1 — 1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Hommes Femmes Ensemble	66 10 76	42 6 48	24 4 28	62 7 69	40 5 45	22 2 24	4 3 7	2 1 3	2 2 4
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	29 4 33	26 4 30	3 — 3	29 4 33	26 4 30	3 — 3	— — —	— — —	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers : peines correctionnelles	7	Hommes Femmes Ensemble	2 044 258 2 302	957 162 1 119	1 087 96 1 183	1 868 240 2 108	914 158 1 072	954 82 1 036	176 18 194	13 4 17	133 14 147
peines de police	8	Hommes Femmes Ensemble	202 42 244	133 28 161	69 14 83	192 41 233	129 28 157	63 13 76	10 1 11	4 — 4	6 1 7
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	261 15 279	113 7 120	151 8 159	242 14 256	109 7 116	133 7 140	22 1 23	4 — 4	18 1 19
X Avortement	10	Hommes Femmes Ensemble	40 87 127	23 68 91	17 19 36	38 86 124	22 67 89	16 19 35	2 1 3	1 1 2	1 — 1
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes Femmes Ensemble	172 96 268	79 57 136	93 39 132	150 89 239	67 54 121	83 35 118	22 7 29	12 3 15	10 4 14
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	Hommes Femmes Ensemble	46 9 55	33 5 38	13 4 17	43 9 52	32 5 37	11 4 15	3 — 3	1 — 1	2 — 2
Attentats à la pudeur et viols : peines criminelles	14	Hommes Femmes Ensemble	3 1 4	3 — 3	— 1 1	3 1 4	3 — 3	— 1 1	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	15	Hommes Femmes Ensemble	1 008 32 1 040	647 20 667	361 12 373	958 32 990	621 20 641	337 12 349	50 — 50	26 — 26	24 — 24

Relevé n° 1 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivis- tes réunis	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes Femmes Ensemble	149 244 393	63 119 182	86 125 211	139 229 368	62 114 176	77 115 192	10 15 25	1 5 6	9 10 19
Outrages publics aux mœurs : peines correctionnelles	17	Hommes Femmes Ensemble	820 147 967	505 112 617	315 35 350	778 141 919	488 108 596	290 33 323	42 6 48	17 4 21	25 2 27
peines de police	18	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie	19	Hommes Femmes Ensemble	2 938 1 730 4 668	1 772 1 398 3 170	1 166 332 1 498	2 760 1 698 4 458	1 705 1 374 3 079	1 055 324 1 379	178 24 210	67 24 91	111 8 119
Abandon de famille	20	Hommes Femmes Ensemble	603 16 619	206 12 218	397 4 401	550 14 564	187 10 197	363 4 367	53 2 55	19 2 21	34 — 34
Meurtre : peines criminelles	21	Hommes Femmes Ensemble	22 2 24	10 2 12	12 — 12	22 2 24	10 2 12	12 — 12	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	22	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	— 1 1	1 — 1	— 1 1	— 1 1	— — —	1 — 1	— — —	1 — 1
Lésions corporelles volontaires : peines criminelles	23	Hommes Femmes Ensemble	5 — 5	3 — 3	2 — 2	5 — 5	3 — 3	2 — 2	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	24	Hommes Femmes Ensemble	3 812 426 4 238	1 923 244 2 167	1 889 182 2 071	3 472 403 3 875	1 819 237 2 056	1 653 166 1 819	340 23 363	104 7 111	236 16 252
peines de police	25	Hommes Femmes Ensemble	1 799 426 2 225	1 050 246 1 296	749 180 929	1 676 410 2 086	1 014 245 1 259	662 165 827	123 16 139	36 1 37	87 15 102
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes Femmes Ensemble	113 6 119	35 3 38	78 3 81	96 6 102	32 3 35	64 3 67	17 — 17	3 — 3	14 — 14
Calomnies et injures : peines correctionnelles	28	Hommes Femmes Ensemble	96 43 139	49 30 79	47 13 60	86 42 128	48 29 77	38 13 51	10 1 11	1 1 2	9 — 9
peines de police	29	Hommes Femmes Ensemble	18 20 38	9 12 21	9 8 17	18 20 38	9 12 21	9 8 17	— — —	— — —	— — —
Violation de sépulture	30	Hommes Femmes Ensemble	1 1 2	— 1 1	1 — 1	1 1 2	— 1 1	1 1 2	— — —	— — —	— — —
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes Femmes Ensemble	3 — 3	1 — 1	2 — 2	3 — 3	1 — 1	2 — 2	— — —	— — —	— — —
Violation du secret professionnel	32	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes Femmes Ensemble	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —

Relevé n° 1 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DECOMPTÉES			
			Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	Primaires et récidivistes réunis	Primaires	Récidivistes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Vols et maraudages : peines criminelles . . .	34	Hommes	5	1	4	5	1	4	—	—	—	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—
		Ensemble	6	2	4	6	2	4	—	—	—	—
peines correctionnelles . . .	35	Hommes	4 944	2 500	2 444	4 471	2 341	2 130	473	159	314	—
		Femmes	1 145	758	387	1 100	737	363	45	21	24	—
		Ensemble	6 089	3 258	2 831	5 571	3 078	2 493	518	180	338	—
peines de police	36	Hommes	50	32	18	47	31	16	3	1	2	—
		Femmes	28	24	4	27	24	3	1	—	1	—
		Ensemble	78	56	22	74	55	19	4	1	3	—
Banqueroute	37	Hommes	82	52	30	76	49	27	6	3	3	—
		Femmes	12	11	1	12	11	1	—	—	—	—
		Ensemble	94	63	31	88	60	28	6	3	3	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie : peines correctionnelles . . .	38	Hommes	1 434	609	825	1 266	570	696	168	39	129	—
		Femmes	272	145	127	251	140	111	21	5	16	—
		Ensemble	1 706	754	952	1 517	710	807	189	44	145	—
peines de police	39	Hommes	2	1	1	1	1	—	1	—	1	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	1	1	1	1	—	1	—	1	—
Recel	40	Hommes	265	132	133	247	127	120	18	5	13	—
		Femmes	130	80	50	124	77	47	6	3	3	—
		Ensemble	395	212	183	371	204	167	24	8	16	—
Incendie : peines criminelles	41	Hommes	2	1	1	2	1	1	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	2	1	1	2	1	1	—	—	—	—
peines correctionnelles . . .	42	Hommes	18	9	9	14	9	5	4	—	4	—
		Femmes	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—
		Ensemble	19	10	9	15	10	5	4	—	4	—
Destruction et dommages : peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles . . .	44	Hommes	442	240	202	387	222	165	55	18	37	—
		Femmes	44	16	28	41	14	27	3	2	1	—
		Ensemble	486	256	230	428	236	192	58	20	38	—
peines de police	45	Hommes	145	81	64	138	77	61	7	4	3	—
		Femmes	15	6	9	14	6	8	1	—	1	—
		Ensemble	160	87	73	152	83	69	8	4	4	—
Totaux		Hommes	22 645	11 906	10 739	20 774	11 317	9 457	1 871	589	1 282	—
		Femmes	5 533	3 769	1 764	5 315	3 680	1 635	218	89	129	—
		Ensemble	28 178	15 675	12 503	26 089	14 997	11 092	2 089	678	1 411	—

APERÇUS RETROSPECTIF.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1956 à 1965 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31 313	8 641	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28 915	8 089	37 004
1956	21 314	6 023	27 337
1957	20 512	5 793	26 305
1958	21 205	5 694	26 899
1959	22 090	6 117	28 207
1960	21 795	5 870	27 665
1961	22 446	5 981	28 427
1962	21 475	5 968	27 443
1963	20 962	5 943	26 905
1964	21 767	6 086	27 853
1965	20 774	5 315	26 089

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGE D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNEES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78,37	21,63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78,11	21,89	100
1956	77,97	22,03	100
1957	77,98	22,02	100
1958	78,83	21,17	100
1959	78,31	21,69	100
1960	78,78	21,22	100
1961	78,96	21,04	100
1962	78,25	21,75	100
1963	77,91	22,09	100
1964	78,15	21,85	100
1965	79,63	20,37	100

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variati-

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

ons du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans ; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920, 1930, 1940 et 1950 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1 873	553	1 205
1910	1 643	493	1 062
1920	1 022	462	735
1930	1 039	278	653
1940	789	273	526
1950	715	206	454

En adoptant comme base égale à 100 les taux moyens relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1956 à 1965.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITE PAR SEXE. INDICES DES TAUX DE CRIMINALITE DE 1956 à 1965

ANNEES	Taux de criminalité par 100.000 habitants			Indice des taux de criminalité		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1 039	278	653	—	—	—
Taux moyens relevés de 1930 à 1939	945	256	595	100	100	100
1956	640	171	399	68	67	67
1957	615	164	383	65	64	64
1958	637	161	392	67	63	66
1959	663	173	410	70	68	69
1960	654	165	402	69	64	68
1961	679	168	415	72	66	70
1962	645	167	397	68	65	67
1963	623	165	386	66	64	65
1964	639	168	396	68	66	67
1965	606	145	368	64	57	62

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23 249	16 705	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20 661	16 343	37 004
1956	15 356	11 981	27 337
1957	14 986	11 319	26 305
1958	15 082	11 817	26 899
1959	15 952	12 255	28 207
1960	15 896	11 769	27 665
1961	16 325	12 102	28 427
1962	16 006	11 437	27 443
1963	15 266	11 639	26 905
1964	16 108	11 745	27 853
1965	14 997	11 092	26 089

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

On trouvera dans le tableau D une répartition des condamnés en primaires et récidivistes depuis 1956.

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1956 à 1965.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RECIDIVISTES CONDAMNES

ANNEES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58,19	41,81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55,74	44,26	100
1956	56,17	43,83	100
1957	56,97	43,03	
1958	56,07	43,93	
1959	56,55	43,45	
1960	57,46	42,54	
1961	57,43	42,57	
1962	58,32	41,68	
1963	56,74	43,26	
1964	57,83	42,17	
1965	57,48	42,52	

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS	
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes Femmes Ensemble	— — —	— 1 1	— — —	— — —	1 — 1	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes Femmes Ensemble	3 — 3	1 — 1	— — —	1 — 1	7 — 7	3 — 3
Faux en écritures	3	Hommes Femmes Ensemble	122 17 139	53 10 63	90 33 123	85 9 94	280 108 388	188 34 222
Faux témoignage ou serment	4	Hommes Femmes Ensemble	10 5 15	2 — 2	6 4 10	3 2 5	9 8 17	7 2 9
Usurpation de fonction, titres ou nom	5	Hommes Femmes Ensemble	24 3 27	7 1 8	3 — 3	5 — 5	13 1 14	8 1 9
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes Femmes Ensemble	2 2 4	— — —	7 — 7	— — —	14 2 16	3 — 3
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	386	265	126	164	379	458
		Femmes	35	12	22	15	90	44
peines de pol.	8	Hommes	40	7	25	16	64	36
		Femmes	4	2	10	1	12	5
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes Femmes Ensemble	34 1 35	39 2 41	19 1 20	22 1 23	54 3 57	65 3 68
X Avortement	10	Hommes	3	2	1	4	16	9
		Femmes	9	8	8	4	41	6
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	1	2	3	17	54	56
		Femmes	7	4	6	3	35	24
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	1	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	17	6	4	3	9	1
		Femmes	—	—	—	—	4	3
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	—	2	—	1	—
		Femmes	—	—	—	1	—	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	27	20	10	23	23	27
		Femmes	19	15	20	36	61	44
		Ensemble	46	35	30	59	84	71

— ANNEE 1965

VEUFS		DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL				
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	15
3	4	7	3	3	16	4	12	1	—	510	361	871
2	2	1	1	2	3	2	4	1	—	166	63	229
5	6	8	4	5	19	6	16	2	—	676	424	1 100
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	26	14	40
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	5	23
1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	44	19	63
—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	40	22	62
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	7
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	45	24	69
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	3	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	3	33
6	9	4	7	6	32	7	19	—	—	914	954	1 868
2	—	2	4	6	4	1	3	—	—	158	82	240
8	9	6	11	12	36	8	22	—	—	1 072	1 036	2 108
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	129	63	192
—	2	1	—	1	3	—	1	—	—	28	13	41
—	2	1	—	1	4	—	3	—	—	157	76	233
—	2	—	2	—	3	2	—	—	—	109	133	242
—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	7	7	14
—	3	—	2	—	3	4	—	—	—	116	140	256
—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	22	16	38
1	—	3	—	2	—	2	—	1	1	67	19	86
1	—	5	—	2	1	2	—	1	1	89	35	124
—	1	1	2	3	2	5	3	—	—	67	83	150
1	1	3	4	3	2	8	4	—	1	54	35	89
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	121	118	239
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	32	11	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	37	15	52
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
4	5	3	6	—	12	3	5	1	—	621	337	958
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	20	12	32
4	5	3	7	—	12	4	5	1	—	641	349	990
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	5	6	1	1	2	1	4	—	—	62	77	139
1	5	6	3	5	4	2	8	—	—	114	115	229
1	5	6	4	6	6	3	12	—	—	176	192	368

Relevé n° 2 — 1965 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CELIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS	
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Vols et maraudages	34	Hommes	—	2	—	1	1	1
		Femmes	—	—	—	—	1	—
		Ensemble	—	2	—	1	2	1
peines correc.	35	Hommes	1 355	949	229	342	714	691
		Femmes	138	35	150	77	404	189
		Ensemble	1 493	984	379	419	1 118	880
peines de pol.	36	Hommes	10	4	10	4	10	7
		Femmes	—	—	11	—	10	2
		Ensemble	10	4	21	4	20	9
Banqueroute	37	Hommes	2	3	10	4	37	18
		Femmes	1	—	2	1	7	—
		Ensemble	3	3	12	5	44	18
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	149	165	95	189	305	280
		Femmes	15	10	24	18	90	61
		Ensemble	164	175	119	207	395	341
peines de pol.	39	Hommes	—	—	1	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	1	—	—	—
Recel	40	Hommes	34	32	27	22	63	55
		Femmes	8	2	13	7	55	27
		Ensemble	42	34	40	29	118	82
Incendie	41	Hommes	1	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	—	—	—	—	1
peines correc.	42	Hommes	4	3	2	1	3	—
		Femmes	—	—	—	—	1	—
		Ensemble	4	3	2	1	4	—
Destructions et dommages	43	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—
peines correc.	44	Hommes	142	60	25	27	51	68
		Femmes	4	3	2	7	6	12
		Ensemble	146	63	27	34	57	80
peines de pol.	45	Hommes	33	21	16	17	27	22
		Femmes	—	—	1	3	3	5
		Ensemble	33	21	17	20	30	27
Totaux		Hommes	4 596	2 765	2 011	2 050	4 342	3 875
		Femmes	428	158	906	364	2 116	887
		Ensemble	5 024	2 923	2 917	2 414	6 458	4 762

VEUFS				DIVORCES				ETAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6
6	19	6	19	16	73	13	36	2	1	2 341	2 130	4 471
15	18	15	6	8	15	7	23	—	—	737	363	1 100
21	37	21	25	24	88	20	59	2	1	3 078	2 493	5 571
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	31	16	47
2	—	1	—	—	1	—	—	—	—	24	3	27
3	—	1	—	—	2	—	—	—	—	55	19	74
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	49	27	76
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	12
1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	60	28	88
2	8	6	6	6	32	7	16	—	—	570	696	1 266
2	2	5	6	2	6	2	8	—	—	140	111	251
4	10	11	12	8	38	9	24	—	—	710	807	1 517
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	1	1	—	1	5	1	5	—	—	127	120	247
—	—	1	2	—	4	—	5	—	—	77	47	124
—	1	2	2	1	9	1	10	—	—	204	167	371
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	9	5	14
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	10	5	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	2	7	1	2	—	—	222	165	387
—	1	1	1	—	2	1	1	—	—	14	27	41
1	2	1	1	2	9	2	3	—	—	236	192	428
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	77	61	138
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	6	8	14
1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	83	69	152
62	93	71	87	116	367	114	217	5	3	11 317	9 457	20 774
58	46	73	41	49	56	48	81	2	2	3 680	1 635	5 315
120	139	144	128	165	423	162	298	7	5	14 997	11 092	26 089

APERÇUS RETROSPECTIFS.**1. — Etat civil des condamnés.**

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1956 à 1965 le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées les moyennes se rapportant à la période 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1943, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

TABLEAU A. — NOMBRE DE CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNÉES DE COMPTÉ	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total	Pri-maires	Réci-divistes	Total
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	6 854	4 023	10 877	2 212	2 425	4 637	5 813	6 329	12 142	86	168	254
	Femmes	1 047	267	1 314	1 038	528	1 566	3 031	1 660	4 691	49	43	92
	Ensemble	7 901	4 290	12 191	3 250	2 953	6 203	8 844	7 989	16 833	135	211	346
1956	Hommes	4 634	2 529	7 163	1 899	2 187	4 086	4 502	4 428	8 930	57	108	165
	Femmes	668	194	862	972	494	1 466	2 143	1 052	3 195	43	57	100
	Ensemble	5 302	2 723	8 025	2 871	2 681	5 552	6 645	5 480	12 125	100	165	265
1957	Hommes	4 512	2 368	6 880	1 911	2 090	4 001	4 432	4 240	8 672	53	103	156
	Femmes	536	187	723	1 001	446	1 447	2 154	1 045	3 199	32	42	74
	Ensemble	5 048	2 555	7 603	2 912	2 536	5 448	6 586	5 285	11 871	85	145	230
1958	Hommes	4 715	2 583	7 298	1 889	2 191	4 080	4 378	4 415	8 793	59	95	154
	Femmes	527	163	690	954	492	1 446	2 129	996	3 125	41	40	81
	Ensemble	5 242	2 746	7 988	2 843	2 683	5 526	6 507	5 411	11 918	100	135	235
1959	Hommes	4 932	2 796	7 728	2 106	2 152	4 258	4 555	4 455	9 010	56	111	167
	Femmes	543	169	712	1 030	505	1 535	2 287	1 131	3 418	49	45	94
	Ensemble	5 475	2 965	8 440	3 136	2 657	5 793	6 842	5 586	12 428	105	156	261
1960	Hommes	5 088	2 735	7 823	1 886	2 134	4 020	4 528	4 384	8 912	60	138	198
	Femmes	590	155	745	981	476	1 457	2 319	931	3 250	28	50	78
	Ensemble	5 678	2 890	8 568	2 867	2 610	5 477	6 847	5 315	12 162	88	188	276
1961	Hommes	4 949	2 880	7 829	2 039	2 253	4 292	4 819	4 353	9 172	57	77	134
	Femmes	599	186	785	985	419	1 404	2 351	989	3 340	51	37	88
	Ensemble	5 548	3 066	8 614	3 024	2 672	5 696	7 170	5 342	12 512	108	114	222
1962	Hommes	5 018	2 736	7 754	1 941	1 986	3 927	4 446	4 032	8 478	54	90	144
	Femmes	613	160	773	985	378	1 363	2 325	987	3 312	50	36	86
	Ensemble	5 661	2 896	8 557	2 926	2 364	5 290	6 771	5 019	11 790	104	126	230
1963	Hommes	4 694	2 877	7 571	1 778	1 956	3 734	4 273	4 078	8 351	49	110	159
	Femmes	560	160	720	978	389	1 367	2 336	915	3 251	45	40	85
	Ensemble	5 254	3 037	8 291	2 756	2 345	5 101	6 609	4 993	11 602	94	150	244
1964	Hommes	4 748	2 927	7 675	2 021	2 033	4 054	4 579	4 010	8 589	70	99	169
	Femmes	521	151	672	1 020	386	1 406	2 399	957	3 356	70	48	118
	Ensemble	5 269	3 078	8 347	3 041	2 419	5 460	6 978	4 967	11 945	140	147	287
1965	Hommes	4 596	2 765	7 361	2 011	2 050	4 061	4 342	3 875	8 217	62	93	155
	Femmes	428	158	586	906	361	1 270	2 116	887	3 003	58	46	104
	Ensemble	5 024	2 923	7 947	2 917	2 414	5 331	6 458	4 762	11 220	120	139	259

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

ANNÉES DE COMPTÉ	SEXE	SITUATION DE FAMILLE											ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES			
		AVEC ENFANTS			DIVORCES						SANS ENFANTS		Total	Pri-maires	Récidivistes	Total	Pri-maires	Récidivistes	Total
		Pri-maires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS											
					Pri-maires	Récidivistes	Total	Pri-maires	Récidivistes	Total	Pri-maires	Récidivistes	Total						
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939	Hommes	181	300	481	63	230	293	39	136	175	50	6	56	15 298	13 617	28 915			
	Femmes	136	121	257	29	48	77	28	59	87	5	1	6	5 363	2 727	8 090			
	Ensemble	317	421	738	92	278	370	67	195	262	55	7	62	20 661	16 344	37 005			
1956	Hommes	91	142	233	109	337	446	72	216	288	3	—	3	11 367	9 947	21 314			
	Femmes	80	73	153	42	73	115	41	91	132	—	—	—	3 989	2 034	6 023			
	Ensemble	171	215	386	151	410	561	113	307	420	3	—	3	15 356	11 981	27 337			
1957	Hommes	90	119	209	87	274	361	49	182	231	1	1	2	11 135	9 377	20 512			
	Femmes	62	73	135	33	64	97	33	84	117	—	1	1	3 851	1 942	5 793			
	Ensemble	152	192	344	120	338	458	82	266	348	1	2	3	14 986	11 319	26 305			
1958	Hommes	80	115	195	95	329	424	62	195	257	4	—	4	11 282	9 923	21 205			
	Femmes	70	63	133	34	71	105	44	69	113	1	—	1	3 800	1 894	5 694			
	Ensemble	150	178	328	129	400	529	106	264	370	5	—	5	15 082	11 817	26 899			
1959	Hommes	84	114	198	95	359	454	78	195	273	—	2	2	11 906	10 184	22 090			
	Femmes	74	72	146	26	60	86	37	89	126	—	—	—	4 046	2 071	6 117			
	Ensemble	158	186	344	121	419	540	115	284	399	—	2	2	15 952	12 255	28 207			
1960	Hommes	91	129	220	89	272	361	65	158	223	38	—	38	11 845	9 950	21 795			
	Femmes	57	61	118	34	75	110	33	70	103	9	—	9	4 051	1 819	5 870			
	Ensemble	148	190	338	123	348	471	98	228	326	47	—	47	15 896	11 769	27 665			
1961	Hommes	74	107	181	106	385	491	87	205	292	34	21	55	12 165	10 281	22 446			
	Femmes	56	48	104	47	60	107	63	78	141	8	4	12	4 160	1 821	5 981			
	Ensemble	130	155	285	153	445	598	150	283	433	42	25	67	16 325	12 102	28 427			
1962	Hommes	89	83	172	123	402	525	95	300	395	42	8	50	11 838	9 637	21 475			
	Femmes	72	56	128	49	65	114	66	117	183	8	1	9	4 168	1 800	5 968			
	Ensemble	161	139	300	172	467	639	161	417	578	50	9	59	16 006	11 437	27 443			
1963	Hommes	62	110	172	112	435	547	119	294	413	9	6	15	11 096	9 866	20 962			
	Femmes	79	67	146	72	88	160	98	114	212	2	—	2	4 170	1 773	5 943			
	Ensemble	141	177	318	184	523	707	217	408	625	11	6	17	15 266	11 639	26 905			
1964	Hommes	109	112	221	160	464	624	133	296	429	5	1	6	11 825	9 942	21 767			
	Femmes	96	40	136	66	86	152	111	134	245	—	1	1	4 283	1 803	6 086			
	Ensemble	205	152	357	226	550	776	244	430	674	5	2	7	16 108	11 745	27 853			
1965	Hommes	71	87	158	116	367	483	114	217	331	5	3	8	11 317	9 457	20 774			
	Femmes	73	41	114	49	56	105	48	81	129	2	2	4	3 680	1 635	5 315			
	Ensemble	144	128	272	165	423	588	162	298	460	7	5	12	14 997	11 092	26 089			

TABLEAU B. — POURCENTAGES DES CONDAMNES D'APRES L'ETAT CIVIL,

ANNÉES DE COMPTE	SEXE	ETAT CIVIL											
		CELIBATAIRES			MARIÉS						VEUFS		
		Primaires	Récidivistes	Total	SANS ENFANTS			AVEC ENFANTS			SANS ENFANTS		
					Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total
Pour les moyennes relevées de 1930 à 1939	Hommes	18,42	10,87	29,29	5,98	6,58	12,56	15,70	17,13	32,83	0,23	0,46	0,69
	Femmes	2,81	0,72	3,53	2,82	1,44	4,26	8,20	4,49	12,69	0,14	0,11	0,25
	Ensemble	21,23	11,59	32,82	8,80	8,02	16,82	23,90	21,62	45,52	0,37	0,57	0,94
1956	Hommes	16,95	9,25	26,20	6,95	8,00	14,95	16,46	16,21	32,67	0,21	0,39	0,60
	Femmes	2,45	0,71	3,16	3,55	1,81	5,36	7,84	3,84	11,68	0,16	0,21	0,37
	Ensemble	19,40	9,96	29,36	10,50	9,81	20,31	24,30	20,05	44,35	0,37	0,60	0,97
1957	Hommes	17,15	9,01	26,16	7,27	7,95	15,22	16,85	16,12	32,97	0,20	0,39	0,59
	Femmes	2,04	0,71	2,75	3,81	1,70	5,51	8,19	3,97	12,16	0,12	0,16	0,28
	Ensemble	19	9,72	28,91	11,08	9,65	20,73	25,04	20,09	45,13	0,32	0,55	0,87
1958	Hommes	17,53	9,60	27,13	7,02	8,15	15,17	16,28	16,41	32,69	0,22	0,35	0,57
	Femmes	1,96	0,61	2,57	3,55	1,83	5,38	7,92	3,70	11,62	0,15	0,15	0,30
	Ensemble	19,49	10,21	29,70	10,57	9,98	20,55	24,20	20,11	44,31	0,37	0,50	0,87
1959	Hommes	17,48	9,91	27,39	7,47	7,63	15,10	16,15	15,79	31,94	0,20	0,39	0,59
	Femmes	1,93	0,60	2,53	3,65	1,79	5,44	8,10	4,01	12,11	0,17	0,16	0,33
	Ensemble	19,41	10,51	29,92	11,12	9,42	20,54	24,25	19,80	44,05	0,37	0,55	0,92
1960	Hommes	18,39	9,89	28,28	6,82	7,71	14,53	16,37	15,84	32,21	0,21	0,51	0,72
	Femmes	2,13	0,56	2,69	3,55	1,72	5,27	8,38	3,37	11,75	0,11	0,17	0,28
	Ensemble	20,52	10,45	30,97	10,37	9,43	19,80	24,75	19,21	43,96	0,32	0,68	1,00
1961	Hommes	17,41	10,13	27,54	7,17	7,93	15,10	16,95	15,31	32,26	0,20	0,27	0,47
	Femmes	2,10	0,66	2,76	3,47	1,47	4,94	8,27	3,49	11,76	0,18	0,13	0,31
	Ensemble	19,51	10,79	30,30	10,64	9,40	20,04	25,22	18,80	44,02	0,38	0,40	0,78
1962	Hommes	18,39	9,97	28,36	7,07	7,24	14,31	16,20	14,69	30,89	0,20	0,33	0,53
	Femmes	2,24	0,58	2,82	3,59	1,37	4,97	8,47	3,60	12,07	0,18	0,13	0,31
	Ensemble	20,63	10,55	31,18	10,66	8,61	19,28	24,67	18,29	42,96	0,38	0,46	0,84
1963	Hommes	17,45	10,69	28,14	6,61	7,27	13,88	15,88	15,16	31,04	0,18	0,41	0,59
	Femmes	2,08	0,60	2,68	3,63	1,45	5,08	8,68	3,40	12,08	0,17	0,15	0,32
	Ensemble	19,53	11,29	30,82	10,24	8,72	18,96	24,56	18,56	43,12	0,35	0,56	0,91
1964	Hommes	17,05	10,51	27,56	7,26	7,29	14,55	16,44	14,39	30,83	0,25	0,36	0,61
	Femmes	1,87	0,54	2,41	3,66	1,39	5,05	8,61	3,44	12,05	0,25	0,17	0,42
	Ensemble	18,92	11,05	29,97	10,92	8,68	19,60	25,05	17,83	42,88	0,50	0,53	1,03
1965	Hommes	17,61	10,60	28,21	7,71	7,86	15,57	16,65	14,85	31,50	0,24	0,35	0,59
	Femmes	1,64	0,60	2,24	3,47	1,40	4,87	8,11	3,40	11,51	0,22	0,18	0,40
	Ensemble	19,25	11,20	30,45	11,18	9,26	20,44	24,76	18,25	43,01	0,46	0,53	0,99

LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

	AVEC ENFANTS	SANS ENFANTS	AVEC ENFANTS	ETAT CIVIL INCONNU			TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNES								
				Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total						
										Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total			
				Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total	Pri-maires	Ré-ci-di-vistes	Total						
Pour les moyennes relevées de 1930 à 1939	0,49	0,81	1,30	0,17	0,63	0,80	0,11	0,37	0,48	0,13	0,02	0,15	41,23	36,87	78,10
	0,37	0,33	0,70	0,08	0,13	0,21	0,07	0,17	0,24	0,02	—	0,02	14,51	7,39	21,90
	0,86	1,14	2,—	0,25	0,76	1,01	0,18	0,54	0,72	0,15	0,02	0,17	55,74	44,26	100,00
1956	0,33	0,52	0,85	0,40	1,23	1,63	0,27	0,79	1,06	0,01	—	0,01	41,58	36,39	77,97
	0,29	0,27	0,56	0,15	0,27	0,42	0,15	0,33	0,48	—	—	—	14,59	7,44	22,03
	0,62	0,79	1,41	0,55	1,50	2,05	0,42	1,12	1,54	0,01	—	0,01	56,17	43,83	100,00
1957	0,34	0,45	0,79	0,33	1,04	1,37	0,19	0,69	0,88	—	—	—	42,33	35,65	77,98
	0,24	0,28	0,52	0,12	0,24	0,36	0,12	0,32	0,44	—	—	—	14,64	7,38	22,02
	0,58	0,73	1,31	0,45	1,28	1,73	0,31	1,01	1,32	—	—	—	56,97	43,03	100,00
1958	0,30	0,42	0,72	0,35	1,23	1,58	0,23	0,73	0,96	0,01	—	0,01	41,94	36,39	78,33
	0,26	0,23	0,49	0,13	0,26	0,39	0,16	0,26	0,42	—	—	—	14,13	7,04	21,17
	0,56	0,65	1,21	0,48	1,49	1,97	0,39	0,99	1,38	0,01	—	0,01	56,07	43,93	100,00
1959	0,30	0,40	0,70	0,34	1,28	1,62	0,27	0,69	0,96	—	—	—	42,21	36,10	78,31
	0,26	0,26	0,52	0,09	0,21	0,30	0,14	0,32	0,46	—	—	—	14,34	7,35	21,69
	0,56	0,66	1,22	0,43	1,49	1,92	0,41	1,01	1,42	—	0,01	0,01	56,55	43,45	100,00
1960	0,33	0,46	0,79	0,32	0,98	1,30	0,24	0,57	0,81	0,14	—	0,14	42,82	35,96	78,78
	0,20	0,23	0,43	0,12	0,28	0,40	0,12	0,25	0,37	0,03	—	0,03	14,64	6,58	21,22
	0,53	0,69	1,22	0,44	1,26	1,70	0,36	0,82	1,18	0,17	—	0,17	57,46	42,54	100,00
1961	0,26	0,38	0,64	0,37	1,36	1,73	0,31	0,72	1,03	0,12	0,07	0,19	42,79	36,17	78,96
	0,20	0,16	0,36	0,17	0,20	0,37	0,22	0,27	0,49	0,03	0,02	0,05	14,64	6,40	21,04
	0,46	0,54	1,00	0,54	1,56	2,10	0,53	0,99	1,52	0,15	0,09	0,24	57,43	42,57	100,00
1962	0,33	0,30	0,63	0,45	1,47	1,91	0,34	1,09	1,44	0,15	0,03	0,18	43,13	35,12	78,25
	0,26	0,21	0,47	0,18	0,24	0,41	0,24	0,43	0,67	0,03	—	0,03	15,19	6,56	21,75
	0,59	0,51	1,10	0,63	1,71	2,32	0,58	1,52	2,11	0,18	0,03	0,21	58,32	41,68	100,00
1963	0,23	0,41	0,64	0,42	1,62	2,04	0,44	1,09	1,53	0,03	0,02	0,05	41,24	36,67	77,91
	0,29	0,25	0,54	0,27	0,32	0,59	0,37	0,42	0,79	0,01	—	0,01	15,50	6,59	22,09
	0,52	0,66	1,18	0,69	1,94	2,63	0,81	1,51	2,32	0,04	0,02	0,06	56,74	43,26	100,00
1964	0,38	0,41	0,79	0,57	1,67	2,24	0,48	1,06	1,54	0,02	0,01	0,03	42,45	35,70	78,15
	0,35	0,14	0,49	0,24	0,31	0,55	0,40	0,48	0,88	—	—	—	15,38	6,47	21,85
	0,73	0,55	1,28	0,81	1,98	2,79	0,88	1,54	2,42	0,02	0,01	0,03	57,83	42,17	100,00
1965	0,27	0,34	0,61	0,44	1,41	1,85	0,44	0,83	1,27	0,02	0,01	0,03	43,38	36,25	79,63
	0,28	0,16	0,44	0,19	0,21	0,40	0,18	0,31	0,49	0,01	0,01	0,02	14,10	6,27	20,37
	0,55	0,50	1,05	0,63	1,62	2,25	0,62	1,14	1,76	0,03	0,02	0,05	57,48	42,52	100,00

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables ; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	6 602	18 548	25 150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6 919	17 833	24 752
1956	6 378	12 931	19 309
1957	6 136	12 563	18 699
1958	6 290	12 616	18 906
1959	6 594	13 171	19 765
1960	6 224	12 826	19 050
1961	6 516	13 230	19 746
1962	6 159	12 668	18 827
1963	6 052	12 545	18 597
1964	6 523	12 976	19 499
1965	6 178	11 952	18 130

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21 406	18 548	39 954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19 172	17 833	37 005
1956	14 406	12 931	27 337
1957	13 742	12 563	26 305
1958	14 283	12 616	26 899
1959	15 036	13 171	28 207
1960	14 839	12 826	27 665
1961	15 197	13 230	28 427
1962	14 775	12 668	27 443
1963	14 360	12 545	26 905
1964	14 877	12 976	27 853
1965	14 137	11 952	26 089

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1943 on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNEES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	26,25	73,75	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	27,98	72,02	100
1956	33,03	66,97	100
1957	32,81	67,19	
1958	30,06	69,94	
1959	33,36	66,64	
1960	32,67	67,33	
1961	33,00	67,00	
1962	32,71	67,29	
1963	32,54	67,46	
1964	33,45	66,55	
1965	34,08	65,92	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNEES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53,58	46,42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51,77	48,23	100
1956	52,70	47,30	100
1957	52,24	47,76	
1958	53,10	46,90	
1959	53,31	46,69	
1960	53,64	46,36	
1961	53,46	46,54	
1962	53,84	46,16	
1963	53,37	46,63	
1964	53,41	46,59	
1965	54,19	45,81	

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.

(2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie ; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3 — A — 1965 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	9	—	71	13	7	15	2	2	1	120
	Employés	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	34	3	106	38	29	59	1	1	4	275
	Aidants	2	—	9	3	2	3	—	—	1	20
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie textile	Patrons	1	—	2	2	—	2	—	—	—	7
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	19	—	88	34	43	90	2	—	11	287
	Aidants	—	—	—	—	3	—	1	—	—	5
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du vêtement	Patrons	—	—	5	—	3	—	—	—	—	8
	Employés	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Ouvriers	2	—	4	3	2	4	1	—	1	17
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie de la construction	Patrons	12	2	39	32	12	31	—	—	1	129
	Employés	2	—	2	4	—	—	—	—	1	9
	Ouvriers	180	21	556	310	130	436	13	9	50	1 705
	Aidants	4	—	16	5	6	19	1	1	2	54
	Indéterm.	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	—	—	—	—	2	3	—	—	—	5
	Employés	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Ouvriers	38	5	116	78	44	126	—	6	9	422
	Aidants	1	—	1	—	1	1	—	—	—	4
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	8	—	15	5	11	10	—	—	—	49
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employés	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers	1	—	4	1	—	—	3	—	—	9
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1965 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Employés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers	2	—	1	2	3	5	—	—	—	13
	Aidants	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons	7	2	36	28	6	13	1	—	1	94
	Employés	11	1	28	16	1	11	—	—	1	69
	Ouvriers	28	2	83	61	17	56	2	2	2	253
	Aidants	1	—	5	—	1	2	—	—	1	10
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	7	2	22	6	1	14	—	—	—	52
	Employés	3	—	11	9	2	4	—	—	2	31
	Ouvriers	279	25	949	510	171	510	12	6	39	2 501
	Aidants	1	—	2	2	—	—	—	—	—	5
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	37	6	181	84	36	82	3	2	3	434
	Employés	21	1	43	32	4	19	—	—	4	124
	Ouvriers	792	80	2 623	1 421	689	2 166	39	32	197	8 039
	Aidants	9	—	38	11	15	33	2	1	5	114
	Indéterm.	3	—	6	5	—	9	—	—	1	24
		862	87	2 891	1 553	744	2 309	44	35	210	8 735

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	94	4	183	82	34	143	2	1	8	551
	Employés	4	—	16	13	2	14	—	—	2	51
	Ouvriers	28	5	99	37	19	48	1	1	3	241
	Aidants	2	—	4	2	1	1	—	—	1	11
	Indéterm.	1	—	—	—	—	2	—	—	—	3
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	52	10	143	78	36	103	—	2	10	434
	Employés	100	10	307	206	58	113	—	2	11	807
	Ouvriers	29	2	69	40	16	50	2	—	3	211
	Aidants	1	—	5	2	3	4	—	—	—	15
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons	146	14	326	160	70	246	2	3	18	985
	Employés	104	10	323	219	60	127	—	2	13	858
	Ouvriers	57	7	168	77	35	98	3	1	6	452
	Aidants	3	—	9	4	4	5	—	—	1	26
	Indéterm.	1	—	—	—	—	2	—	—	—	3
		311	31	826	460	169	478	5	6	38	2 324

Relevé n° 3 — A — 1965 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir . . .	8	1	17	21	5	11	—	—	—	63
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	9	—	12	15	6	7	1	—	—	50
Cultes	—	—	—	2	3	—	—	—	—	5
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes . . .	1	—	2	2	—	1	—	—	—	6
Professions libérales diverses	15	1	35	30	9	16	—	1	1	108
Total	33	2	66	70	23	35	1	1	1	232

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques: eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	1	—	4	4	4	9	—	—	—	22
Institutions d'assistance communales	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2
Pouvoir judiciaire	2	1	8	2	1	3	—	—	—	17
Personnel enseignant	12	—	8	13	13	5	—	1	—	52
Armée	5	—	12	26	8	22	—	—	1	74
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	16	1	19	21	8	17	—	1	2	85
Total	36	2	51	67	35	56	—	2	3	252

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	2	2	3	3	1	1	—	—	—	12
Service domestique et des personnes	5	—	38	16	7	20	—	—	1	87
Soins personnels	4	—	21	11	9	11	1	—	4	61
Total	11	2	62	30	17	32	1	—	5	160

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.....	703	94	2 495	1 175	700	1 731	42	32	202	7 174
-------	-----	----	-------	-------	-----	-------	----	----	-----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.....	125	14	481	139	141	345	2	17	49	1 313
Total général des hommes condamnés	2 153	242	7 039	3 543	1 878	5 178	96	104	541	20 774

B. — FEMMES — ANNEE 1965

Relevé n° 3 — 1965 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraîchère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrones	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agriculture, élevage	Patrones	2	—	2	1	—	1	—	—	—	6
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	2	—	9	—	—	9	1	1	—	22
	Aidantes	1	—	—	—	—	1	2	—	—	4
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	3	—	2	1	—	2	—	—	—	8
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	2	—	9	—	—	10	1	1	—	23
	Aidantes	1	—	—	—	—	1	2	—	—	4
Total	6	—	11	1	1	14	1	1	—	35	

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	

Relevé n° 3 — B — 1965 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrones	1	—	—	2	—	1	—	—	—	4
	Employées	—	—	—	2	—	1	—	—	—	3
	Ouvrières	—	—	3	1	—	2	—	—	—	6
	Aidantes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	3	—	16	15	1	8	—	—	—	43
	Aidantes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	1	—	7	5	—	2	—	—	—	15
	Employées	—	—	—	5	1	1	—	—	—	7
	Ouvrières	9	—	77	106	22	69	—	4	2	289
	Aidantes	—	—	2	—	—	1	—	—	—	3
	Indéterm.	—	—	—	—	1	2	—	—	—	3
		10	—	86	116	24	75	—	4	2	317

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrones	19	—	40	50	30	47	—	2	3	191
	Employées	—	—	2	1	—	—	—	—	1	4
	Ouvrières	3	—	25	31	10	13	—	1	—	83
	Aidantes	—	—	2	1	—	—	—	—	—	3
	Indéterm.	1	—	2	1	1	1	—	—	—	6
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrones	10	—	50	46	24	25	—	3	2	160
	Employées	6	—	39	40	4	9	—	1	—	99
	Ouvrières	13	1	48	73	31	37	—	2	2	207
	Aidantes	—	—	1	—	2	3	—	—	—	6
	Indéterm.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	29	—	90	96	54	72	—	5	5	351
	Employées	6	—	41	41	4	9	—	1	1	103
	Ouvrières	16	1	73	104	41	50	—	3	2	290
	Aidantes	—	—	3	1	2	3	—	—	—	9
	Indéterm.	1	—	2	1	1	1	—	—	—	6
		52	1	209	243	102	135	—	9	8	759

Relevé n° 3 — B — 1965 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professionnés libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	2	—	13	8	2	2	—	—	—	27
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	5	—	4	11	6	13	—	—	—	39
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Professions libérales diverses	2	—	5	3	1	—	—	—	1	12
Total	9	—	23	22	9	15	—	—	1	79

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	2	—	1	—	—	—	—	—	—	3
Institutions d'assistance communales	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	3	—	1	5	1	1	—	—	2	13
Armée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	—	—	2	—	1	1	—	—	—	4
Total	6	—	4	5	2	2	—	—	2	21

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	1	2	—	—	—	—	—	3
Service domestique et des personnes	12	1	52	78	22	11	—	—	3	179
Soins personnels	5	—	17	25	3	3	—	—	1	54
Total	17	1	70	105	25	14	—	—	4	236

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.....	56	4	344	515	74	134	—	9	7	1143
-------	----	---	-----	-----	----	-----	---	---	---	------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.....	139	8	1 020	889	164	427	5	39	32	2 723
Total général des femmes condamnées	295	14	1 767	1 896	403	816	6	62	56	5 315

C. — RÉCAPITULATION, PAR GROUPES PROFESSIONNELS PRINCIPAUX,
DES RELEVÉS N° 3 A ET B. — ANNÉE 1965.

Relevé n° 3 — 1965 (suite)

PROFESSIONS	ETAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	58	9	130	30	35	169	1	11	31	474
	Femmes	6	—	11	1	1	14	1	—	—	35
	Ensemble	64	9	141	31	36	183	2	12	31	509
II. Pêche	Hommes	14	1	37	19	14	23	—	—	2	110
	Femmes	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Ensemble	14	1	37	19	16	23	—	—	2	112
III. Industrie	Hommes	862	87	2 891	1 553	744	2 309	44	35	210	8 735
	Femmes	10	—	86	116	24	75	—	4	2	317
	Ensemble	872	87	2 977	1 669	768	2 384	44	39	212	9 052
IV. Commerce	Hommes	311	31	826	460	169	478	5	6	38	2 324
	Femmes	52	1	209	243	102	135	—	9	8	759
	Ensemble	363	32	1 035	703	271	613	5	15	46	3 083
V. Professions libérales	Hommes	33	2	66	70	23	35	1	1	1	232
	Femmes	9	—	23	22	9	15	—	—	1	79
	Ensemble	42	2	89	92	32	50	1	1	2	311
VI. Fonctions publiques	Hommes	36	2	51	67	35	56	—	2	3	252
	Femmes	6	—	4	5	2	2	—	—	2	21
	Ensemble	42	2	55	72	37	58	—	2	5	273
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	11	2	62	30	17	32	1	—	5	160
	Femmes	17	1	70	105	25	14	—	—	4	236
	Ensemble	28	3	132	135	42	46	1	—	9	396
VIII. Professions non déterminées	Hommes	703	94	2 495	1 175	700	1 731	42	32	202	7 174
	Femmes	56	4	344	515	74	134	—	9	7	1 143
	Ensemble	759	98	2 839	1 690	774	1 865	42	41	209	8 317
IX. Sans profession	Hommes	125	14	481	139	141	345	2	17	49	1 313
	Femmes	139	8	1 020	889	164	427	5	39	32	2 723
	Ensemble	264	22	1 501	1 028	305	772	7	56	81	4 036
Total hommes		2 153	242	7 039	3 543	1 878	5 178	96	104	541	20 774
Total femmes		295	14	1 767	1 896	403	816	6	62	56	5 315
Total général		2 448	256	8 806	5 439	2 281	5 994	102	166	597	26 089

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I à IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1957	Hommes	2 513	225	1 668	10 283	271	983	4 569	20 512
	Femmes	617	28	251	821	10	3 330	736	5 793
	Ensemble	3 130	253	1 919	11 104	281	4 313	5 305	26 305
1958	Hommes	2 496	227	1 788	10 404	457	1 056	4 777	21 205
	Femmes	678	19	288	729	21	3 208	751	5 694
	Ensemble	3 174	246	2 076	11 133	478	4 264	5 528	26 899
1959	Hommes	2 533	252	1 957	10 986	501	1 081	4 780	22 090
	Femmes	603	46	330	852	24	3 526	736	6 117
	Ensemble	3 136	298	2 287	11 838	525	4 607	5 516	28 207
1960	Hommes	2 295	281	2 096	10 470	612	1 235	4 806	21 795
	Femmes	498	52	349	867	28	3 329	747	5 870
	Ensemble	2 793	333	2 445	11 337	640	4 564	5 553	27 665
1961	Hommes	2 310	247	2 293	10 964	385	1 177	5 070	22 446
	Femmes	559	53	337	948	16	3 288	780	5 981
	Ensemble	2 869	300	2 630	11 912	401	4 465	5 850	28 427
1962	Hommes	2 314	189	2 018	10 119	354	1 273	5 208	21 475
	Femmes	566	58	333	918	17	3 215	861	5 968
	Ensemble	2 880	247	2 351	11 037	371	4 488	6 069	27 443
1963	Hommes	2 010	208	1 458	9 243	322	1 290	6 431	20 962
	Femmes	478	44	177	920	32	3 274	1 018	5 943
	Ensemble	2 488	252	1 635	10 163	354	4 564	7 449	26 905
1964	Hommes	1 842	313	1 380	9 347	315	1 304	7 266	21 767
	Femmes	453	102	176	906	22	3 274	1 153	6 086
	Ensemble	2 295	415	1 556	10 253	337	4 578	8 419	27 853
1965	Hommes	1 593	232	1 311	8 959	164	1 313	7 202	20 774
	Femmes	374	79	188	783	16	2 723	1 152	5 315
	Ensemble	1 967	311	1 499	9 742	180	4 036	8 354	26 089

propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée) constituent un

groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc.

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR ETAT SOCIAL.

ANNEES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1957	Hommes	9,55	0,86	6,34	39,09	1,03	3,74	17,37	77,98
	Femmes	2,34	0,11	0,95	3,12	0,04	12,66	2,80	22,02
	Ensemble	11,89	0,97	7,29	42,21	1,07	16,40	20,17	100,00
1958	Hommes	9,28	0,84	6,65	38,68	1,70	3,92	17,76	78,83
	Femmes	2,52	0,07	1,07	2,71	0,08	11,93	2,79	21,17
	Ensemble	11,80	0,91	7,72	41,39	1,78	15,85	20,55	100,00
1959	Hommes	8,98	0,89	6,94	38,95	1,78	3,83	16,94	78,31
	Femmes	2,14	0,17	1,17	3,02	0,08	12,50	2,61	21,69
	Ensemble	11,12	1,06	8,11	41,97	1,86	16,33	19,55	100,00
1960	Hommes	8,30	1,01	7,58	37,85	2,21	4,46	17,37	78,78
	Femmes	1,80	0,19	1,26	3,13	0,10	12,04	2,70	21,22
	Ensemble	10,10	1,20	8,84	40,98	2,31	16,50	20,07	100,00
1961	Hommes	8,13	0,87	8,07	38,57	1,35	4,14	17,83	78,96
	Femmes	1,96	0,19	1,18	3,33	0,06	11,57	2,75	21,04
	Ensemble	10,09	1,06	9,25	41,90	1,41	15,71	20,58	100,00
1962	Hommes	8,43	0,69	7,35	36,87	1,29	4,64	18,98	78,25
	Femmes	2,06	0,21	1,21	3,35	0,06	11,72	3,14	21,75
	Ensemble	10,49	0,90	8,56	40,22	1,35	16,36	22,12	100,00
1963	Hommes	7,47	0,78	5,42	34,35	1,20	4,79	23,90	77,91
	Femmes	1,78	0,16	0,66	3,42	0,12	12,17	3,78	22,09
	Ensemble	9,25	0,94	6,08	37,77	1,32	16,96	27,68	100,00
1964	Hommes	6,61	1,12	4,96	33,56	1,13	4,68	26,09	78,15
	Femmes	1,63	0,37	0,63	3,25	0,08	11,76	4,13	21,85
	Ensemble	8,24	1,49	5,59	36,81	1,21	16,44	30,22	100,00
1965	Hommes	6,11	0,89	5,03	34,34	0,63	5,03	27,60	79,63
	Femmes	1,43	0,30	0,72	3,00	0,06	10,44	4,42	20,37
	Ensemble	7,54	1,19	5,75	37,34	0,69	15,47	32,02	100,00

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS.

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de dix en dix ans, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n°s 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS. - ANNEE 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CONDAMNÉS AGES AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	5	—	8	—	—	—	1	—	—	—	—	—	15	—	15
Faux en écritures	3	45	13	237	68	280	68	185	49	103	26	21	5	—	—	871	229	1 100
Faux témoignage ou serment	4	4	—	7	5	14	8	5	7	5	3	5	—	—	—	40	23	63
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	13	2	21	4	17	1	9	—	2	—	—	—	—	—	62	7	69
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	2	1	8	2	8	—	8	1	3	—	—	—	—	—	29	4	33
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	172	14	610	66	499	77	346	54	189	20	51	9	1	—	1 868	240	2 108
peines de police	8	20	—	46	5	54	13	45	15	15	7	12	1	—	—	192	41	233
Infractions contre la séc. publ.	9	12	1	73	3	76	4	49	1	23	4	9	1	—	—	242	14	256
Avortement	10	2	8	9	33	13	15	6	17	6	10	2	3	—	—	38	86	124
Exposition ou délaisement d'enfants	11	3	5	66	47	60	31	19	5	1	1	1	—	—	—	150	89	239
Destruction ou supposition d'état	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Enlèvement de mineurs	13	8	—	24	3	7	4	4	2	—	—	—	—	—	—	43	9	52
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	3	1	4
peines correctionnelles	15	204	6	310	6	199	11	126	6	68	3	51	—	—	—	958	32	990
Corrupt. de la jeunesse et prost.	16	4	9	39	51	50	80	30	52	12	25	4	12	—	—	139	229	368
Outrages publics aux bonnes mœurs :																		
peines correctionnelles	17	92	57	263	31	229	23	104	24	63	6	27	—	—	—	778	141	919
peines de police	18	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Adultère et bigamie	19	38	69	802	638	1 067	637	607	290	210	59	35	5	1	—	2 760	1 698	4 458
Abandon de famille	20	2	—	127	5	228	4	134	3	51	1	8	1	—	—	550	14	564
Meurtre :																		
peines criminelles	21	—	—	7	1	7	—	6	1	2	—	—	—	—	—	22	2	24
peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Lésions corporel. volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	1	—	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	5	—	5
peines correctionnelles	24	416	34	1 243	117	960	114	518	84	251	39	84	15	—	—	3 472	403	3 875
peines de police	25	162	22	523	75	498	127	313	95	134	62	46	29	—	—	1 676	410	2 086
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	9	1	35	—	27	1	16	1	5	2	4	1	—	—	96	6	102
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	4	—	20	4	21	18	17	11	16	7	8	2	—	—	86	42	128
peines de police	29	—	2	3	2	5	6	3	4	2	4	5	2	—	—	18	20	38
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Vol et maraudages :																		
peines criminelles	34	—	—	3	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	5	1	6
peines correctionnelles	35	947	115	1 776	266	998	254	433	211	230	180	86	73	1	1	4 471	1 100	5 571
peines de police	36	2	—	15	3	15	4	7	5	5	8	3	7	—	—	47	27	74
Banqueroute	37	2	—	12	4	22	2	24	1	14	5	2	—	—	—	76	12	88
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	40	13	375	68	448	88	249	48	117	24	37	10	—	—	1 266	251	1 517
peines de police	39	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Recel	40	30	4	67	32	67	45	46	26	27	11	10	6	—	—	247	124	371
Incendie :																		
peines criminelles	41	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	42	2	—	4	—	3	1	2	—	1	—	2	—	—	—	14	1	15
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	79	5	131	3	92	10	49	14	25	6	11	3	—	—	387	41	428
peine de police	45	20	—	48	2	28	4	22	5	13	—	7	3	—	—	138	14	152
Totaux		2 337	381	6 913	1 544	6 010	1 653	3 385	1 033	1 595	515	531	188	3	1	20 774	5 315	26 089

* H = Hommes; F = Femmes; E = Ensemble.

Relevé n° 5. — AGE DES CONDAMNES, EN TREIZE CATEGORIES, PAR A. — HOMMES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNES AVAIENT									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	1	2	—	2	4	—
Faux en écritures	3	6	1	33	5	66	28	80	63	79	54
Faux témoignage ou serment	4	—	—	4	—	3	2	1	1	3	1
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	—	12	—	5	2	9	5	7	8
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	2	—	3	—	3	2	4	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	14	4	119	35	181	115	172	142	101	152
8	1	—	16	3	20	1	19	6	17	6	6
Infractions contre la sécurité publique	9	3	1	8	—	16	12	24	21	17	23
Avortement	10	—	—	2	—	1	—	2	6	3	2
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	—	2	1	15	4	19	28	10	25
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	7	1	10	2	9	3	3	3
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
15	57	7	117	23	106	41	110	53	57	39	39
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	—	1	2	1	14	4	8	13	6	13
Outrages publics aux mœurs	17	17	4	61	10	80	43	88	52	67	46
18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	1	—	30	7	207	76	333	186	316	214
Abandon de famille	20	—	—	2	—	11	17	39	60	46	65
Meurtre	21	—	—	—	—	3	—	3	1	1	2
22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	23	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1
24	72	5	270	69	364	215	365	299	246	285	285
25	34	3	108	17	179	56	190	98	155	114	114
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	3	—	3	3	5	5	9	16	6	10
Calomnies et injures	28	1	—	3	—	9	1	5	5	3	5
29	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—
35	204	27	542	174	509	412	410	445	234	347	347
36	—	—	2	—	5	3	4	3	5	2	2
Banqueroute	37	—	—	1	1	3	—	6	3	8	4
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	3	2	24	11	82	60	112	121	95	140
39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	6	—	15	9	18	13	17	19	15	16
Incendie	41	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
42	—	—	1	1	1	—	2	1	2	1	1
Destructions et dommages	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
44	13	4	52	10	46	21	35	29	25	33	33
45	5	—	14	1	8	8	18	14	8	8	8
Totaux		442	59	1452	384	1972	1146	2094	1701	1548	1621

PRIMAIRES ET RECIDIVISTES ET PAR NATURE D'INFRACTIONS ANNEE 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																	TOTAL	Numéros de la nomenclature																				
		De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu																								
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires			Récidivistes	Prim. et récidiv. réunis																		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	2bis									
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1						
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—				
Faux en écritures	3	83	64	70	65	26	24	37	34	18	14	11	7	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Faux témoignage ou serment	4	7	3	2	1	2	—	—	2	1	2	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	1	4	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	84	162	108	149	33	56	66	65	24	34	10	35	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
																																							peines correctionnelles	peines de police
8	18	13	17	20	5	3	8	2	2	3	5	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Infractions contre la sécurité publique	9	13	23	12	23	8	6	4	10	3	6	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Avortement	10	5	3	2	1	2	1	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Exposition ou délaisement d'enfants	11	12	13	5	7	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Attentats à la pudeur et viols	14	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
																																								peines criminelles
15	52	51	39	51	24	12	26	20	7	15	16	19	10	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	12	19	10	10	2	8	4	3	3	2	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux mœurs	17	76	40	38	34	15	17	19	18	17	9	9	16	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Adultère et bigamie	19	333	204	267	188	85</																																		

B. — FEMMES

Relevé n° 5 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	1	—	10	2	24	7	25	12	20	13
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	3	—	1	1	2	2
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	2	—	1	—	2	1	—	1
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	1	—	13	—	23	3	24	16	29	16
Infractions contre la sécurité publique	8	—	—	—	—	3	—	1	1	6	1
Avortement	9	—	—	1	—	—	1	—	2	1	—
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	8	—	15	3	13	2	3	4
Destruction ou supposition d'état	11	—	—	4	1	18	7	16	6	13	7
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	—	—	—	—	2	1	2	—
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	15	1	—	5	—	3	1	1	1	3	2
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	—	—	6	3	15	7	15	14	20	23
Outrages publics aux mœurs	17	14	1	37	5	11	5	12	3	11	2
Outrages publics aux mœurs	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	3	—	59	7	230	29	312	67	293	71
Abandon de famille	20	—	—	—	—	2	—	3	—	1	1
Meurtre	21	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Meurtre	22	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	3	2	27	2	39	13	42	23	31	28
Lésions corporelles volontaires	25	5	1	15	1	22	6	30	17	35	21
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Calomnies et injures	28	—	—	—	—	1	—	2	1	7	1
Calomnies et injures	29	—	—	1	1	1	—	1	—	1	2
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	35	20	2	87	6	103	23	88	52	78	47
Vols et maraudages	36	—	—	—	—	—	—	3	—	1	—
Banqueroute	37	—	—	—	—	2	—	2	—	1	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	1	1	10	1	26	9	22	11	24	19
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	1	—	3	—	11	4	11	6	14	13
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	—	—	5	—	1	—	—	2	—	3
Destructions et dommages	45	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1
Totaux		51	7	294	29	555	118	631	240	597	279

ANNEE 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION																			Numéros de la nomenclature		
		De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu		TOTAL					
		Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Primaires	Récidivistes	Prim. et récidiv. réunis			
		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31		2bis	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	
Faux en écritures	3	26	9	20	7	17	5	13	7	5	1	5	—	—	—	—	—	—	166	63	229	3	
Faux témoignage ou serment	4	3	1	2	1	4	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	18	5	23	4	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	7	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	20	12	22	22	7	3	7	2	6	5	6	2	—	—	—	—	—	158	82	240	7	
Infractions contre la sécurité publique	8	4	2	6	5	3	1	2	1	2	2	1	—	—	—	—	—	—	28	13	41	8	
Avortement	9	—	3	1	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	14	9	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	8	—	9	5	3	—	3	2	2	3	2	—	1	—	—	—	—	67	19	86	10	
Destruction ou supposition d'état	11	2	9	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54	35	89	11	
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	
Attentats à la pudeur et viols	13	1	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	4	9	13	
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14	
Attentats à la pudeur et viols	15	3	3	4	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	20	12	32	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	14	23	21	16	7	8	9	8	4	4	3	7	—	—	—	—	—	114	115	229	16	
Outrages publics aux mœurs	17	8	2	9	7	3	5	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	108	33	141	17	
Outrages publics aux mœurs	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	
Adultère et bigamie	19	206	67	185	52	43	10	27	15	15	2	1	4	—	—	—	—	—	1 374	324	1 698	19	
Abandon de famille	20	1	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	4	14	20	
Meurtre	21	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	21	
Meurtre	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	22	
Meurtre	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	
Lésions corporelles volontaires	24	22	33	46	19	6	13	11	19	3	6	4	7	3	1	—	—	—	237	166	403	24	
Lésions corporelles volontaires	25	36	35	37	31	15	12	19	15	16	12	13	14	2	—	—	—	—	245	165	410	25	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6	27
Calomnies et injures	28	6	4	3	4	3	1	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29	13	42	28	
Calomnies et injures	29	1	2	3	—	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	12	8	20	29	
Violation de sépulture	30	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	30	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	
Violation du secret des lettres et autres communications	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	
Vols et maraudages	35	80	49	84	55	46	26	76	43	32	29	35	28	7	3	1	—	—	737	363	1 100	35	
Vols et maraudages	36	3	—	3	1	1	—	3	—	5	—	5	—	—	—	—	—	—	24	3	27	36	
Banqueroute	37	1	—	1	—	—	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	1	12	37	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	21	24	14	14	9	11	3	10	5	6	4	5	1	—	—	—	—	140	111	251	38	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	39	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	39	
Recel	40	8	10	13	8	5	—	8	—	1	2	2	3	—	—	—	—	—	77	47	124	40	
Incendie	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	
Incendie	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	
Incendie	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	
Destructions et dommages	44	3	4	3	8	2	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	27	41	44	
Destructions et dommages	45	—	3	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	14	45	
Totaux		479	298	492	265	178	98	201	135	99	80	86	76	16	10	1	—	—	3 680	1 635	5 315		

C. — TOTAL DES DEUX SEXES

Relevé n° 5 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	Numéros de la nomenclature 2	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT											
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans			
		Primaires 3	Récidivistes 4	Primaires 5	Récidivistes 6	Primaires 7	Récidivistes 8	Primaires 9	Récidivistes 10	Primaires 11	Récidivistes 12		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—		
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	—	1	2	—	2	4	—		
Faux en écritures	3	7	1	43	7	90	35	105	75	99	67		
Faux témoignage ou serment	4	—	—	4	—	6	2	2	2	5	3		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	—	14	—	6	2	11	6	7	9		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	—	2	—	3	—	5	2	4	—		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	15	4	132	35	204	118	196	158	130	168		
												peines correctionnelles	peines de police
Infractions contre la sécurité publique	8	1	—	16	3	23	1	20	7	23	7		
Avortement	9	3	1	9	—	16	13	24	23	18	23		
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	—	10	—	16	3	15	8	6	6		
Destruction ou supposition d'état	11	—	—	6	2	33	11	35	34	23	32		
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—		
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	7	1	10	2	11	4	5	3		
												peines criminelles	peines correctionnelles
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—		
Outrages publics aux mœurs	15	58	7	122	23	109	42	111	54	60	41		
												peines correctionnelles	peines de police
Adultère et bigamie	16	—	1	8	4	29	11	23	27	26	36		
Abandon de famille	17	31	5	98	15	91	48	100	55	78	48		
Meurtre	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
												peines criminelles	peines correctionnelles
												peines de police	
Lésions corporelles volontaires	19	4	—	89	14	437	105	645	253	609	285		
												peines criminelles	peines correctionnelles
												peines de police	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	—	—	2	—	13	17	42	60	47	66		
												peines criminelles	peines correctionnelles
Calomnies et injures	21	—	—	—	—	4	—	3	1	1	2		
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—		
												peines criminelles	peines correctionnelles
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1		
Violation du secret professionnel	24	75	7	297	71	403	228	407	322	277	313		
Violation du secret des lettres et autres communications	25	39	4	123	18	201	62	220	115	190	135		
Vols et maraudages	26	3	—	4	3	5	5	9	16	6	11		
												peines criminelles	peines correctionnelles
Banqueroute	27	1	—	3	—	10	1	7	6	10	6		
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	—	—	1	1	1	—	2	2	2	3		
												peines criminelles	peines de police
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
												peines criminelles	peines correctionnelles
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
												peines criminelles	peines correctionnelles
												peines de police	
Totaux	32	493	66	1746	413	2527	1264	2725	1941	2145	1900		

ANNEE 1965

NATURE DES INFRACTIONS 1	Numéros de la nomenclature 2	AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION																			Numéros de la nomenclature 2bis			
		De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu		TOTAL						
		Primaires 13	Récidivistes 14	Primaires 15	Récidivistes 16	Primaires 17	Récidivistes 18	Primaires 19	Récidivistes 20	Primaires 21	Récidivistes 22	Primaires 23	Récidivistes 24	Primaires 25	Récidivistes 26	Primaires 27	Récidivistes 28	Primaires 29	Récidivistes 30	Prim. et récidiv. réunis 31				
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	5	15	2	
Faux en écritures	3	109	73	90	72	43	29	50	41	23	15	16	7	1	2	—	—	—	676	424	1 100	3		
Faux témoignage ou serment	4	10	4	4	—2	6	—	2	2	2	2	3	1	—	1	—	—	—	44	19	63	4		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	1	1	4	4	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	45	24	69	5		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	4	—	6	1	2	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	30	3	33	6		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	104	174	130	171	40	59	73	67	30	39	16	37	1	6	1	—	—	1 072	1 036	2 108	7		
																							peines correctionnelles	peines de police
Infractions contre la sécurité publique	8	22	15	23	25	8	4	10	3	4	5	6	6	1	—	—	—	—	157	76	233	8		
Avortement	9	13	26	13	23	8	6	7	11	3	6	—2	7	—	1	—	—	—	116	140	256	9		
Exposition ou délaisement d'enfants	10	13	3	11	6	5	1	7	3	2	4	3	1	1	—	—	—	—	89	35	124	10		
Destruction ou supposition d'état	11	14	22	6	11	3	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	121	118	239	11		
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	15	52	13	
Attentats à la pudeur et viols	13	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	55	54	43	53	24	12	26	21	7	17	16	19	10	6	—	—	—	641	349	990	15		
Outrages publics aux mœurs	15	26	42	31	26	9	16	13	11	7	6	3	10	1	2	—	—	—	—	176	192	368		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
Adultère et bigamie	16	84	42	47	41	18	22	19	17	11	9	16	1	1	—	—	—	—	596	323	919	17		
Abandon de famille	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1		
Meurtre	18	539	271	452	240	128	77	115	78	44	32	15	23	1	1	1	—	—	—	3 079	1 379	4 458		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
																							peines de police	
Lésions corporelles volontaires	19	35	84	29	78	10	20	12	20	3	17	4	5	—	—	—	—	—	—	197	367	564		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
																							peines de police	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	1	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
Calomnies et injures	21	196	288	203	243	69	87	65	132	32	61	21	56	11	11	—	—	—	2 056	1 819	3 875	24		
Violation de sépulture	22	150	150	136	151	57	64	66	51	42	37	29	35	6	5	—	—	—	1 259	827	2 086	25		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	4	7	1	10	1	5	1	6	—	—	1	4	—	—	—	—	—	—	35	67	102	27	
Violation du secret professionnel	24	10	13	10	8	6	4	12	4	3	4	5	5	—	—	—	—	—	77	51	128	28		
Violation du secret des lettres et autres communications	25	4	2	4	1	—	2	3	2	1	—	2	3	1	1	—	—	—	21	17	38	29		
Vols et maraudages	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	30		
Banqueroute	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	31	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
Recel	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
																							peines de police	
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
																							peines criminelles	peines correctionnelles
																							peines de police	
Totaux	32	1 823	1 795	1 617	1 624	596	581	686	707	327	390	254	356	55	54	3	1	14 997	11 092	26 089				

Aperçus rétrospectifs.

Age des condamnés.

Dans le choix des groupes d'âge pris en considération dans cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans ; d'autre part, conformément aux "Directives pour l'établissement des statistiques criminelles" dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de dix en dix ans, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus ; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se prêtent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le tableau C se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré.

On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Rappelons, a propos de l'établissement des taux, la note de la page 25.

Le tableau D est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 des taux moyens relevé de 1930 à 1939, les indices atteints depuis 1956.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	661	1 799	9 332	8 768	4 906	2 461	817	166	5	28 915
	Femmes	193	429	2 231	2 568	1 593	768	252	55	1	8 090
	Ensemble	854	2 228	11 563	11 336	6 499	3 229	1 069	221	6	37 005
1956	Hommes	742	1 628	6 386	5 445	4 137	2 325	375	276	—	21 314
	Femmes	191	461	1 771	1 549	1 154	726	86	79	—	6 023
	Ensemble	933	2 089	8 163	6 994	5 291	3 051	461	355	—	27 337
1957	Hommes	778	1 681	6 271	5 434	3 371	2 374	378	225	—	20 512
	Femmes	146	421	1 653	1 697	1 030	654	125	67	—	5 793
	Ensemble	924	2 102	7 924	7 131	4 401	3 028	503	292	—	26 305
1958	Hommes	670	1 660	6 667	5 728	3 382	2 309	537	250	2	21 205
	Femmes	129	359	1 564	1 677	1 035	692	172	65	1	5 694
	Ensemble	799	2 019	8 231	7 405	4 417	3 001	709	315	3	26 899
1959	Hommes	617	1 853	7 153	6 100	3 434	2 211	516	205	1	22 090
	Femmes	95	374	1 817	1 871	1 042	700	162	56	—	6 117
	Ensemble	712	2 227	8 970	7 971	4 476	2 911	678	261	1	28 207
1960	Hommes	653	1 644	7 138	6 155	3 250	2 192	473	288	2	21 795
	Femmes	124	315	1 772	1 796	974	655	161	73	—	5 870
	Ensemble	777	1 959	8 910	7 951	4 224	2 847	634	361	2	27 665
1961	Hommes	743	1 596	7 525	6 489	3 291	2 122	531	148	1	22 446
	Femmes	155	344	1 735	1 888	992	641	190	36	—	5 981
	Ensemble	898	1 940	9 260	8 377	4 283	2 763	721	184	1	28 427
1962	Hommes	861	1 700	7 105	6 208	3 052	1 817	591	141	—	21 475
	Femmes	163	335	1 773	1 839	1 033	579	212	34	—	5 968
	Ensemble	1 024	2 035	8 878	8 047	4 085	2 396	803	175	—	27 443
1963	Hommes	538	1 644	7 048	6 064	3 175	1 819	552	121	1	20 962
	Femmes	97	360	1 725	1 842	1 092	585	199	43	—	5 943
	Ensemble	635	2 004	8 773	7 906	4 267	2 404	751	164	1	26 905
1964	Hommes	487	1 789	7 050	6 614	3 421	1 815	501	90	—	21 767
	Femmes	66	347	1 750	1 934	1 142	661	159	27	—	6 086
	Ensemble	553	2 136	8 800	8 548	4 563	2 476	660	117	—	27 853
1965	Hommes	501	1 836	6 913	6 010	3 385	1 595	448	83	3	20 774
	Femmes	58	323	1 544	1 653	1 033	515	162	26	1	5 315
	Ensemble	559	2 159	8 457	7 663	4 418	2 110	610	109	4	26 089

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1950 à 1959 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1956	Hommes	2,71	5,95	23,38	19,92	15,13	8,50	1,37	1,01	—	77,97
	Femmes	0,70	1,69	6,48	5,67	4,22	2,66	0,32	0,29	—	22,03
	Ensemble	3,41	7,64	29,86	25,59	19,35	11,16	1,69	1,30	—	100,00
1957	Hommes	2,96	6,39	23,84	20,66	12,82	9,02	1,44	0,85	—	77,98
	Femmes	0,56	1,60	6,28	6,45	3,92	2,49	0,47	0,25	—	22,02
	Ensemble	3,52	7,99	30,12	27,11	16,74	11,51	1,91	1,10	—	100,00
1958	Hommes	2,49	6,17	24,79	21,30	12,57	8,58	2,00	0,93	—	78,83
	Femmes	0,48	1,33	5,82	6,24	3,85	2,57	0,64	0,24	—	21,17
	Ensemble	2,97	7,50	30,61	27,54	16,42	11,15	2,64	1,17	—	100,00
1959	Hommes	2,18	6,57	25,36	21,63	12,17	7,84	1,83	0,73	—	78,31
	Femmes	0,34	1,33	6,44	6,63	3,70	2,48	0,57	0,20	—	21,69
	Ensemble	2,52	7,90	31,80	28,26	15,87	10,32	2,40	0,93	—	100,00
1960	Hommes	2,36	5,94	25,80	22,25	11,75	7,92	1,71	1,05	—	78,78
	Femmes	0,45	1,14	6,41	6,49	3,52	2,37	0,58	0,26	—	31,22
	Ensemble	2,81	7,08	32,21	28,74	15,27	10,29	2,29	1,31	—	100,00
1961	Hommes	2,61	5,61	26,47	22,83	11,58	7,47	1,87	0,52	—	78,96
	Femmes	0,55	1,21	6,10	6,64	3,49	2,25	0,67	0,13	—	21,04
	Ensemble	3,16	6,82	32,57	29,47	15,07	9,72	2,54	0,65	—	100,00
1962	Hommes	3,14	6,20	25,89	22,62	11,12	6,62	2,15	0,51	—	78,25
	Femmes	0,59	1,22	6,46	6,70	3,77	2,11	0,77	0,13	—	21,75
	Ensemble	3,73	7,42	32,35	29,32	14,89	8,73	2,92	0,64	—	100,00
1963	Hommes	2,00	6,11	26,20	22,54	11,80	6,76	2,05	0,45	—	77,91
	Femmes	0,36	1,34	6,41	6,85	4,06	2,17	0,74	0,16	—	22,09
	Ensemble	2,36	7,45	32,61	29,39	15,86	8,93	2,79	0,61	—	100,00
1964	Hommes	1,75	6,42	25,31	23,75	12,28	6,52	1,80	0,32	—	78,15
	Femmes	0,24	1,25	6,28	6,94	4,10	2,37	0,57	0,10	—	21,85
	Ensemble	1,99	7,67	31,59	30,69	16,38	8,89	2,37	0,42	—	100,00
1965	Hommes	1,92	7,04	26,50	23,04	12,97	6,11	1,72	0,32	0,01	79,63
	Femmes	0,22	1,24	5,92	6,34	3,96	1,97	0,62	0,10	—	20,37
	Ensemble	2,14	8,28	32,42	29,38	16,93	8,08	2,34	0,42	0,01	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITE,
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE

AN-NEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans à — de 70 ans	TOTAL (1)
Taux moyens relevés de 1950 à 1959 (Clr. Tab. D)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
1956	Hommes	675	931	1 121	876	688	398	97	640
	Femmes	175	267	315	258	191	117	18	171
	Ensemble	426	601	720	573	439	253	54	399
1957	Hommes	779	956	1 115	836	585	401	96	615
	Femmes	149	242	296	271	179	104	26	164
	Ensemble	468	601	708	559	382	249	58	383
1958	Hommes	679	979	1 204	848	618	388	134	637
	Femmes	135	213	284	257	189	110	35	161
	Ensemble	411	597	745	558	403	245	80	392
1959	Hommes	557	1 183	1 305	893	641	370	126	663
	Femmes	89	241	333	282	194	111	32	173
	Ensemble	327	714	820	592	418	237	74	410
1960	Hommes	542	1 091	1 327	909	599	367	113	654
	Femmes	106	213	330	272	180	104	31	165
	Ensemble	327	657	829	594	399	232	68	402
1961	Hommes	601	1 005	1 418	982	615	367	125	679
	Femmes	129	224	328	286	183	104	37	168
	Ensemble	368	621	874	634	398	231	77	415
1962	Hommes	636	975	1 370	940	569	315	135	645
	Femmes	125	200	346	279	190	94	40	167
	Ensemble	385	595	861	610	378	201	83	397
1963	Hommes	368	887	1 360	920	586	316	125	623
	Femmes	69	202	342	282	199	96	37	165
	Ensemble	221	551	857	603	391	203	77	386
1964	Hommes	334	890	1 332	1 002	623	317	111	639
	Femmes	47	180	346	299	205	109	29	168
	Ensemble	193	543	851	654	413	210	66	396
1965	Hommes	346	866	1 289	920	600	285	98	606
	Femmes	42	159	302	258	181	86	30	145
	Ensemble	196	520	808	592	389	183	61	368

Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.

AN-NEES	SEXE	De 16	De 18	De 21	De 30	De 40	De 50	De 60	TOTAL (1)
		ans à — de 18 ans	ans à — de 21 ans	ans à — de 30 ans	ans à — de 40 ans	ans à — de 50 ans	ans à — de 60 ans	ans à — de 70 ans	
Taux de moyen de la criminalité de 1930 à 1939 (Cf. Tableau C)	Hommes	567	1 036	1 542	1 296	911	540	257	945
	Femmes	168	251	376	382	282	161	73	256
	Ensemble	369	646	965	841	589	346	161	595
100									
1956	Hommes	119	90	73	68	76	74	38	68
	Femmes	104	109	84	68	68	73	25	67
	Ensemble	115	93	75	68	75	73	34	67
1957	Hommes	137	92	72	65	64	74	37	65
	Femmes	89	96	79	71	63	65	36	64
	Ensemble	127	93	73	66	64	72	36	64
1958	Hommes	120	94	78	65	68	72	52	67
	Femmes	80	85	76	67	67	68	48	63
	Ensemble	111	92	77	66	68	71	50	66
1959	Hommes	98	114	85	69	70	69	49	70
	Femmes	53	96	89	74	69	69	44	68
	Ensemble	89	111	85	70	71	69	46	69
1960	Hommes	96	105	86	70	66	68	44	69
	Femmes	63	85	88	71	64	65	42	64
	Ensemble	89	102	86	71	66	67	42	68
1961	Hommes	106	97	92	76	68	68	49	72
	Femmes	77	89	87	75	65	65	51	66
	Ensemble	100	96	91	75	68	67	49	70
1962	Hommes	112	94	89	73	62	58	53	68
	Femmes	74	80	82	73	67	58	55	65
	Ensemble	104	92	89	73	64	58	53	67
1963	Hommes	65	86	88	71	64	59	49	66
	Femmes	41	80	91	74	70	60	51	64
	Ensemble	60	85	89	72	66	59	48	65
1964	Hommes	59	86	86	87	68	59	43	68
	Femmes	28	72	92	78	73	68	40	66
	Ensemble	52	84	88	78	70	61	41	67
1965	Hommes	61	84	84	71	66	53	38	64
	Femmes	25	63	80	68	64	53	41	57
	Ensemble	53	80	84	70	66	53	38	62

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau.

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par les variations dans la répartition par âge de la population.

Dans une population en voie de vieillissement, comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient en 1930, 4,39% de la population de 16 ans et plus. En 1951 ce pourcentage passe à 3,46%. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77% à 9%. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

* * *

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons les taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p^{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée, p étant la population du groupe pour la même année, et p^{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle fictive, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

TABLEAU E

Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	851	2 641	11 326	8 449	4 837	2 344	858	31 306
	Femmes	246	529	2 576	2 585	1 582	799	322	8 639
	Ensemble	1 097	3 170	13 902	11 304	6 419	3 143	1 180	39 945
1956	Hommes	910	1 912	7 329	5 451	3 566	1 744	433	21 345
	Femmes	234	541	1 991	1 643	1 021	531	97	6 058
	Ensemble	1 144	2 453	9 320	7 094	4 587	2 275	530	27 403
1957	Hommes	1 050	1 964	7 290	5 203	3 032	1 757	393	20 689
	Femmes	199	491	1 871	1 726	957	472	113	5 829
	Ensemble	1 249	2 455	9 161	6 929	3 989	2 229	506	26 518
1958	Hommes	916	2 011	7 872	5 277	3 203	1 700	508	21 487
	Femmes	181	432	1 795	1 636	1 010	499	138	5 691
	Ensemble	1 097	2 443	9 667	6 913	4 213	2 199	646	27 178
1959	Hommes	751	2 430	8 532	5 557	3 322	1 621	455	22 668
	Femmes	119	488	2 105	1 796	1 037	504	124	6 173
	Ensemble	870	2 918	10 637	7 353	4 359	2 125	579	28 841
1960	Hommes	731	2 241	8 676	5 657	3 104	1 608	477	22 494
	Femmes	142	432	2 086	1 732	962	472	133	5 959
	Ensemble	873	2 673	10 762	7 389	4 066	2 080	610	28 453
1961	Hommes	810	2 064	9 271	6 111	3 187	1 608	420	23 471
	Femmes	172	454	2 074	1 821	978	472	123	6 094
	Ensemble	982	2 518	11 345	7 932	4 165	2 080	543	29 565
1962	Hommes	858	2 003	8 957	5 850	2 949	1 380	442	22 439
	Femmes	167	405	2 187	1 777	1 016	427	133	6 112
	Ensemble	1 025	2 408	11 144	7 627	3 965	1 807	575	28 551
1963	Hommes	496	1 822	8 892	5 725	3 037	1 384	404	21 760
	Femmes	92	409	2 162	1 796	1 064	436	129	6 088
	Ensemble	588	2 231	11 054	7 521	4 101	1 820	533	27 848
1964	Hommes	450	1 828	8 709	6 236	3 229	1 389	349	22 190
	Femmes	63	365	2 187	1 904	1 096	495	97	6 207
	Ensemble	513	2 193	10 896	8 140	4 325	1 884	446	28 397
1965	Hommes	467	1 779	8 428	5 725	3 110	1 249	310	21 068
	Femmes	56	322	1 909	1 643	968	390	97	5 385
	Ensemble	523	2 101	10 337	7 368	4 078	1 639	407	26 453

TABLEAU F

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,13	6,61	28,35	21,15	12,11	5,87	2,15	78,37
	Femmes	0,62	1,32	6,45	6,47	3,96	2,00	0,81	21,63
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,96	100,00
1956	Hommes	3,32	6,98	26,75	19,89	13,01	6,36	1,58	77,89
	Femmes	0,85	1,97	7,27	6,00	3,73	1,94	0,35	22,11
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	3,96	7,41	27,49	19,62	11,43	6,63	1,48	78,02
	Femmes	0,75	1,85	7,05	6,51	3,61	1,78	0,43	21,98
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	3,37	7,40	28,96	19,42	11,79	6,25	1,87	79,06
	Femmes	0,67	1,59	6,60	6,02	3,72	1,83	0,51	20,94
	Ensemble	4,04	8,99	35,56	25,44	15,51	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	2,60	8,43	29,58	19,27	11,52	5,62	1,58	78,60
	Femmes	0,42	1,69	7,30	6,22	3,59	1,75	0,43	21,40
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	2,57	7,88	30,49	19,88	10,91	5,66	1,68	79,06
	Femmes	0,50	1,52	7,33	6,09	3,38	1,65	0,46	20,94
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	2,74	6,98	31,36	20,67	10,78	5,43	1,42	79,38
	Femmes	0,58	1,54	7,02	6,16	3,31	1,59	0,42	20,62
	Ensemble	3,32	8,52	38,38	26,83	14,09	7,02	1,84	100,00
1962	Hommes	3,01	7,02	31,37	20,49	10,33	4,83	1,55	78,60
	Femmes	0,58	1,42	7,66	6,22	3,56	1,49	0,47	21,40
	Ensemble	3,59	8,44	39,03	26,71	13,89	6,32	2,02	100,00
1963	Hommes	1,78	6,54	31,93	20,56	10,91	4,97	1,45	78,14
	Femmes	0,33	1,47	7,76	6,45	3,82	1,57	0,46	21,86
	Ensemble	2,11	8,01	39,69	27,01	14,73	6,54	1,91	100,00
1964	Hommes	1,58	6,44	30,67	21,96	11,37	4,89	1,23	78,14
	Femmes	0,23	1,28	7,70	6,71	3,86	1,74	0,34	21,86
	Ensemble	1,81	7,72	38,37	28,67	15,23	6,63	1,57	100,00
1965	Hommes	1,76	6,72	31,86	21,64	11,76	4,72	1,18	79,64
	Femmes	0,21	1,21	7,22	6,21	3,66	1,48	0,37	20,36
	Ensemble	1,97	7,93	39,08	27,85	15,42	6,20	1,55	100,00

TABLEAU G.

Pourcentage de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive.

Sexes séparés.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à 18 ans	De 18 ans à 21 ans	De 21 ans à 30 ans	De 30 ans à 40 ans	De 40 ans à 50 ans	De 50 ans à 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	2,72	8,44	35,17	26,99	15,45	7,49	2,74	100,00
	Femmes	2,85	6,12	29,83	29,91	18,31	9,25	3,73	100,00
	Ensemble	2,75	7,93	34,80	27,62	16,07	7,87	2,95	100,00
1956	Hommes	4,26	8,96	34,33	25,54	16,71	8,17	2,03	100,00
	Femmes	3,86	8,93	32,87	27,12	16,85	8,77	1,60	100,00
	Ensemble	4,17	8,95	34,02	25,89	16,74	8,30	1,93	100,00
1957	Hommes	5,08	9,49	35,24	25,15	14,65	8,49	1,90	100,00
	Femmes	3,41	8,42	32,10	29,61	16,42	8,10	1,94	100,00
	Ensemble	4,71	9,26	34,54	26,13	15,04	8,41	1,91	100,00
1958	Hommes	4,26	9,36	36,64	24,56	14,91	7,91	2,36	100,00
	Femmes	3,18	7,59	31,54	29,75	17,75	8,77	2,42	100,00
	Ensemble	4,04	8,99	35,57	25,44	15,50	8,08	2,38	100,00
1959	Hommes	3,31	10,72	37,64	24,51	14,66	7,15	2,01	100,00
	Femmes	1,93	7,91	34,10	29,09	16,80	8,16	2,01	100,00
	Ensemble	3,02	10,12	36,88	25,49	15,11	7,37	2,01	100,00
1960	Hommes	3,25	9,97	38,57	25,14	13,80	7,15	2,12	100,00
	Femmes	2,39	7,26	35,00	29,08	16,14	7,93	2,20	100,00
	Ensemble	3,07	9,40	37,82	25,97	14,29	7,31	2,14	100,00
1961	Hommes	3,45	8,79	39,51	26,05	13,57	6,85	1,78	100,00
	Femmes	2,82	7,45	34,04	29,88	16,05	7,74	2,02	100,00
	Ensemble	3,32	8,52	38,38	26,83	14,09	7,02	1,84	100,00
1962	Hommes	3,82	8,93	39,92	26,07	13,14	6,15	1,97	100,00
	Femmes	2,73	6,63	35,78	29,07	16,62	6,99	2,18	100,00
	Ensemble	3,59	8,44	39,03	26,71	13,89	6,32	2,02	100,00
1963	Hommes	2,28	8,37	40,86	26,31	13,96	6,36	1,86	100,00
	Femmes	1,51	6,72	35,51	29,50	17,48	7,16	2,12	100,00
	Ensemble	2,11	8,01	39,69	27,01	14,73	6,54	1,91	100,00
1964	Hommes	2,03	8,24	39,25	28,10	14,55	6,26	1,57	100,00
	Femmes	1,02	5,88	35,23	30,68	17,66	7,97	1,56	100,00
	Ensemble	1,81	7,72	38,37	28,67	15,23	6,63	1,57	100,00
1965	Hommes	2,21	8,45	40,00	27,17	14,76	5,93	1,48	100,00
	Femmes	1,04	5,98	35,45	30,51	17,98	7,24	1,80	100,00
	Ensemble	1,97	7,94	39,08	27,85	15,42	6,20	1,54	100,00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables "pour chaque groupe". En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p^{30}}{p \times p^{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, — est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux "général" changera ; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c^n}{p_1 + p_2 + \dots + p^n} \quad \text{c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{c^1 \times p^{1,30} + c^2 \times p^{2,30} + \dots + c^n \times p^{n,30}}{p^1 + p^2 + \dots + p^n}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de 1930, de façon à obtenir un "taux standard de criminalité" qui ne sera pas influencé par les variations dans la répartition par âge de la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice	
1930	Hommes	1 039	1 000
	Femmes	278	1 000
	Ensemble	653	1 000
1956	Hommes	708	681
	Femmes	195	701
	Ensemble	448	686
1957	Hommes	686	660
	Femmes	188	676
	Ensemble	433	663
1958	Hommes	713	686
	Femmes	183	658
	Ensemble	444	680
1959	Hommes	752	724
	Femmes	199	716
	Ensemble	471	721
1960	Hommes	746	718
	Femmes	192	691
	Ensemble	465	712
1961	Hommes	779	750
	Femmes	196	705
	Ensemble	483	740
1962	Hommes	744	716
	Femmes	197	709
	Ensemble	466	714
1963	Hommes	722	695
	Femmes	196	705
	Ensemble	455	697
1964	Hommes	736	708
	Femmes	200	719
	Ensemble	464	711
1965	Hommes	699	673
	Femmes	173	622
	Ensemble	432	662

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux ; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires. Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous

posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à y

$$\left(\text{donc } y = \frac{c \times p_{30}}{p} \right)$$

et le total annuel fictif

$$y_1 + y_2 + \dots + y^n = \Gamma,$$

C³⁰ étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre y par le nombre Γ de l'année,

et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C^{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne le pourcentage des condamnés de chaque groupe. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABLEAU I
Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante.

ANNEES	SEXE	De 16 ans à — de 18 ans	De 18 ans à — de 21 ans	De 21 ans à — de 30 ans	De 30 ans à — de 40 ans	De 40 ans à — de 50 ans	De 50 ans à — de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Femmes	100	100	100	100	100	100	100	100
	Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100
1956	Hommes	157	106	95	95	108	109	74	100
	Femmes	135	146	110	91	92	95	43	100
	Ensemble	152	113	98	94	104	105	65	100
1957	Hommes	187	112	97	93	95	113	69	100
	Femmes	129	138	108	99	90	88	52	100
	Ensemble	171	117	99	95	94	107	65	100
1958	Hommes	157	111	101	91	97	106	86	100
	Femmes	112	124	106	96	97	95	65	100
	Ensemble	147	113	102	92	97	103	81	100
1959	Hommes	122	127	104	91	95	95	73	100
	Femmes	68	129	114	97	92	88	54	100
	Ensemble	110	128	106	92	94	94	68	100
1960	Hommes	119	118	107	93	89	95	77	100
	Femmes	84	119	117	97	88	86	59	100
	Ensemble	112	119	109	94	89	93	73	100
1961	Hommes	127	104	109	97	88	91	65	100
	Femmes	99	122	114	100	88	84	54	100
	Ensemble	121	107	110	97	88	89	62	100
1962	Hommes	140	106	110	97	85	82	72	100
	Femmes	96	108	120	97	91	76	58	100
	Ensemble	131	106	112	97	86	80	68	100
1963	Hommes	84	99	113	97	90	85	68	100
	Femmes	53	110	119	99	95	77	57	100
	Ensemble	77	101	114	98	92	83	65	100
1964	Hommes	75	98	109	104	94	84	57	100
	Femmes	36	96	118	103	96	86	42	100
	Ensemble	66	97	110	104	95	84	53	100
1965	Hommes	81	100	111	101	96	79	54	100
	Femmes	36	98	119	102	98	78	48	100
	Ensemble	72	100	112	101	96	79	52	100

SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNÉS,
D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des "faits" commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Relevé n° 6. — REPARTITION DES CONDAMNES D'APRES ANNEE

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	BRUXELLES					LOUVAIN					NIVELLES					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	104	77	35	14	230	8	6	4	1	19	11	5	2	2	20	
Faux témoignage ou serment	4	1	1	—	—	2	1	—	1	—	2	—	1	—	—	1	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	2	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	7	2	1	—	10	1	—	1	—	2	1	—	—	—	1	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	144	178	22	16	360	12	15	—	—	27	8	20	3	5	36	
Infractions contre la sécurité publique	8	50	15	15	5	85	—	—	—	—	10	3	1	—	—	14	
Avortement	9	13	13	2	—	28	7	1	—	—	8	2	2	—	—	4	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	3	—	9	2	14	—	1	4	—	5	—	—	—	—	—	
Destruction ou supposition d'état	11	18	18	5	5	46	—	2	1	—	3	1	—	—	—	1	
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	13	20	4	—	—	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	76	39	1	4	120	13	9	—	—	22	10	2	—	—	12	
Outrages publics aux mœurs	15	18	25	24	31	98	—	1	—	—	1	3	3	2	6	14	
Adultère et bigamie	16	56	38	5	1	100	6	7	—	—	13	10	3	—	—	13	
Abandon de famille	17	413	246	312	63	1 034	35	14	19	9	77	30	23	27	4	84	
Meurtre	18	67	96	5	—	168	4	12	—	—	16	4	7	—	—	11	
Lésions corporelles volontaires	19	2	1	—	—	3	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Calomnies et injures	21	1	—	—	—	1	—	3	—	—	3	2	2	1	—	5	
Violation de sépulture	22	2	1	2	—	5	—	—	1	1	2	2	—	2	—	4	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	26	332	397	87	60	876	61	48	22	7	138	38	38	21	11	108	
Banqueroute	27	2	2	1	—	5	1	1	—	—	2	4	1	2	—	7	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	93	104	25	19	241	13	17	1	2	33	7	15	3	2	27	
Recel	29	21	22	7	11	61	2	3	3	1	9	1	2	3	1	7	
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	31	—	1	—	—	1	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	
Totaux	32	1 721	1 516	585	247	4 069	232	189	70	28	519	183	149	79	35	446	

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

269

138

203

L'ARRONDISSEMENT OU ILS ONT COMMIS L'INFRACTION 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	ANVERS					MALINES					TURNHOUT					MONS				
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes	
18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	2bis	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Faux en écritures	3	61	34	10	3	108	7	7	3	1	18	4	4	1	9	19	16	8	2	45	
Faux témoignage ou serment	4	3	—	2	1	6	—	—	—	—	—	1	—	—	1	2	2	1	1	6	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	8	3	2	—	13	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	2	2	—	6	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	1	1	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	113	136	27	12	288	19	16	1	—	36	29	21	—	50	44	50	4	4	102	
Infractions contre la sécurité publique	8	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	4	—	1	—	5	
Avortement	9	4	7	2	—	13	—	2	—	—	2	2	2	1	5	7	6	—	—	13	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	3	2	11	6	22	—	—	—	—	—	1	—	—	3	4	—	13	2	19	
Destruction ou supposition d'état	11	3	4	3	5	15	1	1	1	1	4	—	1	3	6	3	7	2	1	13	
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Attentats à la pudeur et viols	13	—	2	2	—	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	52	42	1	—	95	5	2	—	—	7	22	6	—	28	29	12	2	—	43	
Outrages publics aux mœurs	15	5	7	8	12	32	—	—	1	—	1	—	—	—	—	4	4	11	16	35	
Adultère et bigamie	16	77	52	5	2	136	7	5	—	—	12	5	10	1	16	10	14	3	2	29	
Abandon de famille	17	233	118	180	44	575	29	16	25	5	75	18	6	12	39	92	49	73	18	232	
Meurtre	18	11	43	—	2	56	5	9	—	—	14	—	5	—	5	6	24	—	—	31	
Lésions corporelles volontaires	19	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Calomnies et injures	21	81	76	10	5	172	49	44	5	2	100	50	36	4	93	104	133	22	24	283	
Violation de sépulture	22	5	3	—	1	9	2	—	—	—	4	1	2	—	3	69	39	35	20	163	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	2	2	—	4	3	5	—	—	8	
Violation du secret professionnel	24	2	1	—	—	3	—	2	—	—	4	2	—	—	2	1	6	—	2	9	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	
Vols et maraudages	26	419	313	118	49	899	50	21	9	4	84	54	34	6	100	86	103	31	18	238	
Banqueroute	27	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	8	4	—	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	
Recel	29	53	61	15	11	140	9	12	4	1	26	9	8	2	19	12	25	3	—	46	
Incendie	30	27	29	19	8	83	2	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	
Destructions et dommages	31	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	
Totaux	32	1 185	951	418	161	2 715	193	140	53	15	401	210	144	35	16	405	536	519	216	124	1 395

302

144

128

327

Relevé n° 6 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CHARLEROI					TOURNAI					GAND					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		
1	2	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	5	1	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	13	21	10	9	53	16	6	8	2	32	28	20	8	5	61	—
Faux témoignage ou serment	4	1	—	—	—	1	1	—	1	—	2	4	3	1	—	8	—
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	1	—	—	1	2	2	—	—	4	2	3	—	—	5	—
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	—	—	—	3	1	—	—	—	1	5	—	—	—	—	—
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	20	43	1	5	69	32	31	10	2	75	63	71	16	7	157	—
Infractions contre la sécurité publique	8	25	22	4	6	57	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Avortement	9	4	9	—	—	13	8	6	—	—	14	2	5	1	—	8	—
Exposition ou délaisement d'enfants	10	—	2	7	1	10	1	1	2	—	4	3	—	10	3	16	—
Destruction ou supposition d'état	11	3	12	1	3	19	4	3	1	4	12	3	4	2	3	12	—
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols	13	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux mœurs	15	36	20	1	—	57	26	11	1	1	39	32	22	—	—	54	—
Adultère et bigamie	16	5	5	13	14	37	—	2	4	3	9	3	2	3	2	10	—
Abandon de famille	17	10	8	1	1	20	18	14	12	8	52	35	14	7	3	59	—
Meurtre	18	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	19	175	121	143	33	472	56	38	42	12	148	108	64	88	21	281	—
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	10	19	—	—	29	9	9	2	—	20	12	26	—	—	38	—
Calomnies et injures	21	2	4	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	24	75	49	5	4	133	55	82	7	5	149	107	124	17	13	261	—
Violation du secret des lettres et autres communications	25	204	159	37	37	437	80	18	14	5	117	8	3	2	—	13	—
Volset maraudages	26	4	2	—	—	6	3	3	—	—	6	2	6	—	1	9	—
Banqueroute	27	4	2	—	—	6	—	—	—	—	6	2	6	—	—	—	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	4	1	1	—	6	—	2	1	—	3	1	2	1	—	4	—
Recel	29	2	2	2	—	6	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux	32	763	738	260	157	1 918	403	305	125	58	891	623	597	230	88	1 538	—

Taux de la criminalité par 100.000 habitants

316 297 272

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	AUDENARDE					TERMONDE					BRUGES					COURTRAI					
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		
1	2bis	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	10	7	1	1	19	29	10	9	—	48	20	12	5	5	42	23	10	7	1	41	
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	2	—	—	5	—	—	—	—	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	3	—	—	8	3	1	—	—	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	5	1	—	—	6	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Infractions contre la sécurité publique	8	26	12	2	1	41	77	54	16	4	151	49	47	5	3	104	47	31	7	1	86	
Avortement	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	
Exposition ou délaisement d'enfants	10	3	8	—	—	11	6	13	1	—	20	5	7	—	—	12	4	5	—	—	9	
Destruction ou supposition d'état	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	12	3	3	3	1	10	3	1	10	2	16	4	1	6	—	11	3	1	5	2	11	
Attentats à la pudeur et viols	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Outrages publics aux mœurs	15	14	8	—	—	22	33	22	1	—	56	41	19	1	1	62	29	16	—	—	45	
Adultère et bigamie	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Abandon de famille	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Meurtre	18	5	4	5	—	14	35	16	5	3	59	55	24	19	4	102	35	19	12	3	69	
Lésions corporelles volontaires	19	9	6	8	1	24	35	33	33	14	115	86	45	60	17	208	40	32	38	9	119	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	6	9	—	—	15	7	8	—	—	15	11	15	—	—	26	4	11	—	—	15	
Calomnies et injures	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation de sépulture	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	24	89	57	13	8	167	217	154	31	21	423	110	139	14	14	277	119	116	30	22	287	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	3	2	—	—	5	8	5	3	—	16	19	7	5	1	32	7	5	2	—	19	
Volset maraudages	26	1	4	—	—	5	1	4	—	—	5	—	7	1	—	8	—	8	1	—	9	
Banqueroute	27	4	2	—	—	6	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	28	4	1	1	—	6	—	2	1	—	3	1	2	1	—	4	—	—	—	—	—	
Recel	29	2	2	2	—	6	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Incendie	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux	32	252	168	63	16	499	610	434	154	71	1 269	649	514	193	87	1 443	480	410	181	84	1 155	

193 270 344 298

Relevé n° 6 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	ARLON					MARCHÉ					NEUFCHATEAU				
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes	
		108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1															
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2		1		1											
Faux en écritures	3	4		1	5	3	2	1		6	5	3			8	
Faux témoignage ou serment	4															
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2			2								1		1	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6															
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	11	10	3	24	6	2	1		9	10	8	2		20	
Infractions contre la sécurité publique	8					3				3	1				1	
Avortement	9	2	4		6	1	1			2	1				1	
Exposition ou délaisement d'enfants	10															
Destruction ou supposition d'état	11	3			3											
Enlèvement de mineurs	12															
Attentats à la pudeur et viols	13	1			1									1	1	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14															
Outrages publics aux mœurs	15	12	8		20	4	4	1		9	5	2			7	
Adultère et bigamie	16		1		1											
Abandon de famille	17	10	2	4	17			2		2		1			1	
Meurtre	18	6	3	7	16	3	1			4	1	2			7	
Lésions corporelles volontaires	19		3		3		2			2		1			1	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20	1			1										1	
Calomnies et injures	21															
Violation de sépulture	22															
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23															
Violation du secret professionnel	24	17	20	2	39	3	8	1	2	14	16	15	2		33	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	7	10	7	25	7	3	4		14	12	10	4	1	27	
Vols et maraudages	27	3	2		5							1			1	
Banqueroute	28											3			3	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	29							1		1						
Recel	30															
Incendie	31															
Destructions et dommages	32															
Totaux		120	84	38	3	245	52	35	17	8	112	75	75	16	172	
Taux de la criminalité par 100.000 habitants		260					202					247				

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	NAMUR					DINANT					A L'ETRANGER					TOTAL GENERAL				
		HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total	HOMMES		FEMMES		Total
		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes		Pri-maires	Ré-cidivistes	Pri-maires	Ré-cidivistes	
		123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1																				
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2																				
Faux en écritures	3		1		1																
Faux témoignage ou serment	4	6	8	1	16	6	6	4		16	7	12	2	1	22	510	361	166	63	1 100	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	2	2	2	7	1				1						26	14	18	5	63	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1		1	2	1	1			2						40	22	5	2	69	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	18	34	5	64	4	28	1		33	1	2			3	914	954	158	82	2 108	
Infractions contre la sécurité publique	8	6	6	2	14	13	9	1	1	24						129	63	28	13	233	
Avortement	9	1	6		8	7	7		3	17	2	1			3	109	133	7	7	256	
Exposition ou délaisement d'enfants	10		1		1	1				1						22	16	67	19	124	
Destruction ou supposition d'état	11	6	6	1	16					1		1			1	67	83	54	35	239	
Enlèvement de mineurs	12																				
Attentats à la pudeur et viols	13															32	11	5	4	52	
Corruption de la jeunesse et prostitution	14															3				4	
Outrages publics aux mœurs	15	15	9	3	28	12	9			21	2	3			5	621	337	20	12	990	
Adultère et bigamie	16	1	3	4	9			1	1	4	2	2			4	62	77	114	115	368	
Abandon de famille	17	10	6	2	18	3	4			7	2	2	1		5	488	290	108	33	919	
Meurtre	18	35	31	34	109	12	9	13	2	36	7	5	5	3	20	1 705	1 055	1 374	324	4 458	
Lésions corporelles volontaires	19	3	11		14	1	5			6	2	2			4	187	363	10	4	564	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	20															10	12	2		24	
Calomnies et injures	21																	1		1	
Violation de sépulture	22															3	2			5	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	16	23	3	43	9	16	1	1	27	5	3			8	1 819	1 653	237	166	3 875	
Violation du secret professionnel	24	92	76	21	209	49	34	13	7	103						1 014	662	245	165	2 086	
Violation du secret des lettres et autres communications	25																				
Vols et maraudages	27	1	3		4	1	1			2						32	64	3	3	102	
Banqueroute	28	2	1		3					2						48	38	29	13	128	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	29	3	1	1	7					4						9	9	12	8	38	
Recel	30																	1	1	2	
Incendie	31															1	2			3	
Destructions et dommages	32																				
Totaux		273	311	99	68	751	169	195	52	26	442	70	55	10	5	140	11 317	9 457	3 680	1 635	26 089
Taux de la criminalité par 100.000 habitants		321					307					275									

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des comparaisons suggestives entre les diverses régions du pays.

REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.

CANTONS	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	170 086	520	885	1 915
Anderlecht	117 961	159	324	186
Asse	76 332	132	110	57
Hal	74 999	99	84	54
Ixelles	149 339	341	422	225
Kraainem	20 472	11	21	8
Molenbeek-Saint-Jean	138 529	142	456	254
Overijse	20 686	17	14	10
Rhode-Saint-Genèse	24 255	11	16	6
Saint-Gilles	57 123	57	294	171
Saint-Josse-ten-Noode	155 731	231	340	208
Schaerbeek	146 049	187	559	237
Sint-Kwintens-Lennik	57 845	61	41	36
Uccle	131 103	255	376	204
Vilvorde	62 914	86	95	68
Wolvertem	69 311	57	58	40
Zaventem	39 747	22	34	17
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	15	373
Louvain	147 025	253	232	241
Aarschot	40 594	64	52	49
Diest	48 256	88	71	65
Glabbeek	19 296	14	8	11
Haacht	43 231	40	45	41
Landen	14 336	23	21	15
Tirlemont	44 437	116	97	88
Léau	18 454	28	19	15
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	1	—	—
Nivelles	86 658	156	186	205
Genappe	18 304	48	60	56
Jodoigne	28 317	48	48	41
Perwez	17 492	20	12	8
Wavre	69 414	104	135	135
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	1	1	1

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

CANTONS	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Anvers	290 192	1 095	1 403	1 840
Berchem	118 860	107	190	110
Boom	52 854	100	80	67
Borgerhout	162 678	357	577	378
Brecht	54 173	83	71	64
Ekeren	98 346	137	177	110
Kontich	65 912	55	66	56
Zandhoven	56 202	61	69	55
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	2	35
Malines	98 433	227	227	231
Duffel	51 976	59	51	38
Heist-op-den-Berg	49 667	66	33	34
Lierre	43 054	114	78	75
Puurs	34 487	33	20	23
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	—
Turnhout	64 916	136	124	120
Arendonk	31 639	48	31	38
Herentals	65 708	87	65	73
Hoogstraten	28 239	45	41	36
Mol	80 896	140	105	96
Westerlo	45 830	57	45	41
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	1	1	1
Mons	87 969	251	352	362
Boussu	74 029	237	220	227
Chièvres	15 577	52	32	29
Dour	32 418	110	107	105
Enghien	13 709	42	30	29
La Louvière	56 028	190	240	266
Lens	27 994	37	52	59
Pâturages	41 747	115	104	95
Rœulx	38 416	91	104	106
Soignies	38 075	102	128	116
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	1
Charleroi	149 838	471	635	737
Beaumont	11 550	37	31	28
Binche	69 434	192	204	181
Châtelet	78 329	241	259	254
Chimay	14 344	40	29	27
Fontaine-l'Évêque	61 213	123	154	144
Gosselies	51 382	133	143	133
Jumet	39 515	107	141	114
Marchienne-au-Pont	43 659	103	145	128
Merbes-le-Château	17 995	58	28	43
Seneffe	45 367	94	93	83
Thuin	25 246	42	45	45
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	1

CANTONS	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	50 379	156	150	195
Antoing	23 812	57	41	49
Ath	18 241	72	61	63
Celles	13 370	37	28	31
Comines	18 183	22	31	39
Flobecq	8 134	31	27	27
Frasnes-lez-Buissenal	9 867	16	15	18
Lessines	18 442	69	60	71
Leuze	19 069	27	25	30
Mouscron	54 087	159	180	197
Péruwelz	22 553	70	85	76
Quevaucamps	23 846	65	83	84
Templeuve	19 615	59	60	47
Canton indéterminé dans l'arrondissement		1	1	1
Gand	180 609	762	843	903
Assenede	25 473	63	64	72
Deinze	27 957	41	40	39
Eeklo	42 255	100	70	69
Evergem	53 330	93	101	93
Kaprijke	15 815	22	17	17
Kruishoutem	20 147	45	28	18
Ledeberg	47 188	87	132	111
Lochristi	23 436	54	38	53
Nazareth	26 925	35	35	43
Nevele	20 274	44	23	14
Oosterzele	45 551	72	56	57
Waarschoot	14 894	17	15	22
Zomergem	22 228	41	28	27
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	1	—
Audenarde	38 258	116	86	85
Grammont	33 073	103	68	72
Herzele	47 116	112	100	87
Nederbrakel	18 329	48	32	33
Ninove	47 980	148	112	121
Renaix	28 930	62	56	47
Sint-Maria-Horebeke	15 274	41	25	17
Zottegem	29 632	58	39	36
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	1
Termonde	63 662	197	180	206
Alost	107 588	389	332	340
Beveren-Waas	31 183	110	78	64
Hamme	30 448	112	100	96
Lokeren	31 760	98	84	74
Sint-Gillis-Waas	33 555	109	89	88
Saint-Nicolas	59 192	177	171	182
Tamise	37 818	116	86	79
Wetteren	39 914	101	76	67
Zele	34 901	95	81	73
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	—

CANTONS	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	209 885	557	630	775
Ardoois	15 988	31	12	17
Gistel	30 317	81	70	66
Ostende	75 635	268	362	467
Ruiselede	12 315	19	11	8
Tielt	19 633	45	18	16
Torhout	55 893	129	90	94
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	—
Courtrai	109 761	353	394	434
Avelgem	15 958	50	33	42
Harelbeke	52 970	90	86	94
Izegem	34 605	116	88	89
Menin	60 088	162	160	200
Meulebeke	17 413	33	23	17
Moorsele	26 410	76	63	66
Oostrozebeke	20 929	44	17	18
Roulers	49 260	200	167	158
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	—
Furnes	31 519	88	132	170
Dixmude	24 821	78	50	52
Roesbrugge-Haringe	13 230	25	17	21
Nieuport	25 860	69	69	91
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	—
Ypres	47 789	160	155	184
Hooglede	15 271	21	20	16
Messines	8 462	35	33	26
Passendale	19 037	16	15	19
Poperinge	15 933	62	36	34
Wervik	20 183	92	79	84
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	1
Liège	155 420	697	1 053	1 228
Dalhem	22 659	41	43	41
Fexhe-Slins	48 846	93	95	88
Fléron	68 601	108	164	170
Grivegnée	62 307	98	177	157
Herstal	44 573	109	176	145
Hollogne-aux-Pierres	85 213	165	222	198
Louveigné	23 126	44	46	52
Saint-Nicolas	44 323	74	92	64
Seraing	70 965	193	276	276
Waremme	24 015	59	57	46
Canton indéterminé dans l'arrondissement		—	—	—

CANTONS	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	60 019	189	220	252
Ferrières	4 212	7	2	—
Hannut	23 360	41	49	57
Jehay-Bodegnée	16 075	33	34	30
Nandrin	24 594	76	68	76
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	1
Verviers	44 733	155	185	195
Aubel	13 266	43	28	23
Dison	19 406	50	68	56
Eupen	33 222	63	57	71
Herve	11 934	46	37	30
Limbourg	24 067	43	62	62
Malmédy	23 441	55	49	63
Saint-Vith	18 227	46	37	42
Spa	37 453	67	85	92
Stavelot	13 525	20	15	25
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	1
Tongres	45 020	107	89	97
Bilzen	36 054	51	44	42
Borgloon (Looz)	33 154	36	34	35
Brée	27 264	38	23	22
Genk	69 624	129	233	247
Maaseik	34 274	56	56	65
Mechelen s/Meuse	49 423	90	124	130
Fouron-Saint-Martin	4 421	7	7	8
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	—
Hasselt	72 627	187	183	211
Beringen	81 469	120	171	172
Herck-la-Ville	34 801	46	42	47
Neerpelt	52 997	102	77	87
Peer	36 295	46	74	79
Saint-Trond	47 023	123	85	76
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	1	1
Arlon	24 040	62	62	89
Etalle	14 608	33	28	32
Fauvillers	3 898	5	4	3
Florenville	10 640	33	33	36
Messancy	20 787	28	41	35
Virton	20 397	50	48	49
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	1

CANTONS	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	14 088	26	28	43
Durbuy	7 787	22	18	24
Erezée	5 265	8	9	9
Houffalize	7 811	20	19	15
La Roche	8 162	18	8	7
Nassogne	4 565	9	7	4
Vielsalm	7 667	18	8	10
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	—
Neufchâteau	15 586	19	14	17
Bastogne	12 438	40	31	43
Bouillon	7 074	13	15	22
Paliseul	11 647	54	42	52
Saint-Hubert	10 598	29	15	18
Sibret	6 982	14	10	7
Wellin	5 410	17	14	13
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	1	1	—
Namur	110 378	338	378	412
Andenne	20 189	56	61	54
Eghezée	20 033	45	33	30
Fosses	52 159	165	179	163
Gembloux	31 415	87	85	92
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	1	—
Dinant	25 914	71	81	96
Beauraing	12 261	35	29	34
Ciney	22 487	63	49	57
Couvin	17 437	48	39	52
Florennes	13 352	40	31	33
Gedinne	9 719	29	24	27
Philippeville	10 375	17	21	25
Rocheftort	14 576	48	39	54
Walcourt	17 811	65	56	63
Canton indéterminé dans l'arrondissement	—	—	—	1

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

Arrondissements	1965			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1 512 482	2 388	4 144	4 069
Louvain	375 629	627	545	525
Nivelles	220 185	377	442	446
Anvers	899 217	1 995	2 635	2 715
Malines	277 617	499	409	401
Turnhout	317 228	514	412	405
Mons	425 962	1 227	1 369	1 395
Charleroi	607 872	1 641	1 907	1 918
Tournai	299 598	841	847	928
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4 935 790	10 109	12 710	12 802
Gand	566 082	1 476	1 491	1 538
Audenarde	258 592	688	518	499
Termonde	470 021	1 504	1 277	1 269
Bruges	419 666	1 130	1 193	1 443
Courtrai	387 394	1 124	1 031	1 118
Furnes	95 430	260	268	334
Ypres	126 675	386	338	364
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2 323 860	6 568	6 116	6 565
Liège	650 048	1 681	2 401	2 465
Huy	128 260	346	373	416
Verviers	239 274	588	623	660
Tongres	299 234	514	610	646
Hasselt	325 212	624	633	673
Arlon	94 370	211	216	245
Marche-en-Famenne	55 345	121	97	112
Neufchâteau	69 735	187	142	172
Namur	234 174	691	737	751
Dinant	143 932	416	369	442
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2 239 584	5 379	6 201	6 582
Totaux	9 499 234	22 056	25 027	25 949
A l'étranger		4 033	1 062	140
Indéterminé		—	—	—
Totaux généraux	9 499 234	26 089	26 089	26 089

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n°s 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Relevé n° 7 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	1 ^{er} DEGRE			2 ^e DEGRE			3 ^e DEGRE			4 ^e DEGRE		
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	65	78	143	33	32	65	9	22	31	2	14	16
		Femmes	9	10	19	4	4	8	—	2	2	—	2	2
		Ensemble.	74	88	162	37	36	73	9	24	33	2	16	18
peines de pol.	18	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	Hommes	178	331	509	75	144	219	21	127	148	11	50	61
		Femmes	91	126	217	20	39	59	10	16	26	2	2	4
		Ensemble.	269	457	726	95	183	278	31	143	174	13	52	65
Abandon de famille	20	Hommes	89	73	162	48	35	83	30	25	55	7	16	23
		Femmes	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	89	76	165	48	36	84	30	25	55	7	16	23
Meurtre	21	Hommes	3	4	7	1	1	2	1	1	2	—	1	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	3	4	7	1	1	2	1	1	2	—	1	1
peines crim.	22	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines crim.	23	Hommes	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	261	372	633	167	153	320	117	83	200	73	71	144
		Femmes	28	61	89	16	18	34	10	9	19	—	4	4
		Ensemble.	289	433	722	183	171	354	127	92	219	73	75	148
peines de pol.	25	Hommes	118	165	283	66	62	128	43	36	79	26	21	47
		Femmes	35	38	73	22	15	37	10	8	18	2	8	10
		Ensemble.	153	203	356	88	77	165	53	44	97	28	29	57
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	—	29	29	1	7	8	—	8	8	—	5	5
		Femmes	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	1	30	31	1	7	8	—	8	8	—	5	5
Calomnies et injures	28	Hommes	3	11	14	2	8	10	—	3	3	—	4	4
		Femmes	1	4	5	—	2	2	—	—	—	—	2	2
		Ensemble.	4	15	19	2	10	12	—	3	3	—	6	6
peines de pol.	29	Hommes	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	—	—
		Femmes	1	2	3	—	1	1	—	1	1	—	1	1
		Ensemble.	1	6	7	—	3	3	—	2	2	—	1	1
Violation de sépulture	30	Hommes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	5 ^e DEGRE			6 ^e DEGRE			7 ^e DEGRE			8 ^e DEGRE			9 ^e DEGRE			10 ^e DEGRE			11 condamnations et plus			AU TOTAL		
			6 condamnations			7 condamnations			8 condamnations			9 condamnations			10 condamnations			11 condamnations et plus			AU TOTAL					
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spécialistes	Non spécialistes	Total
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36						
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	2	6	8	1	9	10	2	2	4	—	3	3	—	4	4	2	4	6	116	174	290			
		Femmes	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	20	33			
		Ensemble.	2	8	10	1	9	10	2	2	4	—	3	3	—	4	4	2	4	6	129	194	323			
Adultère et bigamie	19	Hommes	5	38	43	5	22	27	1	18	19	—	13	13	—	4	4	—	12	12	296	759	1 055			
		Femmes	—	8	8	—	4	4	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	1	1	123	201	324			
		Ensemble.	5	46	51	5	26	31	1	21	22	—	14	14	—	5	5	—	13	13	419	960	1 379			
Abandon de famille	20	Hommes	5	8	13	3	4	7	4	4	8	—	5	5	1	2	3	—	4	4	187	176	363			
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble.	5	8	13	3	4	7	4	4	8	—	5	5	1	2	3	—	4	4	187	180	367			
Meurtre	21	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	38	57	95	27	31	58	14	28	42	10	22	32	8	19	27	47	55	102	762	891	1 653			
		Femmes	3	2	5	2	5	7	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	65	101	166			
		Ensemble.	41	59	100	29	36	65	16	29	45	10	22	32	10	19	29	49	56	105	827	992	1 819			
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	—	3	3	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	5	5	1	63	64			
		Femmes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3		
		Ensemble.	—	4	4	—	2	2	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	5	5	2	65	67			
Calomnies et injures	28	Hommes	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	5	33	38			
		Femmes	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	12	13			
		Ensemble.	—	4	4	—	3	3	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	2	2	6	45	51			
Violation de sépulture	30	Hommes	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Femmes	—	—	—																					

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1956. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes, et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

Les taux moyens relevés pour la période de

1930 à 1939 sont reproduits en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (p. 144).

Sur la base égale à 100 des taux moyens relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints depuis 1956.

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNEES	SEXE	Nombre de condamnés	Nombre de récidivistes			Taux de récidive par 1.000 condamnés		
			Spécialistes	Non spécialistes	Total	Spéciale	Générale	Total
Taux moyens pour la période 1930-1939.	Hommes	28 915	5 971	7 646	13 617	207	264	471
	Femmes	8 090	1 220	1 507	2 727	151	186	337
	Ensemble	37 005	7 191	9 153	16 344	194	247	441
1956	Hommes	21 314	4 844	5 103	9 947	227	239	466
	Femmes	6 023	925	1 109	2 034	154	184	338
	Ensemble	27 337	5 769	6 212	11 981	211	227	438
1957	Hommes	20 512	4 378	4 999	9 377	213	244	457
	Femmes	5 793	897	1 045	1 942	155	180	335
	Ensemble	26 305	5 275	6 044	11 319	201	230	430
1958	Hommes	21 205	4 734	5 189	9 923	223	245	468
	Femmes	5 694	857	1 037	1 894	151	182	333
	Ensemble	26 899	5 591	6 226	11 817	208	231	439
1959	Hommes	22 090	4 840	5 344	10 184	219	242	461
	Femmes	6 117	927	1 144	2 071	152	187	339
	Ensemble	28 207	5 767	6 488	12 255	204	230	434
1960	Hommes	21 795	4 817	5 133	9 950	221	236	457
	Femmes	5 870	851	968	1 819	145	165	310
	Ensemble	27 665	5 668	6 101	11 769	205	220	425
1961	Hommes	22 446	4 993	5 288	10 281	222	236	458
	Femmes	5 981	849	972	1 821	142	162	304
	Ensemble	28 427	5 842	6 260	12 102	206	220	426
1962	Hommes	21 475	4 654	4 984	9 638	217	232	449
	Femmes	5 968	845	954	1 799	142	160	302
	Ensemble	27 443	5 499	5 938	11 437	200	216	416
1963	Hommes	20 962	4 668	5 198	9 866	223	248	471
	Femmes	5 943	801	972	1 773	135	163	298
	Ensemble	26 905	5 469	6 170	11 639	203	229	432
1964	Hommes	21 767	4 328	5 614	9 942	199	258	457
	Femmes	6 086	783	1 020	1 803	129	168	297
	Ensemble	27 853	5 111	6 634	11 745	184	238	422
1965	Hommes	20 774	4 223	5 234	9 457	203	252	455
	Femmes	5 315	723	912	1 635	136	172	308
	Ensemble	26 089	4 946	6 146	11 092	190	235	425

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1956 A 1965

ANNEES	SEXE	Récidive		
		Spéciale	Générale	Total
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1000 condamnés)	Hommes	207	264	471
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	194	247	441
		100		
1956	Hommes	110	91	99
	Femmes	102	99	100
	Ensemble	109	92	99
1957	Hommes	103	92	97
	Femmes	103	97	99
	Ensemble	104	93	98
1958	Hommes	108	93	99
	Femmes	100	98	100
	Ensemble	107	94	100
1959	Hommes	106	92	98
	Femmes	101	101	101
	Ensemble	105	93	99
1960	Hommes	107	89	97
	Femmes	96	89	92
	Ensemble	106	89	96
1961	Hommes	107	89	97
	Femmes	94	87	90
	Ensemble	106	89	97
1962	Hommes	105	88	95
	Femmes	94	86	90
	Ensemble	103	87	94
1963	Hommes	108	94	100
	Femmes	89	88	88
	Ensemble	105	93	98
1964	Hommes	96	98	97
	Femmes	85	90	88
	Ensemble	95	96	96
1965	Hommes	98	95	97
	Femmes	90	95	91
	Ensemble	98	95	96

Indices en

Section VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'infraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé séparément : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions (second chapitre du présent volume).

Relevé n° 8 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes	—	11	—	—	—	7	—	4
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	11	—	—	—	7	—	4
peines de pol.	29	Hommes	1	—	—	—	—	—	1	—
		Femmes	1	—	—	—	—	—	1	—
Ensemble		2	—	—	—	—	—	2	—	
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	34	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
peines crim.	35	Hommes	71	291	—	1	46	240	25	50
		Femmes	12	15	—	—	10	15	2	—
Ensemble		83	306	—	1	56	255	27	50	
peines de pol.	36	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	1	—	—	—	1	—	—	—
Ensemble		1	—	—	—	1	—	—	—	
Banqueroute	37	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	1	—	—	—	1	—	—	
peines correc.	38	Hommes	16	80	—	—	13	72	3	8
		Femmes	—	10	—	—	—	7	—	3
Ensemble		16	90	—	—	13	79	3	11	
peines de pol.	39	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
Recel	40	Hommes	4	12	—	1	4	11	—	—
		Femmes	—	2	—	—	—	2	—	—
Ensemble		4	14	—	1	4	13	—	—	

Relevé n° 8 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes	Pri-maires	Réci-di-vistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—
peines crim.	42	Hommes	1	1	—	—	1	1	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		1	1	—	—	1	1	—	—	
peines de pol.	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble		—	—	—	—	—	—	—	—	
Destructions et dommages	44	Hommes	44	45	—	—	4	16	40	29
		Femmes	2	5	—	—	1	—	1	5
Ensemble		46	50	—	—	5	16	41	34	
peines crim.	45	Hommes	13	16	—	—	3	7	10	9
		Femmes	—	1	—	—	—	1	—	—
Ensemble		13	17	—	—	3	8	10	9	
Totaux		Hommes	673	1 515	10	10	230	938	433	567
		Femmes	58	95	—	1	24	58	34	36
Ensemble		731	1 610	10	11	254	996	467	603	
Totaux généraux			2341		21		1250		1070	

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1936-1965 on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à

l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

ANNEES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1936	36 966	7 545	20,41
1937	34 672	7 147	20,61
1938	33 978	6 570	19,34
1939	31 900	6 323	19,82
1940	33 256	5 561	16,72
1941	49 837	4 965	9,96
1942	56 332	4 487	7,96
1943	55 501	4 086	7,36
1944	32 868	2 310	7,02
1945	21 126	1 473	6,97
1946	30 021	3 038	10,11
1947	30 719	3 431	11,17
1948	37 118	4 132	11,13
1949	35 480	4 145	11,68
1950	30 545	4 430	14,50
1951	30 731	4 384	14,26
1952	32 279	4 387	13,59
1953	28 533	3 798	13,31
1954	26 519	3 714	14,00
1955	26 690	3 806	14,26
1956	27 337	3 833	14,02
1957	26 305	2 816	10,71
1958	26 899	4 188	15,57
1959	28 207	3 841	13,62
1960	27 665	3 935	14,22
1961	28 427	4 324	15,21
1962	27 443	3 966	14,45
1963	26 905	3 673	13,65
1964	27 853	3 094	11,11
1965	26 089	2 341	8,97

CHAPITRE II

Statistique des infractions

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et le caractère des *délinquants* existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces *délinquants*.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus *différents* ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces *délinquants*, par la recherche du nombre de *faits* pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié; subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infraction. Une statistique des infractions propre-

ment dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous réparti par groupes de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A) ;

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B) ;

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C) ;

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D) ;

et les classe :

1) par nature d'infraction ;

2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs ;

3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis ; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois.

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1965

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		
100 000 habitants et +	653	559	583	568	588	512	551	491	549	595	565	565	138	71	529	7 517
25 000 — 100 000	413	337	384	386	388	389	414	435	395	406	389	365	39	27	361	5 128
10 000 — 25 000	316	264	298	275	310	315	382	326	311	286	324	340	62	40	271	4 120
— 10 000	858	709	794	726	888	953	1 020	1 034	976	893	888	838	130	80	874	11 661
Total	2 240	1 869	2 059	1 955	2 174	2 169	2 367	2 286	2 231	2 180	2 166	2 108	369	218	2 035	28 426

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	durant le mois de															
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre		

1. — CHIFFRES ABSOLUS.

1956	2 630	1 531	2 168	2 155	2 397	2 405	2 790	2 610	2 693	2 596	2 455	2 514	101	31	1 754	30 830
1957	2 499	1 949	2 164	2 186	2 316	2 410	2 825	2 460	2 458	2 281	2 055	2 357	92	36	1 874	29 962
1958	2 554	1 971	2 026	2 187	2 352	2 624	2 757	2 663	2 464	2 368	2 275	2 241	115	33	1 652	30 282
1959	2 684	2 100	2 380	2 365	2 540	2 396	2 630	2 715	2 508	2 377	2 394	2 574	158	55	1 882	31 758
1960	2 715	1 988	2 362	2 314	2 572	2 342	2 645	2 665	2 627	2 471	2 345	2 311	127	44	1 866	31 394
1961	2 667	1 743	1 948	1 952	2 038	2 146	2 407	2 410	2 215	2 211	2 019	2 311	830	510	2 422	29 829
1962	2 258	1 676	1 859	2 025	2 144	2 276	2 441	2 499	2 361	2 108	1 914	2 191	306	342	1 963	28 363
1963	2 002	1 677	1 795	2 004	2 068	2 191	2 309	2 228	2 272	2 250	1 761	1 932	413	230	2 093	27 225
1964	2 343	2 104	2 210	2 156	2 388	2 351	2 629	2 471	2 406	2 397	2 290	2 159	355	217	2 065	30 541
1965	2 240	1 869	2 059	1 955	2 174	2 169	2 367	2 286	2 231	2 180	2 166	2 108	369	218	2 035	28 426

2. — POURCENTAGES.

1956	8,53	4,97	7,03	6,99	7,77	7,80	9,05	8,47	8,73	8,42	7,96	8,15	0,33	0,10	5,70	100
1957	8,34	6,51	7,22	7,30	7,73	8,04	9,43	8,21	8,20	7,61	6,86	7,87	0,31	0,12	6,25	
1958	8,43	6,51	6,69	7,22	7,77	8,67	9,10	8,79	8,14	7,82	7,51	7,40	0,38	0,11	5,46	
1959	8,45	6,61	7,49	7,45	8,00	7,54	8,28	8,55	7,90	7,48	7,54	8,11	0,50	0,17	5,93	
1960	8,65	6,33	7,52	7,37	8,19	7,46	8,43	8,49	8,37	7,87	7,47	7,36	0,41	0,14	5,94	
1961	8,94	5,84	6,53	6,54	6,83	7,20	8,07	8,08	7,43	7,41	6,77	7,75	2,78	1,71	8,12	
1962	7,96	5,91	6,55	7,14	7,56	8,03	8,61	8,81	8,32	7,43	6,75	7,72	1,08	1,21	6,92	
1963	7,35	6,16	6,59	7,36	7,60	8,05	8,48	8,18	8,35	8,26	6,47	7,10	1,52	0,84	7,69	
1964	7,67	6,89	7,23	7,06	7,82	7,70	8,61	8,09	7,88	7,85	7,50	7,07	1,16	0,71	6,76	
1965	7,88	6,57	7,24	6,88	7,65	7,63	8,33	8,04	7,85	7,67	7,62	7,41	1,30	0,77	7,16	

Le relevé n° 10 reproduit ci-contre donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

Relevé n° 10. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES COMMISES EN BELGIQUE DANS UN LIEU INDETERMINE ET A. — PAR DES CONDAMNES

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							
		DURANT							
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	1	—	—	1	—	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	4	—	1	—	2	—	
Faux en écritures	3	40	40	35	27	44	37	40	
Faux témoignage ou serment	4	2	1	5	1	9	7	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	3	7	10	4	2	3	5	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	1	—	3	—	2	—	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	peines correctionnelles	7	90	91	108	90	117	116	129
	peines de police	8	12	9	7	15	19	15	11
Infractions contre la sécurité publique	9	12	9	13	6	5	13	17	
Avortement	10	7	6	8	4	3	—	11	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	6	4	8	4	8	5	7	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	3	2	2	2	2	5	—	
Attentats à la pudeur et viols	peines criminelles	14	—	1	—	1	—	—	
	peines correctionnelles	15	52	24	27	38	45	45	55
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	25	5	6	10	12	11	11	
Outrages publics aux mœurs	peines correctionnelles	17	42	32	41	43	45	62	57
	peines de police	18	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	288	154	166	184	157	171	205	
Abandon de famille	20	4	10	9	9	8	8	14	
Meurtre	peines criminelles	21	2	—	—	2	1	—	
	peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	1	
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles	23	—	—	1	—	—	1	
	peines correctionnelles	24	158	166	176	161	207	192	223
peines de police	25	71	97	115	88	119	118	140	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	4	4	3	5	4	6	3	
Calomnies et injures	peines correctionnelles	28	11	7	8	7	3	8	12
	peines de police	29	1	1	2	1	1	3	1
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	1	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	1	—	—	—	—	—	
Vols et maraudages	peines criminelles	34	—	—	—	—	—	1	
	peines correctionnelles	35	291	218	226	246	223	271	251
	peines de police	36	4	4	1	2	3	5	7
Banqueroute	37	7	2	4	2	1	2	6	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles	38	61	59	46	49	58	41	56
	peines de police	39	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	15	18	25	12	12	13	10	
Incendie	peines criminelles	41	—	—	—	—	—	1	
	peines correctionnelles	42	1	1	2	3	—	1	
Destructions et dommages	peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	
	peines correctionnelles	44	21	35	27	13	24	27	27
	peines de police	45	7	15	12	9	9	10	9
Totaux		1 243	1 029	1 093	1 042	1 143	1 200	1 311	

BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE, DES INFRACTIONS COMMISES EN DES INFRACTIONS COMMISES A L'ETRANGER. PRIMAIRES. — ANNEE 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	DANS UN LIEU DETERMINE							FAITS COMMIS		Total général	Numéros de la nomenclature		
		LES MOIS DE							Total	En Belgique dans un lieu déterminé ou indéterminé			A l'étranger	
		Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre						a une époque inconnue ou indéterminée
1	2	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	3	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	—	—	5	14	—	—	14	2
Faux en écritures	3	45	38	37	32	46	5	3	77	546	184	—	730	3
Faux témoignage ou serment	4	1	3	13	1	4	—	—	—	47	—	—	47	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	3	9	7	3	4	—	1	—	61	5	—	66	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	1	3	—	5	1	1	3	22	9	—	31	6
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	peines correctionnelles	7	107	129	112	106	75	1	4	1 276	37	—	1 313	7
	peines de police	8	24	14	16	11	9	1	1	164	2	—	166	8
Infractions contre la sécurité publique	9	15	6	17	16	19	1	—	5	154	9	—	163	9
Avortement	10	6	7	5	6	5	—	2	5	75	18	—	93	10
Exposition ou délaisement d'enfants	11	4	11	7	17	3	4	2	19	109	27	—	136	11
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	5	1	1	1	2	—	—	—	26	16	—	42	13
Attentats à la pudeur et viols	peines criminelles	14	—	—	1	—	—	—	1	4	—	—	4	14
	peines correctionnelles	15	59	45	34	35	46	17	12	104	47	—	685	15
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	9	16	13	9	10	7	—	31	175	17	—	192	16
Outrages publics aux mœurs	peines correctionnelles	17	55	64	49	38	32	13	77	653	28	—	681	17
	peines de police	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18
Adultère et bigamie	19	184	179	192	200	192	132	79	431	2 914	284	—	3 198	19
Abandon de famille	20	9	9	5	8	11	8	5	21	138	86	—	224	20
Meurtre	peines criminelles	21	3	—	—	1	—	—	—	10	2	—	12	21
	peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	22
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	23
	peines correctionnelles	24	228	186	181	192	187	4	24	2 285	56	2	2 343	24
peines de police	25	144	131	104	118	77	—	—	7	1 329	3	2	1 334	25
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	2	3	4	2	—	—	1	—	41	—	—	41	27
Calomnies et injures	peines correctionnelles	28	3	2	9	2	2	—	4	86	—	—	86	28
	peines de police	29	1	1	4	3	—	—	1	20	—	—	20	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	33
Vols et maraudages	peines criminelles	34	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	2	34
	peines correctionnelles	35	249	249	232	255	264	23	19	3 218	300	—	3 518	35
	peines de police	36	12	13	3	2	5	—	—	62	—	—	62	36
Banqueroute	37	—	7	2	1	3	1	—	25	63	7	—	70	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles	38	52	46	62	54	60	10	9	746	98	—	844	38
	peines de police	39	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	39
Recel	40	9	10	10	13	17	3	—	24	191	38	—	229	40
Incendie	peines criminelles	41	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	41
	peines correctionnelles	42	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	10	42
Destructions et dommages	peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
	peines correctionnelles	44	25	26	37	46	37	—	—	350	2	—	352	44
	peines de police	45	9	8	7	17	14	—	—	127	—	—	127	45
Totaux		1 265	1 214	1 167	1 197	1 131	233	138	1 161	15 567	1 276	4	16 847	

C. — PAR DES CONDAMNES PRIMAIRES ET

Relevé n° 10 — 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							
		DURANT							
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	1	—	—	1	1	—	
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	5	2	1	—	2	—	
Faux en écritures	3	68	60	67	50	72	61	62	
Faux témoignage ou serment	4	4	2	11	1	11	9	—	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	6	10	17	7	4	8	12	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	1	1	—	3	—	2	—	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	peines correctionnelles	7	195	194	217	205	249	230	236
	peines de police	8	16	12	20	21	27	24	19
Infractions contre la sécurité publique	9	25	26	31	20	20	36	34	
Avortement	10	9	7	11	6	6	2	13	
Exposition ou délaisement d'enfants	11	13	15	17	8	12	7	12	
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	
Enlèvement de mineurs	13	4	2	5	2	3	6	1	
Attentats à la pudeur et viols	peines criminelles	14	1	1	—	2	—	—	—
	peines correctionnelles	15	72	43	44	68	70	72	96
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	50	12	16	19	28	22	23	
Outrages publics aux mœurs	peines correctionnelles	17	69	52	61	68	75	104	98
	peines de police	18	—	—	1	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	407	227	238	276	224	243	292	
Abandon de famille	20	35	21	28	26	24	24	36	
Meurtre	peines criminelles	21	3	1	—	3	3	—	1
	peines correctionnelles	22	—	—	—	1	—	1	—
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles	23	—	1	1	—	2	—	2
	peines correctionnelles	24	312	313	348	328	416	368	455
peines de police	25	135	172	198	164	216	214	208	
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	17	10	8	9	17	11	16	
Calomnies et injures	peines correctionnelles	28	16	8	14	12	11	15	18
	peines de police	29	2	2	3	2	3	5	4
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	1	—	—	
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	1	1	—	—	—	—	
Vols et maraudages	peines criminelles	34	—	—	—	—	1	1	1
	peines correctionnelles	35	534	417	455	451	444	486	468
	peines de police	36	5	4	2	2	4	10	10
Banqueroute	37	7	2	8	2	3	4	6	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles	38	133	127	112	109	129	108	149
	peines de police	39	—	—	—	—	—	—	—
Recel	40	24	28	40	27	34	20	23	
Incendie	peines criminelles	41	—	—	—	—	1	—	1
	peines correctionnelles	42	1	2	3	4	—	1	2
Destructions et dommages	peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—
	peines correctionnelles	44	59	63	56	40	50	54	50
	peines de police	45	15	27	24	18	13	18	19
Totaux		2 240	1 869	2 059	1 955	2 174	2 169	2 367	

RECIDIVISTES REUNIS. — ANNEE 1965

DANS UN LIEU DETERMINE										FAITS COMMIS		Total général	Numéros de la nomenclature	
LES MOIS DE										Total	En Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé			A l'étranger
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à septembre	A une époque inconnue ou indéterminée	19	20					
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis		
—	—	—	1	1	—	—	—	5	—	—	5	1		
—	—	—	—	1	—	—	6	19	—	—	19	2		
66	59	74	52	85	9	7	139	931	334	2	1 267	3		
3	4	14	4	6	—	—	—	69	—	—	69	4		
5	13	9	4	7	—	1	1	104	10	—	114	5		
2	1	4	—	5	1	1	3	24	11	—	35	6		
213	267	231	225	201	4	3	8	2 678	82	—	2 760	7		
36	21	23	17	17	1	—	1	255	3	—	258	8		
30	30	38	33	30	2	1	8	364	17	—	381	9		
9	9	7	8	9	—	2	10	108	25	—	133	10		
11	18	10	29	7	10	5	43	217	58	—	275	11		
—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	12		
6	5	2	2	2	—	1	1	42	18	—	60	13		
—	1	1	1	2	—	—	1	10	—	—	10	14		
90	71	55	50	66	24	15	164	1 000	71	—	1 071	15		
20	22	26	14	24	12	2	76	366	48	—	414	16		
87	98	75	56	57	17	5	103	1 025	42	—	1 067	17		
—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	18		
262	270	277	281	305	186	111	708	4 307	417	—	4 724	19		
26	23	31	29	24	18	10	74	429	192	—	621	20		
4	—	1	1	2	—	—	—	19	4	—	23	21		
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22		
—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	7	23		
453	367	375	391	367	6	1	44	4 544	108	2	4 654	24		
238	224	188	215	125	—	1	11	2 309	8	2	2 319	25		
10	15	13	8	7	—	1	3	145	—	—	145	27		
9	9	15	13	6	2	—	4	152	1	—	153	28		
3	2	6	7	1	—	—	1	41	—	—	41	29		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30		
—	1	—	1	—	—	—	—	3	—	—	3	31		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	32		
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	33		
—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	34		
466	470	455	456	487	41	36	344	6 010	617	1	6 628	35		
15	18	6	2	6	—	—	1	85	—	—	85	36		
1	9	4	3	4	3	—	35	91	13	—	104	37		
124	116	147	130	137	28	14	188	1 751	252	—	2 003	38		
1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	2	39		
17	20	16	21	30	5	—	49	354	88	—	442	40		
—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	41		
1	1	—	1	4	—	—	—	20	—	—	20	42		
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43		
58	47	59	72	63	—	1	6	678	9	—	687	44		
20	20	17	37	19	—	—	2	249	—	—	249	45		
2 286	2 231	2 180	2 166	2 108	369	218	2 035	28 426	2 429	7	30 862			

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1, ET 3, DE L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1965

CATEGORIES DES CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque inconnue ou indéterminée	TOTALS
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	100	83	91	84	113	81	82	109	88	91	83	73	5	1 083
Faits d'ivresse commis isolément	792	779	807	869	977	880	1 009	970	864	803	847	805	—	10 402
Total des deux catégories	892	862	898	953	1 090	961	1 091	1 079	952	894	930	878	5	11 485

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1949, des infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

Années	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE													Epoque inconnue
	commis isolément	connexes à un délit	Au total	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre		
1950	7 447	2 209	9 656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12	
1951	8 861	2 236	11 097	835	824	847	897	999	1 097	1 271	995	1 043	892	777	611	9	
1952	9 307	2 139	11 446	776	714	893	1 037	992	1 030	1 082	1 065	986	1 012	943	910	6	
1953	9 090	1 923	11 013	749	692	915	965	1 070	1 090	1 133	1 054	914	905	740	766	20	
1954	9 761	1 981	11 742	751	797	985	889	1 073	1 064	1 099	1 151	1 027	1 034	886	982	4	
1955	10 729	2 038	12 767	887	787	956	1 050	1 224	1 135	1 270	1 155	1 139	1 151	984	1 020	9	
1956	11 802	2 025	13 827	1 156	698	1 145	1 178	1 212	1 361	1 469	1 153	1 199	1 168	1 059	1 025	4	
1957	12 495	1 850	14 345	1 019	1 046	1 210	1 255	1 233	1 215	1 402	1 249	1 379	1 188	962	1 164	23	
1958	11 834	1 984	13 818	1 017	952	991	1 144	1 264	1 185	1 250	1 342	1 289	1 183	1 147	1 049	5	
1959	11 606	1 879	13 485	977	885	1 076	1 147	1 250	1 270	1 284	1 285	1 122	1 111	1 034	1 037	7	
1960	12 281	1 938	14 219	1 038	954	1 244	1 228	1 278	1 194	1 415	1 261	1 128	1 155	1 078	1 245	1	
1961	12 729	1 637	14 366	1 109	963	1 073	1 260	1 214	1 278	1 413	1 298	1 230	1 303	1 045	1 169	11	
1962	12 344	1 384	13 728	1 112	960	1 024	1 108	1 094	1 274	1 239	1 228	1 286	1 254	1 117	991	41	
1963	13 366	1 303	12 063	1 004	948	1 121	1 125	1 140	1 018	1 252	1 274	1 136	1 134	1 084	1 091	9	
1964	10 141	1 376	11 517	1 097	898	816	831	895	876	952	1 097	1 105	1 004	1 011	932	3	
1965	10 402	1 083	11 485	892	862	898	953	1 090	961	1 091	1 079	952	894	930	878	5	

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités 9

2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle 9

Nomenclature détaillée 10

3. Unités prises en considération par la statistique criminelle 13

4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle

Modèle de fiche 15

5. Organisation des travaux statistiques 16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel 17

2. Notions de droit pénal :

1) Le droit pénal est un droit écrit 17

2) Infractions et peines principales 17

3) Peines accessoires et subsidiaires 17

4) Personnalité des peines 18

5) Non rétroactivité de la loi pénale 18

6) Tentative 18

7) Concours 18

8) Participation 18

9) Causes de justification 18

10) Causes d'excuse 18

11) Circonstances atténuantes 19

12) Récidive 19

13) Extinction de peine 19

14) Délais de prescription 19

15) Libération et condamnation conditionnelle 19

16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance 19

17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930 19

3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence 20

1) Mission de la police judiciaire 20

2) Saisine des juridictions répressives 20

a) Actions publique et civile 20

b) Action publique devant les juridictions répressives 21

Les juridictions de jugement 21

1) Tribunaux de police 22

2) Tribunaux correctionnels 23

3) Cours d'appel 23

4) Cours d'assises 23

5) Cour de cassation 23

Extinction de l'action publique 24

4. Le droit et la statistique 24

1) Infractions et peines 24

2) Concours et participation 24

3) Récidive 24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge 26

2) Etendue territoriale et densité de population par km² par arrondissement judiciaire 27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

1. Introduction	29
2. Relevé n° 1 — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° Le sexe des condamnés :	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité	33
2° Les antécédents judiciaires :	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34
Section II. — Etat civil et situation de famille.	
1. Introduction	35
2. Relevé n° 2. — Etat civil des condamnés	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentage des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentage des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. — Profession et état social des condamnés

1. Introduction	49
2. Relevé n° 3. — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B	60
3. Aperçus rétrospectifs	
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. — Age des condamnés

1. Introduction	66
2. Relevé n° 4 — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infraction	67
Relevé n° 5. — Age des condamnés en 13 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Total des deux sexes	72
3. Aperçus rétrospectifs	
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentage des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78
Tableau E. — Population criminelle fictive obtenue en appliquant, dans chaque groupe d'âge, le taux de criminalité des années étudiées à la population de l'année de base 1930	80
Tableau F. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive	81

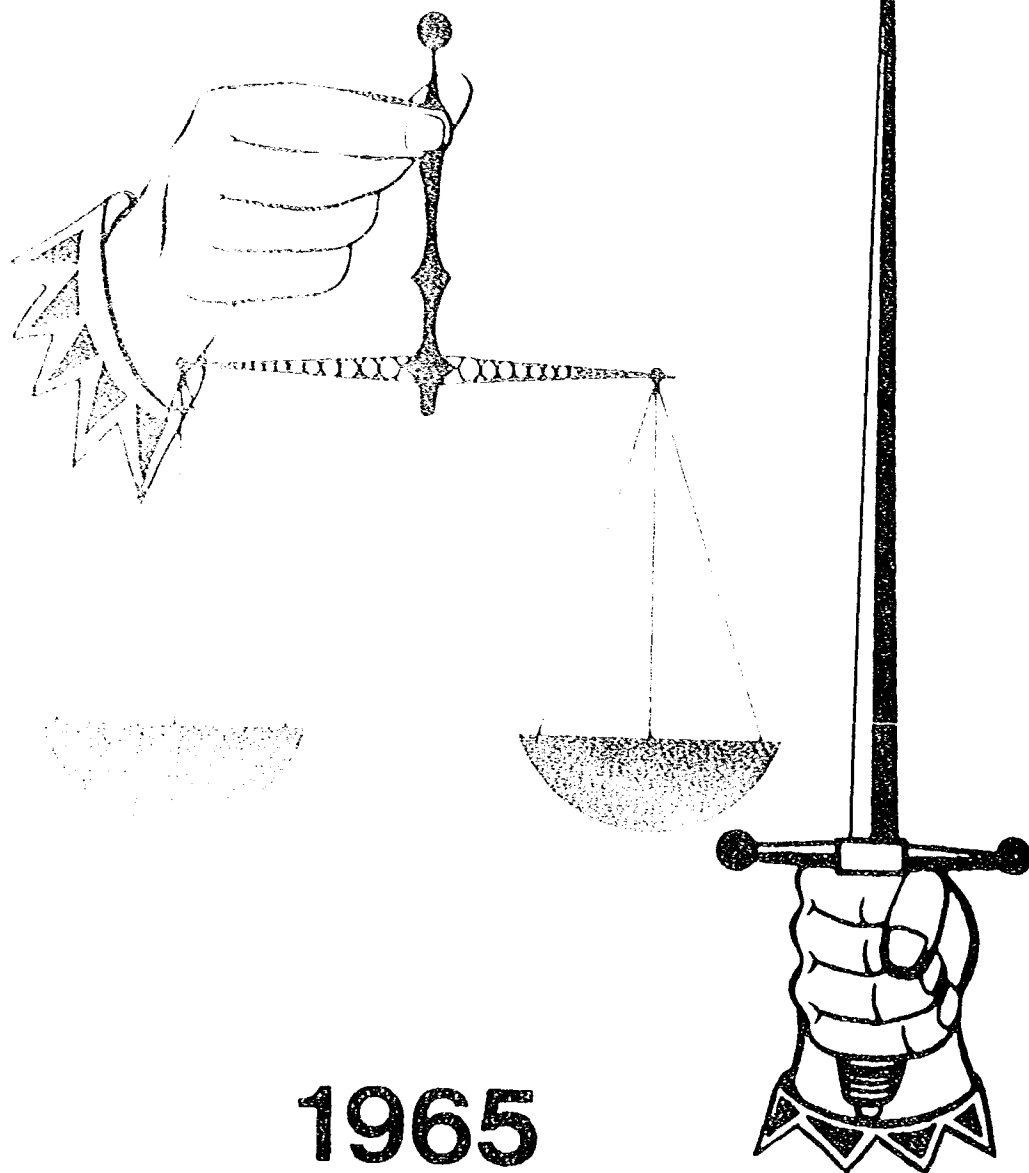
Section VII. — Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. Relevé n° 8. — Ivrognerie	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentage des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. Relevé n° 9. — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122
B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. Relevé n° 10. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	132
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. Ivresse	
Relevé n° 11. — Infractions aux art. 1 § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138
Section V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.	
1. Introduction	87
2. Relevé n° 6. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction	88
3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis : Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102
Section VI. — Récidive générale et récidive spéciale.	
1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. Relevé n° 7. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111
Tableau G. — Pourcentages de chaque groupe d'âge dans le total de la population criminelle fictive. Sexes séparés	
82	
Tableau H. — Taux standard de criminalité pour 100.000 individus et indice	
83	
Tableau I. — Indices représentant les variations de la criminalité propre à chaque groupe d'âge de la population criminelle fictive, pour une criminalité générale constante	
85	

STATISTIQUES JUDICIAIRES



1965

OCTOBRE 1967

N° 1

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

1965

OCTOBRE 1967

N° 1

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

SOMMAIRE

	P.
Activité des Cours et Tribunaux	3
A. Affaires Pénales	
1. Police judiciaire et Instruction	4
2. Tribunaux de police	13
3. Tribunaux correctionnels	24
4. Cours d'appel	26
5. Cours d'assises	27
6. Cour de cassation	33
B. Affaires Civiles et Commerciales	
1. Justice de paix	34
2. Tribunaux de première instance	44
3. Tribunaux de commerce	48
4. Cours d'appel	51
5. Cour de cassation	53
Grâces et libérations conditionnelles	55
Défense sociale	61
Actes notariés	67
Déchéance du droit de conduire un véhicule	71

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DES

COURS ET TRIBUNAUX

Année 1965

A. - AFFAIRES PENALES

1° Police judiciaire et instruction

Tableau 1 - Etat des travaux des Parquets - 1965 -

Arrondissements judiciaires	Affaires dont le Procureur du Roi a eu à s'occuper			Nombre total des affaires dont le Parquet a eu à s'occuper	Affaires qui ont reçu une solution	Restées sans décision à l'information (probations en cours comprises)
	Plaintes, dénonciations, procès-verbaux, appels de police portés à la notice au cours de l'année	Affaires antérieures restées sans décision (probations en cours comprises)	Affaires dont l'information a été reprise pendant l'année			
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	91 348	7 155	242	98 745	91 429	7 316
Louvain	15 954	3 407	312	19 673	15 939	3 734
Nivelles	11 400	567	-	11 967	11 198	769
Anvers	76 001	1 397	225	77 623	75 978	1 645
Malines	12 742	1 144	34	13 920	12 850	1 070
Turnhout	12 498	665	11	13 174	12 577	597
Mons	24 663	2 816	327	27 806	25 391	2 415
Charleroi	30 579	3 338	1 353	35 270	32 261	3 009
Tournai	16 194	620	251	17 065	16 030	1 035
Gand	35 700	3 368	3 635	42 703	39 081	3 622
Audenarde	10 280	657	80	11 017	10 109	908
Termonde	25 669	2 054	-	27 723	24 948	2 775
Bruges	34 214	2 809	309	37 332	33 997	3 335
Courtrai	17 314	2 519	-	19 833	17 120	2 713
Furnes	8 614	622	237	9 473	8 839	634
Ypres	8 179	468	-	8 647	8 180	467
Liège	36 021	6 210	24	42 255	35 123	7 132
Huy	6 652	577	-	7 229	6 598	631
Verviers	12 635	658	1 071	14 364	13 548	816
Tongres	16 520	1 071	72	17 663	17 056	607
Hasselt	12 744	961	76	13 781	13 313	468
Arlon	6 108	415	19	6 542	6 045	497
Marche-en-Fam.	3 756	838	-	4 594	3 982	612
Neufchâteau	4 354	380	7	4 741	4 394	347
Namur	12 809	783	-	13 592	12 789	803
Dinant	8 735	605	21	9 361	8 599	762
Le Royaume	551 683	46 104	8 306	606 093	557 374	48 719

TABLEAU 1 bis - DIRECTION DONNEE AUX AFFAIRES DONT LE PARQUET A EU A S'OCCUPER - 1965 -

Arrondissements judiciaires	Direction donnée aux affaires dont le Parquet a eu à s'occuper (Tableau 1 colonne 6)									
	Classées sans suite	Jointes à des affaires antérieures ou absorbées par jonction par d'autres affaires	Transmises pour disposition au Proc. gén. à autre Parquet de l'Inst. ou au Min. pub. près trib. de Pol.	Déférées au juge d'instruction		Terminées par transactions	Ayant donné lieu à citation directe devant le Tribunal correctionnel			Déférées au juge des enfants
				pour instruction	pour rapport		par le Procureur du Roi	par une administration publique	par une partie civile	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	65 531	6 962	5 042	3 291	337	2 126	6 605	690	118	727
Louvain	10 332	750	1 665	453	13	435	2 080	60	54	97
Nivelles	7 107	589	1 574	294	513	141	887	32	4	57
Anvers	59 953	1 736	4 347	1 848	1 169	1 050	4 822	481	182	390
Malines	7 886	21	1 486	451	193	615	1 906	99	95	98
Turnhout	8 474	415	1 074	340	481	582	1 156	40	4	11
Mons	17 111	962	2 451	987	1 279	366	1 888	100	3	244
Charleroi	19 905	810	2 290	2 588	2 969	182	2 688	370	194	265
Tournai	9 981	139	2 259	681	592	196	2 004	47	4	127
Gand	28 988	503	2 729	1 241	37	1 117	3 956	73	68	369
Audenarde	6 138	-	1 329	578	21	355	1 495	11	43	139
Termonde	11 920	4 509	3 476	1 073	42	866	2 701	33	17	311
Bruges	21 956	1 417	2 693	998	79	1 364	5 103	95	39	253
Courtrai	9 995	33	2 080	942	367	1 034	2 579	60	30	-
Furnes	5 833	126	1 487	294	28	260	771	15	7	18
Ypres	3 760	14	2 715	220	21	46	1 351	5	31	17
Liège	20 785	17	3 151	3 874	3 659	981	1 850	360	7	439
Huy	3 397	-	1 423	208	532	37	780	47	12	162
Verviers	7 108	142	2 871	717	872	187	1 423	74	22	132
Tongres	8 090	146	5 153	471	1 210	191	1 731	37	2	25
Hasselt	7 349	527	1 669	533	1 028	673	1 275	44	206	9
Arlon	2 903	255	1 321	400	567	41	496	22	-	40
Marche-en-Famenne	1 771	270	1 193	158	211	19	322	22	-	16
Neufchâteau	1 774	206	1 438	233	229	39	440	28	3	4
Namur	7 239	232	1 418	766	1 214	298	1 468	75	8	71
Dinant	4 423	485	1 644	361	611	99	823	47	26	80
Le Royaume	359 709	21 266	59 978	24 000	18 274	13 300	52 600	2 967	1 179	4 101

Tableau 1 ter - PARQUETS - TRANSACTIONS - 1965 -

Arrondissements judiciaires	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées (1)	Sommes perçues en francs
Bruxelles	4 215	2 126	4 221 750
Louvain	448	435	389 586
Nivelles	151	141	131 600
Anvers	1 063	1 050	570 150
Malines	664	615	350 740
Turnhout	600	582	255 457
Mons	375	366	154 650
Charleroi	185	182	115 683
Tournai	208	196	145 850
Gand	1 133	1 117	654 777
Audenarde	366	355	215 650
Termonde	966	866	914 729
Bruges	1 410	1 364	847 650
Courtrai	1 050	1 034	719 250
Furnes	276	260	189 300
Ypres	49	46	20 100
Liège	1 020	981	500 845
Huy	41	37	37 600
Verviers	199	187	89 900
Tongres	216	191	66 400
Hasselt	737	673	357 400
Arlon	41	41	17 460
Marche-en-Famenne	19	19	10 500
Neufchâteau	41	39	17 556
Namur	311	298	159 040
Dinant	103	99	27 675
Totaux	15 917	13 300	11 181 298

(1) Voir tableau 1 bis col. 7

Tableau 2 - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL - NOMBRE DES AFFAIRES - RESULTATS DE L'INSTRUCTION - 1965 -

Arrondissements judiciaires	Affaires dont le juge d'instruction a eu à s'occuper					Direction donnée aux affaires (détail de la col.5)					
	Affaires des années antérieures	Affaires dont le juge d'instruction a été saisi au cours de l'année		Affaires dont le juge d'instruction a été désaisi	Affaires dont le juge d'instruction reste saisi à la fin de l'année	Non-lieu	Renvoi			Interne-ment	Désai-sisse-ments et autre-ment (jonction évocation etc.)
		pour instruc-tion	pour rapport				Chambres des mises en accu-sation	Tribu-nal correc-tionnel	Tribunal de poli-ce		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	843	3 291	337	3 629	842	638	4	2 665	192	51	79
Louvain	151	453	13	439	178	117	1	283	1	20	17
Nivelles	104	294	513	795	116	72	2	244	467	3	7
Anvers	482	1 848	1 169	2 986	513	420	2	1 370	1 059	98	37
Malines	238	451	193	675	207	131	-	311	181	12	40
Turnhout	88	340	480	811	97	106	-	219	449	24	13
Mons	269	987	1 279	2 226	309	201	2	611	1 220	17	175
Charleroi	1 147	2 588	2 969	5 943	761	601	21	2 273	2 976	31	41
Tournai	238	681	592	1 309	202	197	-	506	566	17	23
Gand	257	1 241	37	1 272	263	386	3	824	14	26	19
Audenarde	174	578	21	557	216	173	1	325	2	29	27
Termonde	143	1 073	42	1 060	198	258	1	480	-	23	298
Bruges	308	998	79	1 098	287	296	3	764	5	18	12
Courtrai	299	942	367	1 283	325	221	3	707	312	6	34
Furnes	67	294	28	300	89	123	-	154	14	1	8
Ypres	55	220	21	224	72	84	-	133	2	1	4
Liège	665	3 874	3 659	7 253	945	353	4	2 514	3 811	23	548
Huy	68	208	532	737	71	58	-	149	524	3	3
Verviers	268	717	872	1 578	279	169	-	429	940	2	38
Tongres	106	471	1 210	1 683	104	72	-	365	1 231	7	8
Hasselt	181	533	1 028	1 577	165	140	-	369	1 004	3	61
Arlon	109	400	567	957	119	57	1	254	567	9	69
Marche-en-Famenne	53	158	211	325	97	29	-	62	231	-	3
Neufchâteau	98	233	229	456	104	75	1	115	248	2	15
Namur	388	766	1 214	1 919	449	157	-	407	1 321	14	20
Dinant	213	361	611	1 025	160	103	1	254	638	9	20
Le Royaume	7 012	24 000	18 273	42 117	7 168	5 237	50	16 787	17 975	449	1 619

Tableau 3 - CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRETS (1965)

NOMBRE DES ARRETS	Cours d'appel			Total	
	Bruxelles	Gand	Liège		
1	2	3	4	5	
Portant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	46	27	27	100	
Portant renvoi	(aux cours d'assises au tribunal correctionnel au tribunal de police devant une autre juridiction)	19	9	10	38
		32	26	22	80
		-	-	3	3
Portant décision d'internement (loi du 9.4.30)	-	-	-	-	
Totaux :	97	65	62	224	
Statuant sur des demandes en réhabilitation	(Octrois Rejets)	1 723	651	618	2 992
		98	18	95	211
Totaux	1 821	669	713	3 203	

Tableau 4 - ORDONNANCES DES CHAMBRES DU CONSEIL QUI ONT ETE
SOUMISES AUX CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION (1965)

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances		Total	
	Confir- mées	infirmées		
Ordonnances du juge d'instruction	13	13	26	
Ordonnances statuant sur la détention préventive	744	387	1 131	
Ordonnances de non-lieu auxquelles il a été fait opposition	83	44	127	
Ordonnances de renvoi (total ou partiel) auxquelles il a été fait opposition	37	15	52	
Ordonnances a) de mise en observation b) d'internement	8	4	12	
	52	12	64	
Autres ordonnances de la Chambre du Conseil	24	4	28	
Cours d'Appel	(Bruxelles Gand Liège)	518	123	641
		224	246	470
		219	110	329
Totaux	961	479	1 440	

TABLEAU 5 ACCUSES DE CRIMES OU DE DELITS ORDINAIRES JUGES CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES - 1965 -

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	Durée de la détention préventive									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 à moins de 1 an	1 an et plus	Durée inconnue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	6	6	-	-	-	-	-	-	2	2	2	-
Anvers	2	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-
Hainaut	16	16	-	-	-	-	1	-	2	7	6	-
Flandre orientale	4	4	-	-	-	-	-	-	1	2	1	-
Flandre occidentale	5	5	-	-	-	-	-	-	-	1	4	-
Liège	4	4	-	-	-	-	-	1	-	2	1	-
Limbourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Luxembourg	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Namur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	39	39	-	-	-	-	1	1	5	16	16	-
Nombre des condamnés	35	35	-	-	-	-	1	1	4	14	15	-
Nombre des acquittés	4	4	-	-	-	-	-	-	1	2	1	-
Nombre des internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 6 PREVENUS ACQUITTES EN APPEL - 1965 -

COURS D'APPEL	TOTAL	Durée de la détention préventive			
		Jusqu'à un mois	De + d' 1 mois à 2 mois	De + de 2 mois à 3 mois	+ de 3 mois
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	-	-	-	-	-
Gand	7	5	-	2	-
Liège	-	-	-	-	-
Totaux:	7	5	-	2	-

TABLEAU 7 INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION - 1965 -

COURS D'APPEL	TOTAL	Durée de la détention préventive			
		Jusqu'à un mois	De + d' 1 mois à 2 mois	De + de 2 mois à 3 mois	+ de 3 mois
1	2	3	4	5	6
Bruxelles					
Gand					
Liège					
Totaux:			NEANT		

Tableau 8 A - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS, LIBERES AVANT JUGEMENT, JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1965 -

Arrondissements judiciaires	INCULPES déchargés des poursuites par les chambres du Conseil						PREVENUS CONDAMNES par les tribunaux correctionnels à l'emprisonnement					
	TOTAL	DUREE de la détention préventive					TOTAL	DUREE de la détention préventive				
		1 mois et moins	+ De 1 à 2 mois	+ De 2 à 3 mois	+ De 3 à 6 mois	Plus de 6 mois		1 mois et moins	+ De 1 à 2 mois	+ De 2 à 3 mois	+ De 3 à 6 mois	Plus de 6 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	219	177	33	4	5		436	351	67	13	5	
Louvain	3	3					76	67	6			3
Nivelles							23	20	1	2		
Anvers	14	14					130	108	17	5		
Malines	1			1			14	11	3			
Turnhout	1	1					19	17	2			
Mons	2	2					82	68	13	1		
Charleroi	8	7		1			402	201	126	64	11	
Tournai	2	1	1				32	27	3	2		
Gand	4	4					94	77	11	4	2	
Audenarde							27	18	8	1		
Termonde							32	12	3	3	10	4
Bruges	150	103	36	5	6		158	115	30	7	5	1
Courtrai	10	7	2	1			40	30	4	1	5	
Furnes	1	1					13	7	5	1		
Ypres							5	2	2			1
Liège *	11	11										
Huy	2	1		1			25	25				
Verviers	1	1					84	78	5	1		
Tongres							87	76	7	4		
Hasselt							72	65	4	2		
Arlon	4	4					59	54	3	1		1
Marche-en-Famenne							45	39	3	3		
Neufchâteau	2	2					19	19				
Namur	2	2					64	60	4			
Dinant							45	32	7	6		
Le Royaume	437	341	72	13	11		2 083	1 579	334	121	38	11

* 1 204 = total des prévenus condamnés à l'emprisonnement, à des peines pécuniaires et acquittés.

Tableau 8 A (suite) - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES INCULPES DECHARGES DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PREVENUS, LIBERES AVANT JUGEMENT, JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	PREVENUS condamnés par les tribunaux correctionnels à des peines pécuniaires						PREVENUS acquittés par les tribunaux correctionnels					
	TOTAL	DUREE de la détention préventive					TOTAL	DUREE de la détention préventive				
		1 mois et moins	+ de 1 à 2 mois	+ de 2 à 3 mois	+ de 3 à 6 mois	plus de 6 mois		1 mois et moins	+ de 1 à 2 mois	+ de 2 à 3 mois	+ de 3 à 6 mois	plus de 6 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	11	11					34	32	2			
Louvain	3	3					2	2				
Nivelles	2	2					2	2				
Anvers	7	7					6	6				
Malines	2	1	1				1	1				
Turnhout	4	4					1	1				
Mons	2	2					7	7				
Charleroi	5	5					23	16	6	1		
Tournai	8	8					1	1				
Gand	4	4										
Audenarde	1		1				2		2			
Termonde	7	6	1				2	1		1		
Bruges	2	2					12	12				
Courtrai	6	6					4	4				
Furnes	3	3					1	1				
Ypres												
Liège *												
Huy	1	1					2	2				
Verviers	3	3					6	4	1			
Tongres	1	1					4	4				
Hasselt	3	2	1				5	5				
Arlon	3	3					4	3			1	
Marche-en-Famenne							2	2				
Neufchâteau							2	2				
Namur												
Dinant												
Le Royaume :	78	74	4				122	108	11	2	1	

* 1 204 = total des prévenus condamnés à l'emprisonnement, à des peines pécuniaires et acquittés.

TABLEAU 8 B - DUREE DE LA DETENTION PREVENTIVE DES PREVENUS TENUS JUSQU'AU JUGEMENT ET JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	PREVENUS condamnés par les tribunaux correctionnels à l'emprisonnement						PREVENUS condamnés par les tribunaux correctionnels à des peines pécuniaires						PREVENUS acquittés par les tribunaux correctionnels					
	TOTAL	DUREE de la détention préventive					TOTAL	DUREE de la détention préventive					TOTAL	DUREE de la détention préventive				
		1 mois et moins	+ de 1 à 2 mois	+ de 2 à 3 mois	+ de 3 à 6 mois	plus de 6 mois		1 mois et moins	+ de 1 à 2 mois	+ de 2 à 3 mois	+ de 3 à 6 mois	plus de 6 mois		1 mois et moins	+ de 1 à 2 mois	+ de 2 à 3 mois	+ de 3 à 6 mois	plus de 6 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles	481	50	318	71	40	2	-	-	-	-	-	-	10	-	6	1	3	-
Louvain	54	4	22	21	4	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	12	4	7	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Anvers	165	71	35	33	7	19	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malines	23	-	12	8	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	26	6	18	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	72	16	34	14	8	-	-	-	-	-	-	-	3	-	2	1	-	-
Charleroi	119	75	19	15	10	-	16	10	6	-	-	-	6	-	4	2	-	-
Tournai	87	37	23	17	10	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Gand	243	76	118	28	18	3	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Audenarde	81	50	16	4	10	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Termonde	188	32	49	19	34	54	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Bruges	290	61	155	31	36	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	159	55	61	23	12	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Furnes	33	14	10	2	3	4	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Ypres	52	13	10	7	9	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	413	29	297	53	29	5	4	2	2	-	-	-	7	1	6	-	-	-
Huy	56	20	31	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	127	56	57	11	3	-	1	1	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Tongres	95	32	37	8	17	1	3	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Hasselt	26	4	15	5	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	91	38	32	10	8	3	1	1	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
Marche-en-Famenne	11	3	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	12	11	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	72	9	36	16	9	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dinant	65	25	25	10	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Royaume	3 053	791	1 441	414	282	125	27	16	9	-	2	-	37	3	26	5	3	-

2° TRIBUNAUX DE POLICE

Tableau 9 - TRANSACTIONS PROPOSEES PAR LES OFFICIERS DU MINISTERE PUBLIC PRES LES TRIBUNAUX DE POLICE - 1965 -

TRIBUNAUX DE POLICE	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX DE POLICE	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	72 300	64 115	18 449 136	Malines	4 500	4 330	1 067 750
Asse	2 400	2 341	565 600	Duffel	818	791	227 000
Hal	5 419	4 891	1 722 340	Heist-op-den-Berg	1 177	1 063	344 250
Kraainem	690	625	162 500	Lierre	1 400	1 191	488 450
Overijse	1 665	1 535	446 500	Puurs	1 966	1 893	486 450
Rhode-St-Genèse	1 050	973	311 000	Arr. jud. Malines	9 801	9 268	2 613 900
Sint-Kwintens-Lennik	1 345	1 209	314 050	Turnhout	3 428	2 984	718 275
Vilvorde	2 841	2 635	750 350	Arendonk	821	664	149 300
Wolvertem	3 375	3 259	892 800	Herentals	2 174	2 034	563 450
Zaventem	2 398	2 253	626 524	Hoogstraten	681	539	108 200
Arr. jud. Bruxelles	93 483	83 836	24 240 800	Mol	3 400	3 147	687 100
Louvain	11 500	11 095	2 991 595	Westerlo	725	696	148 400
Aarschot	1 500	1 464	378 815	Arr. jud. Turnhout	11 229	10 064	2 374 725
Diest	1 278	1 180	298 780	Mons	10 538	9 854	3 071 400
Glabbeek	289	248	52 050	Chièvres	240	221	47 300
Haacht	1 215	1 164	233 350	Enghien	623	573	250 850
Landen	509	411	100 300	La Louvière	2 782	2 591	734 030
Tirlemont	2 666	2 545	610 450	Lens	637	585	170 700
Léau	809	724	216 300	Roelux	2 635	2 457	662 300
Arr. jud. Louvain	19 766	18 831	4 881 640	Soignies	3 164	3 037	956 200
Nivelles	7 500	7 148	2 671 700	Arr. jud. Mons	20 619	19 318	5 892 780
Genappe	1 500	1 432	443 300	Charleroi	10 000	8 647	3 324 000
Jodoigne	1 340	1 073	299 800	Beaumont	700	534	163 600
Perwez	622	551	127 460	Binche	1 570	1 404	422 100
Wavre	3 516	3 327	1 392 902	Châtelet	2 800	2 621	902 700
Arr. jud. Nivelles	14 478	13 531	4 935 162	Chimay	599	458	121 100
Anvers	55 999	50 657	14 878 500	Fontaine-l'Evêque	1 950	1 283	404 910
Boom	1 679	1 537	474 750	Gosselies	2 262	1 702	658 200
Brecht	2 299	2 093	532 570	Herbes-le-Château	548	435	122 900
Kontich	4 140	3 725	1 038 570	Seneffe	1 516	919	237 825
Zandhoven	2 060	1 807	422 900	Thuin	607	506	150 600
Arr. jud. Anvers	66 177	59 819	17 347 290	Arr. jud. Charleroi	22 552	18 509	6 507 935

Tableau 9 - (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	3 400	3 203	950 800	Bruges	17 982	16 934	4 260 440
Antoing	600	552	142 600	Ardoole	836	805	227 750
Ath	813	736	204 200	Ostende	6 650	6 229	1 780 154
Celles	332	308	63 750	Ruiselede	404	386	104 100
Comines	1 012	944	378 350	Tielt	950	920	238 345
Flobecq	258	227	55 700	Torhout	2 086	1 978	477 350
Frasnes	363	348	92 900	Arr. jud. Bruges	28 908	27 252	7 088 139
Lessines	746	707	181 250	Courtrai	6 255	6 090	1 866 100
Leuze	1 669	1 470	465 100	Avelgem	846	817	240 580
Mouscron	1 283	1 155	351 020	Harelbeke	3 588	3 522	1 095 900
Péruwelz	1 000	953	262 600	Izegem	1 072	984	246 132
Quevaucamps	1 155	960	267 100	Menin	3 902	3 722	838 555
Templeuve	1 160	1 096	375 900	Neulebeke	332	308	72 260
Arr. jud. Tournai	13 791	12 659	3 791 270	Moorsele	403	393	91 700
Gand	16 650	13 735	3 559 692	Oostrozebeke	741	715	204 500
Assenede	1 816	1 694	423 615	Roulers	2 000	1 904	550 608
Deinze	2 600	2 483	686 450	Arr. jud. Courtrai	19 139	18 455	5 206 335
Eeklo	2 590	2 462	666 420	Furnes	3 339	3 266	674 644
Kaprijke	681	627	132 450	Dixmude	869	853	224 000
Kruishoutem	955	876	216 400	Roesbrugge	717	684	171 450
Lochristi	1 940	1 892	604 760	Nieuport	2 481	2 416	613 750
Nazareth	1 760	1 720	363 750	Arr. jud. Furnes	7 406	7 219	1 683 844
Nevele	1 581	1 485	392 250	Ypres	1 674	1 477	361 947
Oosterzele	1 770	1 704	532 400	Hooglede	360	352	95 800
Waarscot	460	439	112 023	Messines	222	210	66 920
Zomergem	975	941	272 350	Passendale	468	453	145 250
Arr. jud. Gand	33 778	30 058	7 962 560	Poperinge	630	607	192 300
Audenarde	1 343	1 270	296 350	Wervik	741	688	265 975
Grammont	1 007	825	239 600	Arr. jud. Ypres	4 095	3 787	1 128 192
Herzele	1 459	1 406	333 660	Liège	17 135	14 021	4 072 580
Nederbrakel	675	651	179 320	Dalhem	700	557	166 700
Ninove	1 248	1 074	318 950	Fexhe-Slins	1 233	1 109	293 340
Renaix	1 150	1 112	353 200	Fléron	1 200	933	311 835
Horebeke-Ste Marie	767	728	189 400	Hollogne-Aux-Pierres	-	-	-
Zottegem	1 119	1 069	284 700	Louveigné	450	352	130 515
Arr. jud. Audenarde	8 768	8 135	2 195 180	Seraing	2 975	2 694	746 350
Termonde	1 400	1 273	446 620	Warerme	2 096	2 047	658 900
Alost	3 804	3 653	1 284 450	Arr. jud. Liège	25 789	21 713	6 380 220
Beveren	1 931	1 676	633 480				
Hamme	1 107	1 052	371 320				
Lokeren	1 255	1 187	421 095				
Sint-Gillis-Waas	1 450	1 309	352 230				
Saint-Nicolas	2 775	2 637	880 290				
Tamise	1 310	1 276	418 385				
Wetteren	1 605	1 538	470 300				
Zele	844	702	227 200				
Arr. jud. Termonde	17 481	16 303	5 515 370				

Tableau 9 - (suite)

1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	2 573	2 240	662 695	Marche-en-Fam.	842	784	163 400
Ferrières	102	67	17 900	Durbuy	225	180	43 410
Hannut	850	744	189 500	Erezée	157	142	38 250
Jehay-Bodegnée	580	476	137 030	Houffalize	219	194	60 990
Nandrin	728	582	139 750	Laroche	309	267	56 550
Arr. jud. Huy	4 833	4 109	1 146 875	Nassogne	152	124	34 000
Verviers	1 320	1 207	301 580	Vielsalm	210	180	45 600
Aubel	447	340	100 340	Arr. jud. Marche-en-Fam.	2 114	1 871	442 200
Dison	532	461	131 740	Neufchâteau	208	171	51 300
Eupen	1 978	1 572	388 200	Bastogne	832	788	207 935
Herve	700	621	208 055	Bouillon	540	479	129 270
Limbourg	705	660	199 190	Paliseul	267	241	69 650
Malmédy	848	790	227 130	Saint-Hubert	174	169	43 260
St-Vith	650	650	179 020	Sibret	503	478	135 850
Spa	1 272	1 102	269 850	Wallin	199	172	42 200
Stabelot	333	317	99 290	Arr. jud. Neufchâteau	2 723	2 498	678 965
Arr. jud. Verviers	8 785	7 720	2 104 395	Namur	6 212	5 352	1 482 350
Tongres	1 493	1 276	281 550	Andenne	1 401	1 184	351 850
Bilzen	1 200	951	268 700	Eghezée	680	560	156 700
Looz	1 340	786	191 700	Fosses	2 200	1 633	491 595
Bree	573	470	11 440	Gembloux	2 175	1 758	623 920
Genk	2 551	1 775	395 850	Arr. jud. Namur	12 668	10 487	3 106 415
Maaseik	874	568	165 800	Dinant	1 467	1 270	342 390
Mechelen	2 030	1 364	302 043	Beauraing	222	187	34 415
Fouron-Saint-Martin	215	188	52 200	Ciney	1 301	1 118	422 355
Arr. jud. Tongres	10 276	7 378	1 669 283	Couvin	869	732	175 760
Hasselt	3 896	3 585	1 231 534	Florennes	1 137	894	287 380
Beringen	2 602	2 214	681 280	Gedinne	269	221	52 600
Herck-la-Ville	675	421	133 350	Philippeville	460	419	106 780
Neerpelt	1 450	1 379	331 630	Rochefort	600	558	163 450
Pear	1 307	1 140	313 700	Walcourt	541	487	143 850
Saint-Trond	1 300	1 152	345 480	Arr. jud. Dinant	6 866	5 886	1 728 980
Arr. jud. Hasselt	11 230	9 891	3 036 974	Le Royaume	480 215	431 351	124 499 939
Arlon	1 296	1 022	265 700				
Etalle	400	364	140 000				
Fauvillers	335	288	101 410				
Florenville	186	158	43 400				
Messancy	634	491	161 500				
Vinton	609	431	128 500				
Arr. jud. Arlon	3 460	2 754	840 510				

TABLEAU 10. - ETAT DES AFFAIRES ET DES INCULPES JUGES PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE - 1965 -

TRIBUNAUX	Nombre total des jugements	Jugements au fond en matière répressive	Inculpés jugés en matière de police						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (L.27.11.1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
			Total	Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	condamnés				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés
					à l'emprisonnement		à l'amende							
					conditionnelle	simple	conditionnelle	simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	22 989	22 490	25 127	420	18	170	508	24 011	174	11	163	325	53	272
Asse	714	707	900	281	4	1	4	610	7	-	7	-	-	-
Hal	1 241	1 216	1 296	39	-	13	2	1 241	24	-	21	1	-	1
Kraainem	187	187	213	16	-	-	-	196	-	-	-	-	-	-
Overijse	344	334	361	31	1	2	50	277	1	-	1	9	2	7
Rhode-St-Genèse	236	219	244	6	-	-	-	238	-	-	-	17	12	5
St-Kwintens-Lennik	656	654	915	47	-	2	151	715	2	-	2	-	-	-
Vilvorde	672	642	913	110	-	8	97	699	11	-	11	19	1	18
Wolvertem	776	771	825	65	-	-	18	742	5	-	5	-	-	-
Zaventem	357	353	406	50	-	2	41	313	3	1	2	1	-	1
Arr. jud. Bruxelles	28 172	27 573	31 200	1 065	23	198	872	29 042	227	12	215	372	68	304
Louvain	1 966	1 944	2 584	100	2	12	1 259	1 211	14	-	14	8	-	8
Aarschot	318	317	436	46	-	1	129	260	1	-	1	-	-	-
Diest	461	456	456	32	-	-	102	322	5	-	5	-	-	-
Glabbeek	97	97	133	22	-	4	57	50	-	-	-	-	-	-
Haacht	224	223	230	22	-	3	5	200	1	-	1	-	-	-
Landen	146	145	212	27	-	-	52	133	-	-	-	1	-	1
Tirlemont	493	480	692	56	-	-	309	327	4	-	4	9	-	9
Léau	210	210	294	13	-	-	94	187	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Louvain	3 915	3 872	5 037	318	2	20	2 007	2 690	25	-	25	18	-	18
Nivelles	1 236	1 230	1 677	201	-	2	400	1 074	6	-	6	-	-	-
Genappe	200	196	260	46	8	1	38	167	4	-	4	-	-	-
Jodoigne	461	461	505	40	-	-	66	399	-	-	-	-	-	-
Perwez	255	254	283	26	-	-	116	141	1	1	-	-	-	-
Wavre	674	639	683	80	-	1	188	414	4	-	4	31	9	22
Arr. jud. Nivelles	2 826	2 780	3 408	393	8	4	808	2 195	15	1	14	31	9	22
Anvers	18 289	17 878	19 660	2 487	8	118	3 617	13 430	233	8	225	178	18	160
Boom	1 097	1 092	1 551	396	-	-	450	705	5	-	5	-	-	-
Brecht	648	628	920	73	-	5	171	671	12	-	12	8	1	7
Kontich	983	975	1 078	138	1	1	297	641	4	-	4	4	-	4
Zandhoven	832	818	1 212	218	1	-	301	692	1	-	1	13	1	12
Arr. jud. Anvers	21 849	21 391	24 421	3 312	10	124	4 836	16 139	255	8	247	203	20	183
Malines	1 731	1 688	2 332	177	12	22	962	1 159	28	8	20	15	3	12
Duffel	287	285	300	32	-	-	61	207	1	-	1	1	-	1
Heist-op-den-Berg	317	315	315	53	-	-	47	215	2	-	2	-	-	-
Lierre	806	801	856	131	-	5	321	399	5	-	5	-	-	-
Puurs	378	378	393	30	-	-	153	210	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Malines	3 519	3 467	4 196	423	12	27	1 544	2 190	36	8	28	16	3	13
Turnhout	1 174	1 121	1 125	143	13	5	404	560	48	-	48	5	3	2
Arendonk	456	454	584	44	1	3	277	259	2	-	2	-	-	-
Perentals	598	593	614	86	1	-	178	349	5	-	5	-	-	-
Hoogstraten	918	764	802	107	-	-	382	313	154	-	154	-	-	-
Mol	870	865	923	104	-	2	435	382	5	-	5	-	-	-
Westerlo	315	315	353	25	-	-	96	232	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Turnhout	4 331	4 112	4 401	509	15	10	1 772	2 095	214	-	214	5	3	2
Mons	3 780	3 729	4 753	396	-	2	249	4 106	39	2	37	12	-	12
Chièvres	63	63	78	20	2	-	5	51	-	-	-	-	-	-
Enghien	230	228	249	54	-	-	86	109	2	-	2	-	-	-
La Louvière	947	928	1 143	244	-	2	364	533	19	-	19	-	-	-
Lens	299	289	284	44	3	-	74	163	1	1	-	-	-	-
Roelx	603	597	908	249	-	1	249	409	6	-	6	-	-	-
Soignies	600	575	734	144	-	-	181	409	25	-	25	-	-	-
Arr. jud. Mons	6 522	6 409	8 149	1 151	5	5	1 208	5 780	92	3	89	21	-	21

TABLEAU 10. - (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Charleroi	8 663	8 758	11 359	1 178	3	9	2 032	8 137	60	2	58	45	13	32	
Beaumont	381	374	417	95	-	-	31	291	2	-	2	5	2	3	
Binche	1 175	1 160	1 341	286	-	2	31	1 022	15	1	14	-	-	-	
Châtelet	1 651	1 642	1 816	168	-	1	81	1 566	9	-	9	-	-	-	
Chimay	358	351	414	113	-	5	115	181	-	-	-	7	1	6	
Fontaine-l'Évêque	1 163	1 162	1 264	118	-	4	161	981	1	-	1	-	-	-	
Gosselies	1 553	1 550	1 694	287	9	4	65	1 329	3	-	3	-	-	-	
Herbes-le-Château	559	556	697	46	-	-	164	487	3	-	3	-	-	-	
Seneffe	881	877	959	128	-	5	333	493	4	-	4	-	-	-	
Thuin	621	618	773	75	-	-	203	495	3	-	3	-	-	-	
Arr. jud. Charleroi	17 205	17 048	20 734	2 494	12	30	3 216	14 982	100	3	97	57	16	41	
Tournai	803	793	1 174	166	1	2	40	955	10	-	10	-	-	-	
Antoing	261	259	293	20	6	-	138	129	2	-	2	-	-	-	
Ath	146	139	176	21	-	2	59	94	7	-	7	-	-	-	
Celles	119	116	141	30	-	-	5	106	3	-	3	-	-	-	
Comines	213	207	253	36	-	-	26	191	6	-	6	-	-	-	
Flobecq	125	125	124	13	-	1	33	77	-	-	-	-	-	-	
Frasnes	94	94	114	24	-	1	26	63	-	-	-	-	-	-	
Lessines	224	223	346	52	-	-	54	240	1	-	1	-	-	-	
Leuze	705	700	441	42	1	2	151	245	5	-	5	-	-	-	
Mouscron	1 054	1 036	1 198	84	-	4	86	1 024	18	4	14	-	-	-	
Péruwelz	328	323	380	33	3	2	64	278	5	-	5	-	-	-	
Quevaucamps	437	435	628	53	1	-	137	437	2	-	2	-	-	-	
Templeuve	307	300	442	35	-	-	27	380	7	-	7	-	-	-	
Arr. jud. Tournai	4 816	4 750	5 710	609	12	14	846	4 229	66	4	62	-	-	-	
Gand	6 690	6 648	6 956	536	12	66	921	5 421	36	-	36	6	-	6	
Assenede	380	378	426	15	-	3	109	299	2	-	2	-	-	-	
Deinze	197	195	208	36	-	-	42	130	2	-	2	-	-	-	
Eeklo	425	421	597	68	2	3	161	363	4	-	4	-	-	-	
Kaprijke	88	88	96	28	-	-	22	46	-	-	-	-	-	-	
Kruishoutem	189	188	213	25	-	-	45	143	1	-	1	-	-	-	
Lochristi	174	174	198	31	1	-	65	101	-	-	-	-	-	-	
Nazareth	310	310	351	82	-	1	73	195	-	-	-	-	-	-	
Nevele	264	264	270	31	-	-	80	159	-	-	-	-	-	-	
Oosterzele	335	331	364	37	-	3	8	316	1	-	1	3	1	2	
Waarschoot	80	79	107	16	-	-	48	43	1	-	1	-	-	-	
Zomergen	203	203	318	45	-	-	163	110	-	-	-	-	-	-	
Arr. jud. Gand	9 335	9 279	10 104	950	15	76	1 737	7 326	47	-	47	9	1	8	
Audenarde	408	399	588	176	-	10	94	308	4	-	4	5	1	4	
Grammont	271	271													

TABLEAU 10. - (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Courtrai	2 588	2 554	3 649	240	6	16	1 127	2 260	22	1	21	12	6	6	
Avalgem	368	367	298	45	1	-	28	224	1	-	1	-	-	-	-
Harelbeke	1 023	1 023	1 132	122	-	5	86	919	-	-	-	-	-	-	-
Izegem	531	529	547	86	-	-	188	273	2	-	2	-	-	-	-
Menin	830	821	1 083	93	-	-	435	545	9	1	8	-	-	-	-
Neulebeke	213	212	296	49	-	2	104	141	1	-	1	-	-	-	-
Moorsele	227	225	342	7	-	-	88	247	2	-	2	-	-	-	-
Oostrozebeke	272	271	411	45	-	3	108	255	1	-	1	-	-	-	-
Roulers	795	788	788	91	-	11	215	471	7	-	7	-	-	-	-
Arr. jud. Courtrai	6 847	6 790	8 546	778	7	47	2 379	5 335	45	2	43	12	6	6	
Furnes	703	694	985	185	-	1	36	763	6	-	6	3	-	3	
Dixmude	336	335	395	123	-	-	24	248	1	-	1	-	-	-	-
Roesbrugge	90	90	128	18	-	2	6	102	-	-	-	-	-	-	-
Nieuport	464	449	571	120	-	4	72	375	5	-	5	10	1	9	
Arr. jud. Furnes	1 593	1 568	2 079	446	-	7	138	1 488	12	-	12	13	1	12	
Ypres	692	685	741	35	-	1	88	617	7	-	7	-	-	-	-
Hooglede	133	130	179	16	2	-	58	103	3	-	3	-	-	-	-
Messines	53	51	57	13	-	-	11	33	2	-	2	-	-	-	-
Passendale	38	38	56	7	3	-	13	33	-	-	-	-	-	-	-
Foperinge	106	105	140	23	-	1	31	85	-	-	1	-	-	-	-
Wervik	185	181	219	7	-	1	41	170	4	-	4	-	-	-	-
Arr. jud. Ypres	1 207	1 190	1 392	101	5	3	242	1 041	17	-	17	-	-	-	-
Liège	7 540	7 439	10 117	1 467	169	95	2 107	6 279	87	12	75	14	2	12	
Dalhem	454	454	663	172	-	-	70	421	-	-	-	-	-	-	-
Fexhe-Slins	1 326	1 326	1 296	250	14	2	234	796	-	-	-	-	-	-	-
Fléron	1 649	1 644	2 664	546	9	10	856	1 243	5	-	5	-	-	-	-
Hollogne-aux-Pierres	1 275	1 270	2 068	173	-	-	-	1 895	5	1	4	-	-	-	-
Louveigné	822	821	1 053	305	-	2	299	447	1	-	1	-	-	-	-
Seraing	1 562	1 551	2 352	393	46	14	147	1 752	4	-	4	7	3	4	
Wareme	439	439	625	123	4	9	58	431	-	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Liège	15 067	14 944	20 838	3 429	242	132	3 771	13 264	102	13	89	21	5	16	
Huy	1 281	1 261	1 595	360	28	38	507	662	11	1	10	9	3	6	
Ferrières	240	240	155	27	-	-	65	63	-	-	-	-	-	-	-
Hannut	106	103	341	31	-	-	152	158	3	-	3	-	-	-	-
Jehay-Bodegnée	245	243	328	43	-	2	60	223	-	-	-	2	-	2	
Mandrin	367	366	466	89	10	1	150	216	1	-	1	-	-	-	-
Arr. jud. Huy	2 239	2 213	2 885	550	38	41	934	1 322	15	1	14	11	3	8	
Verviers	763	759	953	164	-	26	-	763	4	-	4	-	-	-	-
Aubel	312	310	326	47	-	-	27	252	2	-	2	-	-	-	-
Dison	232	231	282	41	-	6	8	227	1	-	1	-	-	-	-
Eupen	550	545	668	119	-	14	39	496	5	-	5	-	-	-	-
Herve	259	259	323	46	-	4	5	268	-	-	-	-	-	-	-
Limbourg	457	456	764	138	2	-	44	580	1	-	1	-	-	-	-
Malmedy	341	341	508	87	1	10	134	276	-	-	-	-	-	-	-
St-Vith	348	347	433	62	2	-	4	365	1	-	1	-	-	-	-
Spa	822	817	1 044	283	1	25	37	698	5	-	5	-	-	-	-
Stavelot	242	241	287	68	-	4	4	211	1	-	1	-	-	-	-
Arr. jud. Verviers	4 326	4 306	5 588	1 055	6	89	302	4 136	20	-	20	-	-	-	-
Tongres	1 261	1 249	1 457	309	6	12	731	399	12	-	12	-	-	-	-
Bilzen	1 052	1 048	1 317	207	15	15	476	604	4	-	4	-	-	-	-
Looz	1 002	1 001	1 448	137	-	11	813	487	1	-	1	-	-	-	-
Bree	287	286	366	85	3	3	171	104	1	-	1	-	-	-	-
Genk	1 590	1 581	2 082	200	26	9	895	952	9	-	9	-	-	-	-
Maaseik	516	515	615	67	12	6	277	253	1	-	1	-	-	-	-
Mechelen	1 121	1 118	1 402	103	12	11	192	1 084	3	-	3	-	-	-	-
St-Martens-Voeren	121	121	98	28	1	-	34	35	-	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Tongres	6 950	6 919	8 785	1 136	75	67	3 589	3 918	31	-	31	-	-	-	-
Hasselt	1 325	1 317	1 776	230	-	10	305	1 231	8	-	8	-	-	-	-
Eeringen	1 192	1 177	1 655	145	-	-	91	1 419	3	-	3	12	-	12	
Herk-la-Ville	312	312	466	73	-	-	62	331	-	-	-	-	-	-	-
Neerpelt	571	569	824	71	-	-	9	744	2	-	2	-	-	-	-
Peer	708	708	1 053	72	-	1	50	930	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Trond	543	542	842	44	-	-	182	616	1	-	1	-	-	-	-
Arr. jud. Hasselt	4 651	4 625	6 616	635	-	11	699	5 271	14	-	14	12	-	12	

TABLEAU 10. - (suite)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Arlon	680	675	705	92	-	17	257	339	5	-	5	-	-	-	-
Etalle	205	203	215	15	1	14	76	109	2	-	2	-	-	-	-
Fauvillers	309	307	349	53	-	-	106	190	-	-	-	2	-	2	
Florenville	163	158	169	16	1	-	104	48	-	-	-	5	-	5	
Messancy	566	566	636	44	2	5	328	257	-	-	-	-	-	-	-
Virton	524	524	578	99	1	4	248	226	-	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Arlon	2 447	2 433	2 652	319	5	40	1 119	1 169	7	-	7	7	-	7	
Marche-en-Famenne	346	344	516	70	20	4	155	267	2	-	2	-	-	-	-
Durbuy	153	153	186	23	1	1	103	58	-	-	-	-	-	-	-
Erezée	60	60	95	25	-	1	21	48	-	-	-	-	-	-	-
Houffalize	128	128	175	36	7	-	61	71	-	-	-	-	-	-	-
Laroche	118	116	164	29	1	1	76	57	2	-	2	-	-	-	-
Nassogne	76	76	113	26	8	-	36	43	-	-	-	-	-	-	-
Vielsalm	73	73	86	6	1	1	26	52	-	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Marche-en-Famenne	954	950	1 335	215	38	8	478	596	4	-	4	-	-	-	-
Neufchâteau	352	351	386	48	6	3	224	105	1	-	1	-	-	-	-
Bastogne	327	323	490	61	12	1	268	148	4	1	3	-	-	-	-
Bouillon	193	191	223	36	4	-	105	78	1	-	1	1	-	1	
Paliseul	128	126	149	29	7	1	68	44	-	-	-	2	-	2	
Saint-Hubert	125	125	149	56	1	-	50	42	-	-	-	-	-	-	-
Sibret	119	117	186	41	5	3	98	39	2	1	1	-	-	-	-
Wellin	101	101	182	47	1	-	83	51	-	-	-	-	-	-	-
Arr. jud. Neufchâteau	1 345	1 334	1 765	318	36	8	896	507	8	2	6	3	-	3	
Namur	2 965	2 904	3 438	587	80	57	932	1 782	26	2	24	35	1	34	
Andenne	434	429	494	72	12	-	65	345	-	-	-	5	-	5	
Eghezée	380	376	411	99	-	-	21	291	-	-	-	4	-	4	
Fosses	1 372	1 357	1 832	284	33	17	451	1 047	3	-	3	12	5	7	
Gembloux	885	882	971	187	14	14	298	458	3	-	3	-	-</		

Tableau 11 - TRIBUNAUX DE POLICE - RESULTAT DES POURSUITES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIERE DE POLICE - 1965 -

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquit- tés	Renvoyés par une déclara- tion d'in- compé- tence	CONDAMNES					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				condi- tionnel	sans condition		condi- tionnel	sans condi- tion	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du Conseil (L.4.10.1867)	(Code pénal Lois spéciales)	19 407 312	3 317 16	15 1	34 -	4 -	53 1	5 732 68	10 251 226
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police	(Code pénal Règlements communaux et provinciaux Lois spéciales et règlements généraux)	5 292 4 001 182 304	1 278 384 19 348	7 5 68	18 1 1 290	2 - 1 348	15 6 71	1 162 601 34 527	2 810 3 004 125 652
Totaux :		211 316	24 343	97	1 343	1 354	146	42 090	141 943

TABLEAU 12.- NOMBRE DES APPELS DE POLICE JUGES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

- 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	AFFAIRES					
	pendantes au commen- cement de l'année	portées devant le tribunal pendant l'année	reprises sur oppo- sition au cours de l'année	termi- nées par jugement	disparues par jonc- tion ou autrement	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	317	1 198	5	1 076	4	440
Louvain	120	275	1	275	1	120
Nivelles	39	146	-	162	-	23
Anvers	38	736	11	736	11	38
Malines	106	179	-	222	13	50
Turnhout	66	174	-	222	1	17
Mons	105	406	-	399	-	112
Charleroi	251	763	-	631	-	383
Tournai	47	196	-	176	-	67
Gand	10	511	1	510	-	12
Audenarde	73	298	-	302	-	69
Termonde	86	449	3	414	13	111
Bruges	51	639	3	636	5	52
Courtrai	82	354	-	421	1	14
Furnes	12	157	-	155	-	14
Ypres	21	94	-	69	-	46
Liège	974	1 030	-	1 243	8	753
Huy	45	222	2	220	-	49
Verviers	118	440	10	425	-	143
Tongres	54	253	-	249	-	58
Hasselt	21	273	-	265	-	29
Arlon	24	103	1	111	-	17
Marche-en-Famenne	56	98	-	80	-	74
Neufchâteau	31	97	1	106	-	23
Namur	202	429	3	352	-	282
Dinant	98	261	1	254	-	106
Le Royaume	3 047	9 781	42	9 711	57	3 102

TABLEAU 13a - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ARTICLES 9, 10, 11 ET 11 bis (obligation scolaire) - CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX

- 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille					
	poursui- vis	acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	1	-	-
Nivelles	1	-	1	1	-	-
Anvers	2	-	-	-	-	-
Malines	11	-	-	11	-	-
Turnhout	17	-	-	16	-	1
Mons	-	-	-	-	-	-
Charleroi	32	6	3	23	-	-
Tournai	6	-	1	5	-	-
Gand	4	-	-	4	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	18	1	3	14	-	-
Bruges	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-
Furnes	1	-	-	1	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	3	-	-	3	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon	1	1	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	62	16	3	32	2	9
Dinant	13	6	-	7	-	-
Le Royaume	171	30	11	118	2	10

Tableau 13 b - LOIS COORDONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS.

- 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	LOI DU 18.10.1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25.10.1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille					
	poursuivis	acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	-	-	-	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-
Anvers	2	-	-	-	2	-
Malines	1	1	-	-	-	-
Turnhout	-	-	-	-	-	-
Mons	19	7	-	-	12	-
Charleroi	14	-	-	-	14	-
Tournai	9	-	1	8	-	-
Gand	11	1	6	4	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-
Termonde	-	-	-	-	-	-
Bruges	9	5	-	4	-	-
Courtrai	9	-	-	9	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-	-	-
Liège	7	7	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-
Verviers	-	-	-	-	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	-	-	-	-
Dinant	-	-	-	-	-	-
Le Royaume :	81	21	7	53	-	-

3° - Tribunaux correctionnels

TABLEAU 14 - NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ONT EU A S'occuper - 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	Affaires dont le tribunal a eu à s'occuper				total des affaires terminées au cours de l'année	affaires restant à juger à la fin de l'année
	pendantes au commencement de l'année	portées devant le tribunal pendant l'année	reprises sur opposition au cours de l'année	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	997	8 880	398	10 275	9 148	1 127
Louvain	99	1 818	39	1 956	1 857	99
Nivelles	218	777	35	1 030	912	118
Anvers	378	6 217	194	6 789	6 266	523
Malines	246	1 624	12	1 882	1 511	371
Turnhout	27	1 211	44	1 282	1 236	46
Mons	392	2 247	25	2 664	2 346	318
Charleroi	1 302	4 788	139	6 229	3 153	3 076
Tournai	692	2 561	54	3 307	2 584	723
Gand	85	3 586	86	3 757	3 462	295
Audenarde	484	1 551	17	2 052	1 565	487
Termonde	237	2 687	36	2 960	2 677	283
Bruges	109	3 669	90	3 868	3 709	159
Courtrai	431	2 649	32	3 112	3 050	62
Furnes	43	767	18	828	784	44
Ypres	154	1 278	18	1 450	1 060	390
Liège	4 910	3 303	185	8 398	3 419	4 979
Huy	97	640	32	769	714	55
Verviers	411	956	25	1 392	1 026	366
Tongres	1 004	1 597	42	2 643	1 557	1 086
Hasselt	71	1 562	53	1 686	1 607	79
Arlon	165	537	21	723	646	77
Marche-en-Famenne	34	236	10	280	254	26
Neufchâteau	40	376	18	434	410	24
Namur	385	1 442	75	1 902	1 227	675
Dinant	313	700	37	1 050	790	260
Le Royaume :	13 324	57 659	1 735	72 718	56 970	15 748

TABLEAU 14 bis - AFFAIRES TERMINEES AU COURS DE L'ANNEE PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (détail du tableau 14 col.6) - 1965

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	Affaires terminées au cours de l'année						Jugements statuant au fond (col.6)	
	par jugements statuant au fond					Affaires disparues par jonction ou autrement	Chambre à juge unique	Chambre à 3 juges
	Jugements contradictoires	Jugements par défaut	Jugements contradictoires à l'égard de certains prévenus et par défaut à l'égard des autres	Jugements rendus sur opposition	TOTAL			
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	7 001	1 123	485	398	9 007	141	7 706	1 301
Louvain	1 492	265	54	39	1 850	7	1 794	56
Nivelles	673	155	37	35	900	12	693	207
Anvers	4 471	1 081	224	194	5 970	296	4 240	1 730
Malines	1 151	270	24	12	1 457	54	1 189	268
Turnhout	925	227	44	20	1 216	20	1 013	203
Mons	1 736	444	116	25	2 321	25	2 103	218
Charleroi	1 850	766	194	185	2 995	158	2 210	785
Tournai	1 584	712	222	54	2 572	12	1 979	593
Gand	2 718	468	152	86	3 424	38	2 016	1 408
Audenarde	1 331	163	54	17	1 565	-	1 386	179
Termonde	2 052	464	107	36	2 659	18	1 259	1 400
Bruges	2 700	711	170	86	3 667	42	1 989	1 678
Courtrai	2 214	433	169	36	2 852	198	1 886	966
Furnes	536	167	57	18	778	6	286	492
Ypres	897	111	34	18	1 060	-	793	267
Liège	2 334	658	242	179	3 413	6	2 128	1 285
Huy	494	149	25	32	700	14	561	139
Verviers	802	105	94	25	1 026	-	507	519
Tongres	1 093	322	100	42	1 557	-	1 388	169
Hasselt	1 213	269	56	58	1 596	11	1 358	238
Arlon	519	90	12	22	643	3	487	156
Marche-en-Famenne	197	41	6	10	254	-	182	72
Neufchâteau	271	89	18	25	403	7	308	95
Namur	849	202	96	57	1 204	23	711	493
Dinant	565	162	26	37	790	-	375	415
Le Royaume :	41 668	9 647	2 818	1 746	55 879	1 091	40 547	15 332

4° - Cours d'Appel

Tableau 15 - AFFAIRES REPRESSIVES DONT LES COURS D'APPEL ONT EU A S'OCCUPER - 1965 -

	Cours d'Appel			Le Royaume
	Bruxelles	Gand	Liège	
Nombre d'affaires à juger :				
pendantes au commencement de l'année	189	653	89	931
portées devant la cour pendant l'année	2 581	2 069	1 430	6 080
reprises sur opposition au cours de l'année	98	31	2	131
Total :	2 868	2 753	1 521	7 142
Nombre d'affaires terminées :				
jugées pendant l'année	2 603	1 895	1 451	5 949
disparues par jonction ou autrement	42	-	1	43
Total :	2 645	1 895	1 452	5 992
Nombre d'affaires restant à juger à la fin de l'année	223	858	69	1 150
Nombre des arrêts définitifs :				
contradictaires	2 304	1 626	1 256	5 186
par défaut	93	122	89	304
contradictaires à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	115	147	94	356
Total :	2 512	1 895	1 439	5 846
Jugements frappés d'appel :				
confirmés	845	818	574	2 338
infirmés pour le tout ou pour partie	1 825	876	895	3 666
Nombre des prévenus jugés	2 848	2 899	1 988	7 735

5° - Cours d'Assises

TABLEAU 16 - APERCU GENERAL DES TRAVAUX DES COURS D'ASSISES

1° Nombre et nature des affaires jugées : nombre des individus poursuivis - 1965 -

PROVINCES	Nombre total des affaires	AFFAIRES CRIMINELLES		DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE		Nombre total des individus poursuivis
		jugées contradictoirement	jugées par contumace	jugées contradictoirement	jugées par contumace	
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	6	6	-	-	-	6
Anvers	2	2	-	-	-	2
Hainaut	6	6	-	-	-	6
Flandre orientale	5	4	-	1	-	7
Flandre occidentale	5	5	-	-	-	5
Liège	5	4	1	-	-	5
Limbourg	1	1	-	-	-	1
Luxembourg	1	1	-	-	-	1
Namur	-	-	-	-	-	-
Le Royaume :	31	29	1	1	-	43

2° Accusés et prévenus acquittés ou condamnés par province
- 1965 -

	Provinces								Le Roy- aume	
	Brabant	Anvers	Hainaut	Flandre orientale	Flandre occidentale	Liège	Limbourg	Luxembourg		Namur
AFFAIRES CRIMINELLES :										
Total des poursuivis	6	2	16	4	4	5	1	1	-	39
Accusés jugés contradictoirement :										
Nombre total	6	2	16	4	4	4	1	1	-	38
Acquittés	-	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Internés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Condamnés à la peine :										
de mort	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2
de travaux forcés :										
à perpétuité	1	-	-	-	-	-	-	1	-	2
de 15 ans et plus	1	1	3	1	1	1	1	-	-	9
de 10 ans à - de 15 ans	-	1	4	-	2	1	-	-	-	8
de la détention :										
perpétuelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
à temps :										
extraordinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ordinaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de la réclusion	2	-	2	1	1	1	-	-	-	7
de l'emprisonnement :										
de 6 mois et plus	2	-	3	1	-	-	-	-	-	6
moins de 6 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de l'amende	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accusés jugés par contumace :										
Nombre total	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Acquittés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Condamnés	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE										
Nombre total des prévenus	-	-	-	3	-	-	-	-	-	3
Acquittés	-	-	-	3	-	-	-	-	-	3
Condamnés à :										
l'emprisonnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
l'amende	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 17 - AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées - 1965 -

NATURE DES INFRACTIONS D'APRES L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquittés	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS A LA PEINE													Condamnés à la peine accessoire		
					de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion			de l'emprisonnement			de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement	
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 à moins de 15 ans	à temps	extraordinaire	ordinaire	de 10 ans et plus	de 5 à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois				
																	de l'amende			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																				
Attentat à la pudeur et viol art. 373, 375, 378	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-
Meurtres art. 392, 393	9	1	-	8	-	1	3	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	7	-
Assassinat art. 394	7	-	-	7	1	1	3	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	6	-
Tentative de meurtre ou assassinat art. 52	5	-	-	5	-	-	1	3	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	4	-
Infanticide art. 396	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Coups et blessures volontaires suivi d'incapacité art. 398, 399	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Coups et blessures volontaires suivi de mort art. 401	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Coups et blessures involontaires art. 418, 420	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																				
Vols à l'aide de violences art. 468-469	3	-	-	3	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-
Vols à l'aide de violences suivi de meurtre art. 475	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Incendie art. 510, 513	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
CRIMES ET DELITS CONTRE LA FOI PUBLIQUE																				
Contrefaçon de billets de banque art. 173	8	3	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	1	-	-	-	5	-
Totaux :	39	4	-	35	2	2	10	8	-	-	-	-	7	4	2	-	-	31	-	

Tableau 17 (suite) - 2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été

NATURE DES FAITS D'APRES L'ARRET DE LA COUR	ACCUSES SANS ANTECEDENTS JUDICIAIRES												soit à l'amende correctionnelle, prisonnement correctionnel de moins						
	Total général des condamnés	Condamnés à la peine								Condamnés à la peine accessoire		Condamnés à la peine							
		Total des condamnés	des travaux forcés				à la détention				de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement	Total des condamnés	des travaux forcés			à la détention		
			de mort	à perpétuité	à temps	perpétuelle	à temps	de la réclusion	de l'emprisonnement	de mort				à perpétuité	à temps	perpétuelle	à temps	de la réclusion	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	
Attentat à la pudeur et viol art. 373, 375, 378	1	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Meurtres art. 392, 393	8	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	6	-	1	3	-	-	1	
Assassinat art. 394	7	4	-	1	2	-	-	-	1	3	-	3	1	-	2	-	-	-	
Tentative de meurtre ou assassinat art. 52	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	3	-	-	-	
Infanticide art. 396	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	
Coups et blessures volontaires suivis d'incapacité art. 398, 399	1	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Coups et blessures vol. suivis de mort art. 401	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	
Coups et blessures involontaires art. 418, 420	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vols à l'aide de violences art. 468, 469	3	2	-	-	2	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Vols à l'aide de violences suivis de meurtre art. 475	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Incendie art. 510, 513	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	
Contrefaçon de billets de banque art.173	5	5	-	-	-	-	-	2	3	5	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAUX	35	15	-	1	5	-	-	4	5	12	-	15	1	1	10	-	-	2	

reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées - 1965 -

NATURE DES FAITS D'APRES L'ARRET DE LA COUR	ACCUSES CONDAMNES PRECEDEMENT																							
	soit à un en- de 6 mois			à un emprisonnement de six mois et plus										à une peine criminelle										
	de l'emprisonnement	Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire				Total des condamnés	Condamnés à la peine					Condamnés à la peine accessoire			
		de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement		de mort	des travaux forcés		à la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement	de mort		des travaux forcés		à la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement	
à perpétuité						à temps	perpétuelle	à temps	à perpétuité							à temps	perpétuelle	à temps						
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42		
Attentat à la pudeur et viol art. 373, 375, 378	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Meurtres art. 392, 393	1	4	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Assassinat art. 394	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Tentative de meurtre ou assassinat art. 52	-	3	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-			
Infanticide art. 396	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures volontaires suivis d'incapacité art. 398, 399	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures vol. suivis de mort art. 401	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Coups et blessures involontaires art. 418, 420	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Vols à l'aide de violences art. 468, 469	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-			
Vols à l'aide de violences suivis de meurtre art. 475	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-			
Incendie art. 510, 513	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Contrefaçon de billets de banque art.173	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
TOTAUX	1	12	-	4	1	3	-	-	-	-	-	4	-	1	-	-	-	1	-	-	-			

Tableau 18 - AFFAIRES JUGÉES PAR CONTUMACE - 1965 -

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquittés	CONDAMNÉS A LA PEINE											
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps						
								extraordinaire	ordinaire					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Assassinat art. 394	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 19 - DELITS POLITIQUES ET DE PRESSE - 1965 -

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			De 3 ans ou plus	De 6 mois à moins de 3 ans	De moins de 6 mois	Conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Code électoral art. 165 à 173	3	3	-	-	-	-	-	-	-

6° Cour de Cassation

Tableau 20 - AFFAIRES PÉNALES (2ème Chambre) - 1965

NATURE DES ARRETS	Nombre des arrêts portant		Arrêts résultant des pourvois ou demandes formés par		Pourvois ou demandes restant à juger	
	cassation	rejet	le ministère public, le Gouverneur de province etc..	les parties		
						4
1	2	3	4	5	6	
Arrêts statuant au fond rendu en matière	(criminelle	-	5	-	5	-
	correctionnelle	179	895	38	1.036	600
	cour militaire	-	7	-	7	-
	de défense sociale	-	6	-	6	-
	de milice	1	29	-	30	10
	électorale	-	-	-	-	-
	fiscale	49	138	-	187	298
Arrêts statuant sur des pourvois en matière disciplinaire	(ordre des médecins	2	2	-	4	3
	ordre des pharmaciens	-	3	-	3	4
	ordre des avocats	-	3	-	3	-
	ordre des architectes	-	1	-	1	2
TOTAUX	231	1.089	38	1.282	917	
Arrêts statuant sur des demandes	Nombre des arrêts portant		admission	rejet	9	-
	(en règlement de juges	9	-	9	-	2
	d'annulation (art. 441 CIC)	10	-	10	-	5
	en réhabilitation	-	3	-	3	2
	d'opposition à un arrêt	-	-	-	-	-
	en revision	-	-	-	-	-
d'instruction ou de poursuite (481-483 CIC)	1	1	2	-	-	
TOTAUX	20	4	21	3	10	
Total général	251	1.093	59	1.285	927	

B. - Affaires civiles et commerciales

1° Justice de paix

Tableau 21 - ETAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX - 1965 -

CANTONS JUDICIAIRES	Affaires pendantes au début de l'année	Affaires introduites pendant l'année				Affaires terminées			Affaires restant à juger à la fin de l'année	Jugements rendus avant de statuer au fond
		par citation	par procès verbal de comparution volontaire	par requête	Total	par jugement au fond	par radiation, jonction, etc...	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles 1er canton	94	2 272	22	24	2 318	2 009	307	2 316	96	122
Bruxelles 2e canton	626	2 843	38	-	2 881	2 453	636	3 089	418	95
Bruxelles 3e canton	147	2 752	42	19	2 813	2 527	274	2 801	159	210
Bruxelles 4e canton	160	1 815	26	48	1 889	1 669	205	1 874	175	156
Anderlecht	394	2 545	145	75	2 765	2 426	335	2 761	398	91
Asse	155	799	9	-	808	693	81	774	189	81
Hal 1er canton	62	609	26	33	668	590	88	678	52	88
Hal 2e canton	16	208	21	14	243	198	24	222	37	32
Ixelles 1er canton	113	3 078	16	35	3 129	2 878	213	3 091	151	154
Ixelles 2e canton	4	1 910	20	64	1 994	1 632	363	1 995	3	105
Kraainem	22	174	9	74	257	246	25	271	8	35
Molenbeek-St-Jean	115	3 244	43	69	3 356	2 861	456	3 317	154	322
Overijse	34	228	2	20	250	217	27	244	40	30
St Gilles	81	1 707	14	54	1 775	1 562	181	1 743	113	104
St-Josse-ten-Noode	233	3 237	19	101	3 357	2 799	440	3 239	351	332
Schaerbeek 1er canton	134	1 772	12	50	1 834	1 561	214	1 775	193	105
Schaerbeek 2e canton	372	1 699	29	112	1 840	1 341	581	1 922	290	95
Rode-St-Genèse	15	269	8	6	283	246	38	284	14	53
St-Kwintens-Lennik	39	612	18	258	888	824	45	869	58	211
Uccle	141	2 816	55	106	2 977	2 680	301	2 981	137	196
Vilvorde	31	1 031	17	1	1 049	938	108	1 046	34	79
Wolvertem	79	752	8	7	767	687	102	789	57	70
Zaventem	33	393	12	13	418	354	37	391	60	47
Arr. jud. Bruxelles	3 100	36 765	611	1 183	38 559	33 391	5 081	38 472	3 187	2 813
Louvain 1er canton	147	707	19	58	784	709	50	759	172	74
Louvain 2e canton	265	948	24	90	1 062	932	101	1 033	294	131
Aarschot	47	391	6	21	418	315	77	392	73	45
Diest	13	700	5	18	723	577	79	656	80	33
Glabbeek	8	192	3	-	195	150	29	179	24	19
Haacht	35	286	8	11	305	263	35	298	42	21
Landen	53	127	7	-	134	114	13	127	60	20
Tirlemont	46	576	9	24	609	560	51	611	44	69
Léau	71	211	14	4	229	218	24	242	58	28
Arr. jud. Louvain	685	4 138	95	226	4 459	3 838	459	4 297	847	440
Nivelles	221	1 210	52	60	1 322	1 181	168	1 349	194	81
Genappe	42	305	7	6	318	254	38	292	68	25
Jodoigne	113	420	15	-	435	396	30	426	122	64
Perwez	27	196	8	8	212	189	23	212	27	11
Wavre	50	1 200	23	38	1 261	1 001	258	1 259	52	171
Arr. jud. Nivelles	453	3 331	105	112	3 548	3 021	517	3 538	463	352

Tableau 21 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers 1er canton	123	1 578	11	61	1 650	1 445	173	1 618	155	141
Anvers 2e canton	545	2 256	33	25	2 314	2 016	263	2 279	580	134
Anvers 3e canton	226	2 204	68	97	2 369	2 155	236	2 391	204	246
Anvers 4e canton	292	1 619	213	70	1 902	1 703	181	1 884	310	463
Berchem	654	1 765	47	90	1 902	1 684	249	1 933	623	186
Boom	102	415	32	27	474	400	62	462	114	57
Borgerhout	365	2 877	55	220	3 152	2 818	375	3 193	324	257
Brecht	84	396	24	3	423	356	78	434	73	26
Ekeren	213	1 343	32	111	1 486	1 288	152	1 440	259	120
Kontich	95	642	18	34	694	625	55	680	109	115
Zandhoven	81	475	21	15	511	449	76	525	67	50
Arr. jud. Anvers	2 780	15 570	554	753	16 877	14 939	1 900	16 839	2 818	1 795
Malines (Nord)	138	678	15	13	706	626	103	729	115	46
Malines (Sud)	133	683	30	29	742	678	86	764	111	307
Duffel	59	284	18	27	329	309	30	339	49	196
Heist-op-den-Berg	16	442	4	22	468	408	45	453	31	75
Lierre	110	459	33	18	510	458	48	506	114	79
Puurs	87	251	5	-	256	239	36	275	68	21
Arr. jud. Malines	543	2 797	105	109	3 011	2 718	348	3 066	488	724
Turnhout	116	566	25	34	625	525	111	636	105	88
Arendonk	19	191	7	3	201	171	22	193	27	248
Herentals	107	520	19	37	576	486	69	555	128	102
Hoogstraten	23	148	9	5	162	140	21	161	24	222
Mol	48	599	32	-	631	611	14	625	54	156
Westerlo	58	251	8	12	271	233	28	261	68	32
Arr. jud. Turnhout	371	2 275	100	91	2 466	2 166	265	2 431	406	848
Mons	297	2 218	47	99	2 364	2 150	150	2 300	361	91
Boussu	149	1 076	18	55	1 144	964	110	1 074	219	63
Chièvres	25	212	7	21	240	200	25	225	40	10
Dour	65	360	4	16	380	362	33	395	50	31
Enghien	8	111	12	7	130	106	14	120	18	17
La Louvière	58	1 074	46	-	1 120	1 021	83	1 104	74	97
Lens	39	444	11	-	455	380	66	446	48	17
Pâturages	92	605	15	35	655	565	87	652	95	80
Roeulx	112	508	29	16	553	501	52	553	112	29
Soignies	141	723	29	26	778	576	94	670	249	97
Arr. jud. Mons	986	7 331	213	275	7 819	6 825	714	7 539	1 266	532
Charleroi (Nord)	145	1 770	46	48	1 864	1 738	124	1 862	147	146
Charleroi (Sud)	321	1 430	109	78	1 617	1 358	195	1 553	385	116
Beaumont	30	218	4	8	230	208	16	224	36	26
Binche	72	1 007	20	55	1 082	1 003	100	1 103	51	45
Châtelet	103	1 051	23	2	1 076	975	83	1 058	121	70
Chimay	24	233	19	2	254	226	17	243	35	36
Fontaine-l'Evêque	59	879	12	29	920	844	44	888	91	43
Gosselies	9	831	13	48	892	832	64	896	5	98
Jumet	83	721	18	27	766	634	51	685	164	47
Marchienne-au-Pont	102	633	72	32	737	690	21	711	128	52
Herbes-le-Château	47	344	20	-	364	346	21	367	44	14
Senefve	148	793	20	-	813	736	64	800	161	51
Thuin	13	502	7	14	523	469	59	528	8	9
Arr. jud. Charleroi	1 156	10 412	383	343	11 138	10 059	859	10 918	1 376	752

Tableau 21 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Tournai	67	581	26	6	613	563	35	598	82	21
Antoing	97	209	6	3	218	191	27	218	97	24
Ath	99	278	-	-	278	250	28	278	99	18
Celles	8	175	3	5	183	175	7	182	9	2
Comines	21	118	-	2	120	108	6	114	27	11
Flobecq	30	109	6	1	116	107	6	113	33	8
Frasnes	40	87	7	4	98	83	18	101	37	8
Lessines	22	188	6	16	210	208	8	216	16	6
Leuze	94	349	60	-	409	366	44	410	93	68
Mouscron	645	519	10	14	543	379	93	472	716	27
Péruwelz	30	299	7	15	321	274	47	321	30	203
Quevaucamps	18	302	4	8	314	292	19	311	21	14
Templeuve	18	143	11	3	157	156	8	164	11	4
Arr. jud. Tournai	1 189	3 357	146	77	3 580	3 152	346	3 498	1 271	414
Gand 1er canton	270	1 001	33	50	1 084	967	93	1 060	294	47
Gand 2e canton	291	1 112	26	51	1 189	1 023	156	1 179	301	49
Gand 3e canton	136	797	25	46	868	771	86	857	147	47
Assenede	50	180	4	16	200	187	26	213	37	18
Deinze	68	193	14	8	215	175	26	201	82	27
Eeklo	33	314	6	-	320	290	36	326	27	13
Evergem	52	435	7	23	465	412	53	465	52	40
Kaprijke	41	76	-	3	79	63	12	75	45	16
Kruishoutem	23	108	8	12	128	106	14	120	31	9
Ledeberg	91	508	9	21	538	460	68	528	101	16
Lochristi	23	128	5	6	139	121	22	143	19	15
Nazareth	24	207	6	11	224	176	56	232	16	33
Nevele	55	95	3	-	98	77	26	103	50	17
Oosterzele	42	278	7	-	285	259	20	279	48	15
Waarschoot	12	47	5	3	55	51	7	58	9	5
Zomergem	29	103	2	6	111	107	7	114	26	10
Arr. jud. Gand	1 240	5 582	160	256	5 998	5 245	708	5 953	1 285	377
Audenarde	124	294	3	7	304	234	56	290	138	27
Grammont	87	216	5	22	243	213	46	259	71	25
Herzele	67	359	9	69	437	398	35	433	71	49
Nederbrakel	22	111	10	4	125	115	7	122	25	17
Ninove	214	410	8	21	439	382	52	434	219	44
Renaix	73	324	14	5	343	308	43	351	65	27
St-Maria-Horebeke	12	85	3	5	93	91	5	96	9	12
Zottegem	22	201	3	-	204	161	36	197	29	17
Arr. jud. Audenarde	621	2 000	55	133	2 188	1 902	280	2 182	627	218
Termonde	105	600	-	276	876	875	28	903	78	36
Alost	239	1 041	33	47	1 121	940	179	1 119	241	87
Beveren	49	213	7	21	241	210	37	247	43	34
Hanne	57	207	3	10	220	201	31	232	45	60
Lokeren	26	315	8	19	342	251	30	281	87	11
Sint-Gillis-Waas	94	216	5	26	247	207	26	233	108	50
Saint-Nicolas	17	1 200	19	51	1 270	1 179	79	1 258	29	31
Tamise	35	214	25	24	263	209	50	259	39	45
Wetteren	57	250	9	-	259	253	33	286	30	29
Zele	24	237	9	16	262	234	31	265	21	11
Arr. jud. Termonde	703	4 493	118	490	5 101	4 559	524	5 083	721	402

Tableau 21 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruges 1er canton	67	824	13	26	863	745	82	827	103	798
Bruges 2e canton	179	952	29	89	1 070	942	136	1 078	171	601
Bruges 3e canton	215	986	68	13	1 067	1 036	73	1 109	173	60
Ardooie	9	74	6	6	86	76	5	81	14	7
Gistel	133	212	6	7	225	192	22	214	144	17
Ostende	210	1 238	18	-	1 256	1 052	152	1 204	262	120
Ruiselede	10	67	2	1	70	56	6	62	18	4
Tielt	14	137	1	4	142	123	15	138	18	10
Torhout	61	313	16	12	341	328	27	355	47	31
Arr. jud. Bruges	898	4 803	159	158	5 120	4 550	518	5 068	950	1 648
Courtrai 1er canton	106	518	32	28	578	463	106	569	115	15
Courtrai 2e canton	79	725	6	-	731	672	30	702	108	27
Avelgem	18	99	5	3	107	86	7	93	32	7
Harelbeke	40	415	20	10	445	397	48	445	40	29
Izegem	38	326	21	12	359	311	38	349	48	25
Menin	305	527	25	10	562	535	19	554	313	39
Heulebeke	58	145	14	1	160	141	21	162	56	29
Moorsele	60	163	1	-	164	147	15	152	62	2
Oostrozebeke	47	116	14	-	130	118	16	134	43	14
Roulers	15	469	17	25	511	435	73	508	18	37
Arr. jud. Courtrai	766	3 503	155	89	3 747	3 305	373	3 678	835	224
Furnes	84	462	5	8	475	387	32	419	140	98
Dixmude	42	130	5	5	140	137	15	152	30	41
Roesbrugge	7	65	11	2	78	64	6	70	15	8
Nieuport	85	275	8	8	291	242	38	280	96	33
Arr. jud. Furnes	218	932	29	23	984	830	91	921	281	180
Ypres 1er canton	14	179	-	3	182	153	17	170	26	14
Ypres 2e canton	22	226	9	4	239	203	51	254	7	13
Hooglede	26	84	4	6	94	71	13	84	36	8
Messines	5	52	-	3	55	50	7	57	3	4
Passendale	24	99	3	8	110	77	34	111	23	7
Poperinge	17	100	-	7	107	98	14	112	12	4
Hervik	8	96	4	10	110	101	11	112	6	4
Arr. jud. Ypres	116	836	20	41	897	753	147	900	113	54
Liège 1er canton	494	2 425	31	56	2 512	2 323	140	2 463	543	421
Liège 2e canton	416	3 721	36	74	3 831	3 544	373	3 917	330	533
Dalhem	65	261	1	9	271	240	24	264	72	14
Fexhe-Slins	150	637	16	41	694	647	76	723	121	84
Fléron	195	1 030	72	100	1 202	1 103	127	1 230	167	145
Grivegnée	85	951	51	55	1 057	969	72	1 041	101	129
Herstal	231	796	27	28	851	721	70	791	291	163
Hollogne-aux-Pierres	25	1 405	61	73	1 539	1 442	85	1 527	37	107
Louveigné	76	494	-	-	494	481	89	570	-	303
Saint-Nicolas	123	653	26	35	714	605	86	691	146	123
Seraing	25	1 645	118	91	1 854	1 637	91	1 728	151	111
Waremme	29	332	10	23	365	329	29	358	36	59
Arr. jud. Liège	1 914	14 350	449	585	15 384	14 041	1 262	15 303	1 995	2 192
Huy	179	1 178	41	39	1 258	1 139	80	1 219	218	132
Ferrières	13	50	1	-	51	42	8	50	14	2
Hannut	145	278	3	4	285	252	20	272	158	23

Tableau 21 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Jehay-Bodegnée	2	222	6	4	232	195	11	206	28	4
Nandrin	75	383	14	-	397	346	30	376	96	24
Arr. jud. Huy	414	2 111	65	47	2 223	1 974	149	2 123	514	185
Verviers	56	854	33	30	917	817	84	901	72	41
Aubel	-	122	-	-	122	95	10	105	17	15
Dison	23	219	28	-	247	228	22	250	20	138
Eupen	39	316	3	16	335	280	38	316	56	31
Herve	26	141	3	-	144	127	15	142	28	100
Limbourg	22	215	9	3	227	202	11	213	36	121
Malmédy	35	305	5	-	310	284	23	307	38	15
Saint-Vith	26	217	2	-	219	198	47	245	-	13
Spa	33	470	22	-	492	429	41	470	55	39
Stavelot	5	146	6	-	152	141	9	150	7	12
Arr. jud. Verviers	265	3 005	111	49	3 165	2 801	300	3 101	329	525
Tongres	41	713	28	133	874	830	41	871	44	106
Bilzen	69	471	5	9	485	446	45	491	63	44
Borgloon (Looz)	6	312	-	-	312	258	14	272	46	17
Brée	6	173	-	-	173	153	18	171	8	5
Genk	3	1 226	18	-	1 244	1 129	106	1 235	12	263
Maaseik	5	306	-	-	306	291	20	311	-	20
Mechelen	21	536	14	44	594	560	38	598	17	37
Fouron-St-Martin	-	57	-	-	57	41	7	48	9	10
Arr. jud. Tongres	151	3 794	65	186	4 045	3 708	289	3 997	199	502
Hasselt	17	771	16	24	811	717	90	807	21	46
Beringen	25	731	-	17	748	682	53	735	38	97
Herck-la-Ville	66	245	5	-	250	255	11	266	50	20
Neerpelt	36	303	10	5	318	290	22	312	42	13
Peer	15	236	17	5	258	232	22	254	19	14
Saint-Trond	91	931	7	61	999	958	60	1 018	72	98
Arr. jud. Hasselt	250	3 217	55	112	3 384	3 134	258	3 392	242	288
Arlon	232	508	34	13	555	479	94	573	214	64
Etalle	22	156	3	4	163	146	27	173	12	21
Fauvillers	20	42	5	1	48	42	4	46	22	8
Florenville	98	184	3	1	188	194	9	203	83	13
Messancy	46	432	13	8	453	437	19	456	43	63
Virton	124	273	7	15	295	297	43	340	79	28
Arr. jud. Arlon	542	1 595	65	42	1 702	1 595	196	1 791	453	197
Marche-en-Famenne	70	260	5	8	273	258	26	284	59	57
Durbuy	40	88	6	15	109	106	4	110	39	15
Erezée	9	65	1	11	77	64	6	70	16	12
Houffalize	20	122	7	-	129	81	10	91	58	8
Laroche	49	111	2	-	113	98	6	104	58	13
Nassogne	8	45	2	2	49	38	5	43	14	8
Vielsalm	5	86	10	-	96	87	2	89	12	15
Arr. jud. Marche-en-Famenne	201	777	33	36	846	732	59	791	256	128
Neufchâteau	94	222	5	1	228	192	18	210	112	13
Bastogne	32	248	6	-	254	218	39	257	29	4
Bouillon	32	72	-	-	72	56	7	63	41	17
Paliseul	95	135	7	5	147	136	25	161	81	23
Saint-Hubert	58	151	4	9	164	135	22	157	65	3

Tableau 21 (suite)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Sibret	11	69	3	-	72	55	20	75	8	6
Wellin	18	48	3	-	51	39	14	53	16	4
Arr. jud. Neuchâteau	340	945	28	15	988	831	145	976	352	70
Namur 1er canton (N.)	160	1 333	41	27	1 401	1 272	118	1 390	171	71
Namur 2e canton (S.)	75	1 018	3	5	1 026	967	50	1 017	84	68
Ardenne	49	393	16	13	422	362	41	403	68	33
Eghezée	25	278	3	18	299	291	22	313	11	11
Fosses	135	827	92	45	964	939	49	988	111	41
Gembloux	127	521	37	24	582	480	195	675	34	25
Arr. jud. Namur	571	4 370	192	132	4 694	4 311	475	4 786	479	249
Dinant	54	475	81	21	577	522	46	568	63	48
Beauraing	22	159	10	-	169	117	8	125	66	13
Ciney	21	477	25	22	524	494	33	527	18	26
Couvin	69	215	15	9	239	208	19	227	81	30
Florennes	34	178	11	8	197	171	23	194	37	18
Gedinne	19	94	4	1	99	87	5	92	26	13
Philippeville	20	137	3	-	140	144	7	151	9	11
Rochefort	41	247	6	6	259	246	21	267	33	38
Walcourt	35	243	10	3	256	213	23	236	55	276
Arr. jud. Dinant	315	2 225	165	70	2 460	2 202	185	2 387	388	473
LE ROYAUME :	20 788	144 514	4 236	5 633	154 383	136 582	16 448	153 030	22 141	16 582

TABLEAU 21 B - ETAT, PAR CANTON, DES AFFAIRES EN CONCILIATION - 1965 -

CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite	CANTONS	Affaires terminées à l'amiable pendant l'année	Affaires restées sans suite
1	2	3	1	2	3
Bruxelles 1er canton	113	196	Brecht	42	87
Bruxelles 2e canton	66	210	Ekeren	22	133
Bruxelles 3e canton	97	238	Kontich	119	158
Bruxelles 4e canton	105	213	Zandhoven	29	78
Anderlecht	153	355	Arr. jud. Anvers	924	1 990
Asse	114	526	Malines (Nord)	141	65
Hal 1er canton	29	120	Malines (Sud)	58	143
Hal 2e canton	23	66	Duffel	150	135
Ixelles 1er canton	97	408	Heist-op-den-Berg	21	37
Ixelles 2e canton	175	284	Lierre	175	217
Kraainem	78	38	Puurs	17	59
Holenbeek-St-Jean	241	442	Arr. jud. Malines	562	656
Overijse	70	103	Turnhout	109	148
Saint-Gilles	212	368	Arendonk	104	77
St-Josse-ten-Noode	208	557	Herenthals	63	140
Schaerbeek 1er canton	126	268	Hoogstraten	56	40
Schaerbeek 2e canton	165	237	Mol	55	109
Rhode St-Genèse	59	98	Westerlo	66	97
Sint-Kwintens-Lennik	260	422	Arr. jud. Turnhout	453	611
Uccle	104	360	Mons	484	248
Vilvorde	196	246	Boussu	132	251
Wolvertem	86	295	Chièvres	56	184
Zaventem	72	109	Dour	117	143
Arr. jud. Bruxelles	2 849	6 159	Enghien	51	104
Louvain 1er canton	180	606	La Louvière	390	541
Louvain 2e canton	372	1 133	Lens	82	90
Aarschot	208	223	Pâturages	107	227
Diest	330	192	Roeulx	215	175
Glabbéek	99	142	Soignies	354	184
Haacht	111	358	Arr. jud. Mons	1 988	2 147
Landen	70	151	Charleroi (Nord)	306	811
Tirlemont	426	561	Charleroi (Sud)	648	324
Léau	95	204	Beaumont	69	262
Arr. Jud. Louvain	1 891	3 570	Binche	395	619
Nivelles	177	387	Châtelet	377	772
Genappe	62	76	Chimay	269	317
Jodoigne	235	205	Fontaine-l'Evêque	438	574
Perwez	102	146	Gosselies	236	489
Wavre	542	608	Jumet	213	297
Arr. jud. Nivelles	1 118	1 422	Marchienne-au-Pont	212	413
Anvers 1er canton	100	152	Herbes-le-Château	211	145
Anvers 2e canton	141	199	Seneffe	200	380
Anvers 3e canton	72	226	Thuin	101	208
Anvers 4e canton	55	295	Arr. jud. Charleroi	3 575	5 611
Berchem	176	283	Tournai	306	122
Boom	56	125	Antoing	64	144
Borgerhout	112	254			

TABLEAU 21 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Ath	231	100	Bruges 1er canton	222	666
Celles	22	26	Bruges 2e canton	218	640
Comines	41	116	Bruges 3e canton	269	743
Flobecq	18	130	Ardoois	21	72
Frasnes	88	83	Gistel	137	244
Lessines	112	99	Ostende	451	853
Leuze	172	223	Ruislede	16	44
Mouscron	130	351	Tielt	31	120
Peruwelz	99	225	Torhout	157	176
Quevaucamps	60	126	Arr. jud. Bruges	1 522	3 758
Templeuve	61	58	Courtrai 1er canton	59	214
Arr. jud. Tournai	1 404	1 803	Courtrai 2e canton	218	436
Gand 1er canton	348	698	Avelgem	11	37
Gand 2e canton	477	732	Harelbeke	114	149
Gand 3e canton	353	687	Izegem	111	374
Assenede	191	278	Menin	205	360
Deinze	71	128	Meulebeke	21	68
Eeklo	309	137	Moorsele	41	78
Evergem	132	456	Oostrozebeke	28	50
Kaprijke	35	66	Roulers	256	398
Kruishoutem	38	106	Arr. jud. Courtrai	1 064	2 164
Ledeberg	243	493	Furnes	59	323
Lochristi	100	115	Dixmude	34	119
Nazareth	124	57	Roesbrugge	19	53
Nevele	51	114	Nieuport	116	146
Oosterzele	133	378	Arr. jud. Furnes	228	641
Waarschoot	34	70	Ypres 1er canton	34	113
Zomergem	29	95	Ypres 2e canton	44	129
Arr. jud. Gand	2 668	4 610	Hooglede	51	79
Audenarde	57	149	Messines	20	75
Grammont	96	209	Passendale	40	59
Herzele	102	317	Poperinge	64	111
Nederbrakel	45	63	Wervik	82	131
Ninove	117	147	Arr. jud. Ypres	335	697
Renaix	157	204	Liège 1er canton	921	1 177
Sint-Maria-Horebeke	61	55	Liège 2e canton	397	992
Zottegem	90	143	Dalhem	64	114
Arr. jud. Audenarde	725	1 287	Fexhe-Slins	82	385
Termonde	191	113	Fléron	368	124
Alost	180	450	Givegnée	359	315
Beveren	107	112	Herstal	175	361
Harne	134	166	Hollogne-aux-Pierres	73	372
Lokéren	158	170	Louveigné	54	159
Sint-Gillis-Waas	102	140	Saint-Nicolas	98	154
Saint-Nicolas	245	490	Seraing	324	797
Tamise	69	156	Wareme	129	133
Wetteren	78	144	Arr. jud. Liège	3 044	5 083
Zelee	90	103			
Arr. jud. Termonde	1 354	2 044			

TABLEAU 21 B (suite)

1	2	3	1	2	3
Huy	113	549	Neufchâteau	93	158
Ferrières	7	21	Eastogne	61	183
Hannut	49	170	Bouillon	37	86
Jehay-Bodegnée	20	84	Paliseul	98	161
Nandrin	73	133	Saint-Hubert	55	100
Arr. jud. Huy	262	957	Sibret	30	49
			Wellin	30	69
Verviers	22	58	Arr. jud. Neufchâteau	404	806
Aubel	22	65			
Dison	143	142	Namur 1er canton (N.)	468	936
Eupen	84	159	Namur 2e canton (S.)	173	656
Herve	45	32	Andenne	107	279
Limbourg	103	162	Eghezée	48	457
Malmédy	61	196	Fosses la-Ville	601	429
Saint-Vith	73	135	Gembloux	176	358
Spa	121	626	Arr. jud. Namur	1 573	3 115
Stavelot	87	190			
Arr. jud. Verviers	761	1 765	Dinant	617	747
			Beauraing	149	289
Tongres	193	895	Ciney	66	244
Bilzen	220	151	Couvin	130	294
Borgloon	94	183	Florennes	73	419
Bree	76	129	Gedinne	34	249
Genk	641	216	Philippeville	88	91
Maaseik	86	186	Rochefort	221	326
Mechelen s/Meuse	41	267	Walcourt	128	460
Fouron-St-Martin	17	43	Arr. jud. Dinant	1 506	3 119
Arr. jud. Tongres	1 368	2 070			
Hasselt	359	811	LE ROYAUME :	33 596	60 781
Berlingen	123	857			
Herck-la-Ville	58	153			
Neerpelt	79	182			
Peer	27	136			
Saint-Trond	310	542			
Arr. jud. Hasselt	956	2 681			
Arlon	158	332			
Etalle	56	70			
Fauvillers	31	40			
Florenville	56	132			
Messancy	135	106			
Virton	143	369			
Arr. jud. Arlon	579	1 049			
Marche-en-Famenne	148	411			
Durbuy	34	140			
Erezée	33	58			
Houffalize	72	96			
Laroche	74	123			
Nassogne	27	52			
Vielsalm	95	86			
Arr. jud. Marche	483	966			

La statistique a depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNEES	Total des affaires à juger	Affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1951	143 061	9 674	6,8
1952	136 225	8 871	6,5
1953	140 017	9 766	6,9
1954	137 497	9 155	6,7
1955	142 284	13 430	9,4
1956	139 869	13 146	9,4
1957	143 532	13 999	10,3
1958	143 844	14 522	9,9
1959	154 303	11 775	7,6
1960	148 353	11 895	8,0
1961	160 200	12 106	7,6
1962	200 692	14 015	7,0
1963	188 577	12 648	6,7
1964	171 971	12 054	7,1
1965	175 171	11 593	6,6

TABLEAU 22 - CERTAINES ACTIVITES DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNEES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notariété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclaration d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1951	17 222	3 478	31 450	766	140 765
1952	16 344	3 262	34 478	812	152 903
1953	16 559	3 153	34 312	753	157 611
1954	15 761	3 215	33 717	777	159 601
1955	16 260	2 998	36 509	844	179 669
1956	16 197	2 953	38 361	784	186 812
1957	16 124	3 104	35 156	800	186 288
1958	15 767	3 105	34 788	885	179 177
1959	15 384	3 298	31 041	763	178 257
1960	15 159	3 169	26 666	794	180 017
1961	15 750	3 387	20 280	756	192 504
1962	16 175	3 585	19 863	785	182 059
1963	15 811	3 841	19 633	786	215 405
1964	16 896	3 860	20 475	740	212 024
1965	17 427	3 706	20 109	760	209 650

2° TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE

Tableau 23 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES SUR ASSIGNATION - 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	Affaires dont le tribunal a eu à s'occuper				
	restant au rôle au 1er janvier	pour-suivies sur opposition	réinscrites au rôle	nouvelles portées au rôle	TOTAL
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	8 039	312	501	8 653	17 505
Louvain	1 433	27	22	929	2 411
Nivelles	1 253	17	8	690	1 968
Anvers	5 504	64	85	4 622	10 275
Malines	1 468	7	-	710	2 185
Turnhout	985	16	14	725	1 740
Mons	1 783	23	32	1 305	3 143
Charleroi	2 561	53	19	1 455	4 088
Tournai	734	38	6	653	1 431
Gand	2 632	12	-	1 499	4 143
Audenarde	464	14	14	591	1 083
Termonde	1 616	20	19	1 080	2 735
Bruges	1 285	21	10	1 076	2 392
Courtrai	964	7	147	706	1 824
Furnes	350	7	5	333	695
Ypres	454	4	-	324	782
Liège	3 496	15	107	2 083	5 701
Huy	191	5	3	341	540
Verviers	537	20	4	565	1 126
Tongres	834	15	31	598	1 478
Hasselt	787	16	5	741	1 549
Arlon	523	5	4	254	786
Marche-en-Famenne	526	1	-	147	674
Neufchâteau	321	-	-	163	484
Namur	924	20	3	678	1 625
Dinant	262	6	-	443	711
Ressort de la Cour d'appel de:					
Bruxelles	23 760	557	687	19 742	44 746
Gand	7 765	85	195	5 609	13 654
Liège	8 401	103	157	6 013	14 674
Le Royaume:	39 926	745	1 039	31 364	73 074

Tableau 23 bis - AFFAIRES TERMINEES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE - 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	Affaires terminées par jugements					Affaires terminées par radiations, jonction ou autrement	Total des affaires terminées	Affaires restant à juger	Jugements prononcés par le tribunal et ne statuant pas au fond
	contradictaires	par défaut	contradictaires à l'égard de certains et par défaut à l'égard d'autres	rendus sur opposition	TOTAL				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	3 847	2 063	65	80	6 055	2 591	8 646	8 859	1 526
Louvain	368	244	17	27	656	328	984	1 427	181
Nivelles	270	188	7	12	477	104	581	1 387	136
Anvers	1 835	980	259	56	3 130	907	4 037	6 238	666
Malines	283	183	11	-	477	37	514	1 671	186
Turnhout	465	246	12	14	737	15	752	988	102
Mons	449	400	16	14	879	404	1 283	1 860	440
Charleroi	442	555	50	18	1 065	273	1 338	2 750	277
Tournai	186	180	70	35	471	57	528	903	265
Gand	783	353	83	12	1 211	186	1 397	2 746	625
Audenarde	335	146	12	10	503	105	608	475	100
Termonde	503	290	14	9	816	244	1 060	1 675	260
Bruges	561	296	40	11	908	248	1 156	1 236	181
Courtrai	354	252	19	5	630	183	813	1 011	152
Furnes	235	80	-	3	318	39	357	338	85
Ypres	152	48	6	2	208	24	232	550	65
Liège	1 012	737	10	8	1 767	251	2 018	3 683	659
Huy	214	124	24	7	369	42	411	129	76
Verviers	205	212	2	12	431	86	517	609	124
Tongres	287	149	10	14	460	59	519	959	170
Hasselt	356	190	25	16	587	132	719	830	239
Arlon	140	86	9	2	237	76	313	473	80
Marche-en-Famenne	44	57	-	4	105	6	111	563	31
Neufchâteau	62	56	-	4	122	22	144	340	42
Namur	304	236	13	11	564	103	667	958	189
Dinant	242	121	14	6	383	34	417	294	141
Ressort de la Cour d'appel de:									
Bruxelles	8 145	5 039	507	256	13 947	4 716	18 663	26 083	3 729
Gand	2 923	1 465	154	52	4 594	1 029	5 623	8 031	1 468
Liège	2 866	1 968	107	84	5 025	811	5 836	8 838	1 751
Le Royaume:	13 934	8 472	768	392	23 566	6 556	30 122	42 952	6 948

Tableau 24 - JUGEMENTS RENDUS SUR APPEL - AFFAIRES SUR REQUETE -

REFERES - 1965 -

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	Nombre d'affaires sur requête	Ordonnances de référé	Jugements rendus sur appel
1	2	3	4
Bruxelles	5 250	1 207	1 029
Louvain	652	204	120
Nivelles	350	148	59
Anvers	1 848	1 267	652
Malines	861	131	81
Turnhout	329	123	142
Mons	2 100	471	142
Charleroi	1 014	566	77
Tournai	957	159	45
Gand	1 939	507	262
Audenarde	199	61	92
Termonde	777	423	150
Bruges	463	375	164
Courtrai	324	164	64
Furnes	147	55	61
Ypres	139	53	33
Liège	1 947	876	320
Huy	947	92	57
Verviers	472	136	57
Tongres	443	173	86
Hasselt	1 260	127	111
Arlon	405	83	42
Marche-en-Famenne	209	16	11
Neufchâteau	128	20	13
Namur	436	183	103
Dinant	525	103	55
Ressort de la Cour d'appel de :			
Bruxelles	13 361	4 276	2 347
Gand	3 988	1 638	826
Liège	6 772	1 809	855
Le Royaume :	24 121	7 723	4 028

TABLEAU 24 bis - AFFAIRES SUR REQUETE - 1965 -

ARRONDISSEMENTS	Affaires sur requête				Détail de quelques affaires sur requête		
	Acceptées	rejetées	sans suite	pendan- tes	Nombre de jugements statuant sur des demandes de Pro Deo	Adop- tions	Divorces par con- sentement mutuel
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	5 170	41	39	-	882	331	491
Louvain	627	10	1	14	72	34	24
Nivelles	341	9	-	-	35	42	13
Anvers	1 755	79	14	-	474	184	210
Malines	859	2	-	-	40	25	30
Turnhout	319	1	4	5	59	18	2
Mons	2 019	38	24	19	444	62	46
Charleroi	1 005	5	-	4	27	140	95
Tournai	913	32	3	9	201	51	42
Gand	1 833	3	25	78	247	45	63
Audenarde	192	6	1	-	58	12	7
Termonde	757	7	9	4	94	38	12
Bruges	405	33	7	18	127	35	28
Courtrai	321	2	1	-	41	27	13
Furnes	142	5	-	-	41	5	1
Ypres	128	-	-	11	4	7	5
Liège	1 891	13	39	4	249	140	177
Huy	927	7	-	13	30	17	16
Verviers	469	-	3	-	75	38	41
Tongres	418	10	4	11	58	13	2
Hasselt	1 246	1	-	13	75	33	6
Arlon	388	-	-	17	49	10	6
Marche-en-Famenne	206	2	1	-	10	9	1
Neufchâteau	125	1	2	-	20	7	1
Namur	432	4	-	-	113	43	35
Dinant	524	1	-	-	28	22	5
Ressort de la Cour d'Appel de :							
Bruxelles	13 008	217	85	51	2 234	887	953
Gand	3 778	56	43	111	612	169	129
Liège	6 626	39	49	58	707	332	290
LE ROYAUME	23 412	312	177	220	3 553	1 388	1 372

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

Tableau 25 - APERCU GENERAL DES AFFAIRES SUR ASSIGNATION - 1965 -

TRIBUNAUX		Affaires dont le tribunal a eu à s'occuper				
CIVIL	DE COMMERCE	pendantes au commencement de l'année	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut	réinscrites après jugement de biffure	nouvelles introduites pendant l'année	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7
	Bruxelles	5 792	664	736	22 216	29 408
	Louvain	1 023	59	3	1 505	2 590
Nivelles		438	25	-	928	1 391
	Anvers	3 914	324	27	12 353	16 618
Malines		1 171	17	-	1 121	2 309
Turnhout		781	12	22	1 006	1 821
	Mons	1 792	43	12	2 073	3 920
Charleroi		1 155	46	31	2 946	4 178
	Tournai	185	14	-	1 412	1 611
	Gand	1 793	68	2	4 655	6 518
Audenarde		206	8	12	423	649
	Alost	530	8	20	1 621	2 179
	St-Nicolas	622	20	-	1 845	2 487
Termonde		554	16	5	727	1 302
	Bruges	916	34	15	1 460	2 425
	Ostende	575	23	-	884	1 482
	Courtrai	848	49	22	2 295	3 214
Furnes		175	6	-	362	543
Ypres		302	6	4	369	681
	Liège	2 562	138	92	7 094	9 886
Huy		284	8	-	587	879
	Verviers	472	19	11	1 330	1 832
Tongres		767	14	74	1 041	1 896
Hasselt		515	24	5	1 981	2 525
Arlon		246	3	4	315	568
Marche-en-Famenne		372	3	-	241	616
Neufchâteau		241	3	-	262	506
	Namur	486	22	10	1 502	2 020
Dinant		357	20	3	656	1 036
Ressort de la Cour d'Appel de :	Bruxelles	16 251	1 204	831	45 560	63 846
	Gand	6 521	238	80	14 641	21 480
	Liège	6 302	254	199	15 009	21 764
TRIBUNAUX	civils	7 564	211	160	12 965	20 900
	de commerce	21 510	1 485	950	62 245	86 190
	Le Royaume	29 074	1 696	1 110	75 210	107 090

TABLEAU 25 bis - AFFAIRES TERMINEES - 1965

TRIBUNAUX		Affaires terminées par jugements					Affaires terminées par radiation, jonction ou autrement	Total des affaires terminées	Affaires restant à juger	Jugements prononcés par le tribunal et ne statuant pas au fond
CIVIL	DE COMMERCE	contradictoires	par défaut	Contradictoires à l'égard de certains et par défaut à l'égard d'autres	rendus sur opposition	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	Bruxelles	4 872	13 531	85	271	18 759	4 667	23 426	5 982	640
	Louvain	443	769	23	35	1 270	268	1 538	1 052	196
Nivelles		263	433	5	20	721	116	837	554	70
	Anvers	2 178	7 583	125	212	10 098	1 992	12 090	4 528	906
Malines		302	594	15	14	925	85	1 010	1 299	98
Turnhout		383	713	17	4	1 117	16	1 133	688	104
	Mons	886	846	25	39	1 796	320	2 116	1 844	285
Charleroi		806	1 720	27	39	2 592	334	2 926	1 252	99
	Tournai	572	616	29	14	1 231	53	1 284	327	356
	Gand	1 539	2 110	-	27	3 676	565	4 241	2 277	740
Audenarde		94	205	4	4	307	120	427	222	33
	Alost	651	740	27	23	1 441	253	1 694	485	253
	Saint-Nicolas	222	736	42	20	1 020	104	1 124	1 363	240
Termonde		199	359	18	15	591	314	905	397	82
	Bruges	479	736	21	34	1 270	216	1 486	939	203
	Ostende	377	468	35	21	901	128	1 029	453	284
	Courtrai	500	1 084	17	27	1 628	437	2 065	1 149	392
Furnes		125	177	-	1	303	46	349	194	33
Ypres		114	190	2	5	311	52	363	318	74
	Liège	1 904	3 889	274	114	6 181	671	6 852	3 034	266
Huy		165	320	35	9	529	22	551	328	60
	Verviers	649	776	9	54	1 488	188	1 676	156	110
Tongres		283	530	8	9	830	105	935	961	72
Hasselt		355	1 016	105	20	1 496	220	1 716	809	123
Arlon		84	180	3	1	268	60	328	240	49
Marche-en-Famenne		44	141	5	1	191	18	209	407	25
Neufchâteau		53	160	11	3	227	17	244	262	48
	Namur	369	838	12	11	1 230	250	1 480	540	211
Dinant		149	396	17	18	580	62	642	394	96
Ressort de la Cour d'appel de :	Bruxelles	10 705	26 805	351	648	38 509	7 851	46 360	17 486	2 74
	Gand	4 300	6 805	166	177	11 448	2 235	13 683	7 797	2 334
	Liège	4 055	8 246	479	240	13 020	1 613	14 633	7 131	1 060
Tribunaux	civils	3 419	7 134	272	163	10 988	1 587	12 575	8 325	1 066
	de commerce	15 641	34 722	724	902	51 989	11 112	62 101	24 089	5 082
	TOTAUX :	19 060	41 856	996	1 065	62 977	11 699	74 676	32 414	6 148

Tableau 26 - AFFAIRES SUR REQUÊTE - REFERES - 1965 -

ARRONDISSEMENTS	Affaires sur requête					Détail de quelques affaires sur requête			Ordonnances de référé
	Acceptées	Rejetées	Sans suite	Pendantes	Total	Nombre de jugements statuant sur des demandes de Pro-Deo	Saisies conservatoires	Faillites et concordats	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	626	48	3	6	683	-	150	16	336
Louvain	66	2	-	-	68	2	12	1	20
Nivelles	159	1	-	-	160	-	11	137	2
Anvers	5 935	1	-	2	5 938*	12	171	471	520
Malines	256	1	-	-	257	-	10	18	24
Turnhout	45	-	-	-	45	14	16	3	23
Mons	67	1	-	-	68	3	6	19	27
Charleroi	22	3	-	19	44	-	-	44	513
Tournai	98	-	-	-	98	-	9	70	5
Gand	150	2	1	1	154	3	35	25	67
Audenarde	28	-	-	-	28	-	9	14	3
Alost	143	4	-	-	147	-	7	97	15
Saint-Nicolas	38	3	-	-	41	1	6	8	24
Termonde	12	2	-	1	15	-	-	3	15
Bruges	79	-	-	-	79	1	15	-	24
Ostende	33	-	-	-	33	1	9	-	24
Courtrai	117	1	-	-	118	-	22	75	38
Furnes	22	1	-	-	23	-	-	23	3
Ypres	54	-	-	-	54	-	4	2	8
Liège	260	2	-	-	262	2	51	154	91
Huy	26	1	-	-	27	1	5	1	11
Verviers	126	-	-	-	126	-	22	65	21
Tongres	68	-	-	-	68	-	40	20	12
Hasselt	365	-	-	-	365	22	54	192	82
Arlon	63	-	-	2	65	-	7	23	2
Marche-en-Famenne	20	-	-	-	20	2	-	12	1
Neufchâteau	27	-	-	-	27	-	6	5	6
Namur	29	3	-	-	32	-	11	12	10
Dinant	56	-	-	1	57	-	11	3	4
Ressort de la Cour d'appel de :									
Bruxelles	7 274	57	3	27	7 361	31	385	779	1 470
Gand	676	13	1	2	692	6	107	247	221
Liège	1 040	6	-	3	1 049	27	207	487	240
LE ROYAUME :	8 990	76	4	32	9 102	64	699	1 513	1 931

* dont 5 078 désignations d'experts.

4^o Cours d'appel

Tableau 27 - AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES - CAUSES INTRODUITES TERMINEES ET RESTANT A JUGER - 1965 -

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	Causes à juger					Causes terminées					Causes restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	poursuivies sur opposition à des arrêts par défaut	réinscrites au rôle après arrêt de biffure	nouvelles portées au rôle au cours de l'année	TOTAL	par arrêt	par accord	par jonction	par biffure, désistement ou autrement	TOTAL	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
COUR D'APPEL DE BRUXELLES											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	3 811	45	93	2 465	6 414	1 603	5	175	290	2 074	4 340
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	7	-	2	12	21	6	-	-	-	6	15
Appels de jugements d'arbitres	2	-	3	10	15	1	-	-	1	2	13
Référés	416	1	2	311	730	116	-	8	114	238	492
Affaires portées directement devant la Cour	1	-	-	11	12	3	-	-	-	3	9
COUR D'APPEL DE GAND											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	704	6	5	761	1 476	643	-	20	92	755	721
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	6	-	1	5	12	3	-	-	4	7	5
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	2	2	1	-	-	-	1	1
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COUR D'APPEL DE LIEGE											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	934*	3	3	702	1 642	571	-	38	35	644	998
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	9*	-	1	6	16	8	-	-	-	8	8
Appels de jugements d'arbitres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Référés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL											
Tribunaux de première instance en matière civile et commerciale	5 449*	54	101	3 928	9 532	2 817	5	234	417	3 473	6 059
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	22*	-	4	23	49	17	-	-	4	21	28
Appels de jugements d'arbitres	2*	-	3	12	17	2	-	-	1	3	14
Référés	416	1	2	311	730	116	-	8	114	238	492
Affaires portées directement devant la Cour	1	-	-	11	12	3	-	-	-	3	9
Totaux par ressort :											
Bruxelles	4 237	46	100	2 809	7 192	1 729	5	184	405	2 323	4 869
Gand	710	6	6	768	1 490	647	-	20	96	763	727
Liège	943*	3	4	708	1 658	579	-	38	35	652	1 006
Totaux généraux :	5 890	55	110	4 285	10 340	2 955	5	242	536	3 738	6 602

* Chiffres rectifiés

Tableau 28 - AFFAIRES SUR REQUETE - REFERES - 1965 -

COURS D'APPEL de	Affaires sur requête					Ordonnances de référés
	acceptées	rejetées	sans suite	pendantes	Total	
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	202	29	3	11	245	4
Gand	74	5	-	-	79	58
Liège	66	12	1	2	81	61
Le Royaume	342	46	4	13	405	123

Tableau 29 - COURS D'APPEL - AFFAIRES FISCALES - 1965 -

COURS D'APPEL de	Affaires à juger			Affaires terminées					Affaires restant à juger
	pendantes au commencement de l'année	introduites au cours de l'année	Total	au fond	par homologation de transaction	par désistement	par jonction	T O T A L	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	958	286	1 244	389	-	41	104	534	710
Gand	237	91	328	104	-	3	26	133	195
Liège	254	115	369	93	1	24	3	121	248
Le Royaume	1 449	492	1 941	586	1	68	133	788	1 153

Tableau 30 - COURS D'APPEL - AFFAIRES ELECTORALES - 1965 -

COURS D'APPEL de	Affaires à juger			Affaires terminées			Affaires restant à juger	Arrêts interloutoires
	pendantes au commencement de l'année	introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, transaction	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	-	22	22	22	-	22	-	-
Gand	-	3	3	3	-	3	-	-
Liège	-	44	44	44	-	44	-	-
Le Royaume	-	69	69	69	-	69	-	-

5° COUR DE CASSATION

Tableau 31. - COUR DE CASSATION (1ère Chambre)

POURVOIS EN MATIERE CIVILE - 1965 -

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRETS					Causes restant à juger		
	pendantes au commencement de l'année	Introduites pendant l'année	Total	au fond		décrétant				Total des arrêts	
				Cassation	Rejet	la déchéance	le désistement	la jonction			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Conseil d'Etat	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1
Cours d'appel :											
a) Jugeant en matière civile :											
Bruxelles	40	52	92	13	36	-	-	-	49	43	
Gand	21	13	34	6	8	-	1	-	15	19	
Liège	17	19	36	7	19	-	-	-	26	10	
Total	78	84	162	26	63	-	1	-	90	72	
b) Jugeant en matière commerciale											
Bruxelles	66	19	85	7	10	-	-	-	17	68	
Gand	9	7	16	1	3	-	1	-	5	11	
Liège	22	2	24	5	-	-	-	-	5	19	
Total	97	28	125	13	13	-	1	-	27	98	
Tribunaux de première instance :											
a) Jugeant en premier degré :											
Bruxelles	5	3	8	-	-	-	-	-	-	8	
Louvain	4	-	4	1	1	-	-	-	2	2	
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Anvers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Malines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Turnhout	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Mons	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	
Charleroi	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Gand	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	
Audenarde	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	
Termonde	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	
Bruges	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	
Courtrai	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	
Furnes	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Liège	-	3	3	-	-	-	-	-	-	3	
Ruy	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1	
Verviers	2	-	2	-	1	-	-	-	1	1	
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Hasselt	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	
Arlon	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	
Marche-en-Famenne	1	2	3	-	-	-	-	-	-	3	
Neufchâteau	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3	
Nanur	2	-	2	-	-	-	-	-	-	2	
Dinant	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux :	32	11	43	3	2	-	-	-	5	38	

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
b) Jugeant en degré d'appel :										
Bruxelles	10	11	21	6	15	-	-	-	21	-
Louvain	2	1	3	1	-	-	-	-	1	2
Hivellies	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Anvers	2	2	4	3	-	-	-	-	3	1
Malines	3	-	3	1	-	-	-	-	1	2
Turnhout	3	-	3	-	-	-	-	-	-	3
Mons	4	4	8	2	2	-	-	-	4	4
Charleroi	5	3	8	3	1	-	-	-	-	4
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	4	3	7	2	2	-	-	-	4	3
Audenarde	2	2	4	-	2	-	-	-	2	2
Termonde	3	3	6	1	3	-	-	-	4	2
Bruges	2	5	7	-	2	-	-	-	2	5
Courtrai	-	4	4	1	-	-	-	-	1	3
Furnes	1	2	3	1	-	-	-	-	1	2
Ypres	2	-	2	1	-	-	-	-	1	1
Liège	6	6	12	3	3	-	-	-	6	6
Huy	3	2	5	1	1	-	-	-	2	3
Verviers	3	1	4	2	1	-	-	-	3	1
Tongres	3	-	3	1	-	-	-	-	1	2
Hasselt	-	3	3	1	-	-	-	-	1	2
Arlon	3	-	3	-	1	-	-	-	2	2
Marche-en-Famenne	1	3	4	1	1	-	-	-	1	1
Neufchâteau	-	2	2	-	1	-	-	-	4	4
Namur	6	2	8	2	2	-	-	-	4	4
Dinant	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Totaux :	69	60	129	33	37	-	-	-	70	59
<u>Tribunaux de commerce</u>	6	8	14	1	3	-	-	-	4	10
Justice de paix	6	5	11	4	3	-	1	-	8	3
Conseils de prud'hommes	40	38	78	14	14	-	-	-	28	50
Conseil supérieur d'arbitrage	1	1	2	1	-	-	-	-	1	1
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux généraux :	330	295	565	95	135	-	3	-	233	332

STATISTIQUE DES GRACES

ET DE LA

LIBERATION CONDITIONNELLE

Année 1965

TABLEAU 1.- GRACES : REQUÊTES SOUMISES, REJETÉES ET ACCUEILLIES - 1965 -

ANNEES	Requêtes sou- mises au Roi après examen par le Minis- tère de la Justice	Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
		Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1940	5 957	3 501	58,77	2 456	41,23
1941	9 300	4 240	45,59	5 060	54,41
1942	11 783	4 392	37,27	7 391	62,73
1943	12 892	6 055	46,97	6 837	53,03
1944	10 342	5 106	49,38	5 236	50,62
1945	15 867	6 617	41,70	9 250	58,30
1946	18 654	6 706	35,94	11 948	64,06
1947	16 517	6 559	39,71	9 958	60,29
1948	18 882	7 141	37,81	11 741	62,19
1949	11 171	5 011	44,85	6 160	55,15
1950	10 715	4 885	45,59	5 830	54,41
1951	8 231	3 889	47,24	4 342	52,76
1952	11 230	3 934	35,03	7 296	64,97
1953	7 408	3 471	46,85	3 937	53,15
1954	6 389	2 931	45,90	3 458	54,10
1955	6 985	3 521	50,41	3 464	49,59
1956	7 910	3 927	49,65	3 983	50,35
1957	7 394	4 007	54,20	3 387	45,80
1958	6 819	4 236	62,12	2 583	37,88
1959	7 012	4 203	59,94	2 809	40,06
1960	6 208	4 046	65,19	2 162	34,83
1961	6 852	4 490	65,53	2 362	34,47
1962	6 506	4 213	64,76	2 293	35,24
1963	5 757	3 752	65,17	2 005	34,83
1964	5 512	3 617	65,62	1 895	34,38
1965	5 117	3 412	66,68	1 705	33,32

TABLEAU 2.- LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Sexe		Age							Etat civil		
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à - de 25 ans	de 25 à - de 30 ans	de 30 à - de 40 ans	de 40 à - de 50 ans	de 50 à - de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1962 (1)	805	84	46	150	172	218	157	106	40	308	479	32
1962 (2)	39	1	-	-	-	4	21	12	3	8	24	2
1963 (1)	679	69	49	143	131	194	127	81	23	280	363	45
1963 (2)	18	2	-	-	-	-	7	9	4	4	11	1
1964 (1)	594	86	28	93	109	228	117	81	24	215	379	27
1964 (2)	13	3	-	-	-	-	4	4	8	3	12	1
1965 (1)	590	79	31	114	171	179	103	46	25	224	372	22
1965 (2)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 3.- LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Durée de la peine									
	Prononcée							restant		
	Moins de 1 an	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à - de 6 mois	de 6 mois à - d'un an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1962 (1)	189	297	293	42	41	14	13	231	227	218
1962 (2)	-	-	-	1	4	-	35	-	-	-
1963 (1)	129	276	257	49	26	7	4	165	243	183
1963 (2)	-	-	-	1	3	3	13	-	-	-
1964 (1)	138	224	250	32	22	6	8	139	202	194
1964 (2)	-	-	1	1	2	3	9	-	1	-
1965 (1)	140	241	230	29	17	6	6	168	190	181
1965 (2)	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-

(1) = Les prisons ou droit commun

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERES

Divorcés	Antécédents			Nature de l'infraction dont ils purgeaient la peine								
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
70	348	199	342	-	37	416	31	313	74	-	4	14
6	23	6	11	40	-	-	-	-	-	-	-	-
60	318	154	276	20	4	382	27	227	75	-	5	8
4	10	4	6	19	1	-	-	-	-	-	-	-
59	290	144	246	6	-	332	11	219	102	-	1	9
-	14	2	-	16	-	-	-	-	-	-	-	-
51	277	107	285	5	1	364	21	197	74	-	3	11
-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBERATIONS ACCORDEES

à subir	Durée du temps d'épreuve									
	à subir					à subir				
	de 1 à - de 2 ans	de 2 à - de 3 ans	de 3 à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 ans à - de 5 ans	de 5 à - de 10 ans	de 10 à - de 20 ans	20 ans et plus
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
114	24	24	34	20	698	91	86	14	-	-
-	-	1	3	36	-	1	35	3	1	-
96	25	13	12	11	672	47	24	5	-	-
-	-	1	4	15	-	1	16	3	-	-
90	21	8	10	16	611	30	34	5	-	-
-	-	1	3	11	1	1	3	11	-	-
81	22	11	8	8	594	37	20	4	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-

TABLEAU 4.- SUITE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES

ANNEES	Libérations conditionnelles révoquées						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	mois de 1 an après l'octroi	de 1 à - de 2 ans après l'octroi	de 2 à - de 5 ans après l'octroi	de 5 à - de 10 ans après l'octroi	10 ans et plus après l'octroi	Total de révo-cations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1962 (1)	36	36	25	7	2	106	611
1962 (2)	-	-	-	-	-	-	20
1963 (1)	51	47	18	8	1	125	613
1963 (2)	-	-	-	-	-	-	-
1964 (1)	49	56	42	6	1	154	677
1964 (2)	-	-	-	-	-	-	-
1965 (1)	43	43	27	3	-	116	713
1965 (2)	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 5.- PATRONAGE DES DETENUS

ANNEES	Nombre de préve-nus visités		Nombre de con-damnés visités		Nombre de visi-tes faites aux détenus		Nombre de visites faites aux condam-nés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1962 (1)	513	100	3 430	1 028	202	26	1 897	413
1962 (2)	-	-	215	1	-	-	143	3
1963 (1)	615	115	3 052	768	365	57	2 824	329
1963 (2)	-	-	54	-	-	-	91	-
1964 (1)	1 054	139	3 230	725	676	76	2 448	365
1964 (2)	-	-	-	-	-	-	-	-
1965 (1)	662	167	3 386	952	316	100	2 243	287
1965 (2)	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) = Les prisons ou droit commun

(2) = Les centres d'internement ou inciviques.

STATISTIQUE DE L'APPLICATION DE LA LOI DE

DEFENSE SOCIALE DU 9 AVRIL 1930

Année 1965

Tableau 1 - DECISIONS D'INTERNEMENT D'INculpES EN ETAT DE DEMENCE,
DE DESEQUILIBRE MENTAL, OU DE DEBILITE MENTALE - 1965 -

Nature de l'infraction commise	Inculpés internés par application de l'article 7		
	Hommes	Femmes	Ensemble
1	2	3	4
<u>Juridictions d'instruction</u>			
<u>Crimes contre :</u>			
La vie et l'intégrité corporelle	6	5	11
Les moeurs	79	-	79
La famille (avortement)	-	1	1
Les biens :			
Incendie	16	-	16
Faux en écritures	11	4	15
Vols qualifiés	96	-	96
Autres crimes	18	-	18
<u>Délits contre :</u>			
L'intégrité corporelle	19	4	23
Les moeurs	46	3	49
La famille (avortement)			
Les biens :			
Vols	25	5	30
Escroqueries	3	1	4
Abus de confiance	3	-	3
L'autorité	4	1	5
Autres délits	26	7	33
Total	352	31	383
<u>Juridictions de jugement</u>			
<u>Crimes contre :</u>			
La vie et l'intégrité corporelle	1	1	2
Les moeurs	18	1	19
Les biens :			
Incendie	5	5	10
Faux en écritures	31	5	36
Vols qualifiés	12	3	15
Autres crimes			
<u>Délits contre :</u>			
L'intégrité corporelle	5	1	6
Les moeurs	5	-	5
Les biens :			
Vols	4	2	6
Escroqueries	1	-	1
Abus de confiance	1	-	1
L'autorité	5	-	5
Autres délits	6	-	6
Total	94	18	112
Le Royaume :	446	49	495

TABLEAU 2.- DECISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUTEES AUFRES DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES - 1965 -

ANNEES	Nombre de libérations définitives (art.20)	Nombre de libérations à l'essai (art.21)	Nombre de révocations (art. 14 et 21)	Nombre de prolongations d'internement (art. 22)
	2	3	4	5
1955	45	118	49	14
1956	82	244	91	21
1957	85	198	107	15
1958	66	272	92	9
1959	95	247	81	16
1960	100	388	105	16
1961	97	345	121	21
1962	93	294	93	23
1963	88	333	131	16
1964	85	277	91	25
1965	123	327	85	30

TABLEAU 3.- RECIDIVISTES OU DELINQUANTS D'HABITUDE MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT - 1965 -

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	En vertu de l'article 25				En vertu de l'article 24		En vertu de l'article 23				TOTAUX		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		cfr. note 1 a		cfr. note 1 b				
	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Hom.	Fem.	Ensemble
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes contre :													
La vie et l'intégrité corporelle	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Les moeurs	3	-	-	-	-	-	4	-	-	-	7	-	7
La famille (avortement)	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	3	3
Les biens :													
Vols qualifiés	11	-	5	-	-	-	5	1	1	-	22	1	23
Faux en écritures	-	-	2	-	-	-	2	-	3	-	7	-	7
Incendie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres crimes	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	1	2	3
Délits contre :													
L'intégrité corporelle													
Coups	4	2	5	-	-	-	-	-	-	-	9	2	11
Les moeurs	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	3	-	3
Les biens :													
Vols	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Escroqueries	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	3
Abus de confiance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L'autorité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits	-	-	-	1	-	-	2	-	2	-	4	1	5
Le Royaume	19	2	13	3	-	-	16	3	10	1	58	9	67

(1) a) l'exécution des peines est poursuivie dans un établissement de défense sociale.
b) l'exécution des peines est poursuivie dans une prison.

Tableau 4. - REPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DES MISES A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRES LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNES -1965-

SIEGE	Internements		Total	Mises à la disposition du gouvernement	Ensemble des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instruction	Juridictions de jugement			
COURS D'ASSISES					
COURS MILITAIRES	-	1	1	-	1
COURS D'APPEL	-	1	1	-	1
Bruxelles	5	7	12	6	18
Gand	2	2	4	4	8
Liège	3	1	4	1	5
Total	10	10	20	11	31
TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE					
Bruxelles	43	22	65	2	67
Louvain	20	2	22	-	22
Nivelles	4	-	4	-	4
Anvers	103	9	112	-	112
Malines	1	6	7	-	7
Turnhout	3	-	3	-	3
Mons	23	1	24	-	24
Charleroi	29	1	30	-	30
Tournai	6	-	6	-	6
Gand	11	22	33	-	33
Audenarde	8	1	9	1	10
Termonde	17	-	17	1	18
Bruges	8	3	11	2	13
Courtrai	4	2	6	1	7
Furnes	2	-	2	-	2
Ypres	10	-	10	-	10
Liège	23	9	32	2	34
Huy	2	-	2	1	3
Verviers	1	1	2	-	2
Tongres	6	-	6	-	6
Hasselt	4	-	4	-	4
Arlon	6	-	6	-	6
Marche-en-Famenne	1	-	1	-	1
Neufchâteau	3	-	3	-	3
Namur	14	21	35	-	35
Dinant	10	-	10	-	10
Total	362	100	462	10	472
CONSEILS DE GUERRE	11	-	11	-	11
Total général	383	112	495	21	516

STATISTIQUE DES ACTES NOTARIES

Année 1965

RELEVÉ DES ACTES NOTARIAIRES ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT -1965-

Cantons judiciaires	1965		Cantons judiciaires	1965	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregist- rement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregist- rement perçus
Bruxelles (4 cantons)	29 162	832 073 107	Malines (2 cantons)	6 700	73 878 995
Anderlecht	6 858	92 550 693	Duffel	2 096	18 253 133
Asse	3 370	29 308 081	Heist-op-den-Berg	3 299	21 351 112
Hal (2 cantons)	3 267	30 549 193	Lierre	2 127	24 065 118
Ixelles (2 cantons)	7 813	139 457 559	Puurs	1 650	10 814 552
Crainhem	488	4 886 958	Arr. jud. Malines	15 872	148 372 910
Molenbeek -Saint-Jean	5 381	64 083 406	Turnhout	3 577	34 753 224
Overijse	1 063	11 546 808	Arendonk	1 929	18 287 061
Saint-Gilles	2 089	31 156 313	Herentals	4 119	33 181 444
Saint-Josse-ten-Noode	7 748	152 716 143	Hoogstraten	1 851	19 568 608
Schaerbeek (2 cantons)	7 219	167 584 274	Mol	4 513	34 917 314
Rhode-Saint-Genèse	718	14 209 800	Westerlo	2 419	15 505 671
Sint-Kwintens-Lennik	3 613	34 123 710	Arr. jud. Turnhout	18 408	156 213 322
Uccle	6 318	77 985 904	Mons	5 427	44 348 373
Vilvorde	2 538	20 258 317	Boussu	2 815	10 689 590
Wolvertem	3 468	34 749 196	Chièvres	728	4 642 376
Zaventem	1 177	11 085 524	Dour	1 985	8 582 900
Arr. jud. Bruxelles	92 290	1 748 324 986	Enghien	959	6 826 419
Louvain (2 cantons)	9 991	126 631 352	La Louvière	3 456	23 434 130
Aarschot	2 189	15 560 256	Lens	1 781	10 917 703
Diest	2 407	18 898 913	Pâturages	2 401	12 970 347
Glabbeek	887	4 980 888	Roelx	1 551	11 730 379
Haacht	2 811	25 132 273	Soignies	2 144	19 697 440
Landen	1 364	7 961 973	Arr. jud. Mons	23 247	153 839 657
Tirlemont	2 625	19 323 458	Charleroi (2 cantons)	9 611	79 695 632
Léau	907	7 485 969	Beaumont	743	4 783 855
Arr. jud. Louvain	23 181	225 975 082	Binche	2 965	18 471 015
Nivelles	5 365	65 182 807	Châtelet	3 654	21 448 609
Genappe	1 217	11 083 836	Chimay	1 311	8 253 065
Jodoigne	1 701	17 688 806	Fontaine-l'Evêque	2 401	13 751 148
Perwez	1 395	10 757 011	Gosselies	2 685	21 535 440
Wavre	5 112	67 774 565	Jumet	2 401	14 068 445
Arr. jud. Nivelles	14 790	172 487 025	Marchienne-au-Pont	1 779	15 200 054
Anvers (4 cantons)	31 013	469 639 751	Herbes-le-Château	925	5 851 972
Berchem	2 694	44 309 960	Seneffe	2 517	18 114 063
Boom	1 884	13 286 786	Thuin	1 898	17 133 092
Borgerhout	5 846	55 019 865	Arr. jud. Charleroi	32 890	238 306 390
Brecht	3 308	34 299 835			
Ekeren	3 917	41 286 146			
Kontich	2 686	34 946 832			
Zandhoven	2 341	23 251 069			
Arr. jud. Anvers	53 689	716 040 244			

Cantons judiciaires	1965		Cantons judiciaires	1965	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregist- rement perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregist- rement perçus
Tournai	2 638	22 368 753	Bruges (3 cantons)	12 536	177 845 344
Antoing	1 158	7 598 016	Ardoie	913	8 606 192
Ath	1 097	7 739 923	Gistel	1 493	14 886 561
Celles	477	2 691 497	Ostende	4 166	66 749 722
Comines	500	5 119 209	Ruiselede	631	4 918 328
Flobecq	507	2 718 885	Tielt	853	8 835 007
Frasnes	1 407	9 847 613	Torhout	3 306	24 438 519
Lessines	1 165	8 564 880	Arr. jud. Bruges	23 898	306 279 673
Leuze	1 106	8 369 953	Courtrai (2 cantons)	6 279	67 652 512
Mouscron	2 998	29 474 139	Avelgem	869	6 787 333
Péruwelz	1 293	5 335 722	Harelbeke	2 586	25 780 114
Quevaucamps	1 136	5 205 996	Izegem	1 985	17 630 997
Templeuve	863	5 560 062	Menin	2 593	19 276 865
Arr. jud. Tournai	16 345	120 594 648	Meulebeke	1 090	6 924 134
Gand (3 cantons)	9 421	129 727 575	Moorsele	1 306	13 036 224
Assenede	1 112	9 517 459	Oostrozebeke	608	4 416 859
Deinze	1 374	15 396 909	Roulers	2 603	32 275 767
Eeklo	1 910	16 352 077	Arr. jud. Courtrai	19 919	193 790 805
Evergem	3 218	37 312 035	Furnes	2 040	30 328 508
Kaprijke	799	6 755 105	Dixmude	1 409	15 083 335
Kruishoutem	1 042	10 412 083	Roesbrugge	688	10 422 300
Ledeberg	1 831	36 691 253	Nieuport	2 162	37 463 436
Lochristi	1 025	10 874 719	Arr. jud. Furnes	6 299	93 297 579
Nazareth	1 291	18 938 040	Ypres (2 cantons)	1 624	21 563 757
Nevele	790	8 327 967	Hooglede	587	7 680 780
Oosterzele	2 072	21 685 223	Messines	714	7 930 700
Waarschoot	897	8 239 748	Passendale	1 108	12 407 422
Zomergem	1 459	20 963 149	Poperinge	982	9 174 964
Arr. jud. Gand	28 241	351 193 342	Wervik	663	6 444 838
Audenarde	2 162	19 955 745	Arr. jud. Ypres	5 678	65 202 461
Grammont	1 423	11 605 895	Liège (2 cantons)	12 677	150 726 097
Herzele	2 774	21 639 910	Dalhem	1 120	9 683 684
Nederbrakel	1 111	9 111 206	Fexhe-Slins	2 442	16 654 971
Ninove	3 354	25 466 599	Fléron	2 937	20 213 399
Renaix	1 498	14 561 152	Grivegnée	2 621	20 553 853
Sint-Maria-Horebeke	535	3 895 979	Herstal	2 446	22 776 006
Zottegem	1 458	13 208 356	Hollogne-aux-Pierres	2 900	18 164 187
Arr. jud. Audenarde	14 315	119 444 842	Louveigné	1 280	8 592 113
Termonde	2 484	20 259 123	Saint-Nicolas	2 305	19 386 412
Alost	4 809	51 768 301	Seraing	3 486	23 494 263
Beveren	1 877	15 792 902	Waremmé	1 471	7 418 283
Hamme	1 773	11 221 408	Arr. jud. Liège	35 685	317 663 268
Lokeren	1 635	18 844 105			
Sint-Gillis-Waas	3 024	20 100 328			
Saint-Nicolas	2 810	27 853 047			
Tamise	1 068	13 684 805			
Vetteren	2 056	21 378 784			
Zelee	1 689	12 541 208			
Arr. jud. Termonde	24 025	213 444 011			

Cantons judiciaires	1965		Cantons judiciaires	1965	
	Actes notariés Nombre :	Droits d'enregis- tremment perçus		Actes notariés Nombre :	Droits d'enregis- tremment perçus
Huy	3 918	26 593 891	Marche-en-Famenne	1 056	8 795 603
Ferrières	877	4 639 757	Durbuy	944	6 914 902
Hannut	1 356	8 337 910	Erezée	634	4 634 128
Jehay-Bodegnée	1 698	11 245 061	Houffalize	617	4 724 756
Nandrin	1 418	13 079 430	Laroche	695	4 734 760
Arr. jud. Huy	9 267	63 896 049	Nassogne	614	4 393 145
			Vielsalm	653	4 582 966
Verviers	3 218	29 117 500	Arr. jud. Marche-en-Famenne	5 213	38 780 258
Aubel	875	9 308 946			
Dison	799	6 857 755	Neufchâteau	1 064	7 045 227
Eupen	1 660	16 730 956	Bastogne	1 041	9 080 939
Herve	792	5 789 808	Bouillon	512	3 516 852
Limbourg	922	7 497 891	Paliseul	688	4 783 468
Malmédy	1 648	8 576 152	Saint-Hubert	819	6 184 701
Saint-Vith	1 105	5 330 801	Sibret	496	2 941 647
Spa	2 207	19 588 263	Wellin	409	5 147 828
Stavelot	1 114	6 803 302	Arr. jud. Neufchâteau	5 029	38 700 662
Arr. jud. Verviers	14 340	115 601 374			
Tongres	2 944	21 533 374	Namur (2 cantons)	7 442	67 716 716
Bilzen	2 277	12 274 446	Andenne	1 946	21 991 206
Borgloon (Looz)	1 703	11 046 381	Eghezée	1 545	13 890 331
Brée	1 459	9 797 571	Fosses-la-Ville	2 664	18 133 044
Genk	2 557	25 873 168	Gembloux	2 120	15 937 129
Maaseik	1 815	14 030 052	Arr. jud. Namur	15 717	137 668 426
Mechelen/s/Neuse	2 920	21 957 818			
Arr. jud. Tongres	15 675	116 512 810	Dinant	1 900	15 563 053
Hasselt	5 058	39 094 485	Beauraing	702	5 076 379
Beringen	4 080	25 176 095	Ciney	1 524	12 259 562
Herck-la-Ville	1 897	10 146 613	Couvin	1 404	18 698 957
Neerpelt	2 966	22 974 424	Florennes	774	5 574 145
Peer	1 800	11 444 446	Gedinne	837	6 299 939
Saint-Trond	2 787	24 273 399	Philippeville	953	6 594 440
Arr. jud. Hasselt	18 588	133 109 462	Rochefort	763	5 046 165
Arlon	1 335	12 735 823	Walcourt *	1 118	6 026 228
Etalle	923	5 425 446	Arr. jud. Dinant	9 975	81 138 868
Fauvillers	296	1 370 306			
Florenville	859	4 836 855	Le Royaume	548 572	6 107 421 548
Messancy	1 476	9 536 919			
Virton	1 107	7 638 045			
Arr. jud. Arlon	5 996	41 543 394			

* Y compris 129 actes d'un notaire démissionnaire pour lesquels les droits perçus n'ont pas été déclarés

STATISTIQUE DE LA DECHEANCE DU DROIT DE
CONDUIRE UN VEHICULE
(Tribunaux correctionnels et de Police)

Année 1965

DECHEANCE DU DROIT DE
(Tribunaux correctionnels)
Tableau 1. - Aperçu général

ARRONDIS- SEMENTS JUDICIAIRES	CAUSE ET DUREE DE																			
	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour								de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour								de plus			
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures
Bruxelles	9	218	390	5	3	401	35	298	359	43	200	881	11	4	153	101	54	1 447	35	63
Louvain	1	3	57	2	1	31	2	9	106	-	10	83	4	3	7	2	1	110	1	5
Nivelles	2	2	38	2	-	19	1	3	67	3	13	29	-	-	10	1	2	58	2	1
Anvers	2	18	550	4	-	234	48	50	906	5	53	254	13	-	58	20	12	415	4	12
Malines	-	3	90	2	-	24	1	5	125	1	1	31	1	-	4	1	1	40	1	-
Turnhout	-	12	94	2	5	41	6	7	167	3	13	59	3	1	13	3	7	102	2	2
Mons	3	21	59	1	-	46	15	17	162	4	30	56	-	-	36	14	6	146	4	2
Charleroi	3	26	139	3	-	89	69	252	581	7	31	139	11	-	93	110	44	435	2	7
Tournai	-	29	82	-	-	21	12	15	159	4	35	60	4	-	12	20	3	138	6	9
Gand	3	66	401	1	-	172	11	113	767	17	68	163	5	-	34	15	7	309	7	7
Audenarde	1	8	139	2	-	50	1	39	240	1	1	28	-	-	4	-	4	38	-	-
Termonde	4	11	258	16	4	141	3	98	535	4	18	71	10	1	18	2	10	134	2	1
Cruges	-	35	379	4	3	126	13	22	582	9	32	157	6	-	22	6	6	238	4	3
Courtrai	1	12	246	2	1	87	4	32	385	3	12	100	3	-	9	-	-	127	2	2
Furnes	-	1	23	1	-	12	-	1	36	-	4	22	2	-	2	-	-	30	-	-
Ypres	-	6	58	3	-	22	5	3	97	-	3	28	3	-	8	6	-	48	1	1
Liège	4	23	94	3	-	58	17	24	223	14	50	267	6	-	52	46	19	454	6	18
Huy	1	11	9	-	-	14	9	7	51	1	19	48	2	-	19	45	2	136	3	3
Verviers	-	3	13	-	-	18	1	2	37	4	4	77	1	1	11	7	2	107	-	4
Tongres	-	4	35	-	-	11	37	3	90	4	21	39	-	-	17	74	2	157	5	9
Hasselt	1	8	82	1	-	34	13	8	147	3	26	51	1	-	18	73	7	179	2	8
Arlon	1	2	14	-	-	7	3	7	34	-	5	23	1	1	6	2	4	44	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	22	-	1	1	-	-	24	2	5	18	1	-	3	1	1	31	-	2
Neufchâteau	-	3	15	-	-	6	1	2	27	-	3	6	1	-	1	1	-	12	1	1
Namur	-	10	80	2	1	25	1	11	130	-	7	82	1	1	17	6	2	116	-	2
Dinant	-	9	58	2	-	12	14	28	123	1	14	33	2	-	5	14	4	73	-	1
Le Royaume	36	544	3 425	58	19	1 702	322	1 056	7 162	133	678	2 805	92	12	634	570	200	5 124	90	163

CONDUIRE UN VEHICULE
et de police)
1965 -

LA DECHEANCE																									
de 6 mois à 20 ans et plus après condamnation pour						définitive après condamnation pour						Récapitulation													
Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	
123	13	-	23	32	6	295	3	9	35	7	1	3	3	4	65	90	490	1 429	36	8	580	171	362	3 166	
8	3	-	1	2	1	21	-	1	1	1	-	-	-	-	2	2	18	149	10	4	39	6	11	239	
3	-	-	3	-	1	10	-	1	1	-	-	-	-	-	2	7	17	71	2	-	32	2	6	137	
52	4	-	7	5	1	85	1	-	21	6	1	2	-	1	32	12	83	877	27	1	301	73	64	1 438	
3	1	-	1	-	-	6	-	-	2	-	-	-	-	-	2	2	4	126	4	-	29	2	6	173	
9	1	-	2	-	1	17	1	1	1	1	-	-	-	-	4	6	28	163	7	6	56	9	15	290	
4	3	-	2	1	-	16	-	2	1	1	-	-	-	-	4	11	55	120	5	-	84	30	23	328	
22	8	-	4	11	5	59	1	1	3	-	-	-	1	-	6	13	65	303	22	-	186	191	301	1 081	
5	-	-	1	5	-	26	1	2	3	1	-	1	2	2	12	11	75	150	5	-	35	39	20	335	
19	1	1	5	8	3	51	1	1	21	2	-	1	-	-	26	28	142	604	9	1	212	34	123	1 153	
1	1	-	-	-	-	2	-	1	1	2	-	-	-	-	1	5	2	10	169	5	-	54	1	44	285
6	-	1	1	1	1	13	-	1	4	1	1	-	-	-	7	10	31	339	27	7	160	6	109	689	
9	3	-	1	-	-	20	-	1	10	1	-	-	-	1	13	13	71	555	14	3	149	19	29	853	
2	2	-	1	-	-	9	-	-	4	5	-	-	-	-	9	6	26	352	12	1	97	4	32	530	
2	-	-	-	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	2	-	5	49	3	-	14	-	1	72	
1	-	-	-	-	-	3	-	-	3	1	-	-	-	-	4	1	10	90	7	-	30	11	3	152	
47	9	-	9	33	2	124	1	1	6	1	-	-	1	-	10	25	92	414	19	-	119	97	45	811	
7	2	-	2	4	1	22	-	1	3	-	-	-	-	-	4	5	34	67	4	-	35	58	10	213	
13	4	-	-	5	1	27	-	-	1	-	-	-	2	-	3	4	11	104	5	1	29	15	5	174	
10	-	2	3	3	-	32	-	2	1	-	-	1	-	-	4	9	36	85	-	2	32	114	5	283	
8	1	-	4	5	1	29	-	-	1	-	-	1	-	-	2	6	42	142	3	-	57	91	16	357	
4	1	-	-	-	-	5	-	-	2	-	-	-	-	-	2	1	7	43	2	1	15	5	11	85	
-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	7	40	1	1	4	1	1	57	
3	-	-	-	1	-	6	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	7	24	1	-	7	4	2	46	
20	3	-	3	-	1	29	-	-	-	3	-	-	2	-	5	-	19	182	9	2	45	9	14	280	
2	-	-	-	-	1	4	-	-	-	1	-	-	-	-	1	1	24	93	5	-	17	28	33	201	
383	60	4	73	116	26	915	9	24	127	34	3	9	12	9	227	258	1 409	6 740	244	38	2 418	1 020	1 291	13 428	

TABEAU 2 - APERÇU

Cause et durée de la

ANNEES	De 8 jours à 1 mois après condamnation pour										de + d'un mois à 6 mois après condamnation pour						de plus de 6 mois après condamnation				
	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse

A. Nombres

1955	8	110	2 445	25	3	376	6	-	2 973	54	129	1 473	92	14	349	-	11	2 122	48	1	5
1956	4	148	2 882	31	-	560	-	-	3 625	58	202	1 656	93	-	345	-	2	2 354	68	2	8
1957	13	132	3 379	28	1	491	7	6	4 057	53	180	1 593	97	3	261	3	2	2 293	62	8	13
1958	4	127	3 427	34	12	709	57	13	4 383	77	228	1 801	91	8	308	101	11	2 625	73	12	32
1959	11	161	3 265	44	4	690	91	16	4 282	71	211	1 775	89	26	234	195	10	2 611	76	7	31
1960	21	175	3 476	24	7	774	186	786	5 445	76	152	1 873	70	6	244	127	45	2 593	63	25	224
1961	15	272	3 727	47	3	1 071	210	1 470	6 815	98	229	2 064	81	8	247	207	71	3 005	76	37	274
1962	26	345	3 231	65	6	1 059	226	853	5 811	75	272	2 194	55	6	277	177	59	3 115	49	53	299
1963	8	340	2 872	123	43	1 038	313	627	5 384	68	313	2 196	78	45	290	218	52	3 260	35	73	260
1964	23	422	3 192	47	24	1 267	337	755	6 067	81	505	2 352	81	8	461	357	123	3 968	54	100	255
1965	36	544	3 425	58	19	1 702	322	1 056	7 162	133	678	2 805	92	12	634	570	200	5 124	90	163	383

B. Pour-

1955	0,3	3,7	82,2	0,8	0,1	12,7	-	0,2	100	2,6	6,1	69,4	4,3	0,7	16,4	-	0,5	100	47,0	1,0	4,9
1956	0,1	4,1	79,5	0,9	-	15,4	-	-	100	2,5	8,6	70,3	4,0	-	14,6	-	-	100	60,2	1,7	7,1
1957	0,3	3,2	83,4	0,7	-	12,1	0,2	0,1	100	2,3	7,8	74,0	4,2	0,1	11,4	0,1	0,1	100	47,3	6,1	9,9
1958	0,1	2,9	78,2	0,8	0,3	16,1	1,3	0,3	100	2,9	8,7	68,6	3,5	0,3	11,7	3,9	0,4	100	41,5	6,8	18,2
1959	0,3	3,8	78,2	1,0	0,1	16,1	2,1	0,4	100	2,7	8,1	68,0	3,4	1,0	8,9	7,5	0,4	100	41,3	3,8	16,8
1960	0,4	3,2	63,8	0,5	0,1	14,2	3,4	14,4	100	2,9	5,9	72,2	2,7	0,2	9,4	4,9	1,8	100	15,8	6,3	56,1
1961	0,2	4,0	54,7	0,7	-	15,7	3,1	21,6	100	3,3	7,6	68,7	2,7	0,2	8,2	6,9	2,4	100	14,7	7,2	53,1
1962	0,4	6,0	55,6	1,1	0,1	18,2	3,9	14,7	100	2,4	8,7	70,4	1,8	0,2	8,9	5,7	1,9	100	9,3	10,3	56,7
1963	0,2	6,3	53,5	2,3	0,8	19,4	5,8	11,7	100	2,1	9,6	67,3	2,4	1,4	8,9	6,7	1,6	100	7,1	14,7	52,3
1964	0,4	6,9	52,6	0,8	0,4	20,9	5,8	12,4	100	2,0	12,7	59,4	2,0	0,2	11,6	9,0	3,1	100	8,9	16,6	42,3
1965	0,5	7,6	47,8	0,8	0,3	23,8	4,5	14,7	100	2,6	13,2	54,8	1,8	0,2	12,4	11,1	3,9	100	9,8	17,8	41,9

RETROSPECTIF

déchéance

à 20 ans et + pour	définitive après condamnation pour										Récapitulation													
	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total	Homicide	Coups et blessures	Ivresse	Violation d'interdiction antérieure	Incapacité physique	Délit de fuite	Défaut d'assurance	Autres motifs	Total

absolus

41	1	5	-	1	102	12	4	4	8	3	1	-	1	33	122	244	3 927	166	21	731	-	19	5 230
28	-	7	-	-	113	11	4	13	10	-	2	-	-	40	141	356	4 559	162	-	914	-	-	6 132
27	-	9	11	1	131	15	5	6	11	-	8	-	-	49	143	325	5 096	163	4	769	21	9	6 530
26	3	8	22	-	176	11	3	18	1	2	1	1	3	40	165	370	5 278	152	25	1 026	181	27	7 224
20	2	8	38	2	184	8	8	17	4	3	2	-	5	47	166	387	5 088	157	35	934	324	33	7 124
28	3	12	42	2	399	19	7	22	11	3	5	2	1	70	179	359	5 595	133	21	1 033	357	630	8 507
53	4	43	26	3	516	12	7	30	15	7	1	1	3	76	201	545	6 095	196	22	1 362	444	1 547	10 412
39	1	36	47	3	527	9	9	46	11	12	6	3	8	104	159	679	5 770	170	25	1 378	453	923	9 557
32	1	57	32	7	497	4	21	50	12	9	4	4	6	110	115	747	5 378	245	98	1 389	567	692	9 231
34	4	61	80	15	603	7	9	75	18	3	5	4	1	122	165	1 036	5 874	180	39	1 794	778	894	10 760
60	4	73	116	26	915	9	24	127	34	3	9	12	9	227	268	1 409	6 740	244	38	2 418	1 020	1 291	13 428

centages

40,2	1,0	4,9	-	1,0	100	36,4	12,1	12,1	24,3	9,1	3,-	-	3,0	100	2,3	4,6	75,1	3,2	0,4	14,0	-	0,4	100
24,8	-	6,2	-	-	100	27,5	10,0	32,5	25,0	-	5,-	-	-	100	2,3	5,8	74,3	2,7	-	14,9	-	-	100
20,6	-	6,9	8,4	0,8	100	30,6	10,2	20,4	22,5	-	16,3	-	-	100	2,2	5,-	78,0	2,5	0,1	11,8	0,3	0,1	100
14,8	1,7	4,5	12,5	-	100	27,5	7,5	45,0	2,5	5,0	2,5	2,5	7,5	100	2,3	5,1	73,1	2,1	0,3	14,2	2,5	0,4	100
10,9	1,1	4,3	20,7	1,1	100	17,0	17,0	36,2	8,5	16,4	4,3	-	10,6	100	2,3	5,4	71,4	2,2	0,5	13,1	4,6	0,5	100
7,0	0,8	3,0	10,5	0,5	100	27,1	10,0	31,4	15,7	4,3	7,2	2,9	1,4	100	2,1	4,2	65,8	1,6	0,2	12,1	4,2	9,8	100
10,3	0,8	8,3	5,0	0,6	100	15,8	9,2	39,5	19,7	9,2	1,3	1,3	4,0	100	1,9	5,2	58,5	1,9	0,2	13,1	4,3	14,9	100
7,4	0,2	6,8	8,9	0,6	100	8,7	8,7	44,2	10,5	11,5	5,8	2,9	7,7	100	1,7	7,1	60,4	1,8	0,3	14,4	4,7	9,6	100
6,4	0,2	11,5	6,4	1,4	100	3,6	19,1	45,5	10,9	8,2	3,6	3,6	5,5	100	1,2	8,1	58,3	2,7	1,1	15,0	6,1	7,5	100
5,6	0,7	10,1	13,3	2,5	100	5,7	7,4	61,5	14,7	2,5	4,1	3,3	0,8	100	1,5	9,6	54,6	1,7	0,4	16,7	7,2	8,3	100
6,5	0,4	8,0	12,7	2,8	100	4,0	10,5	56,0	15,0	1,3	4,0	5,2	4,0	100	2,0	10,5	50,2	1,8	0,3	18,0	7,6	9,6	100

Tableau 3 - DUREE DE LA DECHEANCE - APERCU RETROSPECTIF.

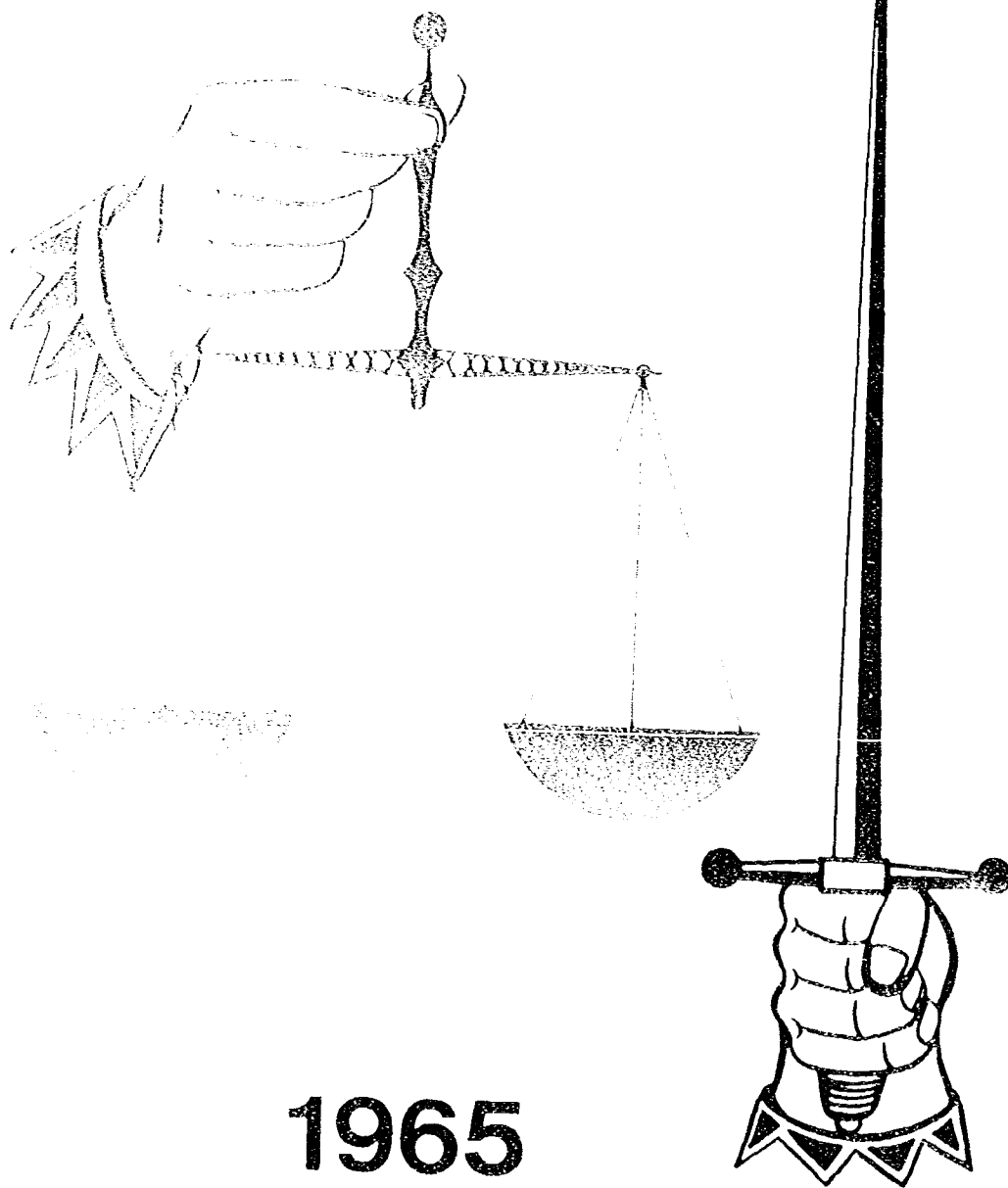
A. CHIFFRES ABSOLUS.

Années	de 8 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 20 ans et plus	définitif	Total
1955	2 973	2 122	102	33	5 230
1956	3 625	2 354	113	40	6 132
1957	4 057	2 293	131	49	6 530
1958	4 383	2 625	176	40	7 224
1959	4 282	2 611	184	47	7 124
1960	5 445	2 593	399	70	8 507
1961	6 815	3 005	516	76	10 412
1962	5 811	3 115	527	104	9 557
1963	5 364	3 260	497	110	9 231
1964	6 067	3 968	603	122	10 760
1965	7 162	5 124	915	227	13 428

B. POURCENTAGES

Années	de 8 jours à 1 mois	plus de 1 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 20 ans et plus	définitif	Total
1955	56,8	40,6	2,0	0,6	100
1956	59,1	38,4	1,8	0,7	100
1957	62,1	35,1	2,0	0,8	100
1958	60,7	36,3	2,4	0,6	100
1959	60,1	36,6	2,6	0,7	100
1960	64,0	30,5	4,7	0,8	100
1961	65,4	28,9	5,0	0,7	100
1962	60,8	32,6	5,5	1,1	100
1963	58,1	35,3	5,4	1,2	100
1964	56,4	36,9	5,6	1,1	100
1965	53,3	38,2	6,8	1,7	100

STATISTIQUES JUDICIAIRES



1965

JANVIER 1968

N° 2

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

1965

JANVIER 1968

N° 2

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

EN 1965

STATISTIQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCEES

PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNEE 1965

La présente communication se rapporte à la statistique des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux correctionnels.

Les renseignements ont été puisés à la source du casier judiciaire, transposés sur fiches codifiées par les soins du Ministère de la Justice et communiqués, sous cette forme, à l'Institut national de Statistique.

Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées atteignaient le niveau des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

TABLEAU 1.- PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, EN 1965 PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES FOURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNES												
	Suspendu simple et probatoire	Prevenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à						Accessoirement			
				conditionnel	l'emprisonnement			l'amende		à l'interdiction de droits civils et politiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'interdiction de conduire
					plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	conditionnelle	simple		Art. 14 Loi 27 11, 1881	Art. 25 Loi de défense sociale 9.4. 1930	
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
INFRACTIONS PREVUES PAR LE CODE PENAL													
<u>Crimes correctionnalisés</u>													
Sureté de l'Etat. Livraison de documents, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux en écritures (art. 194 à 197)	91	199	1 048	620	17	76	325	2	8	12	-	3	15
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 1)	4	-	11	10	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Rebellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement ayant causé le mort avec consentement de la femme (art. 352)	1	1	6	3	-	2	-	-	1	-	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violences ni menaces :</u>													
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	101	72	633	424	17	49	143	-	-	481	-	-	3
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 372, § 1, 377, § 2)	3	7	18	13	-	4	1	-	-	12	-	-	1
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces :</u>													
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	11	14	94	62	2	11	18	-	1	68	-	1	-
sur un mineur de plus de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 2, 377, § 4)	1	2	6	2	1	2	1	-	-	5	-	-	-
sur un mineur de plus de 16 ans, par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4), (L. 15. 5. 1912, 49 § 2, 52 § 4)	1	-	7	5	-	-	2	-	-	5	-	-	-
sur un mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	16	19	116	67	5	23	21	-	-	95	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 3, 377, § 4)	3	10	15	7	2	3	3	-	-	11	-	-	1
<u>Viol</u>													
sur personne majeure (art. 375, § 1)	3	7	29	16	-	6	7	-	-	22	-	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	2	1	15	9	1	5	-	-	-	13	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	3	-	1	2	-	-	-	2	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	3	2	1	-	-	-	-	2	-	-	-
sur personne majeure, par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	2	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	1	1	7	4	-	3	-	-	-	2	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	1	7	3	4	-	-	-	-	7	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	3	1	-	2	-	-	-	3	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	4	1	33	23	3	7	-	-	-	28	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	3	11	5	6	-	-	-	-	9	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 4, 377 § 6)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-

TABLEAU 1.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS												
	Suspension simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à						Accessoirement			
				l'emprisonnement			l'amende			à l'interdiction des droits civils et politiques	Mise à la disposition du gouvernement		à l'interdiction de conduire
				sans condition			conditionnelle				Art. 14 Loi 11, 1891	Art. 25 Loi de défense sociale 9, 4, 1930	
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Excitation à la débauche													
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art.379, § 2)	-	12	21	13	-	2	6	-	-	20	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc.(art. 379, § 2, 381)	1	5	10	7	-	3	-	-	-	8	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art.379, § 3)	1	1	9	5	-	2	2	-	-	6	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc.(art.379 § 3, 381)	-	-	4	1	1	1	1	-	-	1	-	-	-
Bigamie (art.391)	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art.393)	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art.396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art.400, § 2)	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art.400)	-	-	4	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à mineur ayant causé la mort (art.401, 410, § 2, 402)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art.401 et 401 bis)	-	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation de convois, par chemin de fer, voie navigable, etc. (art.406 et 407)	1	2	3	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-
arrestation arbitraire (art.437)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art.467 à 470)	149	91	1 896	836	68	322	662	6	2	25	-	5	50
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art.471, 472)	1	1	24	4	4	11	5	-	-	1	-	-	2
Banqueroute frauduleuse (art.489, § 2)	-	8	36	17	2	9	8	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus par crime ou délit (art.505)	-	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art.510)	2	1	26	11	2	4	9	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités par propriétaire (art.510, 511, 513)	-	3	7	4	2	-	1	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux inhabités (art.511, § 1)	-	-	17	10	-	3	4	-	-	-	-	1	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas (art.512, § 1)	1	-	4	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de récoltes coupées et bois mis en tas la nuit (art.512, 514)	1	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de construction (art.521)	-	3	20	10	-	-	2	1	7	-	-	-	-
Destruction en réunion ou en bande, de machines à vapeur, etc. (art.525)	1	1	3	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Destruction de propriétés mobilières (art.530)	-	2	8	2	-	1	5	-	-	-	-	-	-
Délits													
Recel d'inciviques - Epuration civique (art.121, § 4, 123 sex. 123 non)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat (art.135 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves au libre exercice d'un culte (art.142, 143)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages aux objets d'un culte (art.144)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups à des ministres du culte (art.145, 146)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation illégale ou arbitraire par un fonctionnaire public (art.147)	1	-	9	5	-	-	1	-	3	-	-	-	1
Violation de domicile par un fonctionnaire public (art.148)	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par fonctionnaire (art.149, L.13.10.1930, art.18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Atteinte aux droits constitutionnels (art.151)	-	-	5	2	-	-	2	-	1	1	-	-	1

TABLEAU 1.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS												
	Suspension simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à						Accessoirement			
				l'emprisonnement			l'amende			à l'interdiction des droits civils et politiques	Mise à la disposition du gouvernement		à l'interdiction de conduire
				sans condition			conditionnelle				Art. 14 Loi 11, 1891	Art. 25 Loi de défense sociale 9, 4, 1930	
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Violation du secret des dépêches télégraphiques (L.12.10.1930, art.19)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention illégale ou irrégulière (art.155 à 159)	-	20	3	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-
Fausse monnaie, contrefaçon, altération (art. 162, 163, 168, 169)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits (art.177)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Emission d'effets publics contrefaits reçus pour bons (art.178)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon													
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage) (art.183, 184)	-	-	3	2	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Marques du bureau de garantie (application frauduleuse); sceaux, timbres, poinçons nationaux ou étrangers (usages préjudiciaires) (art.182, 185 à 187)	-	6	14	4	-	1	5	-	4	-	-	-	-
Timbres poste et autres (contrefaçon, usage) (art.188, 189)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Timbres, coupons; enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art.190)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant : objets marqués de nom supposés ou altérés (usage) (art.191)	-	-	5	2	-	-	1	2	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art.198 à 207, 209)	3	68	136	86	-	2	33	4	11	-	-	-	3
Registre des logeurs et aubergistes (art.210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art.211, 212)	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art.217)	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art.218, 220)	2	34	50	36	-	-	8	1	5	4	-	-	1
Fausse déclaration par interprète ou expert (art.221)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (art.223)	-	3	6	4	-	1	1	-	-	1	-	-	-
Faux serments en matière civile (art.226)	-	8	12	2	-	1	1	1	7	-	-	-	1
Usurpation de fonctions (art.227, 261 et 262)	2	3	27	8	-	-	7	5	7	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art.228 à 232)	1	4	55	16	-	-	15	6	18	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaire (art.233, 234, 236)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Empiètement des autorités (art.237 à 239)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Détournement par un fonctionnaire public (art. 240, § 2)	-	-	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art.242)	-	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art.243 à 245)	1	9	9	5	-	-	2	-	2	-	-	-	1
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art.246, 247)	-	-	6	4	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art.248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249, 251)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art.252)	1	5	11	5	-	-	5	-	1	-	-	-	4
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art.254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité, violences envers les personnes (art.257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art.258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus de faire agir (art.259)	-	-	13	1	-	-	10	2	-	-	-	-	2

TABLEAU 1.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNES																						
	Suspension simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à						Accessoirement													
				l'emprisonnement			l'amende			à l'interdiction des droits civils et politiques	Mise à la disposition du gouvernement	à l'interdiction de conduire											
				conditionnel	plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	conditionnelle	simple														
5	6	7	8	9	10	11	Art. 14 Loi 27 11.1891 Art. 37 Loi 15 5.1912	Art. 25 Loi de défense sociale 9.4.1930	12	13	14												
Infraction aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du code civil)	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	7	10	385	131	-	3	116	32	103	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	1	11	3	-	-	2	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés ou témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	11	82	1 433	297	-	2	273	221	640	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	61
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	3	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	7	2	321	143	-	1	106	20	51	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1	-	4	1	-	-	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bris de scellés (art. 283 à 287)	1	-	7	1	-	-	4	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286 et 287)	-	-	4	3	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fournitures pour le compte de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	6	1	-	-	1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (art. 299)	-	3	6	-	-	-	-	2	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	5	10	18	5	-	-	4	4	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gage (art. 306 à 308)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des prix des marchandises (art. 311, 312)	-	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	2	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Association des malfaiteurs (art. 323, § 2 et 324)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	11	24	231	96	-	2	67	18	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Evasion de détenus. Négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336 et 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par l'aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	2	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	7	2	-	2	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	5	10	-	-	-	8	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	4	25	119	92	6	9	8	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	2	8	6	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaissement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardien (art. 355, 356 à 368)	1	2	8	6	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis, L. 15.5.1912, art. 60)	3	48	252	105	-	3	129	11	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Enlèvement de mineur (art. 368)	-	2	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis, art. 57, L. 15.5.1912)	1	8	14	3	-	-	6	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 1.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNES																						
	Suspension simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à						Accessoirement													
				l'emprisonnement			l'amende			à l'interdiction des droits civils et politiques	Mise à la disposition du gouvernement	à l'interdiction de conduire											
				conditionnel	plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	Conditionnelle	simple														
5	6	7	8	9	10	11	Art. 14 Loi 27 11.1891 Art. 37 Loi 15 5.1912	Art. 25 Loi de défense sociale 9.4.1930	12	13	14												
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	-	6	4	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370, L. 15.5.1912, art. 55)	1	5	30	11	-	-	18	-	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur personne majeure :</u>																							
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, art. 49, § 1) par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, art. 49, § 1, art. 52, § 3)	4	3	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, art. 49, § 1, art. 52, § 3)	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux mœurs :</u>																							
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	8	20	90	49	1	7	19	2	12	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	1	6	4	3	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignore l'état de minorité (art. 380)	2	12	11	9	-	1	-	-	-	1	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignore l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	4	2	-	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	2	21	102	46	2	32	19	1	2	71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personnes ayant autorité (art. 380 bis, 381)	-	6	23	15	1	4	3	-	-	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	17	36	16	-	2	14	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter, 381)	-	-	1	-	-	-	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Provocation à la débauche (prostitution) (art. 380 quater)	3	7	79	40	-	1	30	2	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	3	-	-	-	2	-	1	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Ecrits ou images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	4	7	36	11	-	1	14	3	7	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Publication (L. 11.4.1936, arrêté du 29 mai 1936)	-	-	3	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anti-conceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	2	2	-	-	-	2	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383, § 2, L. 29.1.1905)	211	95	819	415	4	9	211	59	121	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2, L. 15.5.1912, art. 53)	45	28	117	63	1	2	33	3	15	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs : images, figures ou objets indécents (art. 386 bis)	1	-	17	8	-	-	5	2	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	11	129	4 714	121	-	1	46	588	3 958	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon de famille (art. 391, bis)	7	126	626	278	-	4	299	24</															

TABLEAU 1. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS												
	Suspendu simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En cadre principal à						Accessoirement			
				l'emprisonnement			l'amende			à l'interdiction des droits civils et politiques	Mise à la disposition du gouvernement	à l'interdiction de conduire	
				sans condition			conditionnelle	simple	à l'interdiction de conduire				
plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	Art. 14 Loi 27 (11.189)	Art. 25 Loi de défense sociale 5.1912 9.4 1930	11	12				13	14		
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 31.1.1946)	1	3	3	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-
Organisation militaire	-	-	5	-	-	-	-	4	1	-	-	-	-
Pigeons militaires (L.L.24.7.1923 et 15.4.1940)	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel des déserteurs (L.12.12.1817)	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Milices privées interdites (L.29.7.1934)	-	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Domages de guerre (L.L.1.10.1947 et 1.8.1952)	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc...; port d'armes prohibées (L.3.1.1933, art.4 et 17)	-	2	14	-	-	2	-	3	9	-	-	-	-
Port d'armes de défense (L.3.1.1933, art.7 et 17)	3	33	291	20	-	2	19	96	154	-	-	-	2
Armes à feu (Banc d'épreuve des (L.24 mai 1888))	-	-	2	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L.3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-
Monuments et sites (L.7.8.1931)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (L.26.12.1906)	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-
Protection de l'enfance (L.28.5.1888)	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L.15 mai 1912, art.62)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L.5.3.1935)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art.12)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L.21.11.1938)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (L.15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droit d'auteur (L.22.3.1886, art.22 à 27)	-	4	8	-	-	-	2	1	5	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Introduction, transport, etc...; de publications interdites (A.R.27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R.30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L.24.10.1902, excepté art.8)	-	20	196	5	-	-	4	133	54	-	-	-	-
Collectes non autorisées (L.6.3.1818; A.R.22.9.1823)	-	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L.15.7.1960)	-	78	758	12	-	1	5	180	560	1	-	-	2
Menaces de dépossessions par l'ennemi (A.8.4.1917)	-	-	5	-	-	-	-	2	3	-	-	-	-
Agissements de nature à troubler les travaux parlementaires (L.2.3.1954)	-	-	5	-	-	-	3	1	1	-	-	-	-
2.- Santé publique													
Art de guérir (lois et règlements)	1	16	49	2	-	-	5	3	39	-	-	1	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art.1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (loi du 18.6.1850, etc.)	-	1	2	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Ivresse (A.L.14.11.1939)	1	163	907	147	-	1	239	48	472	-	-	-	356
Prohibition de l'alcool (L.29.8.1919, art.1 2, 12, 14, etc. A.R.3.4.1953)	-	15	297	10	-	5	27	2	253	-	-	-	10
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L.14.11.1939)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (A.L.14.11.1939)	-	-	4	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-
Trafic de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques (L.24.2.1921) (A.R.31.12.1930) sauf art.23	-	14	73	22	-	2	15	11	23	2	-	-	-
Prophylaxie des maladies vénériennes (A.L.24.1.1945)	-	-	6	-	-	-	-	1	5	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L.4.8.1890, sauf art.4, 5, etc...)	-	4	29	-	-	-	-	14	15	-	-	-	-
Bourees, margarines, graisses préparées (L.8.7.1935)	-	16	96	3	-	3	7	30	53	-	-	-	-
Protection des eaux de boisson (L.14.8.1933 art.5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 1. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS												
	Suspendu simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En cadre principal à						Accessoirement			
				l'emprisonnement			l'amende			à l'interdiction de droits civils et politiques	Mise à la disposition du gouvernement	à l'interdiction de conduire	
				sans condition			conditionnelle	simple	à l'interdiction de conduire				
plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	Art. 14 Loi 27 (11.189)	Art. 25 Loi de défense sociale 5.1912 9.4 1930	11	12				13	14		
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R.20.12.1934; A.R.4.2.1935)	-	-	4	1	-	-	2	1	-	-	-	-	2
Distribution de lait (A.R.7.7.1939)	-	-	3	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
Salubrité publique	-	3	10	2	-	-	2	2	3	-	-	-	-
Détention de la saccharine (L.13.7.30)	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection contre les dangers des radiations ionisantes (L.29.3.1958)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Honoraire des médecins (A.R.24.1.1966)	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
3.- Commerce et industrie													
Commerce ambulant (A.R.13.1.1935; A.R.29.12.1936; A.R.28.11.1939)	1	28	315	9	-	1	35	57	213	-	-	-	-
Registre de commerce (A.R.30.7.1940; 11.8.1940; 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R.6.5.1935; A.L.27.10.1939)	1	7	24	3	-	-	-	5	16	-	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R.6.5.1935)	-	62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R.22.9.1939; 2.10.1939; 31.10.1939; 25.11.1939)	-	1	4	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-
Viande de boucherie (A.R.4.12.1934)	-	12	136	4	-	-	2	51	79	-	-	-	-
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (A.28.2.1947 et 10.3.1950)	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Poids et mesures (A.28.11.1939)	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L.20.9.1948)	-	5	106	1	-	-	4	48	53	-	-	-	-
Affichages des prix de vente (L.30.7.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R.30.1.1935; A.R.20.6.1936, Code de commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art.200 à 208)	-	8	94	3	-	-	1	11	79	-	-	-	-
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R.27.10.1934)	-	1	6	1	-	-	-	-	5	-	-	-	-
Vente de marchandises neuves (L.20.5.1846)	-	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R.13.1.1935; 18.3.1935; 30.3.1936)	-	9	12	1	-	-	-	-	9	-	-	-	-
Vente à tempérament	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (L.1.4.1879)	-	2	2	-	-	1	-	1	-	-	-	-	1
Vente en solde ou en liquidation (A.R.2.3.1940)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (A.2.12.1946)	2	171	487	4	-	2	3	271	207	-	-	-	-
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L.5.5.1888, etc...)	-	9	55	-	-	-	2	9	44	-	-	-	-
Mines et extraction de toute nature (A.R. de coordination des lois du 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	7	-	-	-	3	2	2	-	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L.15.10.1881; L.22.5.1886)	2	-	8	-	-	-	-	6	2	-	-	-	-
4.- Agriculture, animaux, chasse, pêche.													
Infractions rurales : écharonnages, échenillage, etc... (Code rural L.7.10.1886)	-	2	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L.14.7.1930; L.5.4.1934)	-	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R.19.7.1926; A.R.20.8.1926)	-	-	4	1	-	-	-	-	3	-	-	-	1
Produits agricoles et horticoles (A.R.26.2.1935, etc...)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Art vétérinaire (L.4.4.1890, modifiée par la loi du 28.5.1906; L.23.5.1924)	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L.30.12.1882)	-	138	605	19	-	-	5	247	334	-	-	-	-

TABEAU 1.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS												
	Suspendu simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à				Accessoirement					
				l'emprisonnement			l'amende		à l'interdiction de droits civils et politiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'interdiction de conduire	
				conditionnel	plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	conditionnelle		simple	Art. 14 Loi 27 novembre 1891 Art. 37 Loi 15 mai 1912		Art. 25 Loi de défense sociale 9 avril 1930
5	6	7	8	9	10	11	12	13	14				
Rage canine (A.R.29.10.1908)	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L.22.3.1939)	3	6	34	2	-	-	-	4	8	20	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L.28.2.1882, art.31; A.R.25.10.1929)	-	-	3	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-
Garde rurale (A.4.8.1941)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chasse (L.28.2.1882, mod.L.4.4.1900, sauf art.31)	4	124	662	50	-	4	41	240	327	1	-	1	1
Pêches de tendrie (L.30.7.1922)	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pêche fluviale (L.19.1.1883; L.5.7.1899; A.R.13.3.1936)	-	-	11	1	-	-	-	-	-	10	-	-	-
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (L.15.7.1931, etc...)	3	7	20	2	-	-	1	5	12	-	-	-	-
5.- Travail et prévoyance													
Statut des commissions paritaires (A.L.9.6.1945)	-	-	7	-	-	-	-	3	4	-	-	-	-
Liberté d'association (L.24.5.1921 garantissant la...)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répartition des accidents de travail (L.24.12.1903, etc...)	-	5	15	2	-	-	-	5	8	-	-	-	-
Règlements d'atelier (L.15.6.1896; L.14.6.1921; A.R.20.6.1936)	-	2	15	1	-	-	1	6	7	-	-	-	-
Contrat d'emploi (L.7.8.1922; L.2.5.1929; L.28.9.1932)	-	6	10	-	-	-	-	3	7	-	-	-	-
Travail des femmes et des enfants (lois coordonnées par A.R. du 28.2.1919; L.14.6.1921; A.R.27.4.1927; L.7.4.1936)	-	5	11	-	-	-	-	5	6	-	-	-	-
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (loi sur l'enseignement primaire, art.11, § 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L.30.4.1909, A.R.4.7.1925)	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Mesurage du travail (L.30.7.1901)	-	3	11	-	-	-	-	6	5	-	-	-	-
Interdiction des modifications des salaires et traitements (A.6.7.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement des salaires (L.16.8.1887, L.L. des 15 et 17.6.1896; L.30.7.1934; L.7.7.1936)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congés annuels payés (L.8.7.1936)	-	3	6	1	-	-	-	2	3	-	-	-	-
Documents dont la tenue est imposée par la législation sociale (L.26.1.1951)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Journée de 8 heures et semaine de 48 heures (L.14.6.1921; arrêtés royaux d'exécution)	-	9	9	-	-	-	-	5	4	-	-	-	-
Repos dominical (L.17.7.1905; L.26.5.1914; L.14.6.1921; L.24.7.1927)	-	-	21	-	-	-	-	13	8	-	-	-	-
Repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce (A.R.22.6.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fermeture magasin (A.R.6.12.1960)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Santé et sécurité des ouvriers (A.R.23.12.1937 coordonnant les L.L.2.7.1899 et 25.11.1937; A.R. des 30 et 31.3.1905, etc.)	-	2	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Emploi de la céruse (L.20.5.1926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Travail des diamantaires (A.R.30.3.1936; L.16.5.1938)	-	4	29	13	-	-	1	10	5	-	-	-	-
Travail à domicile (L.10.2.1934; A.21.1.1941)	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Travailleurs étrangers (A.R.8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	-	47	66	-	-	-	4	18	44	-	-	-	-
Allocations familiales (loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	3	24	1	-	-	2	2	19	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématurés (L.14.7.1930; L.23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution; L.15.12.1937)	1	7	51	2	-	-	2	12	35	-	-	-	-

TABEAU 1.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS												
	Suspendu simple et probatoire	Prévenus acquittés	Total des condamnés	En ordre principal à				Accessoirement					
				l'emprisonnement			l'amende		à l'interdiction de droits civils et politiques	Mis à la disposition du gouvernement		à l'interdiction de conduire	
				conditionnel	plus de 2 ans	plus de 6 mois à 2 ans	de 6 mois et moins	conditionnelle		simple	Art. 14 Loi 27 novembre 1891 Art. 37 Loi 15 mai 1912		Art. 25 Loi de défense sociale 9 avril 1930
5	6	7	8	9	10	11	12	13	14				
Chômage, subvention, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R.31.5.1933)	-	8	20	3	-	-	1	4	12	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fond de soutien des chômeurs involontaires	-	2	17	2	-	-	1	2	12	-	-	-	4
Chômage (infractions assimilées à l'art.496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art.508)	-	-	2	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L.25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6.- Transport, voirie, communications													
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L.12.4.1835; L.24.6.1885; L.25.7.1891, etc.)	-	-	5	-	-	-	4	1	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voierie, roulage et messageries (réglementation)	-	195	1 184	219	-	1	232	106	626	2	1	1	487
Assurance obligatoire, véhicules automoteurs (L.1.7.1955)	1	156	1 947	517	-	-	327	196	907	-	1	2	946
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L.1.8.1924, art.3)	-	3	252	89	-	2	78	12	71	-	-	-	187
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L.1.8.1924, art.2)	-	-	6	2	-	-	3	1	-	-	-	-	6
Police maritime (réglementation)	1	5	121	19	-	-	7	8	87	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	2	3	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-
Inscription sur la voie publique (A.L.29.12.1945)	2	18	243	2	-	-	2	157	82	-	-	-	-
Navigations aériennes (L.L.16.11.1919 et 27.6.1937)	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L.1.3.1851, etc.)	1	5	16	1	-	-	-	7	8	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Récapitulation des infractions jugées en premier ressort													
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	400	471	4 175	2 212	143	557	1 231	10	22	840	-	9	74
Délits prévus par le Code pénal	729	3 824	36 383	7 676	39	317	4 962	3 543	19 846	324	1	182	128
Contraventions de police prévues par le Code pénal	1	37	176	6	-	1	11	25	133	1	-	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	29	1 561	8 428	1 331	4	81	1 406	2 516	8 090	12	2	62	024
TOTAL	1 159	5 893	34 162	11 225	186	956	7 610	6 094	28 091	1 177	3	334	227

TABLEAU 2.- NOMBRE ET DUREE DES SURSIS ACCORDES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - 1965

ARRONDISSEMENTS	Durée des sursis						TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1	58	5	243	1	1 540	1 848
Louvain	1	32	6	268	-	89	396
Nivelles	2	35	2	118	-	179	336
Anvers	2	246	2	1 411	2	223	1 886
Malines	8	58	1	216	-	29	312
Turnhout	2	116	-	692	-	10	820
Mons	4	56	5	445	1	283	794
Charleroi	4	101	-	650	1	327	1 083
Tournai	-	212	5	27	-	668	912
Gand	-	164	25	608	-	344	1 141
Termonde	-	166	-	788	-	208	1 162
Audenarde	1	107	-	409	1	40	558
Bruges	2	65	-	851	2	97	1 017
Ypres	-	36	-	105	-	243	384
Courtrai	2	140	22	91	-	467	722
Furnes	-	118	19	21	-	5	163
Liège	13	251	49	887	3	383	1 586
Huy	1	87	2	354	-	59	503
Verviers	3	30	204	63	-	48	348
Tongres	-	72	4	475	-	188	739
Hasselt	2	26	74	510	2	41	655
Arlon	3	56	88	26	-	39	212
Marche-en-Famenne	-	13	-	70	-	11	94
Neufchâteau	2	42	20	74	1	43	182
Namur	1	116	5	402	-	55	579
Dinant	2	130	1	280	-	30	443
TOTAL :	56	2 533	539	10 084	14	5 649	18 875

TABLEAU 3. - PREVENUS JUGES, EN DEGRE D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES FOURSUITES - 1965.

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Prévenus acquittés	Total des condamnés	CONDAMNES			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition
1	2	3	4	5	6	7	8
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>							
Délits jugés par le Code pénal	1 871	652	1 219	5	11	293	910
Contraventions de police prévues par le Code pénal	106	61	45	3	2	6	34
Infractions prévues par les lois spéciales	10 172	3 236	6 936	152	239	1 384	5 161
Totaux :	12 149	3 949	8 200	160	252	1 683	6 105
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	60 055	5 893	54 162	11 225	8 752	6 094	28 091
<u>Récapitulation générale</u>							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	72 204	9 842	62 362	11 385	9 004	7 777	34 196

TABLEAU 3 bis. - APPELS DE POLICE - NOMBRE DES INTERDICTIONS DE CONDUIRE, PRONONCEES PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS - 1965.

ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions	ARRONDISSEMENTS	Interdictions
Bruxelles	240	Gand	41	Verviers	12
Louvain	12	Termonde	46	Tongres	15
Nivelles	10	Audenarde	42	Hasselt	9
Anvers	99	Bruges	70	Arlon	5
Malines	14	Ypres	16	Marche-en-Famenne	3
Turnhout	5	Courtrai	22	Neufchâteau	7
Mons	7	Furnes	13	Namur	67
Charleroi	35	Liège	45	Dinant	33
Tournai	10	Huy	20	TOTAL	898

TABLEAU 4. - PREVENUS JUGES, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNEE, CLASSES

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
	1								
INFRACTIONS PREVUES									
Crimes correc-									
Sûreté de l'Etat, livraisons de document, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	248	25	223	19	1	18	21	2	19
Faux en écriture (art. 194 à 197)	5	-	5	1	-	1	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violences ni menaces:</u>									
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	66	1	65	12	1	11	13	5	8
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc.. (art. 372, § 1, 377, § 2)	3	2	1	-	-	-	-	-	-
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces:</u>									
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	14	1	13	-	-	-	4	1	3
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc.. (art. 373, § 2, 377, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	26	6	20	6	2	4	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc.. (art. 373, § 3, 377, § 4)	12	5	7	1	1	-	-	-	-
<u>Viol:</u>									
sur personne majeure (art. 375, § 1)	3	1	2	1	-	1	1	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	4	1	3	-	-	-	1	-	1
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc.. (art. 375, § 2, 377 quater)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc.. (art. 375, § 1, 377, § 5)	1	-	1	-	-	-	-	-	-

D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES. - 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
	PAR LE CODE PENAL																	
tionnalisés																		
Sûreté de l'Etat, livraisons de document, renseignements, espionnage (art. 118, 120, 123 ter)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de condamnés (art. 121)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon d'effets publics (art. 173 à 176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon, altération ou émission de fausse monnaie (art. 160, 161, 168)	137	17	120	24	5	19	9	-	9	45	10	35	81	22	59	24	4	20
Faux en écriture (art. 194 à 197)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion en bande (art. 272)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec consentement de la femme ayant causé la mort (art. 352)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Suppression, substitution ou supposition d'enfants (art. 363)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 364)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineur (art. 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur sans violences ni menaces:</u>																		
sur un enfant de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	68	9	59	9	2	7	20	5	15	32	4	28	39	9	30	35	1	34
sur un enfant de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc.. (art. 372, § 1, 377, § 2)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	4	-	4	4	3	1	5	-	5
par ascendant sur mineur non émancipé par le mariage (art. 372, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat à la pudeur avec violences ou menaces:</u>																		
sur un mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	9	1	8	-	-	-	1	-	1	5	-	5	4	-	4	2	-	2
sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc.. (art. 373, § 2, 377, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-
sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912, 49, § 2, 52, § 4)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	15	2	13	-	-	-	7	1	6	6	-	6	2	-	2	3	1	2
sur mineur de moins de 16 ans, par personne ayant autorité, etc.. (art. 373, § 3, 377, § 4)	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	1	1	-	-	-
<u>Viol:</u>																		
sur personne majeure (art. 375, § 1)	4	1	3	-	-	-	1	-	1	2	-	2	4	-	4	2	-	2
sur personne mineure de plus de 16 ans (art. 375, § 2)	2	-	2	1	-	1	3	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc.. (art. 375, § 2, 377 quater)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne majeure, par personne ayant autorité, etc.. (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Viol : (suite)									
Sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc... (art. 375, § 3, 377, § 6)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	1	-	1	5	-	5	1	-	1
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	1	1	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377, § 6)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Excitation à la débauche									
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	7	2	5	-	-	-	1	-	1
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 379, § 2, 381)	2	1	1	-	-	-	1	1	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	4	-	4	-	-	-	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc... (art. 379, § 3, 381)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Entrave à la circulation des convois de chemin de fer (art. 406, 407)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	492	23	469	48	1	47	28	-	28
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	4	-	4	1	-	1	1	-	1
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	6	2	4	-	-	-	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5	-	5	-	-	-	-	-	-	2	-	2	4	-	4	-	-	-
	1	1	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	3	-	3	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	1	1	-	1	1	-	2	2	-	1	-	1
	2	-	2	1	-	1	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	-	3	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	259	15	244	20	-	20	28	1	27	94	1	93	152	6	146	45	3	42
	2	-	2	2	-	2	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-
	7	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-

TABLEAU 4.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1 bis									
Viol : (suite)									
Sur personne majeure par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 1, 377, § 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur personne mineure de plus de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 2, 377, § 4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 375, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité etc... (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 375, § 3, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 375, § 4)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité (art. 375, § 4, 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur enfant de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par plusieurs s'entr'aidant (art. 377, § 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche									
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans (art. 379, § 2)	2	-	2	1	-	1	-	-	-
de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité, etc...(art. 379, § 2, 381)	1	-	1	2	-	2	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans (art. 379, § 3)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
de mineur de plus de 10 ans et de moins de 14 ans par personne ayant autorité, etc...(art. 379, § 3, 381)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Bigamie (art. 391)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393)	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Infanticide (art. 396)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un mineur ayant causé la mort (art. 401, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation d'aliments ou soins à l'égard de mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 401 et 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la circulation des convois de chemin de fer (art. 406, 407)	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire (art. 437)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vol à l'aide d'effraction, d'escalade, de violences ou de menaces (art. 467 à 470)	122	7	115	55	2	53	15	-	15
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	1	-	1	3	-	3	-	-	-
Banqueroute frauduleuse (art. 489, § 2)	2	-	2	3	-	3	-	-	-

Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Hay		
Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	2
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
104	2	102	20	1	19	57	4	53	7	-	7	193	6	187	20	-	20
-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	3	-	3	2	-	2
6	-	6	-	-	-	7	-	7	4	1	3	1	1	-	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1									
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contre-façon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	16	2	14	1	-	1	3	-	3
Régistre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	9	6	3	3	1	2	1	-	1
Fausse déclarations par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	5	2	3	2	-	2	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	7	-	7	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	50	4	46	5	-	5	5	1	4

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contre-façon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	20	3	17	2	-	2	-	-	-	6	-	6	11	3	8	3	1	2
Régistre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	5	2	1	1	3	1	2
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	8	3	5	-	-	-	1	-	1	6	1	5	2	1	1	3	1	2
Fausse déclarations par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	13	-	13	-	-	-	1	-	1	6	-	6	1	-	1	2	-	2
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epiètement des autorités (art. 237 à 239)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	1	2	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	83	-	83	10	-	10	11	-	11	18	-	18	13	1	12	17	-	17

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1 bis									
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contre-façon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	8	5	3	6	4	2	2	1	1
Registre des aubergistes (art. 210)	1	-	1	1	1	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	9	3	6	3	1	2	1	-	1
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	3	-	3	1	1	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	6	-	6	4	2	2	-	-	-
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	1	-	1	4	-	4	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 235)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	2	1	1	1	-	1	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	39	1	38	18	-	18	6	-	6

Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	3	10	2	-	2	11	2	9	6	1	5	9	-	9	3	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	4	3	-	-	-	1	1	-	-	-	-	11	6	5	6	1	5
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2	3	-	-	-
3	-	3	-	-	-	2	-	2	2	-	2	2	1	1	-	-	-
9	-	9	-	-	-	4	-	4	-	-	-	5	4	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24	-	24	5	-	5	11	-	11	4	-	4	43	-	43	2	-	2

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	1 ter								
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contre-façon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	4	-	4	62	42	20	3	-	3
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	2	1	1	2	-	2	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	1	-	1	4	-	4	1	-	1
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	1	1	-	2	-	2	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	4	-	4	3	-	3	6	-	6

NATURE DES INFRACTIONS	Arlon			Marche en Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	1 ter														
Timbres-postes et autres et coupons de transport (contre-façon et usage) (art. 188, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Timbres, coupons : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi et usage de ces timbres, coupons (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Apposition frauduleuse du nom d'un fabricant; objets marqués de noms supposés ou altérés (usage) (art. 191)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209)	3	-	3	3	-	3	1	-	1	3	1	2	3	-	3
Registre des aubergistes (art. 210)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux dans les dépêches télégraphiques (art. 211, 212)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration en matière criminelle (art. 217)	-	-	-	-	-	-	1	1	-	6	2	4	2	1	1
Faux témoignage en justice (art. 218, 220)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fausse déclaration par interprète ou expert (art. 221)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	2	2	-
Subordination de témoins, d'experts ou d'interprètes (art. 223)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux serment en matière civile (art. 226)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Usurpation de fonction (art. 227, 261 et 262)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décoration et de costume (art. 228 à 232)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	3	-	3
Coalition de fonctionnaires (art. 233, 234, 236)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Empiètement des autorités (art. 237 à 239)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destruction de pièces dans un dépôt public (art. 242)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion par un fonctionnaire public (art. 243 à 245)	1	1	-	-	-	-	1	1	-	3	3	-	-	-	-
Corruption, offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption, offres agréées pour commettre crime ou délit (art. 248)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'hommes (art. 249, 251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (art. 252)	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité contre l'exécution d'une loi (art. 254)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus d'autorité. Violences envers les personnes (art. 257)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Déni de justice (art. 258)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Abus d'autorité. Refus d'agir (art. 259)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Infractions aux obligations concernant l'état civil (art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du Code civil)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (art. 268)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion par une ou plusieurs personnes (art. 271 et 272)	2	-	2	1	-	1	4	-	4	8	3	5	3	-	3

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés
11									
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Outrages envers jurés et témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	212	1	211	18	-	18	30	1	29
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	112	-	112	4	-	4	1	-	1
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art. 302, 303)	8	-	8	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	24	3	21	8	-	8	5	-	5
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	4	-	4	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	6	-	6	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	17	3	14	4	-	4	-	-	-

Total des pré-venus	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés
2	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
203	17	186	27	2	25	33	33	33	88	3	85	53	5	48	60	5	55	
34	-	34	-	-	-	7	1	6	8	-	8	16	-	16	8	-	8	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
10	-	10	6	3	3	5	-	5	20	2	18	8	3	5	9	-	9	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
26	2	24	-	-	-	3	-	3	28	9	19	18	9	9	4	-	4	

TABEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés
1 bis									
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	4	-	4	-	-	-
Outrages envers jurés et témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	104	1	103	125	8	117	29	-	29
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	24	-	24	18	-	18	4	-	4
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	1	1	-	1	-	1
Loteries non autorisées (art 302, 303)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	14	1	13	21	-	21	12	-	12
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	18	1	17	10	-	10	4	-	4

NATURE DES INFRACTIONS	Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	1	2	-	-	-
Outrages envers jurés et témoins (art. 275, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	62	-	62	22	-	22	66	2	64	20	2	18	71	8	63	32	3	29
Outrages envers corps constitués (art. 277)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat (art. 278, 279)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	24	-	24	5	-	5	11	-	11	5	-	5	15	-	15	5	-	5
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283 à 287)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés par gardien ou fonctionnaire (art. 284, 286)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opposition à des travaux publics (art. 289 à 291)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fourniture de l'armée (art. 294, 295, 297, 298)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Imprimés publiés ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (art. 299)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Loteries non autorisées (art 302, 303)	5	4	1	-	-	-	9	6	3	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maisons de prêt sur gages (art. 306 à 308)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Communication de secrets de fabrique (art. 309)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse et baisse des marchandises (art. 311, 312)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrave à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Inhumations (infractions) (art. 315)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epizootie (art. 319 à 321)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Associations de malfaiteurs (art. 323, § 2, 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (art. 327 à 331)	15	1	14	4	-	4	16	5	11	4	-	4	26	-	26	10	2	8
Evasion de détenus : négligences ou connivences des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasion de détenus par aide d'autres personnes (art. 335 à 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recèlement de criminels (art. 339)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Mendicité et vagabondage (art. 342 à 347)	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement sans le consentement (art. 348, § 2, 349)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	-	-	-	-	-	6	1	5	-	-	-	3	-	3	3	-	3

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés
1 bis									
Exposition, délaisement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Exposition, délaisement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L.15.5.1912, art. 60)	24	7	17	17	3	14	13	2	11
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L.15.5.1912)	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L.15.5.1912, art. 55)	-	-	-	1	-	1	1	1	-
<u>Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur personnes majeure :</u>									
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>									
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	3	-	3	5	1	4	1	-	1
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	3	1	2	2	-	2	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	-	-	-	-	-	-	1	1	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter et 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution)(art. 380 quater)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	3	-	3	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Condam-nés
Exposition, délaisement, abandon d'enfants ou d'incapables (art. 354, 356 à 358)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, délaisement, abandon d'enfants ou d'incapables par parents ou gardiens (art. 355, 356, 357, 359)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abandon d'enfants dans le besoin (art. 360 bis; L.15.5.1912, art. 60)	10	-	10	2	-	2	12	4	8	2	-	2	23	1	22	4	-	4
Enlèvement de mineurs (art. 368)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Soustraction de mineur à la garde de ceux à qui il a été confié (art. 369 bis; art. 57, L.15.5.1912)	-	-	-	1	-	1	6	1	5	-	-	2	-	-	2	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 16 ans ayant consenti (art. 369)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de fille de moins de 18 ans et de plus de 16 ans ayant consenti (art. 370; L.15.5.1912, art. 55)	3	-	3	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	1
<u>Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur personnes majeure :</u>																		
(art. 373, § 1, L. 15.5.1912, 49, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
par personne ayant autorité, etc. (art. 373, § 1 et 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	1	-	1	2	-	2	1	-	1
par plusieurs s'entr'aidant (art. 373, § 1, 377, § 3, L. 15.5.1912, 49, § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<u>Attentat aux moeurs :</u>																		
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans (art. 379, § 1)	12	3	9	-	-	-	8	-	8	6	6	-	14	6	8	3	-	3
Excitation à la débauche de mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité, etc. (art. 379, § 1, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité (art. 380)	2	-	2	-	-	-	3	2	1	2	2	-	1	1	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur dont on ignorait l'état de minorité par personne ayant autorité, etc. (art. 380, 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-
Excitation à la débauche de majeur (art. 380 bis)	5	2	3	-	-	-	9	3	6	-	-	-	27	12	15	2	-	2
Excitation à la débauche de majeur par personne ayant autorité, etc. (art. 380 bis, 381)	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	3	-	3
Contrainte exercée en vue de la débauche (art. 380 ter)	1	-	1	-	-	-	2	1	1	-	-	-	4	2	2	1	1	-
Contrainte exercée en vue de la débauche par personne ayant autorité, etc. (art. 380 ter et 381)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (prostitution)(art. 380 quater)	5	-	5	-	-	-	7	-	7	-	-	-	10	-	10	2	2	-
Violation de l'interdiction d'exploiter un commerce prévu par l'art. 382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecrits, images, vente, impression, annonces, etc. (art. 383, § 1, 3, 4, art. 384)	5	-	5	-	-	-	1	-	1	1	-	1	8	4	4	2	-	2

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
1									
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticoncep- tionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	95	7	88	9	-	9	14	1	13
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	16	3	13	5	-	5	-	-	-
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets in- décents (art. 386 bis)	3	-	3	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	117	15	1 102	84	-	84	99	4	95
Abandon de famille (art. 391 bis)	196	11	185	23	6	17	10	-	10
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	582	53	529	133	6	127	48	4	44
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	107	12	95	23	4	19	20	5	15
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	511	70	2 441	877	48	829	206	20	186
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	14	-	14	-	-	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	3	2	1	1	-	1	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	1	-	1	3	-	3	6	1	5
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'au- torité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	4	-	4	1	-	1	-	-	-
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	3	-	3	-	-	-	3	-	3
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	1	-	1	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticoncep- tionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	140	14	126	11	2	9	10	1	9	35	6	29	23	5	18	53	-	53
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	13	1	12	4	2	2	9	2	7	5	1	4	14	9	5	3	1	2
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets in- décents (art. 386 bis)	4	-	4	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	3	-	3
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	625	10	615	102	19	83	47	2	45	256	9	247	497	5	492	180	8	172
Abandon de famille (art. 391 bis)	83	17	66	19	6	13	8	3	5	40	6	34	44	13	31	27	4	23
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	205	25	180	143	36	107	113	20	93	403	67	336	195	52	143	225	36	189
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	48	7	41	21	2	19	38	1	37	45	9	36	67	24	43	36	5	31
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1 398	31	1 367	493	40	453	280	18	262	735	63	672	385	58	327	591	44	547
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	6	2	4	-	-	-	1	1	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	6	1	5	-	-	-	-	-	-	7	-	7	2	-	2	1	-	1
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	2	-	2	1	-	1	5	-	5	11	1	10	3	-	3	8	-	8
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'au- torité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	4	-	4	3	-	3	3	1	2	8	2	6	7	5	2	3	-	3
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	2	-	2	1	-	1	-	-	-	2	-	2	4	-	4	1	1	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1 bis									
Publications(L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	53	2	51	59	6	53	12	2	10
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	8	1	7	9	1	8	4	-	4
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	314	4	310	128	6	122	30	3	27
Abandon de famille (art. 391 bis)	56	7	49	30	15	15	19	1	18
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	327	32	295	510	67	443	206	32	174
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art.401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	59	10	49	43	2	41	23	7	16
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1 320	104	1 216	699	57	642	536	66	470
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art.434, 435, 436)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	9	1	8	11	2	9	5	-	5
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Calomnie envers particulier (art. 444)	9	8	1	33	5	28	4	-	4
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	3	-	3	1	-	1	2	-	2
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	2	-	2	1	-	1

NATURE DES INFRACTIONS	Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Publications(L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	88	5	83	11	-	11	79	17	62	21	2	19	79	13	66	9	1	8
Outrage public aux moeurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	18	1	17	1	-	1	9	-	9	1	-	1	6	-	6	-	-	-
Outrage public aux moeurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	229	2	227	38	2	36	115	-	115	37	1	36	524	20	504	53	-	53
Abandon de famille (art. 391 bis)	40	10	30	10	1	9	22	6	16	13	2	11	40	1	39	7	-	7
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	354	36	318	114	6	108	354	41	313	96	40	56	225	27	198	58	4	52
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	2	-	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Homicide provoqué (art.401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	39	4	35	7	-	7	35	11	24	9	4	5	74	8	66	22	3	19
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	1 190	107	1 083	388	13	375	1 128	109	1 019	174	29	145	444	32	412	167	13	154
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	2	3	2	-	2
Arrestation arbitraire par un particulier (art.434, 435, 436)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	8	1	7	5	1	4	9	-	9	2	1	1	5	-	5	2	-	2
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	3	3	-	6	-	6	6	-	6	1	-	1	3	-	3	1	-	1
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	5	1	4	-	-	-	1	-	1	5	1	4	1	1	-	-	-	-
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1 ter									
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	12	2	10	32	-	32	20	1	19
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	6	1	5	1	-	1	2	1	1
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	82	2	80	46	2	44	50	3	47
Abandon de famille (art. 391 bis)	8	-	8	7	-	7	7	2	5
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	153	28	125	179	55	124	210	25	185
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	26	1	25	42	15	27	41	3	38
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	242	6	236	404	55	349	525	55	470
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	1	1	-	-	-	-	1	1	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	-	-	-	8	-	8	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	3	1	2	2	-	2	3	1	2
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	4	3	1	5	-	5	11	2	9
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	5	3	2	3	1	2	1	-	1
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	Arlon			Marche-en-Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Publications (L. 11.4.1936; arrêté du 29.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383, § 5, 9)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paroles obscènes (art. 383 § 2; L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux mœurs (art. 385, § 1, 386)	15	2	13	3	-	3	-	-	-	26	6	20	5	-	5
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 16 ans (art. 385, § 2; L. 15.5.1912, art. 53)	2	-	2	-	-	-	-	-	-	5	3	2	4	1	3
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 389)	20	1	19	2	-	2	11	2	9	118	4	114	39	5	34
Abandon de famille (art. 391 bis)	12	8	4	2	-	2	2	-	2	17	3	14	10	4	6
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	51	4	47	22	5	17	47	7	40	67	9	58	55	11	44
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400, § 1, 410, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures provoqués (art. 398, 411, 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide provoqué (art. 401, 411 à 414)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	6	-	6	6	1	5	12	2	10	36	15	21	21	2	19
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	111	15	96	38	3	35	79	12	67	213	36	177	150	20	130
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Refus d'aider une personne en danger (art. 422 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	5	-	5	-	-	-	-	-	-	6	1	5	3	-	3
Violation de domicile à l'aide d'un faux ordre de l'autorité par un particulier (art. 440, 441)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Calomnie envers particulier (art. 444)	-	-	-	-	-	-	4	1	3	1	-	1	2	1	1
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	6	4	2
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et paroles publiques (art. 448)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	1	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
1									
Injures par paroles à personne ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Vol (art. 463 à 466)	493	22	471	109	8	101	101	11	90
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	4	1	3	4	-	4	6	-	6
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	95	10	85	7	1	6	12	3	9
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	14	8	6	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	70	6	64	7	2	5	5	2	3
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	5	-	5	1	-	1	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	52	1	51	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	96	14	82	15	1	14	4	-	4
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	9	1	8	4	-	4	-	-	-
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	8	1	7	2	-	2	3	-	3
Grivèlerie (art. 508 bis. L. 23.3.1936)	28	2	26	5	-	5	12	2	10
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	21	1	20	7	-	7	5	-	5
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et §§ suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Destruction :									
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1930; art. 24)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	2	-	2	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
Injures par paroles à personne ayant un caractère public (art. 448, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divulgation méchante (art. 449)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de tombeaux ou de sépulture (art. 453)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suppression ou violation du secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460 bis; L. 14.5.1930, art. 3b et c; L. 13.10.1930, art. 17)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Vol (art. 463 à 466)	769	45	724	87	13	74	84	2	82	180	12	168	198	26	172	110	9	101
Fabrication de fausses clefs (art. 488)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Banqueroute simple (art. 489, § 1)	11	-	11	3	-	3	-	-	-	5	2	3	1	-	1	1	-	1
Fraude dans les faillites (art. 490)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance (art. 491)	43	4	39	11	4	7	10	2	8	32	6	26	57	7	50	17	-	17
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Escroquerie (art. 496)	16	2	14	7	2	5	1	-	1	9	2	7	21	10	11	6	2	4
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	3	-	3	5	2	3	1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	126	29	97	7	5	2	6	1	5	26	6	20	57	26	31	16	7	9
Destruction ou détournement d'objets saisis (art. 507)	22	6	16	4	2	2	4	1	3	5	1	4	7	-	7	-	-	-
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	25	1	24	-	-	-	5	-	5	5	-	5	3	1	2	4	-	4
Grivèlerie (art. 508 bis. L. 23.3.1936)	37	2	35	7	1	6	5	-	5	5	1	4	18	3	15	19	3	16
Effets de commerce fictifs (art. 509)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chèques sans provision (art. 509 bis)	21	3	18	10	3	7	-	-	-	-	-	-	10	3	7	6	-	6
Incendie de lieux inhabités (art. 511, § 2, 512, § 2 et §§ suivants, 514)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie involontaire (art. 519)	2	1	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Destruction :																		
de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques (art. 523, L. 13.10.1930; art. 24)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	-	7
de tombeaux, monuments, objets d'art (art. 526)	4	-	4	-	-	-	4	-	4	2	-	2	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1 bis									
destruction (suite)									
de titres publics ou privés (art. 527)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instrument d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	2	1	1	1	-	1	-	-	-
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	1	-	1	3	2	1	1	-	1
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	21	2	19	44	4	40	18	-	18
Inondation (art. 549, 550)	1	-	1	2	1	1	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6°, § 2, art. 463)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
CONTRAVENTIONS DE									
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés, (art. 561, 2° et 3°, L. 4.8.1890, art. 5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres contraventions (sauf art. 561, 2° et 3°)	15	2	13	19	4	15	5	1	4
INFRACTIONS PREVUES									
1. Ordre									
Infractions d'audience (Code d'instruc.crimin., art. 505)	1	1	-	1	-	1	-	-	-
Témoins défaillants (Code d'instruc.crimin., art. 80, 157, 189)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre huissier, greffier, etc.	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875; L. 25.3.1891; L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Droits de réponse (L. 23.6.1961)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856; A.R. 30.12.1900; L. 6.2.1919; A.R. 14.10.1939)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Dépôt par notaire des actes de mariages (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlement provinciaux	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Règlement communaux	-	-	-	2	1	1	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
destruction (suite)																		
de titres publics ou privés (art. 527)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces (art. 528)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
de marchandises ou de matières servant à la fabrication (art. 533)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d'obstacles retenant bateaux ou voitures (art. 534)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de récoltes, plantations, instrument d'agriculture, etc. (art. 535 à 537)	1	-	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	-	1	-	-	1
d'animaux domestiques (art. 538, 540, 541)	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-
de poissons : empoisonnement (art. 539)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de clôtures (art. 545, 546)	18	-	18	4	-	4	18	-	18	6	2	4	17	1	16	6	-	6
Inondation (art. 549, 550)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6°, § 2, art. 463)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
POLICE																		
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés, (art. 561, 2° et 3°, L. 4.8.1890, art. 5)	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres contraventions (sauf art. 561, 2° et 3°)	19	2	17	2	-	2	21	1	20	10	1	9	6	1	5	1	-	1
PAR LES LOIS SPECIALES																		
et Sécurité publics																		
Infractions d'audience (Code d'instruc.crimin., art. 505)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	-	-	-
Témoins défaillants (Code d'instruc.crimin., art. 80, 157, 189)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (L. 29.6.1929, art. 49)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Port illicite du titre d'avocat (L. 30.8.1913)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règles relatives à l'exercice d'une profession : géomètre huissier, greffier, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Mendicité et vagabondage (L. 15.5.1912, art. 63)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (L. 7.7.1875; L. 25.3.1891; L. 28.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Droits de réponse (L. 23.6.1961)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Registres de la population (L. 2.6.1856; A.R. 30.12.1900; L. 6.2.1919; A.R. 14.10.1939)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Dépôt par notaire des actes de mariages (L. 15.12.1872, art. 13)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlement provinciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlement communaux	-	-	-	2	1	1	-	-	-	9	5	4	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4.- 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
1									
Impôts (Lois et règlements)	563	10	553	61	-	61	32	3	29
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (L.8.5.1924, art. 1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (L.12.2.1897)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des étrangers (A.L.28.9.1939)	81	2	79	4	1	3	5	-	5
Récensement des étrangers (A.R. 11.8.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des passeports (A.L. 4.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emigrants (L.L. 14.12.1876 et 25.8.1920)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (A. 31.1.46)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisation militaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pigeons militaires (L. 24.7.1923 et 15.4.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de déserteur (L.12.12.1817)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Milice privées interdites (L.29.7.1934)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Domages de guerre (L.L. 1.10.1947, 1.8.1952)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fabrication, vente, etc. ; port d'armes prohibées (L. 3.1.1933, art. 4 et 17)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Port d'armes de défense (L. 3.1.1933, art.7 et 17)	28	2	26	5	-	5	12	-	12
Armes à feu (Banc d'épreuve des) (L.24 mai 1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Armes de défense, de guerre, de chasse et de sport (L. 3.1.1933, sauf art. 4 et 7)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Monuments et sites (L. 7.8.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance de la mortalité infantile (L. 26.12.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 28.5.1888)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'enfance (L. 15.5.1912, art. 62)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvre nationale de l'enfance (L.5.3.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement primaire (art.12)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'enseignement supérieur (L. 21.11.1938)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Protection des titres d'infirmier et d'infirmière (L. 15.11.1946)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'auteur (L.22.3.1886, art. 22 à 27)	2	1	1	-	-	-	-	-	-
Presse (décret du 20.7.1831)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Introduction, transport, etc. de publications interdites (A.R. 27.12.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tracts interdits (A.R. 30.1.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (L. 24.10.1902, excepté art.8)	5	-	5	7	2	5	3	-	3
Collectes non autorisées (L. 6.3.1918; A.R. 22.9.1923)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés	Total des prévenus	Acquit- tés	Condam- nés
	412	6	406	51	1	50	86	-	86	76	-	76	246	3	243	40	1	39
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	13	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	26	2	24	1	-	1	36	-	36	15	-	15	11	-	11	717	5	712
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	2	-	2	-	-	-
	18	1	17	3	1	2	10	-	10	24	1	23	17	3	14	4	1	3
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	1	-	-	-	-	-	-	2	-	2	1	-	1	11	1	10
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenaerde		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1 bis									
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	58	3	55	116	14	102	35	1	34
Menaces de dépossessions par l'ennemi (A. 8.4.1917)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Agissements de nature à troubler les travaux parlementaires (L. 2.3.1954)	-	-	-	-	-	-	1	-	1
2. SANTE									
Art de guérir (lois et règlements)	3	-	3	7	1	6	2	1	1
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art.1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	113	14	99	78	12	66	32	5	27
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	20	1	19	10	1	9	4	-	4
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L.14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection contre les dangers des radiations ionisantes (L.29.3.1958)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Honoraire des médecins (A.R. 24.1.1966)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Trafics des substances vénéneuses, sporifères, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930) :									
(sauf art. 23)	1	-	1	8	1	7	3	-	3
(seul art. 23)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prophylaxie des maladies vénériennes (A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L.4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	3	-	3	12	-	12	2	-	2
Beurre, margarines, graisses préparées (L.8.7.1935)	6	-	6	42	3	39	-	-	-
Protection des eaux de boisson (L. 14.8.1933, art. 5, L.7.5.1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salubrité publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détention de la saccharine (L. 13.7.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce ambulancier (A.R. 13.1.1935, 29.12.1936, 28.11.1939)	12	-	12	29	2	27	6	3	3
Registre de commerce (A.A. 30.7.1940, 11.8.1940, 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	1	-	1	6	-	6	-	-	-
Concurrence malhonnête (A.R.6.5.1935)	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 29.9, 2.10, 31.10, 25.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

3. COMMERCE ET

	Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	88	10	78	15	-	15	63	15	48	17	4	13	48	5	43	16	1	15
	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PUBLIQUE																		
1	-	-	1	3	-	3	8	8	-	1	-	1	4	-	4	2	-	2
85	23	62	14	-	14	115	15	100	16	5	11	74	14	60	15	-	15	
5	-	5	1	-	1	9	-	9	2	-	2	39	3	36	13	-	13	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	
1	-	1	-	-	-	7	3	4	4	1	3	10	3	7	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
4	-	4	-	-	-	3	1	2	3	1	2	-	-	-	-	-	-	
4	2	2	3	-	3	2	-	2	1	-	1	-	-	-	1	-	1	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	
-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
1	-	1	1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	44	1	43	15	15	
INDUSTRIE																		
18	1	17	7	1	6	10	1	9	1	-	1	44	1	43	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2	-	2	-	-	-	3	1	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
13	13	-	-	-	-	3	3	-	21	21	-	-	-	-	-	-	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1 ter									
Accès salle de danse interdit aux moins de 18 ans (L. 15.7.1960)	16	2	14	24	1	23	28	2	26
Menaces de dépossessions par l'ennemi (A. 8.4.1917)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agissements de nature à troubler les travaux parlementaires (L. 2.3.1954)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. SANTE									
Art de guérir (lois et règlements)	3	-	3	1	-	1	-	-	-
Loi sur l'hypnotisme (30.5.1892, art.1 et 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Régime des aliénés (L. 18.6.1850, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ivresse (A.L. 14.11.1939)	13	1	12	23	9	14	25	2	23
Prohibition de l'alcool (L. 29.8.1919, art 1, 2, 12 et 14, etc. A.R. 3.4.1953)	23	2	21	3	-	3	2	1	1
Régime de l'alcool. Clubs privés (A.L.14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection contre les dangers des radiations ionisantes (L.29.3.1958)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Honoraire des médecins (A.R. 24.1.1966)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Répression des débits illicites (A.L. 14.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traffic des substances vénéneuses, sporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (L. 24.2.1921, A.R. 31.12.1930) :									
(sauf art. 23)	3	-	3	1	-	1	1	-	1
(seul art. 23)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prophylaxie des maladies vénériennes (A.L. 24.1.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Falsification des denrées alimentaires (L.4.8.1890, sauf art. 4, 5, etc.)	-	-	-	1	-	1	-	-	1
Beurres, margarines, graisses préparées (L.8.7.1935)	-	-	-	2	-	2	3	-	3
Protection des eaux de boisson (L. 14.8.1933, art. 5, L.7.5. 1936)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (A.R. 20.12.1934; A.R. 4.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution de lait (A.R. 7.7.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salubrité publique	2	-	2	1	-	1	-	-	-
Détention de la saccharine (L. 13.7.1930)	1	-	1	-	-	-	1	-	1
Commerce ambulancier (A.R. 13.1.1935, 29.12.1936, 28.11.1939)	4	-	4	8	3	5	13	-	13
Registre de commerce (A.A. 30.7.1940, 11.8.1940, 18.10.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hausse anormale des prix des denrées (A.R. 6.5.1935; A.L. 27.10.1939)	2	-	2	-	-	4	1	3	-
Concurrence malhonnête (A.R.6.5.1935)	-	-	-	-	-	8	8	-	-
Recensement des stocks (A.R. des 29.9, 2.10, 31.10, 25.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

3. COMMERCE

NATURE DES INFRACTIONS	Arlon			Marche-en-Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
9	-	-	9	-	-	-	3	-	3	8	6	2	4	1	3
PUBLIQUE															
14	1	13	11	3	8	7	-	7	25	3	22	17	4	13	
5	-	5	9	2	7	3	-	3	13	-	13	1	-	1	
1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	
2	-	2	-	-	-	1	1	-	2	2	-	1	1	-	
1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1	
INDUSTRIE															
16	2	14	3	-	3	7	-	7	14	2	12	12	2	10	
1	1	-	1	1	-	2	2	-	6	6	-	4	4	-	
1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés
	1 bis								
Viande de boucherie (A.R. 4.12.1934)	8	-	8	20	1	19	6	-	6
Abatage clandestins et commerce illégitime de viande (A. 28.2.1947 et 10.3.1950)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Poids et mesure (A.28.11.1939)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisation de l'économie (A.L. 20.9.1948)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Affichage des prix de vente (L. 30.7.1923)	39	-	39	19	3	16	-	-	-
Bourse de commerce et profession d'agent de change (A.R. 30.1.1935; A.R.20.6.1935; Code de commerce, Livre I, titre V)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés commerciales (Lois coordonnées du Code de commerce; Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	7	5	2	7	-	7	1	-	1
Interdiction à des condamnés et faillis (A.R. 24.10.1934)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Vente de marchandise neuve (L. 20.5.1846; 25.2.1935)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente avec primes (A.R. des 13.1.1935, 18.3.1935; 30.3.1936)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Vente à tempérament Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (L.1.4.1879)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente en solde ou en liquidation (A.R. 2.3.1940)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglementation des constructions privées (A.2.12.1946)	33	18	15	18	2	16	11	-	11
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (L. 5.5.1888, etc.)	5	-	5	2	1	1	6	-	6
Mines et extractions de toute nature (A.R. de coordination des L.L. 15.9.1919 et arrêtés d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matières explosives ou inflammables (L. 15.10.1881; L. 22.5.1886)	1	-	1	1	-	1	-	-	-
4. AGRICULTURE, ANIMAUX,									
Infractions rurales : écharonnage, échenillage, etc. (Code rural (L. 7.10.1886)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Importation, transit et exportation des oeufs (L. 14.7.1930; L. 5.4.1934)	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A.R. des 19.7.1926 et 20.8.1926)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles et horticoles (A.R. 26.2.1935, etc.)	-	-	-	1	-	1	-	-	-
Art vétérinaire (L. 4.4.1890, modifiée par L. 28.5.1906); L. 23.5.1924)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (L. 30.12.1882)	19	1	18	72	9	63	11	1	10
Rage canine (A.R. 29.10.1908)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Protection des animaux (L. 22.3.1929)	1	-	1	2	-	2	-	-	-
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (L. 28.2.1882, art. 31; A.R. 25.10.1929)	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés
14	3	11	1	-	1	11	1	10	6	2	4	2	-	2	2	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
12	1	11	1	-	1	1	-	1	-	-	-	2	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	4	-	4	-	-	-	1	-	1	2	-	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	-	1
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
2	-	2	-	-	-	3	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	-	1	-	-	-	1	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	1	11	4	-	4	28	-	28	8	-	8	1	-	1	1	-	1
1	-	1	-	-	-	3	-	3	2	-	2	5	-	5	10	1	9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2
CHASSE, PECHE																	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51	5	46	23	-	23	36	3	33	55	17	38	10	-	10	19	2	17
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	1	7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Bruxelles			Louvain			Nivelles		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1									
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	2	-	2	4	-	4	1	-	1
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	10	-	10	-	-	-	1	-	1
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	8	1	7	6	-	6	1	-	1
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	3	1	2	-	-	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT, VOIRIE,									
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	119	10	109	40	12	28	16	2	14
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L.1.7.1956)	212	5	207	50	8	42	58	7	51
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	23	-	23	7	-	7	5	-	5
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Police maritime (réglementation)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inscription sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	33	1	32	1	-	1	-	-	-
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS									
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	927	72	855	107	7	100	74	9	65
Délits prévus par le Code pénal	6 297	287	6 010	1 386	80	1 306	633	63	570
Contraventions de police prévues par le Code pénal	8	1	7	1	-	1	4	1	3
Infractions prévues par des lois spéciales	1 694	68	1 626	339	42	297	222	18	204
TOTAUX :	8 926	428	8 498	1 833	129	1 704	933	91	842

NATURE DES INFRACTIONS	Anvers			Malines			Turnhout			Mons			Charleroi			Tournai		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
4	4	-	-	-	-	-	1	-	1	6	2	4	-	-	-	8	3	5
2	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-
9	1	8	2	-	2	1	-	1	2	1	1	3	1	2	-	-	-	-
-	-	-	2	-	2	2	-	2	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-
1	-	1	3	-	3	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMUNICATIONS																		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72	7	65	40	10	30	29	-	29	59	7	52	62	1	61	34	8	26	
158	13	145	38	8	30	95	2	93	158	12	146	220	19	201	77	3	74	
17	1	16	6	-	6	14	-	14	7	-	7	17	-	17	3	-	3	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	
73	-	73	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1	1	-	-	-	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23	7	16	18	1	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-
1	-	1	1	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JUGES EN PREMIER RESSORT																		
533	49	484	57	7	50	79	9	70	208	21	187	314	45	269	123	10	113	
4 137	243	3 894	1 009	151	858	719	58	661	2 115	226	1 889	1 837	286	1 551	1 475	133	1 342	
7	-	7	2	2	-	5	1	4	36	14	22	6	2	4	10	2	8	
1 412	147	1 265	317	59	258	683	91	592	526	53	473	703	50	653	1 059	55	1 004	
6 089	439	5 650	1 385	219	1 166	1 486	159	1 327	2 885	314	2 571	2 860	383	2 477	2 667	200	2 467	

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Gand			Termonde			Audenarde		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
	1 bis								
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	1	-	1	4	3	1	-	-	-
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	4	-	4	3	-	3	2	-	2
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	3	-	3	4	-	4	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	2	-	2	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT, VOIRIE,									
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	123	14	109	63	5	58	49	9	40
Voirie, roulage et messageries (règlementation)	76	7	69	44	2	42	17	1	16
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L.1.7.1956)	15	1	14	13	1	12	7	-	7
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	11	1	10	-	-	-	1	-	1
Police maritime (règlementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	31	-	31	70	4	66	45	4	41
Inscription sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigaton aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	7	-	7	-	-	-	1	-	1
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (règlementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS									
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	290	22	268	183	12	171	65	4	61
Délits prévus par le Code pénal	2 985	240	2 745	2 052	216	1 836	1 076	135	941
Contraventions de police prévues par le Code pénal	15	2	13	19	4	15	5	1	4
Infractions prévues par des lois spéciales	948	90	858	915	86	829	329	34	295
TOTAUX :	4 238	354	3 884	3 169	318	2 851	1 475	174	1 301

NATURE DES INFRACTIONS	Bruges			Ypres			Courtrai			Furnes			Liège			Huy		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
	1 bis																	
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	11	2	9	3	-	3	-	-	-	1	-	1	38	27	11	3	-	3
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	1	-	1	2	1	1	1	-	1	3	-	3	-	-	-	4	-	4
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	5	5	-	2	-	2	2	-	2	1	-	1	2	-	2	3	1	2
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	-	-	-	1	1	-	3	-	3	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMUNICATIONS																		
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	136	20	116	20	2	18	85	16	69	27	10	17	120	18	102	19	2	17
Voirie, roulage et messageries (règlementation)	59	4	55	19	-	19	49	4	45	13	5	8	221	10	211	67	3	64
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L.1.7.1956)	9	-	9	12	-	12	21	-	21	2	-	2	33	-	33	3	-	3
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	32	-	32	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Police maritime (règlementation)	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	8	1	7	2	-	2	9	-	9	-	-	-	8	-	8	3	-	3
Inscription sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Navigaton aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	1	-	1	-	-	-	8	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (règlementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JUGES EN PREMIER RESSORT																		
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	243	25	218	49	12	37	179	19	160	36	11	25	484	43	441	64	1	63
Délits prévus par le Code pénal	2 718	243	2 475	757	29	728	2 332	244	2 088	526	121	405	2 390	228	2 162	542	35	507
Contraventions de police prévues par le Code pénal	19	2	17	2	-	2	23	1	22	10	1	9	6	1	5	1	-	1
Infractions prévues par des lois spéciales	810	104	706	213	8	205	695	92	603	256	80	176	1 061	92	969	317	18	299
TOTAUX :	3 790	374	3 416	1 021	49	972	3 229	356	2 873	828	213	615	3 941	364	3 577	924	54	870

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Verviers			Tongres			Hasselt		
	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
1 ter									
Travail des étrangers (A.R. 8.12.1934; A.R. de coordination du 31.3.1936)	10	3	7	-	-	-	7	2	5
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4.8.1930 et arrêtés royaux d'exécution)	7	1	6	-	-	-	-	-	-
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (L. 14.7.1930; L. 23.7.1932; arrêtés royaux d'exécution du 15.12.1937)	1	1	-	3	1	2	-	-	-
Chômage, subventions, indemnités ou allocations perçues indûment (A.R. 31.5.1933)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêté organique du 26.5.1945 instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	-	-	-	1	-	1	1	-	1
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (L. 25.6.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6. TRANSPORT, VOIRIE,									
Chemins de fer concédés ou vicinaux (L. 12.4.1835, L. 24.6.1885, L. 25.7.1891, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tramways (A.R. des 2.12.1902 et 27.1.1931)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	24	3	21	47	12	35	71	4	67
Assurance obligatoire véhicules automoteurs (L.1.7.1956)	33	5	28	120	16	104	121	8	113
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (L. 1.8.1924, art. 3)	3	-	3	10	-	10	16	-	16
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1.8.1924, art. 2)	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Police maritime (réglementation)	3	3	-	-	-	-	-	-	-
Police des rivières et des polders	3	2	1	-	-	-	-	-	-
Inscription sur la voie publique (A.L. 29.12.1945)	2	-	2	-	-	-	1	-	1
Navigation aérienne (L.L. des 16.11.1919 et 27.6.1937)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télégraphes et téléphones (L. 1.3.1851)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Postes (réglementation)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RECAPITULATION DES INFRACTIONS									
Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	117	21	96	157	24	133	90	8	82
Délits prévus par le Code pénal	889	86	803	1 148	233	915	1 131	117	1 014
Contraventions de police prévues par le Code pénal	6	-	6	4	-	4	2	-	2
Infractions prévues par des lois spéciales	337	38	299	578	119	459	552	55	497
TOTAUX :	1 349	145	1 204	1 887	376	1 511	1 775	180	1 595

Arlon			Marche-en-Famenne			Neufchâteau			Namur			Dinant		
Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés	Total des prévenus	Acquit-tés	Condam-nés
-	-	-	-	-	-	2	-	2	3	1	2	4	-	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
-	-	-	-	-	-	1	-	1	3	2	1	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COMMUNICATIONS														
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	6	22	6	-	6	14	4	10	50	7	43	26	6	20
15	1	14	8	1	7	16	2	14	118	6	112	41	4	37
2	-	2	2	-	2	1	-	1	3	-	3	4	-	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	2	-	2	2	-	2	1	-	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
JUGES EN PREMIER RESSORT														
54	8	46	12	1	11	23	2	21	94	19	75	84	10	74
352	54	298	127	15	112	238	33	205	826	165	661	510	103	407
4	-	4	-	-	-	2	-	2	9	-	9	7	2	5
164	19	145	77	12	65	136	15	121	374	60	314	272	56	216
574	81	493	216	28	188	399	50	349	1 303	244	1 059	873	171	702

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1965.

Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>															
Délits prévus par le Code pénal	13	-	13	-	-	-	87	47	40	31	6	25	14	3	11
Contraventions de police prévues par le Code pénal	6	3	3	4	3	1	2	-	2	16	12	4	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	1 452	378	1 074	320	101	219	118	31	87	785	261	524	236	85	151
Totaux	1 471	381	1 090	324	104	220	207	78	129	832	279	553	250	88	162
Totaux des infractions jugées en premier ressort	8 926	428	8 498	1 833	129	1 704	933	91	842	6 089	439	5 650	1 385	219	1 166
<u>Récapitulation générale</u>															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	10 397	809	9 588	2 157	233	1 924	1 140	169	971	6 921	718	6 203	1 635	307	1 328

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1965 - (suite).

Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS	TERMONDE			AUDENARDE			BRUGES			YPRES			COURTRAI		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés
<u>Infractions jugées en premier ressort</u>															
Délits prévus par le Code pénal	4	3	1	-	-	-	16	9	7	2	1	1	36	19	17
Contraventions de police prévues par le Code pénal	9	5	4	2	-	2	8	6	2	3	1	2	2	1	1
Infractions prévues par des lois spéciales	504	132	372	374	131	243	533	191	342	127	29	98	488	156	332
Totaux	517	140	377	376	131	245	557	206	351	132	31	101	526	176	350
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3 169	318	2 851	1 475	174	1 301	3 790	374	3 416	1 021	49	972	3 229	356	2 873
<u>Récapitulation générale</u>															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3 686	458	3 228	1 851	305	1 546	4 347	580	3 767	1 153	80	1 073	3 755	532	3 223

NATURE DES INFRACTIONS	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>															
Délits prévus par le Code pénal	57	14	43	180	52	128	230	99	131	60	19	41	7	2	5
Contraventions de police prévues par le Code pénal	-	-	-	5	3	2	9	7	2	-	-	-	3	2	1
Infractions prévues par des lois spéciales	224	64	160	311	83	228	529	205	324	162	47	115	629	191	438
Totaux	281	78	203	496	138	358	768	311	457	222	66	156	639	195	444
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1 486	159	1 327	2 885	314	2 571	2 860	383	2 477	2 667	200	2 467	4 238	354	3 884
<u>Récapitulation générale</u>															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1 767	237	1 530	3 381	452	2 929	3 628	694	2 934	2 889	266	2 623	4 877	549	4 328

NATURE DES INFRACTIONS	FURNES			LIEGE			HUY			VERVIERS			TONGRES		
	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés	Total des pré-venus	Acquit-tés	Con-dam-nés
<u>Infractions jugées en degré d'appel</u>															
Délits prévus par le Code pénal	4	2	2	361	107	254	112	41	71	160	46	114	89	27	62
Contraventions de police prévues par le Code pénal	5	2	3	3	3	-	4	3	1	4	2	2	2	1	1
Infractions prévues par des lois spéciales	175	57	118	1 175	409	766	269	121	148	402	121	281	261	94	167
Totaux	184	61	123	1 539	519	1 020	385	165	220	566	169	397	352	122	230
Totaux des infractions jugées en premier ressort	828	213	615	3 941	364	3 577	924	54	870	1 349	145	1 204	1 887	376	1 511
<u>Récapitulation générale</u>															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	1 012	274	738	5 480	883	4 597	1 309	219	1 090	1 915	314	1 601	2 239	498	1 741

TABLEAU 4 bis - PREVENUS JUGES EN DEGRE D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNEE ET CLASSES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RESULTAT DES POURSUITES - 1965-(suite).

Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	137	43	94	30	6	24	33	17	16
Contraventions de police prévues par le Code pénal	-	-	-	3	-	3	-	-	-
Infractions prévues par des lois spéciales	241	76	165	107	30	77	76	32	44
Totaux	378	119	259	140	36	104	109	49	60
Totaux des infractions jugées en premier ressort	1 775	180	1 595	574	81	493	216	28	188
<u>Récapitulation générale</u>									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	2 153	299	1 854	714	117	597	325	77	248

NATURE DES INFRACTIONS	NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Infractions jugées en degré d'appel									
Délits prévus par le Code pénal	22	11	11	100	45	55	86	33	53
Contraventions de police prévues par le Code pénal	2	-	2	9	3	6	5	4	1
Infractions prévues par des lois spéciales	98	35	63	319	99	220	257	77	180
Totaux	122	46	76	428	147	281	348	114	234
Totaux des infractions jugées en premier ressort	399	50	349	1 303	244	1 059	873	171	702
<u>Récapitulation générale</u>									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	521	96	425	1 731	391	1 340	1 221	285	936

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1965.

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	CONDAMNES														
				A L'EMPRISONNEMENT														
				conditionnel de					simple de									
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	5 mois de 8 jours plus	5 ans et plus	+ de 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	de 8 jours	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles (Primaire)			4 548	207	224	274	135	-	5	3	16	60	47	88	136	59	-	
Bruxelles (Récidivistes)			5 029	200	236	307	122	-	4	25	35	170	114	360	369	222	-	
Total :	10 005	428	9 577	407	460	581	257	-	9	28	51	230	161	448	505	281	-	
Louvain (Primaire)			1 161	26	31	97	38	-	-	1	4	3	4	10	13	2	1	
Louvain (Récidivistes)			766	12	22	49	24	-	3	3	4	17	10	43	67	22	-	
Total :	2 056	129	1 927	38	53	146	62	-	3	4	8	20	14	53	80	24	1	
Nivelles (Primaire)			452	18	18	57	16	-	-	-	-	-	1	6	13	6	-	
Nivelles (Récidivistes)			475	10	21	40	23	-	1	1	3	9	10	20	48	20	-	
Total :	1 018	91	927	28	39	97	39	-	1	1	3	9	11	26	61	26	-	
Anvers (Primaire)			3 001	99	131	265	162	-	2	2	12	29	11	35	57	20	-	
Anvers (Récidivistes)			3 173	105	142	250	185	-	3	11	17	65	37	119	237	110	1	
Total :	6 613	439	6 174	204	273	515	347	-	5	13	29	94	48	154	294	130	1	
Malines (Primaire)			755	15	14	34	16	-	-	3	4	3	-	1	13	3	-	
Malines (Récidivistes)			565	5	13	21	6	-	2	-	4	9	3	13	35	21	-	
Total :	1 539	219	1 320	20	27	55	22	-	2	3	8	12	3	14	48	24	-	
Turnhout (Primaire)			924	14	15	58	38	-	-	2	-	2	5	5	15	11	-	
Turnhout (Récidivistes)			563	5	9	31	9	-	-	3	-	7	7	14	37	31	-	
Total :	1 646	159	1 487	19	24	89	47	-	-	5	-	9	12	19	52	42	-	
Mons (Primaire)			1 416	43	66	111	94	-	-	3	2	6	16	23	17	-	-	
Mons (Récidivistes)			1 382	37	62	116	90	-	2	5	3	27	28	60	107	72	1	
Total :	3 112	314	2 798	80	128	227	184	-	2	8	5	34	34	76	130	89	1	
Charleroi (Primaire)			1 214	42	44	101	29	-	3	1	4	9	12	32	32	12	-	
Charleroi (Récidivistes)			1 587	83	54	118	46	-	6	7	13	33	42	77	150	37	-	
Total :	3 184	383	2 801	125	98	219	75	-	9	8	17	42	54	109	182	49	-	
Tournai (Primaire)			1 662	45	63	141	69	1	3	1	4	6	4	16	29	4	-	
Tournai (Récidivistes)			921	39	77	138	81	-	-	-	3	11	20	47	79	18	1	
Total :	2 783	200	2 583	84	140	279	150	1	3	1	7	17	24	63	108	22	1	
Gand (Primaire)			2 153	33	69	151	79	-	-	5	3	5	7	14	67	28	-	
Gand (Récidivistes)			2 180	36	62	116	71	-	1	8	9	38	37	120	202	123	1	
Total :	4 687	354	4 333	69	131	267	150	-	1	13	12	43	44	134	269	151	1	
Termonde (Primaire)			917	13	16	50	42	-	-	2	-	-	1	6	20	26	-	
Termonde (Récidivistes)			632	8	13	34	19	-	1	-	3	4	3	9	49	46	-	
Total :	1 723	174	1 549	21	29	84	61	-	1	2	3	4	4	15	69	72	-	
Audenarde (Primaire)			1 625	40	47	65	31	-	1	1	1	5	15	10	38	14	-	
Audenarde (Récidivistes)			1 599	20	22	47	12	-	1	3	5	26	23	36	83	37	-	
Total :	3 542	318	3 224	60	69	112	43	-	2	4	6	31	38	46	121	51	-	
Bruges (Primaire)			1 957	31	55	188	66	-	4	3	2	13	17	28	101	22	-	
Bruges (Récidivistes)			1 812	21	45	162	105	-	1	7	10	17	12	71	196	59	1	
Total :	4 143	374	3 769	52	100	350	171	-	5	10	12	30	29	99	297	81	1	
Ypres (Primaire)			1 589	20	35	70	52	-	-	2	1	5	8	7	37	21	-	
Ypres (Récidivistes)			1 613	34	35	75	25	1	1	2	1	13	22	42	105	53	-	
Total :	3 558	356	3 202	54	70	145	77	1	1	4	2	18	30	49	142	74	-	
Courtrai (Primaire)			417	3	3	14	9	-	-	-	-	1	2	2	10	10	-	
Courtrai (Récidivistes)			316	1	4	10	8	-	-	-	-	-	-	3	26	20	-	
Total :	946	213	733	4	7	24	17	-	-	-	-	-	1	2	5	36	30	
Furnes (Primaire)			595	12	8	24	14	-	-	-	-	1	-	-	6	12	-	
Furnes (Récidivistes)			477	6	11	16	6	-	-	-	-	7	8	17	36	14	-	
Total :	1 121	49	1 072	18	19	40	20	-	-	-	-	8	8	17	42	26	-	

TABLEAU 5 - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1965 - (suite).

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nom - bre des acquittés	Nom - bre des condamnés	CONDAMNÉS													
				A L'EMPRISONNEMENT													
				conditionnel de							simple de						
				6 mois à 2 ans	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	moins de 8 jours	5 ans et plus	+ de 2 à 5 ans	2 ans	+ 6 mois à 2 ans	6 mois	3 à 6 mois	1 à 3 mois	8 jours à 1 mois	- de 8 jours
5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18				
Liège	(Primaires) (Récidivistes) Total : 4 708	364	2 212 2 132 4 344	85 59 144	93 76 169	245 194 439	230 162 392	-	2	4	15	26	43	42	118	44	-
Huy	(Primaires) (Récidivistes) Total : 1 074	54	442 578 1 020	12 16 28	20 16 36	44 68 112	57 69 126	1	1	3	-	3	1	6	4	4	-
Verviers	(Primaires) (Récidivistes) Total : 1 625	145	779 701 1 480	18 11 29	22 14 36	58 41 99	65 36 101	-	-	-	-	3	5	12	33	24	-
Tongres	(Primaires) (Récidivistes) Total : 2 054	376	1 033 645 1 678	27 14 41	31 22 53	132 77 209	90 40 130	-	-	1	1	2	7	24	85	43	-
Hasselt	(Primaires) (Récidivistes) Total : 1 936	180	1 046 710 1 756	20 19 39	22 24 46	96 68 164	127 80 207	-	-	-	1	5	9	9	47	49	-
Arlon	(Primaires) (Récidivistes) Total : 654	81	316 257 573	5 5 10	16 7 23	22 7 29	29 14 43	-	1	-	-	1	4	5	31	18	-
Marche-en-Famenne	(Primaires) (Récidivistes) Total : 261	28	108 125 233	1 3 4	6 4 10	7 15 22	15 11 26	-	-	-	-	1	3	-	4	1	-
Neufchâteau	(Primaires) (Récidivistes) Total : 461	50	202 209 411	6 4 10	2 7 9	12 17 29	12 17 29	-	-	-	-	-	1	3	5	7	-
Namur	(Primaires) (Récidivistes) Total : 1 526	244	560 722 1 282	12 9 21	7 16 23	52 78 130	116 123 239	-	1	3	-	3	1	3	21	14	-
Dinant	(Primaires) (Récidivistes) Total : 1 050	171	431 442 879	8 6 14	7 4 11	42 34 76	75 65 140	-	-	-	-	1	4	1	19	23	-
Le Royaume	(Primaires) (Récidivistes) Total : 67 025	5 893	31 515 29 617 61 132	855 1 018 1 623	2 410 2 129 4 539	1 706 1 449 3 155	2 22 1 29 3 51	22 97 135	38 139 209	70 556 750	194 503 721	218 1 370 1 751	381 2 549 3 526	377 1 351 1 845	494 1 351 1 845	1 8 9	-

Récapitulation des condamnés jugés en premier ressort en 1965

CONDAMNÉS	à l'emprisonnement	conditionnel	11 403
		sans condition	186
	à l'amende	conditionnelle	7 477
		simple	33 255
Total des condamnés			61 132

TABLEAU 5. - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1965 - (suite).

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNÉS				CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT				
	A L'AMENDE				A				
	conditionnelle de		simple de		l'inter- diction	La mise à la disposition du gouvernement		l'inter- diction de conduire	
	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F		LI. 27. 11 1891 art. 14; 15. 5. 1912 art. 37	L. 9. 4. 1930 art. 25		
19	20	21	22	23	24	25	26		
Bruxelles	(Primaires) (Récidivistes) Total : 131	102 29 131	15 2 17	3 068 2 757 5 825	109 77 186	81 97 178	1 1 2	1 5 6	440 651 1 131
Louvain	(Primaires) (Récidivistes) Total : 66	52 14 66	29 2 31	693 409 1 102	157 65 222	13 13 26	-	1 - 1	42 43 85
Nivelles	(Primaires) (Récidivistes) Total : 106	74 32 106	22 5 27	161 209 370	60 23 83	12 9 21	-	-	26 32 58
Anvers	(Primaires) (Récidivistes) Total : 314	227 87 314	204 29 233	1 601 1 630 3 231	144 145 289	42 68 110	-	2 3 5	152 255 407
Malines	(Primaires) (Récidivistes) Total : 129	99 30 129	55 4 59	356 342 698	139 57 196	3 5 8	-	1 1 2	15 26 41
Turnhout	(Primaires) (Récidivistes) Total : 530	441 89 530	98 13 111	170 266 436	50 42 92	23 6 29	-	3 - 3	53 43 96
Mons	(Primaires) (Récidivistes) Total : 129	86 43 129	41 5 46	701 616 1 317	200 108 308	37 32 69	-	-	86 100 186
Charleroi	(Primaires) (Récidivistes) Total : 451	317 174 491	57 18 75	403 651 1 054	116 78 194	38 41 79	-	-	143 211 354
Tournai	(Primaires) (Récidivistes) Total : 54	36 18 54	191 13 204	451 295 746	598 81 679	32 33 65	-	1 - 1	95 104 199
Gand	(Primaires) (Récidivistes) Total : 397	269 128 397	112 15 127	1 114 1 064 2 178	197 149 346	22 36 58	-	3 3 6	117 183 300
Termonde	(Primaires) (Récidivistes) Total : 257	209 46 257	93 13 106	339 333 672	100 49 149	11 8 19	-	1 - 1	57 54 111
Audenarde	(Primaires) (Récidivistes) Total : 722	559 163 722	127 29 156	602 999 1 601	69 93 162	46 75 127	-	3 - 3	85 127 212
Bruges	(Primaires) (Récidivistes) Total : 283	214 69 283	49 12 61	1 008 923 1 931	156 101 257	40 34 74	-	1 3 4	135 177 312
Ypres	(Primaires) (Récidivistes) Total : 318	228 90 318	49 8 57	866 981 1 847	188 125 313	27 31 58	-	-	68 93 161
Courtrai	(Primaires) (Récidivistes) Total : 101	75 26 101	8 2 10	216 180 396	64 36 100	2 - 2	-	-	17 16 33
Furnes	(Primaires) (Récidivistes) Total : 251	174 77 251	32 4 36	267 250 517	45 25 70	7 5 12	-	-	13 50 63

TABLEAU 5. - RESULTAT DETAILLE DES POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS JUGEANT EN PREMIER RESSORT - PREVENUS CLASSES SUIVANT LEURS ANTECEDENTS JUDICIAIRES - 1965-(suite).

ARRONDISSEMENTS	CONDAMNES				CONDAMNES ACCESSOIREMENT			
	A L'AMENDE				l'inter- diction	la mise à la disposition du gouvernement		l'inter- diction de con- duire
	conditionnelle de		simple de			LL. 27.11.1891 art. 14; 15, 5 1912 art. 37	L. 9.4. 1930 art. 25	
	26 F et plus	moins de 26 F	26 F et plus	moins de 26 F				
19	20	21	22	24	25	26		
Liège (Primaires)	116	210	512	427	58	-	1	138
Liège (Récidivistes)	79	37	634	272	45	-	3	181
Liège Total :	195	247	1 146	699	103	-	4	319
Huy (Primaires)	107	45	93	41	9	-	1	44
Huy (Récidivistes)	37	11	191	33	20	-	1	107
Huy Total :	144	56	284	74	29	-	2	151
Verviers (Primaires)	46	12	245	236	15	-	-	30
Verviers (Récidivistes)	22	3	242	109	13	-	-	48
Verviers Total :	68	15	487	345	28	-	-	78
Tongres (Primaires)	147	77	263	103	10	-	-	140
Tongres (Récidivistes)	61	21	207	55	8	-	-	69
Tongres Total :	208	98	470	158	18	-	-	209
Hasselt (Primaires)	138	15	351	157	9	-	1	152
Hasselt (Récidivistes)	43	3	223	82	16	-	1	90
Hasselt Total :	181	18	574	239	25	-	2	242
Arlon (Primaires)	53	30	91	10	8	-	-	22
Arlon (Récidivistes)	14	10	94	11	12	-	-	27
Arlon Total :	67	40	185	21	20	-	-	49
Marche-en-Famenne (Primaires)	21	4	43	2	1	-	-	11
Marche-en-Famenne (Récidivistes)	6	1	52	3	4	-	-	17
Marche-en-Famenne Total :	27	5	95	5	5	-	-	28
Neufchâteau (Primaires)	44	37	65	8	1	-	-	15
Neufchâteau (Récidivistes)	16	8	78	17	6	-	-	16
Neufchâteau Total :	60	45	143	25	7	-	-	31
Namur (Primaires)	48	60	155	67	12	-	3	60
Namur (Récidivistes)	46	12	214	60	18	-	-	106
Namur Total :	94	72	369	127	30	-	3	166
Dinant (Primaires)	56	89	66	40	12	-	3	58
Dinant (Récidivistes)	28	29	95	41	17	-	-	61
Dinant Total :	84	118	161	81	29	-	3	119
Le Royaume (Primaires)	3 938	1 761	13 900	3 483	571	1	26	2 214
Le Royaume (Récidivistes)	1 469	309	13 935	1 937	606	2	24	2 927
Le Royaume Total :	5 407	2 070	27 835	5 420	1 177	3	50	5 141

TABLEAU 6. - RECHUTES APRES UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE - 1965

Durée du sursis qui avait été accordé	Peine nouvelle encourue. Correctionnelle (ou criminelle)			
	Emprisonnement de			
	plus d'un mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
1	2	3	4	5
6 mois	-	-	-	-
1 an	6	2	-	8
2 ans	15	4	1	20
3 ans	197	81	7	285
4 ans	-	-	-	-
5 ans	216	87	6	309
TOTAL	434	174	14	622

TABLEAU 7.- CONSEILS DE GUERRE ET CCUR MILITAIRE - CONDAMNATIONS DEFINITIVES D'APRES LA NATURE DES INFRACTIONS - 1965

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES						PEINES ACCESSOIRES						
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale		
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	conditionnelles	simples							
CRIMES															
Faux en écriture (art. 194 à 197)	-	18	-	3	-	6	8	1	-	-	1	-	-	-	-
Attentat à la pudeur sans violence ni menace sur mineur de moins de 16 ans (art. 372, § 1)	-	13	-	2	-	8	3	-	-	-	10	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans (art. 373, § 2)	-	15	-	3	1	6	5	-	-	-	10	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par personne ayant autorité (art. 373, § 2, 377)	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur mineur de plus de 16 ans par plusieurs s'entraïdant (art. 373, § 2, 377, § 4, L. 15.5.1912)	-	5	-	-	-	5	-	-	-	-	4	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violences ou menaces sur mineur de moins de 16 ans (art. 373, § 3)	-	8	-	1	-	6	1	-	-	-	5	-	-	-	-
Viol (art. 375, 377, § 5, 6, 7)	-	5	-	-	1	1	3	-	-	-	4	-	-	-	-
Excitation à la débauche de mineur de plus de 14 ans et de moins de 16 ans par personne ayant autorité (art. 379 § 2, 381)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Bigamie (art. 391)	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meurtre (art. 393, 394)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide (art. 392)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400, § 2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vols à l'aide d'effraction, escalade, violences ou menaces (art. 467 à 470)	-	30	-	3	-	16	11	-	-	2	-	-	-	-	-
Vols à l'aide de violences ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	-	4	-	-	-	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505, 506)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie de lieux habités (art. 510)	-	2	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Destruction de construction (art. 521)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DELITS															
Atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat (art. 118 bis, 119, 120, 120 bis, 120 ter, 123 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouverture, suppression de lettres ou autres communications par fonctionnaire (art. 149 L. 13.10.1930, art. 18)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Papier marqué d'un timbre contrefait (usage de) coupons de transport, sceaux, timbres divers (contrefaçon, usage de) (art. 183, 184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon de timbres, coupons, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi (et usage) (art. 190)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209, 210)	-	5	-	-	-	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Faux témoignage en justice (art. 216 à 220)	-	2	-	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-

TABLEAU 7. - 1965 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	Mort	PEINES PRINCIPALES						PEINES ACCESSOIRES					
				Peines privatives de liberté			Peines d'amendes		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale		
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	conditionnelles	simples							
Usurpation de nom ou de titre, Port illégal de décoration, costume, etc, (art. 228 à 232)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Détournement par un dépositaire public (art. 240, § 2)	-	2	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Concussion (art. 243 à 245)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Corruption d'arbitre ou de prud'homme (art. 249-251)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre (art. 252)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret des dépêches télégraphiques et communications téléphoniques (L. 13.10.1930)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rébellion (art. 271, 272)	-	6	-	-	-	1	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages envers officier ministériel, agents de l'autorité (art. 276)	-	3	-	-	-	-	1	2	-	-	2	-	-	-	-
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	-	4	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-
Bris de scellés (art. 283, 285 à 287)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jeux de hasard (art. 305)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entraves à la liberté des enchères (art. 314)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Menaces (art. 327 à 331)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evasions de détenus : négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recel du cadavre d'une personne homicide (art. 340)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avortement avec le consentement (art. 350, 351)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Exposition, abandon dans le besoin (art. 360 bis, L. 15.5.1912, art. 60)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure (art. 373, § 1, L. 15.5.1912, art. 49 § 1, 52, § 3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs de mineurs (art. 379, § 1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs de majeurs (art. 380 bis)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provocation à la débauche (380 quater)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs : écrits ou images (art. 383)	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Attentat aux moeurs : paroles obscènes (L. 29.1.1905)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrage public aux moeurs (art. 385, § 1, 386)	1	25	-	1	2	12	7	1	2	-	1	3	-	-	-
Abandon de famille (art. 391 bis)	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Adultère (art. 387, 388, 389)	-	32	-	-	-	-	3	14	15	-	-	-	-	-	-
Coups et blessures (art. 398, 399, 400, § 1, 410)	4	76	-	1	2	23	15	17	18	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire (art. 419)	2	12	-	-	-	7	5	-	-	-	6	-	-	-	-
Coups et blessures involontaires (art. 420)	14	147	-	-	-	1	7	69	70	-	6	-	-	-	-
Violation de domicile par un particulier avec menaces, violences (art. 439)	-	7	-	-	-	2	3	1	1	-	-	-	-	-	-

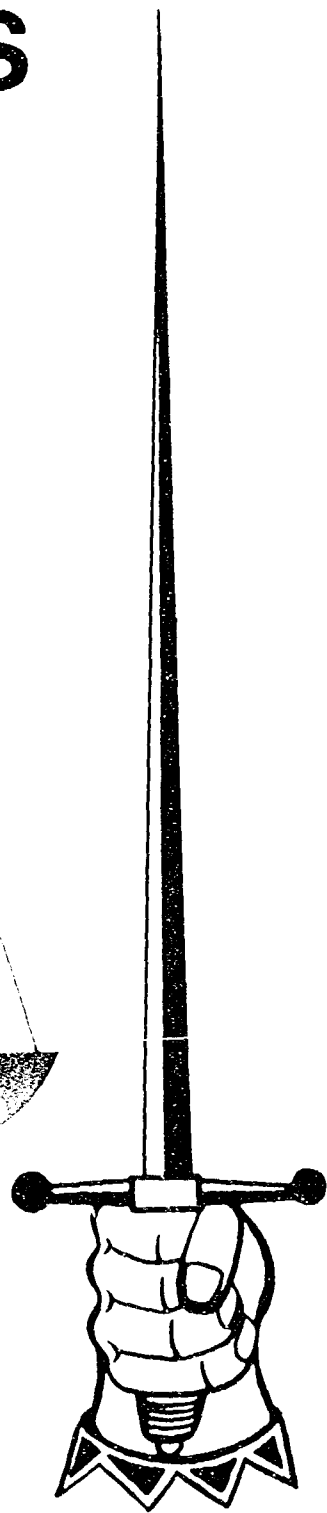
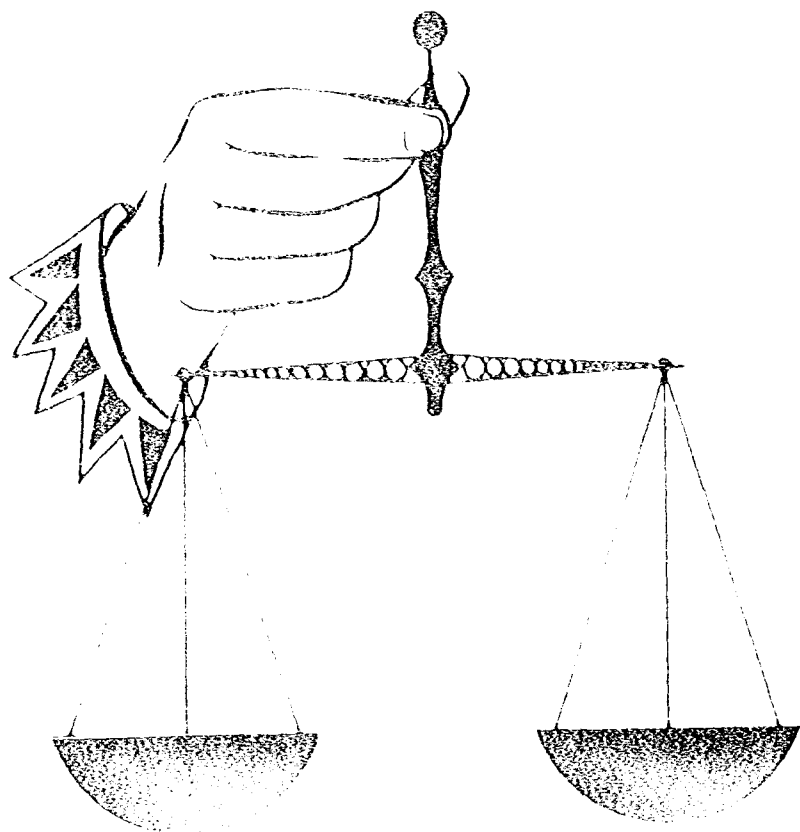
TABLEAU 7. - (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	Mort	PEINES PRINCIPALES						PEINES ACCESSOIRES				
				Peines privatives de liberté			Peines d'amendes			Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale
				de 5 ans à perpétuité	de plus de 2 ans à moins de 5 ans	de 2 ans et moins	conditionnelles	simples	conditionnelles					
RECAPITULATION	-	104	-	15	2	53	32	1	1	-	3	34	-	-
Crimes	24	487	-	8	6	134	110	111	118	-	25	3	-	-
Délits	1	5	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-
Contraventions	5	251	-	-	-	37	25	72	117	-	72	-	-	-
Lois spéciales	12	888	-	14	7	222	486	28	131	-	49	-	1	-
Code pénal militaire	42	1 735	-	37	15	446	653	212	372	-	149	37	1	-
TOTAL GENERAL														

TABLEAU 8.- CONDAMNATIONS DEFINITIVES CLASSEES PAR CONSEIL DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

	Conseils de guerre					Cour militaire	Total général
	Bruxelles	Gand	Liège	En campagne	Total		
Peines Principales							
Mort	-	-	-	-	-	-	-
Peines privatives de liberté :							
de 5 ans à perpétuité	7	1	5	17	30	7	37
de + de 2 ans à - de 5 ans	4	-	3	2	9	6	15
de 2 ans et moins :							
conditionnelles	110	71	84	151	416	30	446
simples	157	104	130	140	531	122	653
Peines d'amende :							
conditionnelles	50	71	32	51	204	8	212
simples	66	56	40	187	349	23	372
Nombre de condamnations définitives	394	303	294	548	1 539	196	1 735
Peines Accessoires							
Déchéance	-	-	-	-	-	-	-
Destitution	19	10	22	71	122	27	149
Interdiction	1	3	9	16	29	8	37
Disposition du Gouvernement	-	-	-	1	1	-	1
Loi de la Défense Sociale	-	-	-	-	-	-	-

STATISTIQUES JUDICIAIRES



1965

FEVRIER 1968

N° 3

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

STATISTIQUES JUDICIAIRES

1965

FEVRIER 1968

N° 3

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

SOMMAIRE

	P.
Divorces et séparations de corps	1
Adoptions	11
Vagabondage et mendicité	15
Concordats et faillites	25
Protection de l'enfance	39
Juridictions du travail	69
Conseil d'Etat	77

STATISTIQUE DES DIVORCES

ET

SEPARATIONS DE CORPS

ANNEE 1965

TABEAU 1. - DIVORCES - COMPTES DES

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai
Nombre total de demandes :	1 577	115	121	841	121	39	363	722	200
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :									
a) Demandes accueillies	1 542	106	101	772	111	34	348	708	175
b) Demandes rejetées	33	9	9	52	10	5	14	14	12
c) Demandes abandonnées	2	-	11	17	-	-	1	-	13
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée :									
a) Divorces pour cause déterminée :	1 042	91	108	631	91	37	318	628	157
1. Demandes accueillies :	1 007	82	88	562	81	32	303	614	134
2. Demandes rejetées et abandonnées	35	9	20	69	10	5	15	14	23
b) Divorces par consentement mutuel :	535	24	13	210	30	2	45	94	43
1. Demandes accueillies	535	24	13	210	30	2	45	94	41
2. Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	2
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :									
a) Demandes formées par le mari	506	43	61	353	53	18	165	328	80
b) Demandes formées par la femme	536	48	47	278	38	19	153	300	77
c) Demandes formées par consentement mutuel	535	24	13	210	30	2	45	94	43

DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1965)

Gand	Termonde	Audenarde	Bruges	Ypres	Courtrai	Furnes	Liège	Huy	Verviers	Hasselt	Tongres	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
304	150	66	176	40	238	31	699	92	147	50	30	36	8	7	186	34	6 393
276	134	60	164	27	158	26	625	87	119	46	30	33	8	7	160	33	5 890
28	16	6	8	6	36	5	74	5	10	4	-	3	-	-	17	-	376
-	-	-	4	7	44	-	-	-	18	-	-	-	-	-	9	1	127
241	138	59	147	35	225	30	522	75	107	44	28	30	7	6	151	29	4 977
213	122	53	136	22	145	25	448	70	79	40	28	27	7	6	125	28	4 477
28	16	6	11	13	80	5	74	5	28	4	-	3	-	-	26	1	500
63	12	7	29	5	13	1	177	17	40	6	2	6	1	1	35	5	1 416
63	12	7	28	5	13	1	177	17	40	6	2	6	1	1	35	5	1 413
-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
128	71	27	76	18	104	14	260	36	51	18	15	12	4	5	91	17	2 554
113	67	32	71	17	121	16	262	39	56	26	13	18	3	1	60	12	2 423
63	12	7	29	5	13	1	177	17	40	6	2	6	1	1	35	5	1 416

TABLEAU 2.- DIVORCES - MARIAGES

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai
1. Nombre de ménages en instance :									
1) Total des demandes	1 577	115	121	841	121	39	363	722	200
2) Demandes doubles à décompter	23	10	19	56	15	8	27	44	18
3) Nombre de ménages en instance	1 554	105	102	785	106	31	336	678	182
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :									
a) Pas ou plus d'enfant	771	49	32	305	43	11	132	273	61
b) 1 enfant	459	27	37	233	40	7	96	218	62
c) 2 enfants	207	17	19	99	16	8	68	123	26
d) 3 enfants	53	6	10	30	4	2	22	38	11
e) 4 enfants	23	3	3	25	1	1	9	12	12
f) 5 enfants	14	2	-	4	1	-	4	9	4
g) 6 enfants et plus	7	1	1	2	1	2	5	5	6
h) Situation inconnue	20	-	-	87	-	-	-	-	-
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage									
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) De 1 à moins de 5 ans	112	17	12	158	16	4	36	91	20
c) De 5 à moins de 10 ans	460	37	27	234	36	8	91	192	58
d) De 10 à moins de 20 ans	723	39	47	286	42	9	165	282	66
e) De 20 à moins de 30 ans	171	9	13	70	7	10	31	86	29
f) De 30 à moins de 40 ans	52	3	3	25	5	-	11	21	9
g) De 40 à moins de 50 ans	2	-	-	2	-	-	2	6	-
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	34	-	-	10	-	-	-	-	-

EN INSTANCE (ANNEE 1965)

Gand	Termonde	Audenarde	Bruges	Ypres	Courtrai	Furnes	Liège	Huy	Verviers	Hasselt	Tongres	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
304	150	66	176	40	238	31	699	92	147	50	30	35	8	7	186	34	6 393
11	22	9	28	6	50	6	44	13	20	-	-	3	-	-	17	-	449
293	128	57	148	34	188	25	655	79	127	50	30	33	8	7	169	34	5 944
174	62	15	62	17	82	10	297	29	45	18	9	9	5	4	86	15	2 616
59	42	22	46	5	51	7	207	21	38	16	11	9	2	2	42	6	1 765
26	16	9	28	8	31	7	103	15	17	9	5	9	-	-	18	4	888
25	6	9	7	-	15	1	29	9	18	3	3	5	-	-	10	3	319
4	1	2	4	2	5	-	11	5	3	2	1	1	-	1	8	1	140
2	1	-	-	1	2	-	4	-	4	2	-	-	1	-	2	-	57
3	-	-	1	1	2	-	4	-	2	-	1	-	-	-	3	-	47
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	112
40	17	12	13	3	25	-	105	12	30	5	3	3	2	1	23	2	762
83	48	16	52	5	46	10	189	17	35	14	6	14	4	4	45	8	1 739
120	44	22	54	15	67	13	285	40	48	20	18	11	1	2	75	15	2 519
35	11	5	14	10	33	2	62	6	13	6	3	3	1	-	17	5	652
13	7	2	5	1	14	-	12	4	1	1	-	2	-	-	8	4	203
2	1	-	-	-	3	-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	21
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	48

TABLEAU 3.- SEPARATION DE CORPS - COMPTES

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai
Nombre total de demandes :	22	6	6	10	6	8	17	25	18
1. Répartition des demandes d'après la suite réservée :									
a) Demandes accueillies	21	6	5	9	5	7	17	23	12
b) Demandes rejetées	1	-	1	-	1	1	-	2	-
c) Demandes abandonnées	-	-	-	1	-	-	-	-	6
2. Répartition des demandes d'après les motifs invoqués et la suite réservée									
a) Séparation de corps pour cause déterminée	22	6	6	10	6	8	16	24	15
1) Demandes accueillies	21	6	5	9	5	7	16	22	11
2) Demandes rejetées et abandonnées	1	-	1	1	1	1	-	2	4
b) Séparation de corps par consentement mutuel	-	-	-	-	-	-	1	1	3
1) Demandes accueillies	-	-	-	-	-	-	1	1	1
2) Demandes rejetées et abandonnées	-	-	-	-	-	-	-	-	2
3. Répartition des demandes d'après l'auteur :									
a) Demandes formées par le mari	3	2	2	-	2	3	4	5	1
b) Demandes formées par la femme	19	4	4	10	4	5	12	19	14
c) Demandes formées par consentement mutuel	-	-	-	-	-	-	1	1	3

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNEE 1965)

Gand	Termonde	Audenarde	Bruges	Ypres	Courtrai	Furnes	Liège	Huy	Verviers	Hasselt	Tongres	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
17	8	5	23	4	21	5	30	4	15	2	3	-	1	3	24	8	291
16	7	5	21	1	8	2	23	2	8	1	3	-	-	2	16	8	228
1	1	-	2	3	4	3	7	2	1	1	-	-	1	1	5	-	38
-	-	-	-	-	9	-	-	-	6	-	-	-	-	-	3	-	25
16	8	5	23	4	21	5	30	4	15	2	3	-	1	3	21	8	282
15	7	5	21	1	8	2	23	2	8	1	3	-	-	2	13	8	221
1	1	-	2	3	13	3	7	2	7	1	-	-	1	1	8	-	61
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	9
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	7
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
4	-	1	3	2	4	2	6	-	2	-	1	-	-	1	7	3	58
12	8	4	20	2	17	3	24	4	13	2	2	-	1	2	14	5	224
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	9

TABLEAU 4.- SEPARATION DE CORPS

SPECIFICATION	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai
1. Nombre de ménages en instance :									
1. Total des demandes	22	6	6	10	6	8	17	25	18
2. Demandes doubles à décompter	-	-	-	-	2	-	-	-	-
3. Nombre de ménages en instance	22	6	6	10	4	8	17	25	18
2. Répartition des ménages d'après la situation de famille :									
a) Pas ou plus d'enfant	14	1	2	4	-	1	5	9	1
b) 1 enfant	6	2	2	2	2	2	5	6	7
c) 2 enfants	2	-	-	1	1	4	3	3	7
d) 3 enfants	-	2	2	3	-	1	4	2	3
e) 4 enfants	-	-	-	-	-	-	-	3	-
f) 5 enfants	-	1	-	-	1	-	-	2	-
g) 6 enfants et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
h) Situation inconnue	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Répartition des ménages d'après la durée du mariage									
a) Moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) de 1 à moins de 5 ans	1	-	1	-	-	1	1	2	1
c) de 5 à moins de 10 ans	3	3	2	1	1	5	4	4	4
d) de 10 à moins de 20 ans	4	1	1	3	2	2	7	11	8
e) de 20 à moins de 30 ans	7	2	2	4	-	-	3	4	3
f) de 30 à moins de 40 ans	6	-	-	1	1	-	2	3	1
g) de 40 à moins de 50 ans	-	-	-	-	-	-	-	1	1
h) 50 ans et plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
i) Durée inconnue	1	-	-	1	-	-	-	-	-

MENAGES EN INSTANCE (ANNEE 1965)

	Gand	Termonde	Audenarde	Bruges	Ypres	Courtrai	Furnes	Liège	Huy	Verviers	Hasselt	Tongres	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
	17	8	5	23	4	21	5	30	4	15	2	3	-	1	3	24	8	291
	-	-	-	1	-	1	1	3	-	2	-	-	-	-	-	1	-	11
	17	8	5	22	4	20	4	27	4	13	2	3	-	1	3	23	8	280
	7	3	1	9	3	8	-	8	-	-	1	2	-	-	2	14	1	96
	3	2	2	5	-	5	2	5	1	4	-	-	-	-	-	4	3	70
	4	2	-	4	1	5	1	5	1	5	1	1	-	-	-	3	4	58
	3	-	1	-	-	2	-	5	1	2	-	-	-	-	-	1	-	32
	-	1	1	1	-	-	-	1	1	2	-	-	-	-	1	1	-	12
	-	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7
	-	-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	-	-	-	-	1	-	1	1	3	-	-	-	-	-	-	-	14
	2	3	-	4	1	4	1	6	1	2	1	1	-	-	-	6	1	60
	7	3	4	6	1	7	2	11	1	4	-	1	-	-	1	13	4	104
	5	-	1	5	1	5	-	6	1	4	-	1	-	-	2	2	2	60
	1	2	-	6	1	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2	1	31
	1	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	4

STATISTIQUE
DES
ADOPTIONS

ANNEE 1965

Note. - A partir de 1964, le nombre des adoptants cesse d'être comparable à celui des années précédentes, l'unité statistique étant l'adoption tant pour le tableau II que pour le tableau I.

TABLEAU 1.- REPARTITION DES ADOPTIONS SEIION L'AGE ET LE SEXE DES ADOPTES - 1965

ARRONDISSEMENTS	Filles					Garçons					Totaux		
	0 à 1 an	+ 1 à 5 ans	+ 5 à 10 ans	+ 10 à 21 ans	+ 21 ans	0 à 1 an	+ 1 à 5 ans	+ 5 à 10 ans	+ 10 à 21 ans	+ 21 ans	Filles	Garçons	Ensemble
Bruxelles	11	69	51	31	18	14	75	62	56	20	180	227	407
Louvain	1	8	1	7	9	3	6	4	4	-	26	17	43
Nivelles	3	4	6	5	2	1	11	11	4	2	20	29	49
Anvers	9	25	22	30	11	4	38	23	21	1	97	87	184
Malines	1	4	4	1	1	1	2	4	1	4	11	12	23
Turnhout	3	2	4	4	2	-	-	3	1	-	15	4	19
Mons	-	11	10	17	5	-	10	8	18	1	43	37	80
Charleroi	6	23	27	28	14	1	21	24	39	8	98	93	191
Tournai	2	7	9	9	3	1	4	5	9	6	30	25	55
Gand	1	6	7	8	6	2	4	12	12	8	28	38	66
Termonde	2	12	3	5	3	-	4	5	10	4	25	23	48
Audenarde	2	3	-	1	3	-	2	1	4	3	9	10	19
Bruges	4	3	9	7	5	-	3	4	4	4	28	15	43
Ypres	-	1	-	-	-	-	-	-	1	4	1	5	6
Courtrai	4	2	2	4	6	5	1	4	5	9	18	24	42
Furnes	2	1	-	-	-	-	-	1	-	1	3	2	5
Liège	-	26	22	15	23	-	25	16	35	16	86	92	178
Huy	1	3	1	6	1	3	1	1	5	6	12	16	28
Verviers	4	5	2	6	3	3	7	5	2	3	20	20	40
Hasselt	1	3	2	6	1	2	6	7	5	6	13	26	39
Tongres	1	4	1	4	2	-	1	2	1	1	12	5	17
Arlon	1	5	1	2	-	-	1	-	-	-	9	1	10
Marche-en-Famenne	-	2	1	2	2	1	2	1	2	-	7	6	13
Neufchâteau	2	1	-	-	1	3	-	-	-	-	4	3	7
Namur	-	7	11	9	2	-	5	8	8	9	29	30	59
Dinant	-	1	4	5	8	1	2	2	4	4	18	17	35
Par ressort de Cour d'appel de :													
Bruxelles	36	153	134	132	65	25	167	144	153	42	520	531	1 051
Gand	15	28	21	25	23	7	14	27	36	33	112	117	229
Liège	10	57	45	55	43	13	50	46	62	45	210	216	426
Le Royaume	61	238	200	212	131	45	231	217	251	120	842	864	1 706

TABLEAU 2.- REPARTITION DES ADOPTIONS SELON LES CARACTERISTIQUES DES ADOPTANTS - 1965

ARRONDISSEMENTS	Adoptions					Total des adoptions	Adoptions (1)	
	par célibataire masculin	par célibataire féminin	par le mari seul	par l'épouse seule	par les deux époux		de Belges par des étrangers	d'étrangers par des Belges
Bruxelles	13	31	51	18	294	407	17	14
Louvain	-	3	19	4	17	43	-	-
Nivelles	-	4	6	5	34	49	-	3
Anvers	-	12	22	15	135	184	4	15
Malines	-	3	6	1	13	23	-	-
Turnhout	-	-	12	1	6	19	1	1
Mons	1	5	14	2	58	80	8	-
Charleroi	7	12	24	11	137	191	18	8
Tournai	4	1	3	7	40	55	1	7
Gand	10	4	3	1	48	66	-	-
Termonde	-	3	8	6	31	48	-	-
Audenarde	3	4	2	-	10	19	-	-
Bruges	-	4	4	2	33	43	-	-
Ypres	1	-	-	2	3	6	-	1
Courtrai	2	5	6	6	23	42	-	-
Furnes	-	2	1	2	-	5	-	1
Liège	12	12	22	18	114	178	5	7
Huy	-	-	10	4	14	28	-	3
Verviers	1	2	11	9	17	40	-	-
Hasselt	2	3	11	9	14	39	-	1
Tongres	-	1	1	-	15	17	-	1
Arlon	-	1	-	2	7	10	-	-
Marche-en-Famenne	1	2	4	1	5	13	-	-
Neufchâteau	-	1	2	-	4	7	-	-
Namur	1	1	5	7	45	59	1	1
Dinant	5	4	5	5	16	35	-	-
Par ressort de Cour d'Appel de :								
Bruxelles	25	71	157	64	734	1 051	49	48
Gand	16	22	24	19	148	229	-	2
Liège	22	27	71	55	251	426	6	13
Le Royaume	63	120	252	138	1 133	1 706	55	63

(1) Ces adoptions sont déjà relevées dans les col. 2 à 7.

STATISTIQUE
DU
VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE

ANNEE 1965

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITE EN 1965

La statistique du vagabondage et de la mendicité suit les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

x

x x

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Art. 1er - Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. - Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. - Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestres et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. - Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à charge de la Commission d'Assistance publique, sans préjudice des subsides de la commune en cas d'insuffisance des ressources de cette administration.

Art. 5. - Les individus âgés de - de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. - Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. - Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal. Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiants ou vagabonds ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

TABLEAU 1. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DEPOTS DE MENDICITE ET MAISONS DE REFUGE - 1965

Art. 8. - Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 9. - Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. - Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. - Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides, qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession et les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage.

Art. 14. - Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. - Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. - Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. - Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. - Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. - Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. - La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est obtenue en divisant les journées d'entretien par 365.

ETABLISSEMENTS	Entrées							
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la Justice	Entrées réelles			Total	Entrées par transfert	Entrées après évasion	Total des entrées
		Article 13	Article 14	Article 16				
HOMMES								
Dépôt (Wortel)	-	403	-	-	403	143	1	547
de (Merksplas)	-	382	-	-	382	-	1	383
Refuge (Wortel)	2	-	-	750	752	191	1	944
de (Merksplas)	-	-	-	603	603	-	-	603
Totaux :	2	785	-	1 353	2 140	334	3	2 477
FEMMES								
Dépôt de Sint-Andries	-	4	-	-	4	26	-	30
Refuge de Sint-Andries	-	-	-	7(1)	7	46(2)	-	53
Totaux :	-	4	-	7(1)	11	72(2)	-	83
Totaux généraux :	2	789	-	1 360(1)	2 151	406(2)	3	2 560

ETABLISSEMENTS	Sorties					Population au 31 décembre	Population moyenne
	Elargis	Transférés	Evadés	Décédés	Total		
HOMMES							
Dépôt (Wortel)	157	381	1	4	543	164	157
de (Merksplas)	196	144	1	1	342	255	431*
Refuge (Wortel)	323	593	1	5	922	235	216
de (Merksplas)	405	179	-	1	585	231	*
Totaux :	1 081	1 297	2	11	2 392	885	804
FEMMES							
Dépôt de Sint-Andries	13	16	-	-	29	16	15
Refuge de Sint-Andries	40(3)	8	5(5)	-	53(3)	37(4)	40
Totaux :	53	24	5	-	82	53	55
Totaux généraux :	1 134	1 321	7	11	2 474	938	859

* Population moyenne commune au dépôt de mendicité et à la maison de refuge.

- (1) Non compris 3 enfants accompagnant leur mère ou nés dans l'établissement
- (2) " " 1 enfant " " sa " " né " "
- (3) " " 4 enfants " " leur " " nés " "
- (4) " " 2 " " " " " " " " "
- (5) Colloquées

TABLEAU 2. - REPARTITION D'APRES LEURS ANTECEDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1965

ETABLISSEMENTS	Reclus mis à la disposition du gouvernement pour :					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
Chiffres absolus						
HOMMES						
Dépôt (Wortel	12	19	18	34	81	164
de (Merksplas*	79	43	51	50	263	485
Refuge (Wortel	37	9	38	46	105	235
de (Merksplas*						
Totaux :	128	71	107	130	449	885
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	2	9	4	-	1	16
Refuge de Sint-Andries	15	7	1	3	11	37
Totaux :	17	16	5	3	12	53
Totaux généraux :	145	87	112	133	461	938
Pourcentages						
HOMMES						
Dépôt (Wortel	7.3	11.6	11.0	20.7	49.4	100.-
de (Merksplas	16.3	8.8	10.5	10.3	54.1	100.-*
Refuge (Wortel	15.7	3.8	16.2	19.6	44.7	100.-
de (Merksplas						
Totaux :	14.5	8.-	12.1	14.7	50.7	100.-
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	12.5	56.3	25.0	-	6.2	100.-
Refuge de Sint-Andries	40.6	18.9	2.7	8.1	29.7	100.-
Totaux :	32.1	30.2	9.4	5.7	22.6	100.-
Totaux généraux :	15.5	9.3	11.9	14.2	49.1	100.-

* Nombre de reclus, communs au dépôt et au refuge de Merksplas.

TABLEAU 3. - REPARTITION PAR AGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ETABLISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 1965

ETABLISSEMENTS	De 18 à - de 21 ans	De 21 à - de 25 ans	De 25 à - de 30 ans	De 30 à - de 35 ans	De 35 à - de 40 ans	De 40 à - de 45 ans	De 45 à - de 50 ans	De 50 à - de 55 ans	De 55 à - de 60 ans	De 60 à - de 70 ans	De 70 ans et plus	Total
	(Chiffres absolus)											
HOMMES												
Dépôt de (Wortel	1	22	18	19	12	5	25	23	32	7	-	164
(Merksplas	1	8	39	32	35	34	24	40	24	18	-	255
Refuge de (Wortel	3	11	16	25	14	35	30	62	23	10	6	235
(Merksplas	5	20	26	40	28	33	17	25	22	15	-	231
Totaux :	10	61	99	116	89	107	96	150	101	50	6	885
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	1	-	1	4	2	3	2	1	1	1	-	16
Refuge de Sint-Andries	-	4	2	1	3	2	6	-	4	6	9	37
Totaux :	1	4	3	5	5	5	8	1	5	7	9	53
Totaux généraux :	11	65	102	121	94	112	104	151	106	57	15	938
(pourcentages)												
HOMMES												
Dépôt de (Wortel	0.6	13.4	11.0	11.6	7.3	3.1	15.2	14.0	19.5	4.3	-	100.-
(Merksplas	0.4	3.1	15.3	12.6	13.7	13.3	9.4	15.7	9.4	7.9	-	100.-
Refuge de (Wortel	1.3	4.7	6.8	10.6	5.9	14.9	12.3	26.4	9.8	4.2	2.6	100.-
(Merksplas	2.2	8.7	11.2	17.3	12.1	14.3	7.4	10.8	9.5	6.5	-	100.-
Totaux :	1.1	6.9	11.2	13.1	10.1	12.1	10.8	16.9	11.4	5.7	0.7	100.-
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	6.2	-	6.2	25.0	12.6	18.8	12.6	6.2	6.2	6.2	-	100.-
Refuge de Sint-Andries	-	10.8	5.4	2.7	8.1	5.4	16.2	-	10.8	16.2	24.4	100.-
Totaux :	1.9	7.6	5.7	9.4	9.4	9.4	15.1	1.9	9.4	13.2	17.0	100.-
Totaux généraux :	1.2	6.9	10.9	12.9	10.0	11.9	11.1	16.1	11.3	6.1	1.6	100.-

TABLEAU 4. - DUREE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ETABLISSEMENTS - 1965

A. Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à - de 6 mois	De 6 mois à - de 9 mois	De 9 mois à - de 12 mois	De 12 mois à - de 15 mois	De 15 mois à - de 18 mois	De 18 mois à - de 21 mois	De 21 mois à - de 24 mois	De 2 ans à - de 3 ans	De 3 ans à - de 4 ans	De 4 ans à - de 5 ans	De 5 ans à - de 6 ans	De 6 ans à - de 7 ans	De 7 ans	Total
HOMMES															
Elargis par expiration de terme	1	1	1	-	-	-	-	16	14	2	1	-	-	-	36
Elargis par décision du Ministre	34	62	84	76	40	11	6	2	2	-	-	-	-	-	317
Conduits à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférés	387	68	31	22	5	5	1	3	1	2	-	-	-	-	525
Evadés	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Colloqués	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédés	2	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Totaux :	425	134	116	98	46	16	7	21	17	4	1	-	-	-	885
FEMMES															
Elargis par expiration de terme	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	4
Elargis par décision du Ministre	2	1	1	1	3	1	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Conduites à la frontière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transférées	2	5	5	1	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Evadées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colloquées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Décédées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	4	6	6	2	5	2	-	4	-	-	-	-	-	-	29

TABLEAU 4. - 1965 (suite)

B. Maisons de refuge

RECLUS	HOMMES										FEMMES										TOTAL
	ELARGIS par expiration de Ministère	par décision de Ministère	Conduits à la frontière	Transférés	Evadés	Colloqués	Décédés	Renvoyés par mesure disciplinaire	Elargis en vertu de l'art. 17, loi n° 11.1891	TOTAL	ELARGIES par expiration de Ministère	par décision de Ministère	Conduites à la frontière	Transférées	Evadées	Colloquées	Décédées	Renvoyées par mesure disciplinaire	TOTAL		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20		
Moins de 1 mois	-	4	-	536	-	-	1	-	2	543	-	1	-	3	-	1	-	-	5		
De 1 mois à - de 2 mois	-	18	-	36	-	-	-	-	-	54	-	2	-	3	-	1	-	-	6		
De 2 mois à - de 3 mois	-	16	-	16	-	-	-	-	10	42	-	5	-	-	-	-	-	-	5		
De 3 mois à - de 4 mois	-	44	2	86	1	-	2	-	81	216	-	6	-	-	-	-	-	-	6		
De 4 mois à - de 5 mois	-	11	-	5	-	-	-	-	30	46	-	5	-	2	-	-	-	-	7		
De 5 mois à - de 6 mois	-	3	-	7	-	-	-	-	42	52	-	1	-	-	-	2	-	-	3		
De 6 mois à - de 7 mois	-	18	-	48	-	-	1	-	192	259	-	1	-	-	-	-	-	-	1		
De 7 mois à - de 8 mois	-	5	-	3	-	-	1	-	19	28	-	5	-	-	-	-	-	-	5		
De 8 mois à - de 9 mois	-	-	-	2	-	-	-	-	14	16	-	1	-	-	-	1	-	-	2		
De 9 mois à - de 10 mois	-	7	-	20	-	-	-	-	94	121	-	1	-	-	-	-	-	-	1		
De 10 mois à - de 11 mois	-	-	-	2	-	-	-	-	8	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
De 11 mois à - de 12 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	6	6	-	2	-	-	-	-	-	-	2		
De 12 mois (expiration de terme)	18	1	-	6	-	-	-	-	36	61	8	-	-	-	-	-	-	-	8		
Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	35	1	-	5	-	-	1	-	11	53	-	2	-	-	-	-	-	-	2		
Total	53	128	2	772	1	-	6	-	545	1 507	8	32	-	8	-	5	-	-	53		
Sortis avant l'expiration du terme	-	126	2	761	1	-	5	-	498	1 393	-	30	-	8	-	5	-	-	43		
Sortis à l'expiration du terme et au-delà	53	2	-	11	-	-	1	-	47	114	8	2	-	-	-	-	-	-	10		
Total	53	128	2	772	1	-	6	-	545	1 507	8	32	-	8	-	5	-	-	53		

STATISTIQUE DES
CONCORDATS ET FAILLITES
ANNEE 1965

1° CONCORDATS JUDICIAIRES

TABLEAU 1 A - CONCORDATS JUDICIAIRES - 1965

TRIBUNAUX	Demandes de concordats			Total
	suivies d'homologation	non homologuées ou suivies de faillite	tenues en suspens	
Bruxelles	7	9	-	16
Louvain	1	-	-	1
Nivelles	2	2	-	4
Anvers	6	7	2	15
Malines	-	-	-	-
Turnhout	3	-	-	3
Mons	11	2	1	14
Charleroi	9	3	1	13
Tournai	2	-	-	2
Gand	5	1	-	6
Alost	2	-	1	3
Termonde	-	2	1	3
Audenarde	4	-	-	4
Saint-Nicolas	5	3	-	8
Bruges	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-
Courtrai	2	6	24	32
Ostende	-	-	-	-
Furnes	1	1	1	3
Liège	7	1	-	8
Huy	-	1	-	1
Verviers	2	3	-	5
Hasselt	2	-	-	2
Tongres	-	-	-	-
Arlon	3	-	-	3
Marche-en-Famenne	-	1	-	1
Neufchâteau	-	-	-	-
Namur	6	1	-	7
Dinant	2	-	1	3
Cour d'Appel de Bruxelles	41	23	4	68
Cour d'Appel de Gand	19	13	27	59
Cour d'Appel de Liège	22	7	3	32
Totaux généraux :	82	43	34	159

TABEAU 1 B. - CONCORDATS JUDICIAIRES AYANT RECU UNE SOLUTION EN 1965

TRIBUNAUX	Concordats			Total
	suis d'aban- don d'actif	suis de faillite	clôturés	
Bruxelles	2	10	-	12
Louvain	-	-	-	-
Nivelles	-	2	-	2
Anvers	-	7	-	7
Malines	-	1	-	1
Turnhout	-	-	-	-
Mons	-	2	-	2
Charleroi	-	6	1	7
Tournai	-	-	-	-
Gand	-	2	-	2
Alost	2	-	-	2
Termonde	-	2	-	2
Audenarde	-	-	-	-
Saint-Nicolas	-	3	-	3
Bruges	-	-	-	-
Ypres	-	-	-	-
Courtrai	-	4	-	4
Ostende	-	-	-	-
Furnes	-	1	-	1
Liège	-	2	-	2
Huy	-	1	-	1
Verviers	-	4	2	6
Hasselt	-	5	-	5
Tongres	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-
Namur	1	-	-	1
Dinant	-	-	-	-
Cour d'Appel de Bruxelles	2	28	1	31
Gand	2	12	-	14
Liège	1	12	2	15
Totaux généraux :	5	52	3	60

2° FAILLITES

TABEAU 2. - FAILLITES - APERCU GENERAL - 1965

TRIBUNAUX	Nombre de faillites										
	anté- rieures à l'année	Décla- rées pendant l'année	Rouvertes		T O T A L	Terminées		révo- quées	Closes à dé- faut d'actif	T O T A L	restant à terminer
			après clôture pour défaut d'actif	après révoca- tion du concordat		par concor- dat	par liqui- dation				
Bruxelles	430	181	4	-	615	1	16	1	169	187	428
Louvain	53	11	-	-	64	-	4	-	3	7	57
Nivelles	69	17	-	2	88	2	6	-	4	12	76
Anvers	423	139	3	5	570	7	99	4	45	155	415
Malines	117	18	-	-	135	-	8	1	4	13	122
Turnhout	61	15	-	-	76	-	7	-	1	8	68
Mons	89	20	1	-	110	-	4	1	23	28	82
Charleroi	234	34	-	-	268	2	2	1	15	20	248
Tournai	19	7	1	-	27	1	4	-	6	11	16
Gand	160	50	-	-	210	-	7	1	18	26	184
Alost	78	18	-	-	96	2	21	-	2	25	71
Termonde	33	10	-	-	43	1	7	2	1	11	32
Audenarde	23	2	-	-	25	-	6	-	2	8	17
Saint Nicolas	51	17	-	-	68	-	12	-	10	22	46
Bruges	130	23	1	-	154	-	17	1	1	19	135
Ypres	24	2	-	-	26	-	-	-	6	6	20
Courtrai	152	26	-	-	178	-	24	2	1	27	151
Ostende	54	6	2	1	63	1	13	1	-	15	48
Furnes	34	2	-	-	36	-	5	-	-	5	31
Liège	267	83	-	2	352	-	40	2	8	50	302
Huy	38	3	-	-	41	-	3	-	2	5	36
Verviers	63	29	-	-	92	1	4	1	9	15	77
Hasselt	57	22	-	-	79	-	4	-	-	4	75
Tongres	76	16	-	-	92	-	-	-	1	1	91
Arlon	29	3	-	-	32	-	2	1	-	3	29
Marche-en-Famenne	16	2	-	-	18	-	1	-	-	1	17
Neufchâteau	26	5	-	-	31	-	1	-	-	1	30
Namur	48	15	-	-	63	-	13	1	-	14	49
Dinant	48	3	-	-	51	-	4	-	-	4	47
Cour d'Appel de Bruxelles	1 495	442	9	7	1 953	13	150	8	270	441	1 512
Gand	739	156	3	1	899	4	112	7	41	164	735
Liège	668	181	-	2	851	1	72	5	20	98	753
Totaux généraux :	2 902	779	12	10	3 703	18	334	20	331	703	3 000

TABLEAU 3. - FAILLITES DECLAREES - 1965

A. Montant du passif chirographaire

TRIBUNAUX	Nombre total de faillites déclarées et rouvertes	Moins de 100 000 F	100 000 F à moins de 500 000 F	500 000 F à moins de 1 000 000 F	1 000 000 F à moins de 5 000 000 F	5 000 000 F et plus	Inconnu
Louvain	11	-	3	5	3	-	-
Nivelles	19	4	10	4	-	-	1
Anvers	147	54	50	12	17	1	13
Malines	18	3	4	3	4	2	2
Turnhout	15	-	7	4	3	1	-
Mons	21	-	11	1	2	-	7
Charleroi	34	3	17	5	7	1	1
Tournai	8	-	2	2	4	-	-
Gand	50	14	14	3	6	1	12
Alost	18	-	7	5	5	-	1
Termonde	10	1	2	2	3	-	2
Audenarde	2	-	2	-	-	-	-
Saint Nicolas	17	1	5	-	2	7	2
Bruges	24	1	8	5	7	3	-
Ypres	2	-	1	1	-	-	-
Courtrai	26	2	5	4	8	2	5
Ostende	9	-	4	1	2	-	2
Furnes	2	-	1	1	-	-	-
Liège	85	22	31	10	7	-	15
Huy	3	-	2	1	-	-	-
Verviers	29	3	14	2	4	1	5
Hasselt	22	3	8	4	5	1	1
Tongres	16	3	5	1	6	-	1
Arlon	3	-	-	2	-	1	-
Marche-en-Famenne	2	-	-	1	1	-	-
Neufchâteau	5	1	2	1	-	-	1
Namur	15	2	6	5	1	-	1
Dinant	3	-	2	-	-	-	1
Cour d'Appel de Bruxelles	458	64	104	36	40	5	24
Gand	160	19	49	22	33	13	24
Liège	183	34	70	27	24	3	25
Totaux généraux :	801	117	223	85	97	21	73

* Détail non communiqué.

TABLEAU 3. - FAILLITES DECLAREES

B. Montant du Passif privilégié

O.N.S.S.
Hypothécaire
Autre passif privilégié

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées et rouvertes	Montant du passif					Inconnu
		Moins de 100 000 F	100 000 F à - de 500 000 F	500 000 F à - de 1 000 000 F	1 000 000 F à - de 5 000 000 F	5 000 000 F et plus	
Bruxelles	185	20	54	40	53	18	-
Louvain	11	-	1	3	6	-	1
Nivelles	19	1	5	6	6	-	1
Anvers	147	40	52	22	22	4	7
Malines	18	-	5	3	6	2	2
Turnhout	15	-	2	6	4	3	-
Mons	21	-	6	4	4	-	7
Charleroi	34	1	10	9	11	2	1
Tournai	8	-	2	1	5	-	-
Gand	50	10	10	9	8	2	11
Alost	18	-	6	-	9	2	1
Termonde	10	-	1	-	6	1	2
Audenarde	2	-	-	1	1	-	-
Saint-Nicolas	17	2	1	3	3	7	1
Bruges	24	-	7	4	10	3	-
Ypres	2	-	-	2	-	-	-
Courtrai	26	-	6	2	10	3	5
Ostende	9	-	1	3	3	-	2
Furnes	2	-	1	1	-	-	-
Liège	85	9	38	12	18	2	6
Huy	3	-	-	1	2	-	-
Verviers	29	1	10	7	5	4	2
Hasselt	22	1	9	5	4	2	1
Tongres	16	-	3	3	7	2	1
Arlon	3	-	-	2	-	1	-
Marche-en-famenne	2	-	-	1	-	1	-
Neufchâteau	5	1	2	-	1	-	1
Namur	15	1	6	5	3	-	-
Dinant	3	-	2	-	-	-	1
Cour d'Appel de Bruxelles	458	62	137	94	117	29	19
Gand	160	12	33	25	50	18	22
Liège	183	13	70	36	40	12	12
Totaux généraux :	801	87	240	155	207	59	53

TABLEAU 3. - FAILLITES

C. Profession du

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand
I. Ventes ou location de denrées et marchandises										
a) Produits bruts et demi-finis										
Industrie extractive	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Industrie des métaux	4	-	-	2	-	1	1	3	-	1
Verrerie et céramique	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Produits chimiques	4	-	-	-	1	-	1	-	1	1
Produits agricoles	1	1	-	5	-	-	-	-	-	1
Bois	3	-	-	3	1	1	-	1	-	1
Peaux et cuirs	8	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Papiers et cartons	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-
b) Produits finis et de consommation immédiate										
Marchands de charbon	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Machines diverses, outils, quincailleries	6	-	-	5	-	-	-	2	-	-
Verrerie et céramique	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Drogueries et pharmacies	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits agricoles, de chasse et de pêche	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Produits alimentaires	9	-	-	8	-	1	1	4	-	3
Tissus, vêtements, habillement	7	-	1	5	-	1	-	-	-	5
Produits textiles	-	-	-	5	-	-	-	1	1	1
Ameublement	6	-	-	5	-	1	-	-	-	-
Accessoires du bâtiment	11	2	-	5	3	-	3	2	2	2
Tabacs	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Polygraphie (éditeurs, imprimeurs, librairies, etc...)	5	-	-	1	-	-	-	1	-	-
Automobiles et accessoires	7	-	1	8	-	3	1	1	2	1
Electricité et appareils électro-ménagers	13	1	-	8	1	-	1	2	-	4
Art et précision	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
c) Autres commerces de vente ou location	7	-	-	6	1	2	1	1	-	6
II. Entreprises de travaux publics ou privés	42	2	13	25	3	3	4	6	-	15
III. Transports	4	2	2	11	-	1	7	5	-	1
IV. Agences et bureaux d'affaires	4	-	-	2	1	-	-	1	-	-
V. Banque et crédit	5	-	-	-	1	-	-	-	-	-
VI. Métaux précieux et valeurs mobilières	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-
VII. Assurances	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-
VIII. Intermédiaires commerciaux	4	1	-	6	-	-	-	-	-	-
IX. Divertissements publics	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-
X. Hôtels, cafés, restaurants	12	-	-	10	1	-	-	-	-	-
XI. Soins personnels, blanchisseries, teinturerie	11	-	-	3	1	-	-	-	-	-
XII. Activités commerciales inconnues ou mal déterminées.	9	1	1	7	3	1	-	3	-	-
TOTAL :	185	11	19	147	18	15	21	34	8	59

DECLAREES

failli

Alost	Termonde	Audenarde	Saint-Nicolas	Bruges	Ypres	Courtrai	Ostende	Furnes	Liège	Huy	Verviers	Hasselt	Tongres	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
-	2	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	16
-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	10
-	-	-	-	-	-	2	-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	14
-	-	1	1	1	-	3	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	19
-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	18
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	2
1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	5
-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	2
2	-	-	8	-	1	1	4	-	8	-	1	2	2	-	-	-	-	-	48
3	1	1	5	-	1	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30
-	-	-	5	-	-	-	-	1	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	17
6	-	-	5	-	1	-	-	-	-	-	-	6	-	1	-	-	1	1	19
11	2	-	5	3	-	3	2	2	2	1	-	-	2	1	-	-	1	-	53
-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
5	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	10
7	-	1	8	-	3	1	1	2	2	2	6	3	1	-	-	-	1	-	41
13	1	-	8	1	-	1	2	-	1	1	1	1	1	-	-	-	2	-	48
-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	3
7	-	-	6	1	2	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	3	-	-	32
1	3	-	4	4	-	1	1	-	6	2	2	6	4	-	-	-	5	1	153
-	1	-	-	1	-	1	1	-	17	1	5	2	1	-	-	-	-	1	64
-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	12
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18
4	1	-	6	-	-	-	-	-	3	-	1	1	-	-	-	-	-	-	10
-	-	-	9	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	40
12	-	-	10	1	-	-	-	-	8	-	1	-	-	-	-	-	-	-	22
11	-	-	3	1	-	-	-	-	1	1	3	-	1	-	-	-	-	-	55
2	2	-	-	-	-	2	1	-	14	-	3	1	-	-	-	-	-	-	55
18	10	2	17	24	2	26	9	2	85	3	29	22	16	3	2	5	15	3	801

TABLEAU 3. - FAILLITES DECLAREES
D. Circonstances personnelles aux faillis - 1965

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées et rouvertes	Faillites contre des					Origine des faillis		
		Hommes	Femmes	sociétés			Belge	Etrangère	Inconnue
				de personnes	de capitaux	Sociétés en commandite par action et S.A.			
Bruxelles	185	72	15	76	1	21	178	7	-
Louvain	11	6	2	2	-	1	11	-	-
Nivelles	19	15	3	1	-	-	18	1	-
Anvers	147	68	17	47	3	12	145	2	-
Malines	18	9	2	4	-	3	18	-	-
Turnhout	15	7	2	5	-	1	15	-	-
Mons	21	16	1	4	-	-	19	2	-
Charleroi	34	17	8	8	-	1	33	1	-
Tournai	8	7	-	1	-	-	7	1	-
Gand	50	31	7	9	-	3	48	2	-
Alost	18	9	1	7	-	1	18	-	-
Termonde	10	8	-	1	-	1	10	-	-
Audenarde	2	1	1	-	-	-	2	-	-
Saint-Nicolas	17	7	1	2	-	7	17	-	-
Bruges	24	11	4	9	-	-	24	-	-
Ypres	2	1	1	-	-	-	2	-	-
Courtrai	26	16	-	7	-	3	26	-	-
Ostende	9	6	1	2	-	-	9	-	-
Furnes	2	2	-	-	-	-	2	-	-
Liège	85	57	8	15	-	5	82	3	-
Huy	3	2	1	-	-	-	3	-	-
Verviers	29	20	1	6	-	2	29	-	-
Hasselt	22	17	-	4	-	1	21	1	-
Tongres	16	11	1	4	-	-	16	-	-
Arlon	3	2	-	1	-	-	3	-	-
Marche-en-Famenne	2	2	-	-	-	-	2	-	-
Neufchâteau	5	4	-	1	-	-	5	-	-
Namur	15	10	3	1	-	1	15	-	-
Dinant	3	3	-	-	-	-	3	-	-
Cour d'Appel de Bruxelles	458	217	50	148	4	39	444	14	-
Gand	160	92	16	37	-	15	158	2	-
Liège	183	128	14	32	-	9	179	4	-
Totaux généraux :	801	437	80	217	4	63	781	20	-

TABLEAU 4. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION ET PAR CONCORDAT EN 1965

A. - Durée de la procédure

TRIBUNAUX	Faillites terminées par liquidation et par concordat								TOTAL
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans et plus	
Bruxelles	3	6	2	1	1	-	-	4	17
Louvain	-	-	-	-	-	-	1	3	4
Nivelles	-	-	-	-	1	-	1	6	8
Anvers	-	-	9	7	2	9	8	71	106
Malines	-	-	-	1	1	-	1	5	8
Turnhout	-	-	1	-	-	-	2	4	7
Mons	-	-	-	-	-	1	1	2	4
Charleroi	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Tournai	-	-	1	-	-	-	-	4	5
Gand	-	-	1	-	-	1	2	3	7
Alost	-	-	1	1	-	-	-	22	23
Termonde	1	-	-	-	-	-	-	7	8
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	6	6
Saint-Nicolas	-	-	-	-	-	-	-	12	12
Bruges	4	3	-	2	1	-	1	6	17
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	-	-	-	-	-	24	24
Ostende	-	-	-	-	-	-	1	13	14
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	5	5
Liège	-	1	-	5	5	6	-	23	40
Huy	-	-	-	-	1	-	-	2	3
Verviers	-	-	-	-	-	1	-	4	5
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	1	-	1	2
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Neufchâteau	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Namur	-	-	1	-	1	-	-	11	13
Dinant	-	-	-	-	1	-	1	2	4
Cour d'Appel de Bruxelles	3	6	13	9	5	10	14	103	163
Gand	5	3	1	3	1	1	4	98	116
Liège	-	1	1	5	8	9	1	48	73
Totaux généraux :	8	10	15	17	14	20	19	249	352

TABLEAU 4. - FAILLITES TERMINEES PAR LIQUIDATION EN 1965

B. Emploi de l'actif réalisé (1)

	faillites classées suivant l'importance de leur passif total					
	Moins de 100 000 F	de 100 000 F à -500 000 F	de 500 000 F à-1 000 000 F	de 1 000 000 F à-5 000 000 F	5 000 000 F et plus	TOTAL
Nombre de faillites	38	128	66	69	12	313
Passif :						
Chirographaire	1 743 500	36 614 550	46 126 210	130 272 375	113 820 574	328 577 209
Privilégié	2 617 494	23 416 921	22 852 561	46 378 037	25 974 382	121 239 395
Actif réalisé	7 782 867	20 803 238	21 535 902	45 436 445	35 591 447	131 149 899
Dépenses :						
Frais et honoraires	1 517 295	3 648 093	4 164 664	6 971 743	5 456 021	21 757 816
Paiements aux créanciers privilégiés	709 313	7 447 862	11 999 284	29 135 177	18 723 066	68 014 702
Chirographaires	641 219	2 538 577	3 713 244	12 653 509	11 422 360	30 968 909

(1) Des soldes pouvant se présenter, des paiements pouvant être d'autre part effectués par des tiers à la décharge du failli, l'actif réalisé ne doit pas nécessairement correspondre aux sommes dépensées.

3° PROTETS

TABLEAU 5. - NOMBRE DE LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTÉSTÉES

Montant des valeurs protestées

TRIBUNAUX	1963		1964		1965	
	Nombre de protêts	Montant des valeurs protéstées	Nombre de protêts	Montant des valeurs protéstées	Nombre de protêts	Montant des valeurs protéstées
Bruxelles	18 697	203 014 937	16 474	224 744 728	16 984	278 815 255
Louvain	1 899	23 038 521	1 803	28 255 221	1 778	24 185 109
Nivelles	2 192	21 646 739	2 265	28 223 036	2 129	26 358 247
Anvers	10 479	94 730 694	8 930	126 691 701	7 788	133 555 165
Malines	1 262	21 168 947	695	35 526 383	1 242	17 290 354
Turnhout	1 488	18 744 403	1 563	22 757 948	1 220	15 069 271
Mons	4 304	37 903 155	4 729	52 804 252	5 108	78 145 415
Charleroi	6 577	82 457 838	8 043	113 456 898	8 281	86 806 273
Tournai	1 629	16 049 995	2 218	31 644 082	2 227	25 066 184
Gand	2 941	26 215 954	3 240	37 290 011	3 474	38 378 974
Alost	640	4 908 910	565	12 997 860	1 423	25 601 861
Termonde	1 330	17 515 556	1 416	58 106 260	1 040	17 189 156
Audenarde	879	11 150 200	1 138	14 039 865	326	4 451 471
Saint-nicolas	974	14 055 803	946	13 977 692	908	30 852 321
Bruges	1 458	18 056 521	1 709	26 690 013	1 926	21 435 396
Ypres	1 015	14 913 381	991	12 182 298	554	4 286 025
Courtrai	2 278	81 678 315	2 082	28 361 049	1 931	23 555 760
Ostende	522	4 763 479	657	7 526 369	1 063	11 106 977
Furnes	504	6 755 802	526	6 871 009	766	9 431 003
Liège	7 820	84 646 288	8 524	106 956 005	8 143	96 470 615
Huy	1 594	13 256 235	1 526	16 030 475	1 442	14 822 240
Verviers	2 370	25 542 546	2 231	36 409 622	2 123	130 822 094
Hasselt	2 518	21 023 583	2 307	21 786 581	2 576	37 938 057
Tongres	2 033	18 981 182	2 183	22 347 700	2 413	33 717 792
Arlon	985	7 530 161	913	9 075 243	1 048	11 400 476
Marche-en-Famenne	576	7 863 476	570	8 852 692	455	6 590 074
Neufchâteau	515	4 697 559	844	19 832 034	516	7 055 252
Namur	3 662	30 186 420	3 286	31 433 273	3 154	37 495 542
Dinant	1 937	13 667 017	1 655	16 724 985	1 656	19 711 670
Cour d'Appel de						
Bruxelles	50 527	518 755 229	46 716	664 304 249	46 757	685 292 274
Gand	12 541	200 013 921	13 270	218 242 426	13 411	186 288 944
Liège	24 010	344 394 467	24 039	289 448 610	23 526	396 023 812
Totaux généraux :	87 078	946 163 617	84 025	1 171 995 285	83 694	1 267 605 030

4° SAISIES IMMOBILIERES

TABLEAU 6. - TRANSCRIPTIONS DE SAISIES IMMOBILIERES
(du 1er août au 31 juillet)

ARRONDISSEMENTS	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Bruxelles	96 (1)	108	105	83	71	67 (2)	53 (1)	53 (1)
Louvain	48	31	30	40	33	28	31	25
Nivelles	37	29	22	27	22	24	17	21
Anvers	65	68	66	38	59	28	34	34
Malines	21	16	18	19	16	15	11	10
Turnhout	19	23	18	22	16	24	20	20
Mons	42	50	34	51	37	28	38	34
Charleroi	69	72	70	87	59	68	71	101
Tournai	32	40	24	19	26	13	24	17
Gand	26	20	30	17	17	14	13	11
Termonde	27	13	11	25	19	18	10	22
Audenarde	23	26	23	26	25	17	23	15
Bruges	30	23	26	15	16	15	15	11
Ghes	46	39	27	35	21	27	18	2
Courtrai	10	9	10	2	3	4	8	20
Furnes	3	6	1	3	2	8	5	4
Liège	43	28	33	29	28	28	42	29
Huy	30	18	17	29	19	20	17	21
Verviers	27	18	31	26	30	21	26	35
Hasselt	26	26	16	21	16	26	16	21
Tongres	25	28	40	31	27	30	17	20
Arlon	19	7	12	10	12	8	13	15
Marche-en-Famenne	16	18	24	12	13	14	17	21
Neufchâteau	6	10	14	16	10	9	9	18
Namur	33	26	29	29	22	26	25	19
Dinant	28	22	22	23	23	26	24	26
Le Royaume :	847	774	753	735	642	606	597	625

(1) dont 2 renouvellements
(2) dont 4 renouvellements

5° SURSIS DE PAIEMENTS

TABLEAU 7. - NOMBRE DE DECISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DEFINITIFS

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Sursis provisoires	-	1	-	1	-	-	-	-
Sursis définitifs	-	-	-	1	-	-	-	-
Total :	-	1	-	2	-	-	-	-

STATISTIQUE DE
LA PROTECTION DE L'ENFANCE

ANNEE 1965

PROTECTION DE L'ENFANCE - ANNEE 1965

Chapitre premier

DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

TABEAU 1. - NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS DÉCLARÉS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLES 1er, 3 ET 4.

ARRONDISSEMENTS	Déchéance de droit (article 1er)		Déchéance facultative (art. 3 et 4)				Total (art. 1, 3 et 4)		Réquisitions du ministère public non suivies de déchéance (art. 3 et 4)
	Hommes	Femmes	En tout		En partie		Hommes	Femmes	
			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes			
A. Première instance									
Bruxelles	11	9	61	50	8	11	80	70	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	2	2	2	2	-	-	4	4	3
Anvers	15	5	13	13	8	9	36	27	-
Malines	1	-	9	5	-	1	10	6	4
Turnhout	3	-	-	1	-	-	3	1	1
Mons	11	2	9	14	-	-	20	16	-
Charleroi	8	2	34	33	9	8	51	43	1
Tournai	-	1	10	8	-	-	10	9	-
Gand	6	1	11	9	-	-	17	10	-
Termonde	5	3	20	15	-	-	25	18	6
Audenarde	2	1	7	5	-	-	9	6	1
Bruges	8	2	11	9	-	-	19	11	1
Ypres	-	-	6	3	-	-	6	3	-
Courtrai	2	-	10	6	-	-	12	6	-
Furnes	-	-	6	7	-	-	6	7	3
Liège	12	2	39	37	1	1	52	40	-
Huy	1	-	6	8	-	-	7	8	-
Verviers	-	-	4	4	1	1	5	5	-
Hasselt	1	-	2	6	-	-	3	6	-
Tongres	-	-	4	1	-	-	4	1	-
Arlon	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	1	-	2	2	-	-	3	2	-
Namur	2	3	8	7	-	-	10	10	2
Dinant	2	-	-	2	-	-	2	2	2
Totaux :	94	33	274	247	27	31	395	311	24
B. Appel *									
Bruxelles									
Gand									
Liège									
Totaux :									

* Renseignements non communiqués au Ministère de la Justice.

TABLEAU 2.- NOMBRE ET SEXE DES INDIVIDUS REINTÉGRÉS DANS LES DROITS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - ARTICLE 7

ARRONDISSEMENTS	Demandes en réintégrations accueillies						Demandes en réintégration rejetées	
	Déchéance de droit (art. 1er)		Déchéance facultative (art. 3 et 4)		Total (art. 1, 3 et 4)		Hommes	Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
A. Première instance								
Bruxelles	-	-	2	-	2	-	-	-
Louvain	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Anvers	-	-	-	1	-	1	2	2
Malines	-	-	1	1	1	1	-	-
Turnhout	1	-	-	1	1	1	-	-
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	-	-	-	-	-	-	-	-
Gand	-	-	-	1	-	1	-	-
Termonde	1	-	1	2	2	2	-	-
Audenarde	-	-	-	-	-	-	-	-
Bruges	1	-	-	-	1	-	1	-
Ypres	-	-	-	-	-	-	-	-
Courtrai	-	-	1	1	1	1	-	-
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	-	-	1	1	1	1	1	1
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	-	1	-	-	-	1	-	-
Hasselt	-	-	1	1	1	1	-	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Neufchâteau	-	-	-	-	-	-	-	-
Namur	-	-	3	2	3	2	-	-
Dinant	1	-	-	-	1	-	-	-
Totaux :	4	1	10	11	14	12	4	3
B. Appel (*)								
Bruxelles								
Gand								
Liège								
Totaux :								

(*) Renseignements non communiqués au Ministère de la Justice.

TABLEAU 3. - DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE
MESURES PRISES A L'EGARD DES ENFANTS, NATURE DES DECISIONS
NOMBRE D'ENFANTS - ARTICLES 5 ET 6.

NATURE DES DECISIONS	Enfants confiés à la mère	Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée	Total
I. Mesure de garde	31	825	856
II. Décisions définitives :			
A. Du conseil de famille	280	594	874
B. Du tribunal	166	854	1 020
Totaux :	477	2 273	2 750

TABLEAU 4. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE - MOUVEMENT DE LA POPULATION FAMILIAUX DANS LES ETABLISSEMENTS D'EDUCATION ET SPECIAUX PRIVES,

NATURE DU PLACEMENT	Entrés			Sortis								Total des sortis
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui ont été soumis à une autre mesure ou rendus à leurs parents	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Par expiration de terme	Transférés à un autre établissement de l'Etat	
Placements familiaux :												
garçons	1 080	235	1 315	81	-	-	-	5	-	44	-	130
filles	1 143	207	1 350	84	-	1	-	-	-	38	-	123
Ensemble :	2 223	442	2 665	165	-	1	-	5	-	82	-	253
Placement au travail chez un particulier :												
garçons	147	35	182	33	-	-	-	9	-	22	-	64
filles	382	113	495	76	-	-	-	-	-	59	-	135
Ensemble :	529	148	677	109	-	-	-	9	-	81	-	199
Etablissements d'éducation privé												
garçons	3 529	687	4 216	344	2	2	1	44	2	38	-	433
filles	3 318	643	3 961	298	1	1	1	-	1	47	-	349
Ensemble :	6 847	1 330	8 177	642	3	3	2	44	3	85	-	782
Etablissements spéciaux privés :												
garçons	602	154	756	84	-	1	2	1	1	13	-	102
filles	517	194	711	136	-	-	2	-	-	7	-	145
Ensemble :	1 119	348	1 467	220	-	1	4	1	1	20	-	247
Etablissements d'éducation de l'Etat												
garçons	14	25	39	20	2	-	-	-	-	-	1	23
filles	11	18	29	11	1	-	-	-	-	2	1	15
Ensemble :	25	43	68	31	3	-	-	-	-	2	2	38
Etablissements spéciaux de l'Etat												
garçons	10	54	64	25	2	-	9	-	-	-	12	48
filles	11	31	42	5	7	-	-	-	-	-	10	22
Ensemble :	21	85	106	30	9	-	9	-	-	-	22	70
Total :												
garçons	5 382	1 190	6 572	587	6	3	12	59	3	117	13	800
filles	5 382	1 206	6 588	610	9	2	3	-	1	153	11	789
Ensemble :	10 764	2 396	13 160	1 197	15	5	15	59	4	270	24	1 589

PENDANT L'ARRET - SITUATION AU 31 DECEMBRE, DES PLACEMENTS ET DANS LES ETABLISSEMENTS DE L'ETAT.

Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de											
Moins de 1 an	1 à - de 2 ans	2 à - de 3 ans	3 à - de 4 ans	4 à - de 5 ans	5 à - de 6 ans	6 à - de 7 ans	7 à - de 8 ans	8 à - de 9 ans	9 à - de 10 ans	10 ans et plus	Total des mineurs restant au 31 décembre
236	173	157	146	114	81	69	41	44	41	83	1 185
211	167	143	174	111	85	77	59	57	58	85	1 227
447	340	300	320	225	166	146	100	101	99	168	2 412
30	24	27	12	14	10	-	-	1	-	-	118
119	97	61	48	19	8	4	1	3	-	-	360
149	121	88	60	33	18	4	1	4	-	-	478
723	576	512	453	385	242	219	157	161	111	244	3 783
707	593	450	490	332	232	183	173	128	90	234	3 612
1 430	1 169	962	943	717	474	402	330	289	201	478	7 395
149	106	65	63	64	62	35	34	19	11	46	654
121	89	50	59	45	50	26	29	19	24	54	566
270	195	115	122	109	112	61	63	38	35	100	1 220
12	1	2	-	1	-	-	-	-	-	-	16
10	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	14
22	5	2	-	1	-	-	-	-	-	-	30
16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16
19	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20
35	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36
1 166	880	763	674	578	395	323	232	225	163	373	5 772
1 187	951	704	771	507	375	290	262	207	172	373	5 799
2 353	1 831	1 467	1 445	1 085	770	613	494	432	335	746	11 571

TABLEAU 5. - ENFANTS DE PARENTS DECHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNES OU MARTYRS ET ADULTERINS DE GUERRE - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE.

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement abandonnés, confiés de patronage et les sociétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	Placés dans un établissement de l'Etat					
										Spécial	Edu-cation	Total			
Bruxelles	476	169	645	797	30	827	203	21	224	6	5	11	1 707	370	-
Louvain	9	16	25	125	-	125	27	-	27	2	1	3	180	-	-
Nivelles	34	18	52	131	1	132	39	1	40	1	-	1	225	8	-
Anvers	51	106	157	641	30	671	65	21	86	1	1	2	916	26	-
Malines	49	61	110	215	2	217	33	2	35	1	5	6	368	14	9
Turnhout	9	10	19	102	-	102	4	-	4	-	-	-	125	-	-
Mons	59	36	95	463	9	472	62	3	65	2	2	4	636	6	-
Charleroi	227	161	388	1 089	24	1 113	79	14	93	2	2	4	1 599	199	24
Tournai	44	42	86	227	8	235	35	2	37	-	-	-	358	29	-
Gand	45	40	85	275	8	283	83	4	87	1	-	1	456	17	9
Termonde	27	49	76	353	21	374	57	5	62	-	2	2	514	-	-
Audenarde	17	62	79	212	3	215	32	1	33	1	-	1	328	42	-
Bruges	32	64	96	296	14	310	58	2	60	2	-	2	468	-	-
Ypres	16	15	31	89	9	98	28	-	28	-	-	-	157	18	5
Courtrai	58	48	106	135	17	152	97	1	98	-	-	-	356	6	-
Furnes	10	21	31	143	7	150	11	-	11	1	-	1	193	-	-
Liège	178	181	359	921	8	929	114	1	115	10	9	19	1 422	-	-
Huy	21	11	32	148	2	150	9	1	10	-	1	1	193	-	-
Verviers	49	24	73	182	4	186	29	1	30	-	-	-	289	-	-
Hasselt	24	21	45	82	-	82	8	1	9	-	-	-	136	1	-
Tongres	10	8	18	78	-	78	12	-	12	1	-	1	109	-	-
Arlon	15	2	17	50	-	50	10	4	14	-	-	-	81	-	-
Marche-en-Famenne	25	4	29	21	-	21	-	-	-	-	-	-	50	1	-
Neufchâteau	7	12	19	39	-	39	8	-	8	2	-	2	68	-	-
Namur	128	47	175	242	4	246	22	-	22	2	2	4	447	9	-
Dinant	1	41	42	136	2	138	8	2	10	1	-	1	191	10	-
Totaux	1 621	1 269	2 890	7 192	203	7 395	1 133	87	1 220	36	30	66	11 571	756	47

CHAPITRE II

TABLEAU 6. - MINEURS SIGNALES AUX PARQUETS - ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1er janvier		Impliqués dans les affaires entrées au parquet pendant l'année pour										Total des mineurs dont les Parquets ont eu à s'occuper	
			mendicité et vagabondage (art. 13)		inconduite indiscipline (art. 14)		prostitution, débauche, jeu, occupation et trafic dangereux (art. 15)		Faits qualifiés infractions art. 16 - Loi scolaire - Préservation morale de la jeunesse (15.7.60)		Total			
			Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles *	651		473		96		226		4 125		4 920		5 571	
Louvain	42	29	3	1	86	76	5	4	738	162	832	243	874	272
Nivelles	20	3	10	18	16	10	-	7	337	68	363	103	393	106
Anvers	76	21	3	4	371	432	18	64	3 253	613	3 645	1 118	3 721	1 134
Malines	27	8	-	1	30	18	1	2	686	200	717	221	744	229
Turnhout	35	16	2	-	10	8	-	-	1 957	639	1 969	647	2 004	663
Mons	73	46	84	63	16	9	-	-	1 112	294	1 212	366	1 285	412
Charleroi	62	34	69	45	121	35	23	26	1 234	523	1 447	629	1 509	663
Tournai	52	10	25	27	26	7	-	-	539	84	550	118	642	128
Gand	79	38	78	63	129	66	26	33	1 714	458	1 947	620	2 026	658
Termonde	157	121	-	-	57	9	16	35	1 518	904	1 591	948	1 748	1 069
Audenarde	34	6	6	3	23	12	3	22	724	188	756	225	790	231
Bruges	167	77	52	38	53	47	60	112	1 432	422	1 597	619	1 764	696
Ypres	24	9	-	-	9	6	-	-	298	99	307	105	331	114
Courtrai	70	25	17	9	23	17	-	-	1 305	574	1 345	600	1 415	625
Furnes	-	-	1	-	48	35	-	-	500	167	549	202	549	202
Liège	7	6	99	59	78	40	34	101	1 719	489	1 930	689	1 937	695
Huy	39	4	8	3	16	9	-	-	377	105	401	117	440	121
Verviers	83	21	3	4	60	14	-	-	389	131	452	149	535	170
Hasselt	19	-	1	-	49	20	5	12	1 469	634	1 524	666	1 543	666
Tongres	89	10	-	-	21	8	-	-	916	316	937	324	1 026	334
Arlon	25	18	13	9	1	3	-	-	187	58	201	70	226	88
Marche-en-Famenne	24	9	-	-	14	7	-	-	127	32	141	39	165	48
Neufchâteau	10	4	2	1	-	1	-	-	195	52	197	54	207	58
Namur	43	10	30	23	35	24	8	17	474	67	547	131	590	141
Dinant	-	-	-	-	12	8	-	-	244	50	256	58	256	58
Totaux (1) :	1 257	525	506	371	1 304	921	199	435	23 444	7 329	25 453	9 056	26 710	9 581
Totaux (2) :	2 433		1 350		2 321		860		34 898		39 429		41 862	

(*) Détail pour Bruxelles non communiqué (1) Chiffres de Bruxelles non compris (2) Chiffres de Bruxelles compris

TABEAU 7. - AFFAIRES TRANCHEES PAR LE PARQUET - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		Mineurs déférés au juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants		Mineurs impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles *	4 521		-		727		323		5 571	
Louvain	722	205	13	1	94	34	45	32	874	272
Nivelles	329	69	1	-	42	29	11	8	383	106
Anvers	2 884	798	1	-	784	309	52	27	3 721	1 134
Malines	636	192	3	-	76	31	29	6	744	229
Turnhout	1 928	638	3	1	33	11	40	13	2 004	663
Mons	985	297	-	-	230	86	70	29	1 285	412
Charleroi	1 284	513	-	-	166	113	59	37	1 509	663
Tournai	502	87	2	-	94	33	44	8	642	128
Gand	1 668	491	-	1	279	137	79	29	2 026	658
Termonde	1 290	835	1	-	317	171	140	62	1 748	1 069
Audenarde	606	166	6	3	107	42	71	20	790	231
Bruges	1 499	527	-	1	140	82	125	86	1 764	696
Ypres	293	107	1	-	29	4	8	3	331	114
Courtrai	1 018	426	1	-	209	52	187	147	1 415	625
Furnes	507	196	4	-	38	6	-	-	549	202
Liège	1 620	553	-	-	298	139	19	3	1 937	695
Huy	264	58	-	-	139	60	37	3	440	121
Verviers	366	98	5	-	121	50	43	22	535	170
Hasselt	1 178	467	-	-	355	199	10	-	1 543	666
Tongres	879	304	-	-	90	12	57	18	1 026	334
Arlon	149	54	-	-	36	17	41	17	226	88
Marche-en-Famenne	126	30	1	3	9	6	29	9	165	48
Neufchâteau	182	54	3	-	5	-	17	4	207	58
Namur	471	112	3	-	79	21	37	8	590	141
Dinant	174	29	2	10	80	19	-	-	256	58
Totaux : (1) :	21 560	7 307	50	20	3 850	1 663	1 250	591	26 710	9 581
Totaux : (2)	33 388		70		6 240		2 164		41 862	

* Détail pour Bruxelles non communiqué.
 (1) Chiffres de Bruxelles non compris.
 (2) Chiffres de Bruxelles compris.

TABEAU 8. - MINEURS CONTRE LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU A S'OCCUPER

RESULTATS. - ARTICLE 12.

ARRONDISSEMENTS	Mineurs déférés aux juges d'instruction						Mineurs renvoyés des poursuites par le juge d'instruction		Mineurs déférés au juge des enfants par le juge d'instruction		Mineurs au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre	
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		Total		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles						
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Louvain	4	-	13	1	17	1	-	-	9	1	4	-
Nivelles	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-
Anvers	-	2	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-
Malines	-	-	3	-	3	-	-	-	2	-	1	-
Turnhout	-	1	3	1	3	2	-	-	3	1	-	1
Mons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tournai	-	-	2	-	2	-	-	-	2	-	-	-
Gand	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-
Termonde	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Audenarde	-	-	6	3	6	3	1	1	5	2	-	-
Bruges	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Ypres	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-
Courtrai	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-
Furnes	-	-	4	-	4	-	-	-	4	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huy	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Verviers	2	-	5	-	7	-	-	-	7	-	-	-
Hasselt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Tongres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arlon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marche-en-Famenne	-	-	1	3	1	3	-	-	1	3	-	-
Neufchâteau	-	-	3	-	3	-	-	-	1	-	2	-
Namur	-	-	3	-	3	-	-	-	3	-	-	-
Dinant	-	-	2	10	2	10	1	1	1	9	-	-
Totaux:	6	3	50	20	56	23	3	3	40	17	9	1

TABLEAU 9. I - MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNEES - DUREE

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées									
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	1	1	120	61	-	-	1	-	122	62
Louvain	-	-	6	11	-	-	-	-	6	11
Nivelles	-	-	3	3	-	-	1	-	4	3
Anvers	-	1	34	30	1	-	5	2	40	33
Malines	-	-	5	4	-	-	2	4	7	8
Turnhout	-	-	1	2	-	-	-	-	1	2
Mons	-	-	27	21	4	-	1	1	32	22
Charleroi	11	-	48	10	3	62	-	1	62	73
Tournai	-	2	10	13	2	-	3	-	15	15
Gand	10	12	38	39	-	-	-	1	48	52
Termonde	-	-	7	8	1	-	1	-	9	8
Audenarde	-	3	3	6	-	-	-	-	3	9
Bruges	1	-	17	26	-	-	-	2	18	28
Ypres	-	-	1	1	-	-	1	-	2	1
Coutrai	-	-	4	7	-	-	-	-	4	7
Furnes	-	-	2	-	-	-	-	-	2	-
Liège	2	-	75	43	-	1	4	2	81	46
Huy	-	-	9	3	1	-	3	-	13	3
Verviers	-	-	5	6	1	-	-	-	6	6
Hasselt	-	-	-	1	1	-	-	-	1	1
Tongres	-	-	9	5	-	-	-	-	9	5
Arlon	-	-	2	4	-	-	-	-	2	4
Marche-en-Famenne	1	1	1	1	-	-	-	-	2	2
Neufchâteau	-	-	1	2	-	-	-	-	1	2
Namur	-	-	15	24	-	-	2	2	17	26
Dinant	-	-	3	14	2	-	2	1	7	15
Totaux :	26	20	446	345	16	63	26	16	514	444

DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5.

Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de													
Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total	
Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
10	6	38	13	35	26	28	22	8	1	1	-	117	68
-	1	-	1	-	4	-	1	-	1	1	-	1	8
2	-	2	-	3	2	-	1	-	-	-	-	7	3
5	2	13	7	10	21	3	4	-	-	-	-	31	34
-	-	-	-	-	-	-	1	1	1	-	1	2	3
-	-	-	-	-	1	1	-	1	-	-	-	2	1
1	2	-	-	-	5	1	3	-	2	1	-	3	12
4	2	22	18	37	33	12	9	1	1	-	-	76	63
1	-	3	2	11	8	2	5	-	1	-	1	17	17
6	8	12	13	20	19	4	9	-	4	-	-	42	53
1	-	2	-	1	3	3	3	-	-	-	-	7	6
-	1	-	1	2	2	1	3	-	-	-	-	3	7
6	2	3	3	7	8	3	7	1	2	-	1	20	23
-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1	1
-	-	1	2	3	4	1	-	-	-	-	-	5	6
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	4	13	5	14	10	16	10	6	3	7	3	64	35
2	-	-	3	4	4	1	2	1	1	-	-	8	10
-	-	2	3	-	2	-	1	-	1	-	-	2	7
-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	1
-	-	1	1	16	3	1	-	1	-	-	-	19	4
-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	1	1	2
-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	2	-	3	1
-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	1	2
-	-	1	3	9	10	2	4	2	-	3	-	17	17
-	1	1	3	-	-	1	2	-	4	1	1	3	11
46	29	114	78	174	167	80	89	23	22	16	10	453	395

TABLEAU 9. II - MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNEES.

ARRONDISSEMENTS	Mesures ordonnées							
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou une institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	-	-	19	4	35	10	54	14
Louvain	-	-	-	-	13	-	13	-
Nivelles	-	-	1	-	6	9	7	9
Anvers	-	-	2	1	10	2	12	3
Malines	-	-	1	-	8	-	9	-
Turnhout	-	-	-	-	2	-	2	-
Mons	-	-	4	2	14	2	18	4
Charleroi	-	-	2	-	14	5	16	5
Tournai	-	-	1	-	4	3	5	3
Gand	-	-	2	1	5	3	7	4
Termonde	-	-	2	1	9	5	11	6
Audenarde	-	-	2	2	4	1	6	3
Bruges	-	-	1	1	9	6	10	7
Ypres	-	-	1	1	1	-	2	1
Courtrai	-	-	1	-	4	-	5	-
Furnes	-	-	1	-	-	-	1	-
Liège	-	-	1	-	10	8	11	8
Huy	-	-	-	-	6	2	6	2
Verviers	-	-	-	-	4	1	4	1
Hasselt	-	-	-	-	1	-	1	-
Tongres	-	-	-	-	7	-	7	-
Arlon	-	-	-	-	3	1	3	1
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	1	-	1	-
Neufchâteau	-	-	-	-	1	-	1	-
Namur	-	-	-	-	11	1	11	1
Dinant	-	-	-	-	3	-	3	-
Totaux :	-	-	41	13	185	59	226	72

DUREE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN - ARTICLE 21 § 1er.

Nombre des mesures qui ont pris fin après une durée de													
Moins de 1 mois		1 à - de 3 mois		3 à - de 6 mois		6 à - de 9 mois		9 à - de 12 mois		1 an et plus		Total	
Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
-	-	4	-	5	1	1	6	-	1	-	-	10	8
-	-	1	-	2	-	-	-	1	-	-	-	4	-
-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1
-	-	5	-	1	2	-	1	-	-	-	-	6	3
-	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	4	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	5	-	2	-	-	-	7	-
-	-	3	1	8	1	2	-	-	-	-	-	13	2
-	-	-	-	5	3	-	-	-	-	-	-	5	3
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
-	-	4	-	-	-	1	-	-	-	-	-	5	-
-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
1	-	2	-	3	-	2	5	-	-	-	-	8	5
-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	2	-
-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	3	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1	-	3	2	4	1	2	-	1	-	11	3
1	-	-	-	3	-	-	2	1	-	-	-	5	2
-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	3	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	1	-	1	1	-	-	-	-	-	-	2	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2	-	29	2	35	10	21	16	7	1	1	-	95	29

TABLEAU 10 - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts ne sont

ARRONDISSEMENTS 1	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15, 17)	
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9
Première instance								
Bruxelles	381	152	-	-	182	65	4	2
Louvain	88	31	-	-	36	10	-	-
Nivelles	25	16	2	-	11	2	-	-
Anvers	199	123	-	-	32	25	2	3
Malines	38	10	-	-	19	1	-	-
Turnhout	18	7	-	-	2	4	-	-
Mons	139	72	-	-	18	3	1	-
Charleroi	141	90	2	4	6	2	14	5
Tournai	83	48	-	-	26	5	-	1
Gand	135	112	4	6	60	33	7	24
Termonde	32	14	-	-	7	1	-	1
Audenarde	39	10	-	-	28	6	-	1
Bruges	169	96	34	10	74	27	5	3
Ypres	30	2	-	-	18	-	-	-
Courtrai	164	60	2	-	122	25	1	3
Furnes	-	-	-	-	-	-	-	-
Liège	109	54	-	-	29	10	1	1
Huy	113	34	-	-	71	15	-	-
Verviers	25	14	-	-	8	1	-	-
Hasselt	54	30	-	-	18	4	-	1
Tongres	91	13	-	-	34	5	-	-
Arlon	25	11	1	-	19	5	1	-
Marche-en-Famenne	9	9	-	-	2	5	2	1
Neufchâteau	-	2	-	-	-	-	-	-
Namur	92	27	2	-	55	7	1	2
Dinant	2	11	-	-	-	-	1	3
Totaux :	2 201	1 048	47	20	877	261	40	53
Appel								
Bruxelles	2	5	-	-	-	-	-	1
Gand	2	1	1	1	-	-	-	-
Liège	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux :	4	6	1	1	-	-	-	1

ARTICLES 13 A, 19, 21 § 2, 22, 23 et 37
compté qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (art. 13, 14, 15, 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure (Colonnes 6 à 17)				
	Garçons 10	Filles 11	conditionnellement (liberté surveillée)		Garçons 16	Filles 17	Garçons 18	Filles 19	
Garçons 12			Filles 13	Garçons 14					Filles 15
95	42	87	30	7	10	6	3	381	152
9	14	30	7	13	-	-	-	88	31
5	3	7	8	-	3	-	-	23	16
32	32	127	63	5	-	1	-	199	123
3	-	14	5	1	2	1	-	38	10
2	2	12	1	1	-	1	-	18	7
2	13	104	53	14	2	-	1	139	72
78	77	2	-	28	2	11	-	139	86
18	18	32	20	5	4	2	-	83	48
38	25	26	21	-	1	-	2	131	106
6	9	8	2	10	-	1	1	92	14
3	2	8	1	-	-	-	-	39	10
8	18	40	30	8	8	-	-	135	86
4	1	7	1	1	-	-	-	30	2
12	9	23	23	2	-	2	-	162	60
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56	26	9	6	13	11	1	-	109	54
5	7	29	10	8	2	-	-	113	34
3	5	10	8	4	-	-	-	25	14
1	8	29	17	6	-	-	-	54	30
22	4	25	4	9	-	1	-	91	13
2	2	2	3	-	1	-	-	24	11
2	1	3	2	-	-	-	-	9	9
-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
15	12	13	4	4	2	2	-	90	27
1	8	-	-	-	-	-	-	2	11
422	338	647	319	139	50	29	7	2 154	1 028
1	3	-	1	1	-	-	-	2	5
-	-	1	-	-	-	-	-	1	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1	3	1	1	1	-	-	-	3	5

TABLEAU 11. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'AGE - ARTICLES 13 à 19, 21, § 2, 22, 23 et 37
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ETE COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux per- sonnes qui en avaient la garde (Liberté surveil- lée) (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15 et 17)	
	Garçons 2	Filles 3	Garçons 4	Filles 5	Garçons 6	Filles 7	Garçons 8	Filles 9
1					59	14	1	1
Moins de 10 ans	138	44	7	4	46	9	-	-
De 10 à moins de 11 ans	94	19	4	-	67	8	1	1
De 11 à moins de 12 ans	143	34	4	-	91	17	1	-
De 12 à moins de 13 ans	180	67	5	-	141	49	2	1
De 13 à moins de 14 ans	279	127	7	4	163	49	5	16
De 14 à moins de 15 ans	380	199	10	5	185	60	9	15
De 15 à moins de 16 ans	458	277	3	4	84	36	13	15
De 16 à moins de 17 ans	307	162	-	3	41	19	8	4
De 17 à moins de 18 ans	222	119						
Totaux :	2 201	1 048	47	20	877	261	40	53

Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseigne- ment publique ou privée (art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22 et 23)				Placés dans un asile ou dans un établis- sement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonnes 6 à 17	
Garçons 10	Filles 11	Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement		Garçons 16	Filles 17	Garçons 18	Filles 19
		Garçons 12	Filles 13	Garçons 14	Filles 15				
49	15	21	10	-	-	1	-	131	40
22	4	16	6	2	-	1	-	87	19
35	12	28	13	7	-	1	-	139	34
36	28	34	22	11	-	3	-	176	67
54	41	57	33	15	2	5	1	274	127
75	61	100	61	24	7	6	1	373	195
60	87	155	90	32	18	7	2	448	272
52	52	122	42	31	11	2	2	304	158
39	38	114	42	17	12	3	1	222	116
422	338	647	319	139	50	23	7	2 154	1 028

TABLEAU 12. - RESULTATS DEFINITIFS DES AFFAIRES TERMINEES.
NATURE ET POURCENTAGE DES DECISIONS INTERVENUES.

NATURE DES DECISIONS	Nombre	Pourcentage
1	2	3
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	33 455	91,31
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	1 138	3,11
Mineurs placés chez un particulier	93	0,25
Mineurs placés dans une institution privée	760	2,08
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	966	2,64
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	189	0,51
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	36	0,10
Totaux :	36 637	100,00

TABLEAU 13. - MINEURS JUGES - RESULTATS DES POURSUITES

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (art. 13, 14, 15 & 17)		Confiés à une personne (art. 13, 14, 15 et 17)	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9
1								
Vagabondage ou mendicité	173	148	3	-	84	38	2	9
Inconduite	625	306	8	10	69	23	20	21
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	50	165	3	5	24	42	-	17
Faits qualifiés infractions :								
contre l'autorité	1	-	-	-	-	-	-	-
contre les moeurs	164	178	-	-	60	40	3	3
contre les personnes	1	-	-	-	1	-	-	-
{ crimes								
{ délits	118	4	11	-	78	3	2	-
contre les propriétés	77	7	6	-	58	3	-	-
{ incendies								
{ vols	862	134	15	4	447	62	9	1
{ escroqueries	7	2	-	-	6	-	-	-
d'autre nature	59	49	-	-	39	38	4	1
Infractions à la loi scolaire	64	55	1	1	11	12	-	1
TOTAUX :	2 201	1 048	47	20	877	261	40	53

EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé (art. 13, 14, 15 et 17)	Confiés à un établissement de l'Etat (art. 13, 14, 15, 17, 22, 23 et 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure		
	conditionnellement (liberté surveillée)		non conditionnellement				Colonnes 6 à 17		
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
35	44	38	41	10	12	1	4	170	148
190	133	253	95	74	21	11	3	617	296
5	48	17	50	1	3	-	-	47	160
1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
19	51	73	71	6	13	3	-	164	178
-	-	-	-	-	-	-	-	1	-
7	1	15	-	4	-	1	-	107	4
6	2	7	2	-	-	-	-	71	7
127	29	214	37	40	1	10	-	847	130
-	2	-	-	1	-	-	-	7	2
4	6	10	4	2	-	-	-	59	49
28	22	20	19	1	-	3	-	63	54
422	338	647	319	139	50	29	7	2 154	1 028

TABLEAU 14. - ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, REVISIONS

ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Bruxelles	50	40	135	71	184	113
Louvain	6	2	2	-	6	2
Nivelles	-	-	17	10	7	2
Anvers	51	24	130	49	77	56
Malines	7	2	6	5	8	8
Turnhout	1	-	-	-	5	4
Mons	22	-	17	4	9	14
Charleroi	64	53	12	24	31	5
Tournai	2	-	16	13	21	10
Gand	1	7	-	3	53	51
Termonde	7	2	2	5	19	11
Audenarde	1	-	-	-	7	7
Bruges	4	5	1	2	22	19
Ypres	-	1	-	1	5	3
Courtrai	2	-	-	1	11	11
Furnes	-	-	-	-	-	-
Liège	13	8	3	3	52	40
Huy	1	2	-	19	16	3
Verviers	-	-	-	1	10	12
Hasselt	4	1	16	12	20	11
Tongres	2	1	1	-	13	11
Arlon	-	-	-	-	5	1
Marche-en-Famenne	-	-	-	-	4	1
Neufchâteau	-	-	1	1	3	2
Namur	3	2	-	3	20	13
Dinant	-	-	-	-	11	14
Totaux :	241	150	359	227	619	424

TRIENNALES RENDUS A L'EGARD DES MINEURS - NATURE DE LA DECISION NOUVELLE-ARTICLE-31

Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution privée		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
24	29	147	65	79	29	35	27	654	374
7	7	4	10	5	3	2	1	32	25
3	-	12	2	7	2	2	1	48	17
11	18	39	48	38	17	15	2	361	214
-	7	3	3	4	1	1	1	29	27
1	1	1	-	2	1	2	1	12	7
23	3	17	9	6	8	-	4	94	42
57	44	48	56	29	11	22	15	263	208
8	3	24	8	13	8	7	4	91	46
8	50	28	55	19	11	12	15	121	192
-	9	1	6	5	2	1	2	35	37
-	2	2	5	4	1	1	-	15	15
2	10	7	11	9	8	3	4	48	59
-	4	-	2	1	-	3	-	9	11
4	11	9	14	10	3	6	2	42	42
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	6	44	21	38	18	11	9	177	105
4	4	3	2	9	-	1	-	34	30
-	2	5	6	9	4	2	3	26	28
2	4	1	4	5	2	-	-	48	34
3	4	6	2	5	-	8	-	38	18
1	1	7	-	3	-	2	2	18	4
-	1	2	-	-	-	-	-	6	2
-	2	-	2	1	1	-	-	5	8
1	16	22	9	11	10	3	3	60	56
1	15	2	1	-	1	1	1	15	32
176	253	434	341	312	141	140	97	2 281	1 633

TABLEAU 15. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES ETABLISSEMENTS

ETABLISSEMENTS	Entrés			Sorties					
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	à la suite d'une décision du juge des enfants					
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'Etat	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	Total
Privés									
Wolué Saint-Pierre: poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (Filles)	12	50	62	2	1	51	1	1	56
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Corton (Filles)	12	93	105	43	6	30	6	-	85
Malaise : centre d'accueil et d'orientation	48	120	168	10	3	73	2	31	119
Totaux :	72	263	335	55	10	154	9	32	260
d'Etat									
Mol (Garçons)	67	566	633	190	18	97	138	75	518
Namur (Filles)	102	201	303	70	20	25	48	15	178
Wauthier-Braine (Garçons)	51	75	126	3	-	-	78	2	83
Totaux :	220	842	1 062	263	38	122	264	92	779

D'OBSERVATION - SITUATION AU 31 DECEMBRE

Evadés	Décédés	Aliénés	Majorités	Rapatriés	Total des sorties	Restant au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de								Total
						Moins de 15 jours	15 jours à - de 1 mois	1 mois à - de 2 mois	2 mois à - de 3 mois	3 mois à - de 6 mois	6 mois à - de 1 an	1 an et plus		
1	-	-	-	-	57	1	1	3	-	-	-	-	-	5
-	-	-	-	-	85	2	5	4	-	5	1	3	-	20
-	-	-	-	-	119	13	6	11	19	-	-	-	-	49
1	-	-	-	-	261	16	12	18	19	5	1	3	-	74
17	-	4	15	2	556	14	11	28	20	4	-	-	-	77
26	-	1	-	-	205	7	5	12	15	35	18	6	-	98
-	-	-	-	-	83	3	3	4	7	15	11	-	-	43
43	-	5	15	2	844	24	19	44	42	54	29	6	-	218

TABLEAU 16. - MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNEE
Liberté surveillée - Placements familiaux - Etablissements d'éducation
privés - Etablissements d'éducation de l'Etat -

NATURE DE LA MESURE	ENTRES			SORTIS							
	Présents au 1er janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Expiration de terme	
Liberté surveillée	garçons	8 731	2 170	10 901	787	-	-	-	87	-	1 386
	filles	3 164	988	4 152	332	-	-	-	-	-	565
Placements familiaux	garçons	120	67	187	34	-	-	1	3	-	18
	filles	101	50	151	29	-	-	-	-	-	19
Placements au travail chez un particulier	garçons	163	135	298	77	2	-	-	21	-	14
	filles	342	223	565	204	1	-	4	-	-	50
Etablissements d'éducation privés	garçons	1 248	787	2 035	578	12	1	3	25	10	26
	filles	1 120	687	1 807	652	12	1	4	-	3	42
Etablissements spéciaux privés	garçons	404	238	642	175	4	1	-	2	1	15
	filles	145	110	255	115	1	-	-	-	-	7
Etablissements d'éducation de l'Etat											
Ruisselede-Wingene	(garçons	112	121	233	81	5	-	2	10	1	4
Mol	(garçons	60	288	348	232	28	-	5	21	-	-
Saint-Servais	(filles	53	62	115	74	12	-	-	-	-	-
Brugss	(filles	46	46	92	53	2	-	-	-	-	-
Jumet, Home scolaire	(garçons	51	56	107	36	1	-	-	-	-	-
Wauthier-Braine	(garçons	46	87	133	71	-	-	-	-	-	-
Etablissements spéciaux de l'Etat											
Mol (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)		21	92	113	75	2	-	-	10	-	3
Totaux :	garçons	10 956	4 041	14 997	2 146	54	2	11	179	12	1 466
	filles	4 971	2 166	7 137	1 459	28	1	8	-	3	683
Total :		15 927	6 207	22 134	3 605	82	3	19	179	15	2 149

N.B. Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation, etc... ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

SITUATION AU 31 DECEMBRE
- Etablissements spéciaux privés -
Etablissements de l'Etat.

Transférés dans un autre établissement de l'Etat	Total des sortis	Total des mineurs restant au 31 décembre	RESTANT au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de											
			Moins de 1 an	1 an à - de 2 ans	2 ans à - de 3 ans	3 ans à - de 4 ans	4 ans à - de 5 ans	5 ans à - de 6 ans	6 ans à - de 7 ans	7 ans à - de 8 ans	8 ans à - de 9 ans	9 ans à - de 10 ans	10 ans et plus	
-	2 260	8 641	981	1 760	1 454	1 045	864	532	345	248	166	121	125	
-	897	3 255	924	654	555	416	246	168	117	70	49	19	37	
-	56	131	52	28	21	15	7	4	1	1	2	-	-	
-	48	103	35	29	15	9	8	5	1	1	-	-	-	
-	114	184	95	44	24	10	8	1	-	1	-	1	-	
-	259	306	153	72	46	23	10	2	-	-	-	-	-	
-	655	1 360	586	250	173	153	65	52	29	14	7	4	5	
-	714	1 093	486	284	155	81	36	23	13	5	6	2	2	
-	198	444	199	89	61	42	22	16	6	5	3	-	1	
-	123	132	62	25	13	13	6	7	3	-	2	-	1	
20	123	110	80	23	3	3	1	-	-	-	-	-	-	
3	289	59	58	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
-	86	29	17	6	4	-	2	-	-	-	-	-	-	
-	55	37	29	7	1	-	-	-	-	-	-	-	-	
8	45	62	43	12	3	2	2	-	-	-	-	-	-	
16	87	46	23	21	2	-	-	-	-	-	-	-	-	
5	95	18	14	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	
52	3 922	11 075	3 133	2 268	1 743	1 271	969	606	381	269	178	126	131	
-	2 182	4 955	1 706	1 077	789	542	303	205	134	76	57	21	40	
52	6 104	16 030	4 839	3 345	2 532	1 813	1 277	811	515	345	235	147	171	

ferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorporation,

TABLEAU 17. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DECEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	Spécial	Ordinaire	Total	
Bruxelles	1 973	25	55	80	537	-	537	165	-	165	44	29	73	2 828
Louvain	519	-	15	15	68	-	68	30	-	30	6	17	23	655
Nivelles	145	2	3	5	31	-	31	12	-	12	6	12	18	211
Anvers	1 047	8	35	43	232	2	234	34	-	34	10	42	52	1 410
Malines	217	-	8	8	19	-	19	5	-	5	4	7	11	260
Turnhout	221	-	2	2	13	-	13	4	-	4	1	3	4	244
Mons	680	11	11	22	161	-	161	15	-	15	26	27	53	931
Charleroi	549	2	175	177	333	7	340	76	2	78	17	50	67	1 211
Tournai	320	1	20	21	86	-	86	19	-	19	5	17	22	468
Gand	843	3	107	110	262	3	265	47	-	47	11	12	23	1 288
Termonde	159	1	9	10	39	-	39	12	-	12	12	9	21	241
Audenarde	388	-	27	27	43	2	45	13	-	13	4	6	10	483
Bruges	794	3	34	37	56	1	57	17	-	17	10	22	32	937
Ypres	114	-	2	2	27	-	27	6	-	6	-	3	3	152
Courtrai	1 168	1	20	21	46	2	48	29	-	29	6	11	17	1 283
Furnes	39	-	3	3	5	-	5	-	-	-	-	1	1	48
Liège	574	5	31	36	169	5	174	34	-	34	39	34	73	891
Huy	433	-	10	10	43	-	43	7	-	7	8	6	14	507
Verviers	152	-	2	2	43	-	43	9	-	9	5	9	14	220
Hasselt	223	1	10	11	22	-	22	-	-	-	2	7	9	265
Tongres	584	4	8	12	29	2	31	18	-	18	-	5	5	650
Arlon	160	-	6	6	24	1	25	4	1	5	3	-	3	199
Marche-en-Famenne	91	2	6	8	7	-	7	1	-	1	1	-	1	108
Neufchâteau	16	1	4	5	11	2	13	1	-	1	1	2	3	38
Namur	394	4	17	21	92	1	93	8	-	8	12	7	19	535
Dinant	93	-	30	30	45	2	47	6	1	7	3	5	8	185
Totaux :	11 896	74	650	724	2 443	30	2 473	572	4	576	236	343	579	16 248

TABLEAU 18. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30^e ANNEE, CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DECEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITE

REGIME LE PLUS SEVERE APPLIQUE PENDANT LA MINORITE	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à												Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité	
		une ou plusieurs condamnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une Cour d'Assises	Interdits pour vagabondage	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité		
		Hommes													
Liberté surveillée	955	94	105	44	29	14	8	14	-	3	50	18	379	576	
Placement chez un particulier	40	10	12	1	3	1	1	-	-	1	2	-	31	9	
Placement dans une institution privée	141	14	28	8	6	-	-	2	-	2	7	5	72	69	
Placement dans un établissement spécial privé	4	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	2	2	
Placement dans un établissement de l'Etat	562	71	107	59	23	12	14	36	-	10	56	53	441	121	
Totaux :	1 702	189	252	113	61	27	23	53	-	16	115	76	925	777	
		Femmes													
Liberté surveillée	258	14	24	4	5	4	-	-	-	-	1	-	52	206	
Placement chez un particulier	17	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	16	
Placement dans une institution privée	226	9	14	12	-	2	-	1	-	-	1	-	39	187	
Placement dans un établissement spécial privé	7	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	6	
Placement dans un établissement de l'Etat	136	8	15	13	1	5	2	3	-	-	1	-	48	88	
Totaux :	644	32	53	29	6	12	2	4	-	-	3	-	141	503	

STATISTIQUE DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL

ANNEE 1965

JURIDICTIONS DU TRAVAIL - ANNEE 1965

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

TABEAU 1. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES, APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER

SIEGES DE JURIDICTION	Chambres	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendances et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugements	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendances et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendances et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
Bruxelles	O	2 392	146	250	1 560	436	275	32	240	-	3	1 890	73	1 778	-	39
	E	1 731	40	7	1 449	235	-	9	-	-	-	1 850	57	1 766	-	27
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	146	-	139	-	7
Hal	O	57	1	-	48	8	-	-	-	-	-	38	4	20	-	14
	E	13	-	1	11	1	-	-	-	-	-	18	-	8	-	10
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vilvorde	O	145	31	-	61	53	-	-	-	-	-	55	10	45	-	-
	E	33	3	-	24	6	-	-	-	-	-	33	4	24	-	5
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
Louvain	O	124	29	-	45	50	-	-	-	-	-	77	4	50	-	23
	E	41	7	-	21	13	-	-	-	-	-	32	3	13	-	16
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nivelles	O	77	5	6	53	13	9	-	8	-	1	44	-	30	-	14
	E	21	2	-	15	4	-	-	-	-	-	26	-	11	-	15
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	3
Tubize	O	21	10	-	5	6	-	-	-	-	-	5	1	2	-	2
	E	3	1	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
Wavre	O	126	14	-	91	21	-	-	-	-	-	37	-	23	-	8
	E	26	5	-	20	1	-	-	-	-	-	20	-	13	-	7
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-
Anvers	O	1 523	198	-	1 200	125	-	-	-	-	-	921	-	586	-	335
	E	592	46	-	494	52	-	-	-	-	-	689	-	321	-	368
	M	50	1	-	43	6	-	-	-	-	-	39	-	27	-	12
Malines	O	248	70	-	100	78	-	-	-	-	-	105	11	94	-	-
	E	78	12	-	54	12	-	-	-	-	-	57	38	19	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turnhout	O	213	18	43	129	23	21	2	16	-	3	89	16	49	-	24
	E	51	4	-	45	2	-	-	-	-	-	41	3	23	-	15
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mons	O	133	39	2	85	7	2	-	1	-	1	48	7	28	-	13
	E	70	14	-	49	7	-	-	-	-	-	43	4	22	-	17
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	5
Dour	O	35	5	-	29	1	-	-	-	-	-	16	-	11	-	5
	E	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	8	-	6	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	1
La Louvière	O	431	28	72	290	41	14	3	8	-	3	37	2	26	-	9
	E	116	13	2	87	14	-	-	-	-	-	67	1	43	-	23
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-
Pâturages	O	89	8	-	77	4	-	-	-	-	-	45	7	20	-	18
	E	20	5	-	15	-	-	-	-	-	-	25	4	7	-	14
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Soignies	O	30	4	-	21	5	-	-	-	-	-	20	-	18	-	2
	E	11	-	-	11	-	-	-	-	-	-	9	-	6	-	3
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charleroi	O	1 567	175	49	147	196	49	3	46	-	-	147	18	129	-	-
	E	409	28	-	80	301	-	-	-	-	-	80	11	69	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Binche	O	293	199	2	59	33	2	-	2	-	-	61	7	53	-	1
	E	23	-	-	18	5	-	-	-	-	-	19	1	16	-	2
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	2	-	1
Font.-l'Evêque	O	56	7	-	44	5	-	-	-	-	-	22	-	12	-	10
	E	14	1	-	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	M	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

O = Pour ouvriers; E = Pour employés; M = Mixte.

TABLEAU 1. (suite)

SIEGES DE JURISDICTION	Chambres	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendances et incidents dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugements	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendances et incidents dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendances et incidents dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
Tournai	O	63	21	9	30	3	9				40				26	14
	E	45	5		35	5					25	1			15	9
	M															
	O	31	7		21	3					13				13	
Lessines	E	5			5						5				3	2
	M															
	O	747	65	185	405	92	100	29	50	21	319	46	202		71	
Gand	E	198	10	2	164	22					199	25	105		69	
	M										6	1	4		1	
	O	36	6	13	16	1	12	1	9	2	29	3	22		4	
Eeklo	E	7			7						13	1	8		4	
	M										1		1			
	O	30	10		17	3					15	2	6		7	
Audenarde	E	18	2		15	1					20	7	4		9	
	M															
	O	26	5		9	12					11	1	7		3	
Renaix	E	8			4	4					16	1	10		5	
	M															
	O	210	32	52	123	3	44	4	28	12	102	5	61		36	
Termonde	E	21	2		16	1					37	4	8		25	
	M															
	O	286	9		220	57					174	14	142		18	
Alost	E	66	1		55	10					60	7	31		22	
	M										5		4		1	
	O	168	12		112	44					121	20	89		12	
Saint-Nicolas	E	44	3		33	8					37	2	26		9	
	M															
	O	274	59		198	17	1		1		148	20	75		53	
Bruges	E	97	8		78	11					66	3	24		39	
	M										6		4		2	
	O	216	13	64	127	12	25	7	16	2	91	6	65		20	
Ostende	E	46	5	3	34	4	1		1		54	7	34		13	
	M															
	O	44	13		25	6					31	3	11		17	
Tielt	E	8	2		6						10		4		6	
	M															
	O	108	19		89						65	6	49		10	
Courtrai	E	88	4		84						53	6	27		20	
	M										3		3			
	O	15			14	1					13		4		9	
Mouscron	E	12	2		10						10	2	2		6	
	M															
	O	120	10	18	83	9	36	20	9	7	58	10	28		20	
Roulers	E	61	3	1	45	12					43	4	20		19	
	M										1				1	
	O	41	5		28	8					16	2	5		9	
Ypres	E	13	2		8	3					9	1	4		4	
	M															
	O	668	68		485	115					254		180		74	
Liège	E	252	5		237	10					209	2	141		66	
	M										13		7		6	
	O	22	11		8	3					9	1	6		2	
Comblain-au-Pont	E	3	1		2						3	1	2			

TABLEAU 1. (suite)

SIEGES DE JURISDICTION	Chambres	BUREAU DE CONCILIATION Nombre d'affaires					BUREAU DE JUGEMENT Nombre d'affaires					CONSEIL Nombre d'affaires				
		pendances et incidents dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugements	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendances et incidents dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendances et incidents dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
Fléron	O	1									1					
	E															
	M															
	O	111	7		100	4					48		24		24	
Huy	E	7			7						28		7		21	
	M															
	O	153	18		110	25					37	5	32			
Jemeppe	E	37	2		27	8					12	2	10			
	M										2		2			
	O	94	8	19	55	12	14		11	3	37		30		7	
Verviers	E	58	2		54	2					52		22		30	
	M										8		8			
	O	10		9		1					6		4		2	
Eupen	E	8			5	3					2	1			1	
	M															
	O	207	14		186	7					144	10	55		79	
Hasselt	E	101	4		91	6					101		33		68	
	M										1		1			
	O	111	3		103	5					83	4	50		23	
Tongres	E	17	3		13	1					15	1	4		10	
	M															
	O	263	32	162	10	59	13	1	11	1	94		81		13	
Nasaur	E	74	2	1	61	10					73	16	46		11	
	M										1	1	4		1	
	O	20	3	2	4	2					4	1	1		2	
Andenne	E	6														
	M															
	O	88	18		49	21					27		21		6	
Auvelais	E	6	2		3	1					2		1		1	
	M															
	O	87	8	2	64	13	2	1	1		41	5	28		8	
Dinant	E	17			16	1					12	2	3		7	
	M															
	O	98	76		22						26	1	18		7	
Philippeville	E	6			6						9		4		5	
	M															
	O	33	2		22	9					32	1	19		12	
Arlon	E	21	2		16	3					20	3	6		11	
	M															
	O	181	83		90	8					36		18		18	
Libramont	E	51	16		34	1					26		15		11	
	M															
	O	62	13		33	16					37		25		12	
Marche-en-Famenne	E	15	1		14						19		11		8	
	M															
	O	12 184	1 637	959	6 903	2 685	630	103	468	59	5 817	325	4 383		1 109	
Le Royaume	E	4 670	271	19	3 597	783	10		10		4 284	226	3 011		1 047	
	M	50	1		43	6					247	2	209		36	
Total :		16 904	1 903	978	10 543	3 474	640	103	478	59	10 348	553	7 603		2 192	

TABLEAU 1 bis. - DEPOTS DE REGLEMENT D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS.

SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels	SIEGE DE JURIDICTION	Nombre de dépôts de règlements d'atelier	Nombre de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	451	310	Saint-Nicolas	102	7
Hal	7	7	Bruges	136	4
Vilvorde	32	192	Ostende	39	2
Louvain	87	7	Tielt	42	1
Nivelles	-	-	Courtrai	105	41
Tubize	-	-	Mouscron	18	3
Wavre	101	2	Roulers	164	41
Anvers	370	20	Ypres	54	-
Malines	482	10	Liège	150	14
Turnhout	110	3	Conblain-au-Pont	3	-
Mons	-	1	Fléron	-	-
Dour	42	-	Huy	57	-
La Louvière	87	2	Jemeppe	-	10
Pâturages	31	1	Verviers	61	5
Soignies	35	2	Dupen	-	-
Charleroi	127	12	Hasselt	267	6
Binche	-	1	Tongres	-	4
Fontaine-l'Evêque	45	3	Namur	88	5
Tournai	61	3	Andenne	-	-
Lessines	-	-	Auvelais	-	3
Gand	224	24	Dinant	35	-
Eeklo	31	1	Philippeville	-	-
Audenarde	36	-	Arlon	41	-
Renaix	10	-	Libramont	45	-
Tereonde	-	5	Marché-en-Famenne	-	3
Alost	148	9			
			LE ROYAUME :	3 940	764

TABLEAU 2. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINEES ET RESTANT A JUGER.

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINEES			Affaires restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation abandon etc...	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	{ pour ouvriers	96	112	208	93	13	106	102
	{ pour employés	389	302	691	321	101	422	269
	{ mixte	23	22	45	33	2	35	10
Anvers	{ pour ouvriers	34	47	81	38	17	55	26
	{ pour employés	99	94	193	70	19	89	104
	{ mixte	-	7	7	3	-	3	4
Mons	{ pour ouvriers	28	29	57	30	5	35	22
	{ pour employés	67	43	110	55	7	62	48
	{ mixte	1	5	6	3	-	3	3
Gand	{ pour ouvriers	46	51	97	26	11	37	60
	{ pour employés	56	32	88	41	2	43	45
	{ mixte	3	23	26	26	-	26	-
Bruges	{ pour ouvriers	54	27	81	22	5	27	54
	{ pour employés	30	46	76	32	8	40	36
	{ mixte	-	1	1	1	-	1	-
Liège	{ pour ouvriers	16	28	44	17	1	18	26
	{ pour employés	69	67	136	43	1	44	92
	{ mixte	-	4	4	2	1	3	1
Hasselt	{ pour ouvriers	16	10	26	10	3	13	13
	{ pour employés	8	17	25	10	-	10	15
	{ mixte	-	-	-	-	-	-	-
Namur	{ pour ouvriers	15	12	27	13	1	14	13
	{ pour employés	16	21	37	16	-	16	21
	{ mixte	-	1	1	-	-	-	1
Libramont	{ pour ouvriers	4	7	11	9	1	10	1
	{ pour employés	6	5	11	9	-	9	2
	{ mixte	-	1	1	-	-	-	1
Le Royaume	{ pour ouvriers	309	323	632	258	57	315	317
	{ pour employés	740	627	1 367	597	138	735	632
	{ mixte	27	64	91	68	3	71	20
	Total :	1 076	1 014	2 090	923	198	1 121	969

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE

DU CONSEIL D'ETAT

ANNEE

1964 - 1965

1965 - 1966

STATISTIQUE DE L'ACTIVITE DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat a été créé par la loi du 23 décembre 1946 qui entra en vigueur à la date du 23 août 1949.

Cette haute juridiction comporte deux sections ayant chacune une mission bien distincte:

1) La section de législation donne des avis sur les textes législatifs qui lui sont soumis par un ministre ou par le président d'une des chambres législatives;

2) La section d'administration émet des avis ou tranche par voie d'arrêt. Dans la compétence d'avis on doit surtout retenir le contentieux de l'indemnité (art.7, par.1 " La section d'administration connaît, dans les cas où il n'existe pas d'autre juridiction compétente, des demandes d'indemnité relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel résultant d'une mesure prise ou ordonnée par l'Etat, la province, la commune ou le gouvernement de la colonie, soit que l'exécution en ait été normale, soit qu'elle ait été défectueuse ou différée ". Dans la compétence d'arrêt, il faut mettre l'accent sur les recours en annulation " pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, sur le détournement de pouvoir forcés contre les actes et règlements des diverses autorités administratives ou contre les décisions contentieuses administratives ". La loi accordait ainsi à l'individu la protection qui ne lui avait pas toujours été garantie en face de la puissance publique.

Le tableau I est un bilan sommaire de l'activité des deux sections susvisées.

Le tableau II donne le détail des affaires de la section d'administration en distinguant la compétence d'avis, la compétence juridictionnelle et les affaires minières et d'union professionnelles.

TABLEAU I. - ACTIVITE EN GENERAL

ANNEES	Section de législation Avis donnés pendant l'année			Section d'administration Nombre d'affaires (1)				
	A la demande du président d'une des Chambres législatives	A la demande d'un Ministre	Total des avis donnés pendant l'année	Affaires antérieures à l'année	Affaires introduites pendant l'année	Total des affaires à traiter	Affaires terminées (2)	Affaires restant à traiter à la fin de l'année
1953	-	669	669	1 448	852	2 310	973	1 337
1954	1	514	515	1 337	911	2 248	1 001	1 247
1955	-	437	437	1 247	688	1 930	957	973
1956-57	1	485	486	1 041	842	1 883	535	1 348
1957-58	-	422	422	1 246	844	2 090	753	1 337
1958-59	-	453	453	1 337	767	2 104	701	1 403
1959-60	-	472	472	1 403	710	2 113	915	1 198
1960-61	-	315	315	1 198	856	2 054	778	1 276
1961-62	-	493	493	1 276	692	1 968	867	1 101
1962-63	-	409	409	1 101	670	1 771	679	1 092
1963-64	1	512	513	1 092	732	1 824	682	1 142
1964-65	-	362	362	1 142	960	2 102	706	1 396
1965-66	-	396	396	1 396	603	1 999	607	1 392

(1) Non compris les affaires minières et d'union professionnelle.

(2) Y compris les affaires terminées sans arrêt ni avis.

TABLEAU II - SECTION D'ADMINISTRATION : DETAIL DES AFFAIRES

A. - Compétence juridictionnelle (art.8, 9 et 10)

ANNEES	Arrêts rendus en matière de conflits d'attribution (art.8)	Arrêts rendus en matière de recours en annulation (article 9)						Total
		Recours contre des décisions contentieuses administratives				Recours contre des actes et règlements administratifs		
		En matière de dommages de guerre		Autres recours		Accordant l'annulation	Refusant l'annulation	
		Accordant l'annulation	Refusant l'annulation	Accordant l'annulation	Refusant l'annulation			
1953	-	34	33	180	113	68	226	654
1954	1	62	25	188	121	73	241	710
1955	-	60	70	195	93	144	182	744
1956-57	-	29	42	51	67	56	148	393
1957-58	2	52	98	129	73	63	198	613
1958-59	-	90	93	65	54	58	131	491
1959-60	-	90	94	110	69	72	198	633
1960-61	-	68	67	102	64	80	217	598
1961-62	-	46	55	161	115	78	176	631
1962-63	-	14	35	116	155	65	125	510
1963-64	-	-	-	Non communiqué		-	-	-
1964-65	-	14	25	90	134	34	132	429
1965-66	-	20	23	93	123	48	145	452

ANNEES	Arrêts rendus en matières spéciales (article 10)					Arrêts déclinatoires de compétence ratione materiae	Arrêts de désistement de non-lieu, à statuer de diffère	Total des arrêts rendus
	Loi électorale communale (§ 1)	Revision des contrats conclus avant ou pendant la guerre (§ 2)	Assistance publique (§ 3)	Assistance publique (§ 4)	Total			
1953	68	-	29	11	108	63	99	924
1954	12	-	30	2	44	56	78	889
1955	6	-	20	1	27	28	76	875
1956-57	-	-	13	-	13	13	66	485
1957-58	2	-	15	2	19	8	77	719
1958-59	63	-	8	2	73	12	122	708
1959-60	5	-	26	8	39	21	137	830
1960-61	3	-	20	5	28	14	84	724
1961-62	3	-	10	2	15	19	75	740
1962-63	-	-	8	-	8	5	39	562
1963-64	-	-	Non communiqué		-	-	-	-
1964-65	49	-	12	-	61	14	88	592
1965-66	5	-	1	4	10	8	50	520

B. - COMPETENCE D'AVIS - (ART. 6 ET ART. 7 par.1)

ANNEES	Avis émis sur la base de l'art. 6	Avis émis en matière de contentieux de l'indemnité (art. 7 paragraphe 1)			Total des avis émis
		Favorables à la demande		Défavorables à la demande	
		Complètement	Partiellement		
1953	22	1	-	13	36
1954	23	4	-	15	42
1955	22	-	-	11	33
1956-1957	22	-	-	13	35
1957-1958	13	-	1	6	20
1958-1959	20	-	-	5	25
1959-1960	21	-	-	4	25
1960-1961	15	-	-	6	21
1961-1962	17	-	-	6	23
1962-1963	21	-	1	12	34
1963-1964	14	Non communiqué		9	23
1964-65	20	-	-	6	26
1965-66	21	-	1	5	27

C. - COMPETENCE EN MATIERE MINIERE ET D'UNIONS PROFESSIONNELLES

(Art. 7 par. 2, arrêté du Régent du 23 août 1948)

ANNEES	Affaires minières		Affaires d'unions professionnelles	
	Entrées	Terminées	Entrées	Terminées
1953	14	16	727	671
1954	20	15	652	655
1955	9	15	559	581
1956-1957	16	4	551	664
1957-1958	16	15	594	505
1958-1959	13	27	557	498
1959-1960	35	6	528	614
1960-1961	30	16	677	573
1961-1962	(1)	9	(1)	820
1962-1963	(1)	72	(1)	609
1963-1964	35	26	646	535
1964-1965	25	30	637	555
1965-66	28	30	705	738

(1) Non communiqué.